

# *I f r é s i*

**Institut Fédératif de Recherche sur les Économies  
et les Sociétés Industrielles**



**Bilan 1989-1993 du GDR 4**

**Projet 1994-1997  
dans le cadre d'une Fédération d'Unités**

**CNRS Centre National de la Recherche Scientifique  
Universités de Lille 1 , Lille 2 , Lille 3 , Fupl , Uvhc**



# *I f r é s i*

**Institut Fédératif de Recherche sur les Économies  
et les Sociétés Industrielles**

**Bilan 1989-1993 du GDR 4**

**Projet 1994-1997  
dans le cadre d'une Fédération d'Unités**

**Sections du Comité National du CNRS**

- 33 : Formation du monde moderne
- 36 : Sociologie - Normes et Règles
- 37 : Economie et Société
- 40 : Politique - Pouvoir - Organisation



## SOMMAIRE

### PREMIÈRE PARTIE L'IFRESI FÉDÉRATION SUR PROGRAMME

<b>Repères préliminaires</b>	<b>1</b>
<b>1. LES ÉQUIPES PARTICIPANT À L'IFRESI ET LES PERSONNES IMPLIQUÉES</b>	<b>2</b>
1.1. Objectifs et équipes retenus par les conventions ayant créé l'IFRESI	2
1.2. Les personnes participant à l'IFRESI	2
<b>2. LE PROGRAMME DE RECHERCHE ACTUEL ET POUR LA PÉRIODE À VENIR</b>	<b>4</b>
2.1. Les activités productives et leurs mutations, les villes et les territoires : éléments communs d'approche	4
2.2. Une hypothèse de croisements privilégiés : la trilogie "Emploi, Efficacité, Lien Social"	6
<b>3. BILAN ACTUEL DES APPORTS ET RÉSULTATS LIÉS À LA FÉDÉRATION</b>	<b>6</b>
3.1. Les apports de moyens liés à l'existence de la fédération	7
3.2. Les résultats actuels	9
<b>4. DES OBSTACLES À GÉRER DANS LA RECHERCHE DE NOUVEAUX "GAINS FÉDÉRATIFS"</b>	<b>11</b>
<b>5. LES NOUVEAUX "GAINS FÉDÉRATIFS" PROJETÉS POUR LES ANNÉES 1994-1997</b>	<b>13</b>
<b>6. FORMULE INSTITUTIONNELLE ET FONCTIONNEMENT</b>	<b>15</b>
6.1. La formule institutionnelle	15
6.2. Les modalités de fonctionnement	16
<b>Annexes de la première partie : Les personnes engagées dans les activités de l'IFRESI</b>	<b>19</b>
- Annexe 1 : Ingénieurs, techniciens, administratifs	19
- Annexe 2 : Chercheurs et enseignants chercheurs	19
- Annexe 3 : Répartition par laboratoire et statuts des chercheurs et enseignants chercheurs	24



## DEUXIÈME PARTIE

### LES OPÉRATIONS DE RECHERCHE

<b>1. LES ACTIVITÉS PRODUCTIVES ET LEURS MUTATIONS</b>	<b>31</b>
<b>1.1 Emploi, Chômage, Formation, Trajectoires Professionnelles</b>	<b>33</b>
1.1.1. Fonctionnement des systèmes d'emploi - formation et trajectoires socioprofessionnelles	37
1.1.2. Trajectoires et identités sociales	47
1.1.3. Évolutions des systèmes de formation et de leurs rapports aux entreprises	59
<b>1.2 Services , Information , Organisations des Activités Productives</b>	<b>71</b>
1.2.1. Services et montée du contenu informationnel des activités	77
1.2.2. Nouvelles formes d'organisation et de gestion des firmes. Évolutions de longue période	85
1.2.3. Du monde de la mine aux sécurités industrielles dans les industries stratégiques	101
<b>1.3 Environnement et Activités Productives</b>	<b>105</b>
<b>1.4 Intégrations Européennes : Institutions, Économie, Droit</b>	<b>115</b>
<b>1.5 Institutions et Marchés</b>	<b>127</b>
 <b>2. LES VILLES ET LES TERRITOIRES</b>	 <b>137</b>
<b>2.1 Dynamique des Populations des Pays Industrialisés</b>	<b>139</b>
2.1.1. Stabilité et changements dans les comportements et structures démographiques	141
2.1.2. Mutations des milieux géographiques et modifications géostructurelles des populations	145
2.1.3. Mobilité et dynamiques migratoires	147
<b>2.2 Activités Productives et Réorganisations des Espaces Urbanisés</b>	<b>151</b>
2.2.1. Recompositions et disparités des tissus locaux et urbains	157
2.2.2. Mutations des activités, stratégies des firmes: liens avec les restructurations spatiales	163
2.2.3. Acteurs locaux, politiques publiques, et développement des villes et territoires	169
<b>2.3 Politiques Publiques et Tensions Urbaines</b>	<b>179</b>
2.3.1. Changements des politiques sociales, revenus, logement	185
2.3.2. Sécurités urbaines, gestion du "social" : représentations et identités	193
2.3.3. Le Nord-Pas-de-Calais de reconstructions en restructurations (années 1930 - années 1970)	203
<b>2.4 Attitudes Politiques, Gouvernement des Villes</b>	<b>207</b>
 <b>Thème transversal : Emploi, Efficacité, Lien Social</b>	 <b>213</b>
- Evaluation des politiques, performances des entreprises et efficacité des services	213
- Organisations, marchés, institutions	214

## TROISIÈME PARTIE

### INSERTION INTERNATIONALE, ECHANGES SCIENTIFIQUES, PARTENAIRES

<b>1. "Capital Humain et mobilité" et autres formes de circulation internationale des jeunes chercheurs</b>	<b>215</b>
<b>2. Opération internationale avec le PIR-Villes et colloque «Villes, entreprises et société à la veille du XXIème Siècle»</b>	<b>218</b>
<b>3. Colloques internationaux</b>	<b>219</b>
<b>4. Activités de traduction</b>	<b>220</b>
<b>5. Echanges scientifiques internes et externes</b>	<b>221</b>
<b>6. Les partenaires de la recherche, l'exemple de la coopération avec le Réseau Nord-Pas de Calais Technologie</b>	<b>225</b>



# PREMIÈRE PARTIE

## L'IFRESI FÉDÉRATION SUR PROGRAMME

### REPÈRES PRÉLIMINAIRES

\* L'IFRESI est une structure du CNRS et d'Universités du Nord - Pas de Calais : USTL (Lille 1), Lille 2, Lille 3, FUPL, UVHC. Il a été créé pour fédérer autour d'un programme périodiquement redéfini à partir de sa charte constitutive, tout ou partie des activités de laboratoires de recherche en économie, sociologie, gestion, géographie humaine, histoire économique et sociale moderne et contemporaine, sciences du juridique et du politique.

\* Le programme de l'IFRESI s'organise actuellement et pour la prochaine période autour de deux grands volets liés

- Les Activités Productives et Leurs Mutations
- Les Villes et les Territoires

\* Le programme définit des thématiques structurantes articulées avec des opérations de recherche et d'échange identifiées et suivies avec précision. Les opérations d'échange scientifique entre les participants à la fédération ont vocation à se nourrir très largement des opérations de recherche et à contribuer en retour à les impulser. Les attributions de moyens internes à l'IFRESI se réalisent en fonction des opérations de recherche et d'échange menées.

\* A la mi juin 1993, 134 personnes membres des laboratoires impliqués dans l'IFRESI participent à son programme : 98 chercheurs ou enseignants-chercheurs, 36 doctorants allocataires de recherche, boursiers-docteurs ingénieurs, attachés en fin de thèse.

L'IFRESI comporte une équipe administrative et technique affectée spécifiquement au niveau "fédéral" (8 personnes de statuts et fonctions Ingénieurs, Techniciens, Administratifs) ainsi qu'un bâtiment propre; ces deux éléments font partie des conditions essentielles de possibilité de la dynamique fédérative cherchée.

\* L'IFRESI vise l'obtention de "gains fédératifs". Ces "gains" ont trait aux effets proprement de connaissance dus aux interactions disciplinaires et pluridisciplinaires, aux conditions locales de taille permettant de tirer le meilleur parti des rapports internationaux. Ils concernent la formation à et par la recherche, l'insertion des jeunes chercheurs dans un milieu dense. Ils tiennent aussi à une visibilité favorisant les rapports avec la communauté scientifique nationale ou internationale et avec les partenaires de la recherche (acteurs de la vie des entreprises, des collectivités publiques, de la société urbaine, etc...).

\* Le développement de l'IFRESI est marqué par différentes étapes. À partir des résultats acquis et à consolider, le projet de l'IFRESI pour les années 94-97 met un accent particulier sur deux traits :

- la densification des échanges et coopérations régulières de travail entre les participants à l'IFRESI, avec la recherche de nouveaux effets en retour sur les problématiques et sur l'appréhension de questions posées à la recherche par le mouvement actuel de la société ;
- le renforcement de l'insertion internationale de ses recherches et personnels.

# **1. LES ÉQUIPES PARTICIPANT À L'IFRESI ET LES PERSONNES IMPLIQUÉES**

## **1.1. OBJECTIFS ET ÉQUIPES RETENUS PAR LES CONVENTIONS AYANT CRÉÉ L'IFRESI**

La création de l'IFRESI a résulté de la signature de deux conventions.

Par la première (mai 1985), le CNRS et le Conseil Régional du Nord/Pas-de-Calais ont convenu des moyens à mettre en commun afin de créer à Lille un Institut de Recherche sur les Économies et les Sociétés Industrielles.

La seconde convention (convention de mars 1986 renouvelée en juillet 1990) a porté décision de créer l'IFRESI. Elle a été conclue entre le CNRS d'une part, les cinq Universités du Nord/Pas-de-Calais existant alors d'autre part.

Selon les termes de ces conventions, l'objectif poursuivi avec la création de l'IFRESI "*est de fédérer tout ou partie des activités d'équipes relevant du CNRS et des Établissements d'Enseignement Supérieur du Nord/Pas-de-Calais autour de la problématique générale posée par la mutation des structures industrielles et économiques, l'introduction des technologies nouvelles et leur impact sur l'appareil de production, l'emploi, les conditions de travail et la société*".

De leur côté, les formations concernées avaient entrepris, depuis l'automne 1983, un travail de concertation et d'élaboration collective de leur "charte" commune. Le projet scientifique déposé sur cette base en juin 1985 auprès du Comité National de la Recherche Scientifique a défini le champ de recherche de l'IFRESI autour de cinq "axes" principaux formulés ainsi :

- 1) analyses économiques et sociales des systèmes techniques en mutation
- 2) emploi, formation et chômage dans les mutations passées et présentes de la production
- 3) agents économiques, entreprise et dynamique de l'appareil productif
- 4) mutations des pouvoirs : structures, acteurs, organisations, discours
- 5) transformation des catégories sociales, espaces et rapports sociaux, représentations, identités, comportements.

Le projet insistait dès le départ sur les dimensions historiques et spatiales des objets étudiés, et soulignait très fortement la nécessité de coopérations entre les disciplines présentes à l'IFRESI.

La démarche qui a conduit à formuler cette "charte commune" visait à baliser un projet assez large pour accueillir toutes les recherches concourant à la réalisation des objectifs de l'Institut, et assez précis pour lui donner une identité intellectuelle forte, à l'opposé d'une simple structure de logement d'équipes ou d'un simple lieu d'échanges ponctuels sans véritable projet scientifique.

Compte tenu des objectifs prévus pour la fédération, la liste des formations fédérées dans l'IFRESI et constitutives de celui-ci s'est présentée de la façon indiquée dans le tableau 1 porté au début de la page suivante (cette situation valant toujours en 1993).

## **1.2. LES PERSONNES PARTICIPANT À L'IFRESI**

### **Chercheurs et enseignants-chercheurs**

Les chercheurs et enseignants-chercheurs participant à l'IFRESI ont deux caractéristiques simultanées :  
- ils sont membres d'une des formations constitutives de la fédération ou d'une des formations associées régulièrement à celle-ci; les activités qu'ils développent dans l'IFRESI figurent donc aussi pleinement au bilan de leurs formations respectives

- ils mettent en oeuvre des opérations de recherche ou d'échange scientifique inscrites au programme de la fédération après avis de son Conseil.

La fédération, par rapport aux formations constitutives, représente un ensemble sécant, susceptible d'inclure tout ou partie de leurs activités et de leurs membres. Il n'a nullement pour objectif d'englober automatiquement tous les chercheurs et enseignants-chercheurs membres des formations constitutives, ni de faire place nécessairement à la totalité des thèmes étudiés par eux.

Tableau 1

LES FORMATIONS FÉDÉRÉES DANS L'IFRESI PAR UNIVERSITÉ EN 1993

- \* Université des Sciences et Technologies de Lille (Lille 1) :
  - Centre Lillois d'Études et de Recherches Sociologiques et Économiques (CLERSE) URA CNRS 345
  - Centre Lillois d'Analyse et de Recherche sur l'Évolution des Entreprises (CLAREE) URA CNRS 936
  - Laboratoire de Géographie Humaine (LGH)
- \* Université Droit et Santé (Lille 2) :
  - Centre de Recherches Administratives, Politiques et Sociales (CRAPS) URA CNRS 982
- \* Université Lettres, Arts, Sciences Humaines (Lille 3) :
  - Croissance et Développement dans le Nord de la France (Histoire Moderne et Contemporaine) URA CNRS 1020
  - Centre d'Histoire de la Région du Nord et de l'Europe du Nord-Ouest (CHRN)
- \* Fédération Universitaire et Polytechnique de Lille :
  - Laboratoire de Recherches Économiques et Sociales (LABORES) URA CNRS 362
- \* Université de Valenciennes et du Hainaut-Cambrésis:
  - Centre de Recherches sur l'Allemagne Contemporaine (CRAC)

*Nota : Le fonctionnement sur programme de l'IFRESI a conduit à associer à ses activités d'autres équipes que ses formations constitutives fédérées. C'est le cas en juin 1993 des équipes suivantes :*

- Centre Économie et Politique Européenne (CEPE) de l'USTL
- Centre d'Études Spatiales, Urbaines et Régionales en Économie (CESURE) de l'USTL
- Laboratoire d'Aménagement Régional et Urbain (LARU) de l'École Centrale de Lille.

*Une relation du même ordre est amorcée avec l'École Nouvelle d'Ingénieurs en Communication (ENIC, GIE Institut National des Télécommunications / USTL).*

*Par ailleurs, le développement de coopérations régulières de travail est prévu avec l'équipe de l'USTL "Géographie des milieux fortement anthropisés", équipe postulante CNRS 39.*

*L'IFRESI est en outre tout à fait ouvert aux collaborations avec les nouvelles Universités de la Région.*

URA : Unité de Recherche Associée au CNRS

Par contre, l'IFRESI a pour fonction, dans son domaine, de favoriser un regroupement et une structuration d'un milieu de recherche reposant sur la libre adhésion à des objectifs communs face aux questions posées par le mouvement de la société, sur la mise en oeuvre effective de ces objectifs, sur l'évaluation des résultats. S'il reste beaucoup à faire dans ces directions, il s'en dégage néanmoins un principe de fédération volontaire sur programme et opérations référencées avec précision. L'annexe 2 indiquant les noms des chercheurs et enseignants-chercheurs participant à l'IFRESI à la fin juin 1993 se lit dans cette perspective.

À partir de cet inventaire nominatif, l'annexe 3 donne la répartition des effectifs concernés par laboratoire et statut. Elle doit être lue avec prudence comme le reflet d'une situation à un moment donné (fin juin 1993). Cette situation est susceptible d'évoluer en fonction de l'implication des équipes. Elle n'a nullement un caractère figé qui ferait obstacle à l'implication croissante de certaines équipes sur les thèmes structurants qui se développeront.

*Nota : L'annexe 3 montre que les membres des formations constitutives fédérées de l'IFRESI représentent la plupart des participants à l'IFRESI. Mais, comme indiqué ci-dessus, le fonctionnement sur programme de l'Institut a conduit, dans de premières phases marquées par le rassemblement des capacités de recherche sur les axes structurants retenus, à "associer" régulièrement à ses activités d'autres équipes. Il est proposé d'effectuer un bilan de ces participations, avant la fin de la prochaine période de renouvellement, avec la perspective que les équipes et chercheurs concernés évoluent vers deux types de situation relativement à l'IFRESI :*

- Intégration dans la liste des formations constitutives de l'IFRESI, liste éventuellement élargie, cette dernière question, compte tenu des effectifs concernés, apparaissant déjà vraisemblablement devoir se poser pour le Centre Économie et Politique Européenne (CEPE), sans préjuger des évolutions possibles pour d'autres équipes
- Équipes extérieures à l'IFRESI avec lesquelles des coopérations sont nouées.

#### **Direction, Administration, Soutien Technique, à temps plein au niveau fédéral**

L'existence et le développement de la structure fédérative de l'IFRESI ont supposé que la fonction de directeur puisse être exercée à temps plein, et de même que se constitue et se renforce une équipe d'administration et de soutien technique affectée en propre au niveau fédéral.

Un effort très important a été effectué par le CNRS en 1992 pour consolider et accroître l'équipe administrative et technique qui manifeste beaucoup de dynamisme, de travail collectif, d'initiative, dans la réalisation de tâches pour une très large part nouvelles. Cette équipe est composée actuellement de huit personnes : quatre de niveau ingénieur, une secrétaire d'administration de la recherche, deux adjoints techniques, un agent technique (Cf. pour les noms et statuts l'annexe 1). Le recours à des formules de type "contrats emploi-solidarité" assure, avec plusieurs personnes, en moyenne l'équivalent d'un neuvième poste.

## **2. LE PROGRAMME DE RECHERCHE ACTUEL ET POUR LA PÉRIODE À VENIR**

Le programme de l'IFRESI s'organise actuellement et pour la prochaine période autour de deux grands volets - les activités productives et leurs mutations - les villes et les territoires - avec de chaque côté des approches pluridisciplinaires. Il s'est formé avec le souci de développer des recherches à la fois sur les mutations contemporaines des systèmes productifs et sur les tensions ou crises urbaines.

Le programme qui en a résulté dans la dernière période et qui est prévu pour les années à venir est détaillé dans la deuxième partie du présent rapport selon les rubriques indiquées dans le tableau 2 porté à la page suivante.

Les croisements au sein de chaque volet et entre eux correspondent à de premiers éléments acquis et à des potentialités sur la réalisation desquelles l'accent est mis pour la période à venir. Ils sont notamment générés par des prises en compte croisées de l'emploi, de ses transformations, de sa crise de longue durée. De tels croisements constituent des enjeux scientifiques et marquent l'identité particulière de l'IFRESI tant sur les Activités Productives que sur les Villes.

### **2.1. LES ACTIVITÉS PRODUCTIVES ET LEURS MUTATIONS, LES VILLES ET LES TERRITOIRES : ÉLÉMENTS COMMUNS D'APPROCHE**

Les liens tiennent aussi à des éléments d'approche qui sont largement répandus chez les participants de l'Institut et dont les potentialités sont à valoriser de façon croissante dans la période à venir. Ces éléments doivent être présentés de façon très ouverte, soumise à la nécessité d'un inventaire à venir beaucoup plus fouillé et de débats contradictoires dans la densification des échanges entre les membres et équipes de l'IFRESI. Quelques aspects saillants peuvent être cités sans volonté d'une quelconque exhaustivité et sous réserve des résultats des recherches et de leurs confrontations méticuleuses :

\* L'appréhension des activités productives en tant qu'organisations socio-économiques connaissant de profondes transformations dans leurs techniques, objets, structures, fonctionnements, avec la montée du contenu informationnel et de service des activités, les nouveaux schémas de la production matérielle (intégration flexible, etc...), le développement des préoccupations environnementales

\* La considération des activités et des organisations à la fois du point de vue de leur insertion dans des logiques de coût et d'efficacité et du point de vue des identités et trajectoires professionnelles et sociales qu'elles contribuent à "produire" et sur lesquelles elles s'appuient

Tableau 2

LES DEUX GRANDS VOLETS DU PROGRAMME DE RECHERCHE DE L'IFRESI

**1. LES ACTIVITÉS PRODUCTIVES ET LEURS MUTATIONS**

EMPLOI, CHÔMAGE, FORMATION, TRAJECTOIRES PROFESSIONNELLES

- Fonctionnement des systèmes d'emploi - formation et trajectoires socioprofessionnelles
- Trajectoires et identités sociales
- Évolutions des systèmes de formation et de leurs rapports aux entreprises

SERVICES, INFORMATION, ORGANISATIONS DES ACTIVITÉS PRODUCTIVES

- Services et montée du contenu informationnel des activités
- Nouvelles formes d'organisation et de gestion des firmes. Évolutions de longue période
- Du monde de la mine aux sécurités industrielles dans les industries stratégiques

ENVIRONNEMENT ET ACTIVITÉS PRODUCTIVES

INTÉGRATIONS EUROPÉENNES : INSTITUTIONS, ÉCONOMIE, DROIT

INSTITUTIONS ET MARCHÉS

**2. LES VILLES ET LES TERRITOIRES**

DYNAMIQUE DES POPULATIONS DES PAYS INDUSTRIALISÉS

- Stabilité et changements dans les comportements et structures démographiques
- Mutations des milieux géographiques et modifications géostructurelles des populations
- Mobilité spatiale et migration

ACTIVITÉS PRODUCTIVES ET RÉORGANISATIONS DES ESPACES URBANISÉS

- Recompositions des tissus locaux et urbains
- Mutations des activités, stratégies des firmes, liens avec les restructurations spatiales
- Acteurs locaux, politiques publiques et développement des villes et territoires

POLITIQUES PUBLIQUES ET TENSIONS URBAINES

- Changements des politiques sociales, revenus, logement
- Sécurités et déviances urbaines, gestion du "social" : représentations et identités
- Le Nord - Pas de Calais de reconstructions en restructurations (années 1930 - années 1970)

ATTITUDES POLITIQUES, GOUVERNEMENT DES VILLES

**THÈME TRANSVERSAL : EMPLOI, EFFICACITÉ, LIEN SOCIAL**

- Évaluation des politiques, performances des entreprises et efficacité des services
- Organisations, marchés, institutions

\* L'importance donnée aux dimensions organisationnelles, aux régulations des activités productives et des modes de vie urbains, régulations qui combinent des éléments marchands et institutionnels, privés et publics, d'où le souci de développer les articulations avec les règles de droit, les aspects administratifs et politiques

\* Dans les transformations étudiées, la recherche de la mise en lumière des stratégies des acteurs sociaux en lien avec l'évolution de leurs représentations et comportements face aux enjeux sociétaux, face aux organisations et institutions

\* La liaison entre les trajectoires socioprofessionnelles d'une part et les dynamiques plus larges de la démographie, des modes de vie et d'intégration sociale ou d'exclusion d'autre part

\* La place accordée aux dimensions spatiales des activités, à l'organisation territoriale des modes de vie et de production, aux changements institutionnels liés à l'internationalisation et à l'intégration européenne

\* La sensibilité à la longue durée et à l'intérêt des comparaisons dans le temps et l'espace, cela se manifestant par exemple à propos de l'histoire des rapports entre marchés et institutions ou à propos de la transformation d'un territoire régional.

## 2.2. UNE HYPOTHÈSE DE CROISEMENTS PRIVILÉGIÉS : LA TRILOGIE "EMPLOI, EFFICACITÉ, LIEN SOCIAL"

Pour les années à venir, une hypothèse de travail (formulée comme hypothèse parce qu'elle reste à affiner et à confronter à la pratique) peut être avancée concernant la direction dans laquelle pourraient être poussés particulièrement les croisements entre analyses des mutations de la production et analyses des phénomènes urbains. Elle porte sur la Trilogie "Emploi, Efficacité, Lien Social" : tensions entre les formes actuelles d'efficacité, l'emploi, les reproductions et modifications du lien social / rapports entre ces tensions et la dynamique des organisations, les régulations marchandes et institutionnelles, les jeux des acteurs liés à leurs représentations, etc...

Dans la formulation actuelle du programme de l'IFRESI, une première concrétisation de cette direction de travail est donnée avec l'opération transversale "Évaluation des politiques, performances des entreprises, efficacité des services". Une seconde concrétisation complémentaire devrait pouvoir intervenir prochainement avec la perspective de confronter systématiquement les approches organisationnelles présentes dans de nombreux travaux sur des objets contemporains y compris dans leur inscription territoriale et les approches historiques des "marchés et institutions".

Ces indications de programme constituent la référence par rapport à laquelle se situent les fonctions de la structure fédérative, le bilan qui peut en être dressé au point actuel, les obstacles à gérer afin d'obtenir de nouveaux "gains fédératifs" et le projet pour les années 1994 -1997.

## 3. BILAN ACTUEL DES APPORTS ET RÉSULTATS LIÉS À LA FÉDÉRATION

Le développement de l'IFRESI a été marqué par différentes étapes.

De 1986 (date de création de l'IFRESI) à 1990, l'activité se situant spécifiquement au niveau "fédéral" du groupement IFRESI a été mobilisée par un travail complexe et lourd de construction des bases de la fédération et de premières réalisations importantes (impulsions de recherche, tenue des Journées IFRESI de janvier 1989 amenant à de premières confrontations entre les participants à la Fédération, etc...).

A partir de ce travail, l'essentiel des moyens du fonctionnement actuel de l'IFRESI est devenu progressivement disponible entre l'été 1990 et la fin 1992 : entrée de l'IFRESI dans son bâtiment propre à l'été 1990, financements collectifs de programmes de recherche à partir de mars 1991, consolidation et renforcement vital de l'équipe technique et administrative intervenus dans la deuxième partie de 1992.

Parallèlement à cette arrivée de moyens, des efforts alors prioritaires ont été consacrés à de premières avancées dans la mise en oeuvre concrète de thèmes de recherche potentiellement plus structurants. Ils ont été en même temps consacrés à la détermination, au rodage, de procédures internes à la fédération concernant l'affectation des moyens collectifs. Il s'agissait bien prioritairement de se donner des conditions de possibilité d'une réelle fédération, c'est-à-dire d'un ensemble qui ne soit pas simplement la reproduction de l'existant avec plus de moyens, qui ne soit pas une caisse de répartition de moyens avec des droits de tirage plus ou moins prédéterminés n'affectant pas les logiques de recherche.

Les efforts ont concerné aussi la poursuite du rassemblement des capacités de recherche sur les thèmes structurants retenus, l'accueil des doctorants bénéficiaires d'allocations de recherche ou de BDI

dans la perspective de pousser à leur pleine insertion dans les laboratoires, la préparation de développements nouveaux de l'insertion internationale des recherches.

La disponibilité des moyens actuels de l'IFRESI est donc relativement récente. Cette disponibilité récente jointe aux délais nécessaires à l'évolution des pratiques de recherche, donne un caractère encore "jeune" à la réalisation de la dynamique fédérative cherchée. Le bilan des acquis actuels doit être référé à cette "jeunesse".

### **3.1. LES APPORTS DE MOYENS LIÉS À L'EXISTENCE DE LA FÉDÉRATION**

Les apports effectués pour les recherches en sciences de l'homme et de la société dans le Nord - Pas de Calais en liaison avec la création et le développement de l'IFRESI concernent les conditions à la fois humaines et matérielles de la recherche.

#### **Les conditions humaines de la recherche**

Les moyens importants apportés par le CNRS ont permis que se constitue à l'IFRESI une équipe technique et administrative solide et très dynamique, les formes de socialisation professionnelle permises par la structure fédérative jouant de façon favorable (Cf. les indications données dans le point 1.2. et dans l'annexe 1).

Les moyens apportés par le CNRS ont permis aussi que la fonction de directeur de l'IFRESI puisse être exercée à temps plein.

Par ailleurs, avec l'existence de l'IFRESI, deux bourses nouvelles de docteur-ingénieur ont donné lieu chacune des années 1989 à 1993 à cofinancement CNRS -Conseil Régional Nord - Pas de Calais. En ce qui concerne les attributions d'allocations de recherche aux DEA supportés par les laboratoires participant à l'IFRESI, il est difficile de faire la part des choses relativement à ce qui se serait passé en l'absence de création de l'IFRESI, mais il paraît raisonnable de penser qu'un effet très positif s'est manifesté.

Avec la même difficulté à faire exactement la part des choses, et néanmoins la certitude d'un effet positif, le nombre des chercheurs CNRS en poste dans les laboratoires constitutifs de l'IFRESI s'est accru de 6 au cours de la période.

Concernant la venue de chercheurs étrangers, l'apport de l'existence de la fédération est direct, soit via l'accréditation de l'IFRESI comme institution d'accueil de post-doctorants étrangers dans le cadre du programme "Capital Humain et Mobilité de la Communauté Européenne" et le financement en 1993 et 1994 de 45 mois pour 6 chercheurs étrangers, soit via diverses attributions de "mois" chercheurs étrangers par les administrations françaises nationales ou régionales (17 mois en 1992 et 22 en 1993).

Face à ce bilan très positif, il faut cependant indiquer que n'ont pas pu être résolus jusqu'à présent les problèmes de personnel administratif pour le CLERSE qui représente la plus grosse formation constitutive de l'IFRESI.

#### **Les conditions matérielles de la recherche**

##### **Le bâtiment de l'IFRESI**

Entre juin 1986 et juin 1990, l'IFRESI n'a disposé que d'une implantation de 140 m<sup>2</sup>, abritant la cellule de direction et de gestion, ainsi que huit à neuf chercheurs. Mais il était prévu, dès la création de la fédération, que celle-ci disposerait d'un bâtiment susceptible de loger une proportion très significative des chercheurs et enseignants-chercheurs mettant en oeuvre les opérations de recherche inscrites à son programme, l'hypothèse étant écartée d'un lieu limité aux rencontres entre chercheurs et au logement de l'équipe technique et administrative.

La question de la localisation du bâtiment à réaliser s'est posée. Rétrospectivement, on peut confronter les caractéristiques du site à différentes nécessités :

- a) Contribuer fortement au basculement entre les logiques traditionnelles de la recherche artisanale à domicile et de véritables logiques de laboratoire impliquant des lieux de travail quotidiens communs aux chercheurs, enseignants-chercheurs, doctorants de type allocataires, et à une solide équipe technique et administrative
- b) Prendre en compte la part très importante des enseignants-chercheurs au sein de l'IFRESI (Cf. l'annexe 2) et la nécessité de favoriser les liens étroits entre enseignement supérieur et recherche
- c) Créer des conditions propices à la densification des échanges et coopérations régulières entre des chercheurs, enseignants-chercheurs, équipes, appartenant à des Universités différentes qui ont des implantations distinctes sur lesquelles les différentes équipes fédérées ont une localisation
- d) Permettre un accès rapide aux Bibliothèques et Centres de Documentation implantés sur les localisations universitaires
- e) Faciliter, d'une part les rapports entre la communauté scientifique et ses divers partenaires sociaux et institutionnels et, d'autre part, les contacts aux plans national et international

Il n'y a pas de solution parfaite simultanément du point de vue de ces différentes nécessités (et aussi du point de vue de tous les participants à la fois). Un accord commun aux équipes de recherche constitutives de la fédération, aux différentes institutions concernées, s'est dégagé pour choisir la voie d'une localisation au centre de Lille en un point de communication très facile vis à vis des diverses implantations universitaires et lieux de ressources documentaires.

Ainsi, à partir de juin 1990, l'IFRESI a disposé d'un bâtiment constitué par rénovation, extension et liaison de deux bâtiments classés (18ème siècle) cédés par l'Armée à la Ville de Lille, et par celle-ci à la Région Nord/Pas-de-Calais. La mise en état de ce bâtiment a été réalisée grâce à un investissement de 15 millions de francs (dont 3 pour l'équipement) cofinancé à 50-50 par le CNRS et le Conseil Régional Nord/Pas-de-Calais.

Le bâtiment retenu est situé en un point constituant un noeud remarquable de communication à la fois local, national, international. Il bénéficie d'une station de métro à sa porte sur une ligne reliant directement et très rapidement aux campus de Lille 1, Lille 2, Lille 3. La FUPL est à distance limitée. Par ailleurs, ce bâtiment est situé juste à côté des gares de Lille, y compris la nouvelle gare T.G.V. sur le point de devenir une plaque tournante des communications pour l'Europe du Nord-Ouest. Il offre en outre à ceux qu'il accueille un environnement de qualité; il contribue à une bonne visibilité de la recherche en sciences de l'homme et de la société à Lille.

Depuis la rentrée universitaire de septembre 1990, le bâtiment de l'IFRESI fournit, hors dégagements, environ 1000 m<sup>2</sup> de bureaux et salles diverses (une salle de conférences, deux salles de réunion, une salle informatique commune, un lieu de rencontre et de détente). Le bâtiment offre ainsi de l'ordre de 70 postes de travail dotés d'un important équipement informatique.

#### Demande en locaux pour les années 1994-1997

*A côté des caractéristiques très positives indiquées ci-dessus et qui ont correspondu à un changement favorable profond des conditions locales de la recherche sur les thèmes choisis, il faut cependant signaler que le bâtiment, du fait de sa situation de monument historique, a présenté certaines contraintes d'aménagement. L'impossibilité de créer de nouvelles fenêtres sur les façades a limité les possibilités de fractionner les surfaces en espaces individuels de travail très protégés pour les moments de réflexion individuelle et d'écriture. Le point n'est pas négligeable dans la mesure où on se donne comme priorité le basculement entre les logiques traditionnelles de la recherche artisanale à domicile et de véritables logiques de laboratoire avec ce que cela suppose d'espaces collectifs et d'espaces individuels intégrés dans un même bâtiment.*

*D'un point de vue d'avenir, cette question peut être liée à celle des surfaces totales nécessaires à la réalisation des objectifs indiqués ci-après. Avec la croissance des activités de l'IFRESI et de ses formations constitutives, les surfaces du bâtiment de la fédération sont aujourd'hui complètement saturées, d'où une demande adressée à différentes institutions pour une extension de 600 m<sup>2</sup> dans l'îlot "Souham" où se trouve le bâtiment de l'IFRESI, îlot dont l'aménagement devrait vraisemblablement se poursuivre à court terme en liaison avec l'ensemble des travaux engagés par EURALILLE autour de la nouvelle gare T.G.V.. Dans les différentes phases*

*de l'aménagement de l'îlot Souham, on chercherait progressivement, en ce qui concerne l'IFRESI, à la fois une extension nécessaire des surfaces et un bon équilibrage entre les différents types d'espace de travail.*

*Nota : Cette demande d'extension et celles présentées dans les mêmes secteurs disciplinaires sur les lieux d'implantation des Universités (sans préjuger ici des institutions concernées et des types de financement mobilisables) ont un caractère complémentaire parfaitement justifié par la nécessité de poursuivre un effort soutenu de ratrappage concernant les secteurs des sciences de l'homme et de la société dans la région Nord-Pas de Calais.*

#### Le flux annuel de ressources collectives (hors salaires)

Une fois passées les dépenses initiales du bâtiment et de son équipement, et sans compter les dépenses de très loin les plus lourdes consacrées aux salaires des personnels sur postes, les ressources collectives assurées à l'IFRESI (hors contrats) se situent en 1992 et 1993 à un niveau d'environ 2,5 M.F. H.T. Dans ce total, 5% vient de la Communauté Européenne. En laissant cette part de côté parce qu'elle n'a pas un caractère relativement stabilisé et prévisible, le reste provient en gros à 40 % du CNRS, 40 % de l'Enseignement Supérieur, 20 % du Conseil Régional Nord - Pas de Calais.

### **3.2. LES RÉSULTATS ACTUELS**

Les résultats actuels à mettre en rapport avec les moyens apportés peuvent être présentés autour de six points qui renvoient les uns aux autres.

#### **Les opérations de recherche et un effet général d'animation et de mobilisation d'un milieu de recherche**

La deuxième partie de ce rapport donne le bilan des opérations de recherche de la période 1989-1993. Évidemment à ce propos, on ne peut pas faire de l'histoire - fiction. Il est très difficile d'établir un décompte exact relativement à ce qui se serait passé sans la création de la structure fédérative. En tous cas, les effets positifs vont au delà des seules opérations ayant bénéficié de la logistique de l'IFRESI ou de ses financements directs sur ressources collectives.

Il y a en effet un impact général de contribution à l'animation et à la mobilisation du milieu de recherche en sciences de l'homme et de la société à Lille. Ces incidences très positives paraissent indéniables face aux retards qui s'étaient accumulés et qui sont loin d'être comblés, face à des facteurs de concentration déséquilibrée de la recherche : facteurs traditionnels de type parisien qui n'ont pas disparu, facteurs liés au développement de localisations dans le sud de l'hexagone, etc.... L'effet général d'animation et mobilisation a aussi de l'importance au moment où nombre d'Unités Associées au CNRS au sein de l'agglomération lilloise ont 12 ans d'âge ou plus.

Quelle que soit la difficulté à faire la part exacte des choses, les effets d'animation et de mobilisation se traduisent à la fois dans le bilan des opérations de recherche et dans divers points relevés ci-dessous tels que, après la participation au programme PIRTTEM du CNRS, l'insertion aujourd'hui dans le PIR Villes, dans le programme Capital Humain et Mobilité de la Communauté Européenne, la liaison avec les partenaires de la recherche se traduisant par exemple aujourd'hui par l'accueil à l'IFRESI du Réseau Nord Pas de Calais Technologie.

#### **Des axes structurants de recherche et de premiers développements des échanges et coopérations entre les participants à l'IFRESI**

Le programme actuel et pour les années à venir indiqué ci-dessus et le bilan des opérations de recherche présenté dans la deuxième partie de ce rapport montrent qu'un effort important de structuration a été effectué. Cet effort s'est réalisé sous différentes formes.

D'une part, l'IFRESI s'est donné pour fonction de développer les échanges scientifiques entre ses participants en aller et retour avec de multiples interactions, à géométrie variable, dans les opérations de recherche. Ainsi depuis janvier 1989, se sont tenues tous les deux ans (la dernière édition datant des 28 et 29 janvier 1993) des "Journées IFRESI", occasion de présenter et de discuter de nombreux

éléments significatifs des recherches réalisées dans les équipes qui participent à l'IFRESI. Les dernières "Journées" de début 1993 ont ainsi donné lieu à la discussion sur deux jours de 60 communications, avec un important travail de synthèse effectué par des rapporteurs (les communications et les textes des rapporteurs sont disponibles sous deux volumes). Par ailleurs, des journées d'étude et séminaires communs de travail ont commencé à se développer (Cf. pour les détails la troisième partie de ce rapport).

Les discussions annuelles préparant les affectations des ressources collectives destinées aux opérations de recherche sont aussi une occasion essentielle de faire avancer les interactions. Les impulsions données avec les tranches annuelles d'affectation des ressources se reflètent dans un document de synthèse préparatoire et un document a posteriori de présentation des résultats.

Par ailleurs, deux initiatives très collectives ont été prises dans la dernière période avec la perspective d'effets structurants durables. Elles sont citées dans le point suivant en raison de leur caractère très international.

### **Le développement de l'insertion internationale**

En 1992 l'IFRESI s'est engagé avec succès dans le programme "Capital Humain et Mobilité" de la Communauté Européenne sur le thème "Approches européennes comparées en économie des activités informationnelles, des services, des organisations, et en droit de l'administration". Il a été ainsi accrédité comme institution d'accueil des post-doctorants étrangers, avec effets sur la venue de six personnes en 1993-1994.

En 1993, a été lancée la préparation avec le PIR-Villes d'une opération très lourde devant se traduire par un colloque international à Lille en mars 1994 sur le thème "Villes, Entreprises et Société à la veille du XXI<sup>e</sup> siècle".

Pour ces deux initiatives collectives à caractère très international, la concentration de capacités humaines et de moyens liée à l'existence d'une structure fédérative est apparue clairement comme une condition sine qua non de leur lancement.

Par ailleurs, sont mises en oeuvre de nombreuses opérations de recherche comportant de fortes coopérations internationales concernant des équipes de pays européens, des États-Unis, du Canada, du Japon (Cf. la deuxième partie de ce rapport).

Enfin, si l'IFRESI accueille des post-doctorants étrangers, il commence aussi à envoyer les siens dans d'autres pays (Cf. la troisième partie).

### **Une contribution importante à la formation doctorale et à l'insertion des jeunes chercheurs**

La fédération soutient très activement les formations doctorales liées à son programme scientifique. Il accueille le siège d'une école doctorale (économie, sociologie, gestion, géographie humaine). Le bâtiment de l'Institut bénéficie largement aux doctorants financés par des allocations de recherche, des bourses de docteurs-ingénieurs, des postes d'attachés temporaires de recherche en fin de thèse (ATER). Il loge ainsi actuellement à temps plein près de 30 jeunes chercheurs doctorants. Des séminaires d'encadrement des thèses se tiennent et diverses mesures concrètes ont commencé à pousser à la réalisation effective des thèses en trois ans, cet objectif correspondant à des changements profonds d'habitude encore pour partie à venir et supposant des vies de laboratoire plus intenses.

A l'IFRESI, les doctorants mettent en oeuvre les approches et méthodes propres, à un moment donné, à leurs disciplines et, en même temps, travaillent sur des sujets de thèse qui s'inscrivent dans un programme scientifique commun. Leur réunion, dans un même lieu, au cours de cette période décisive de formation des chercheurs et enseignants-chercheurs, est un gage d'échanges pluridisciplinaires et de capacité d'intégration d'éléments venus d'autres disciplines.

## **Les liens avec les partenaires de la recherche**

Les opérations de recherche ne se caractérisent pas seulement par leurs thèmes. Elles sont aussi marquées par leurs modalités, méthodes, positionnement vis à vis des acteurs sociaux concernés. À ce dernier égard, les pratiques dans la fédération sont légitimement diverses, parce que les thèmes, les moments des recherches, se prêtent à des situations variées. Mais globalement, les relations avec les acteurs sociaux occupent une place importante reflétée dans le compte rendu des opérations de recherche donné dans la deuxième partie de ce rapport.

Une structure fédérative offre à ce sujet des conditions favorables pour deux raisons. La première relève de la visibilité plus grande donnée aux recherches et aux chercheurs. La seconde, plus décisive à long terme, tient aux objets même de la recherche. Un partenaire de la recherche est très généralement confronté à des objets qui nécessitent d'être abordés sous plusieurs aspects à la fois. L'exigence d'interdisciplinarité est d'autant plus forte que les chercheurs entendent se saisir de tels objets en les "reconstruisant" théoriquement dans l'analyse.

Un exemple significatif des relations déjà nouées avec les partenaires de la recherche est donné par l'accueil à l'IFRESI, dans le cadre de ses activités, du Réseau Nord - Pas de Calais Technologie. Cet accueil, qui intervient à partir du 1er juillet 1993 est lié au développement d'opérations de recherche sur les activités d'intermédiation entre les entreprises et les divers centres de compétences (Cf. la troisième partie).

## **Des procédures et règles d'affectation des moyens**

Le bilan actuel comporte aussi un acquis qui interfère avec tous les points précédents. Il porte sur les procédures et règles d'affectation des moyens qui correspondent aux services rendus par l'équipe administrative et technique de la fédération, à l'accès aux bureaux et équipements de son bâtiment, à la répartition interne des crédits collectifs de recherche affectés au "niveau fédéral".

A l'opposé d'une caisse de répartition de moyens avec des droits de tirage prédéterminés entre les équipes, droits qui joueraient indépendamment de l'activité effective sur le programme de la fédération, les procédures internes à l'IFRESI d'attribution de moyens comportent la formulation d'objectifs précis et un suivi collectif des résultats avec à la fois rigueur et capacité d'adaptation face aux incertitudes du déroulement des programmes de recherche. Une grande importance est, en tout état de cause, attachée à la remise régulière de "produits tangibles et datés", avec le principe qui a commencé à être mis en oeuvre d'un archivage et d'une libre consultation de ces produits (sous réserve des dispositions concernant la confidentialité de données pour des cas très particuliers).

Des procédures annuelles sont effectuées systématiquement à propos des affectations de bureaux et des crédits dus à des cofinancements CNRS / Conseil Régional Nord - Pas de Calais (montant annuel engagé en 1992 comme en 1993 compris entre 1 et 1,1 million de francs ttc). Des procédures collectives annuelles sont aussi mises en oeuvre pour des demandes classées de BDI cofinancées CNRS / Conseil Régional Nord - Pas de Calais.

## **4. DES OBSTACLES À GÉRER DANS LA RECHERCHE DE NOUVEAUX "GAINS FÉDÉRATIFS"**

L'obtention de nouveaux "avantages fédératifs" au cours de la période 1994-1997 devrait inévitablement rencontrer des obstacles qu'il importe de situer. Certains d'entre eux sont des "sous-produits" de processus ayant par ailleurs une forte légitimité.

Les formations fédérées dans l'IFRESI appartiennent à des Établissements d'Enseignement Supérieur différents. Ceux-ci ont des logiques propres d'enseignement et de recherche. Ils opèrent dans un contexte national marqué par une tendance à la croissance de l'autonomie et de la responsabilité des Établissements, par une tendance à l'affirmation "institutionnelle" plus forte jusqu'au niveau des UFR (Unités de Formation et de Recherche des Universités) ou Facultés. Par ailleurs, à la suite de l'implantation de la Délégation Régionale du CNRS, des points nouveaux sont soulevés.

Plus généralement, les évolutions présentes et à venir du contexte national de l'enseignement supérieur et de la recherche, le jeu des acteurs locaux dans les institutions, l'expérience même du développement déjà acquis de l'IFRESI, ses réussites et ses limites présentes, posent des questions nouvelles.

Face à ces éléments, développer l'IFRESI en confirmant que celui-ci fait partie du domaine des coopérations "à haute densité" entre le CNRS et des Établissements d'Enseignement Supérieur du Nord - Pas de Calais, et entre ces Établissements eux-mêmes, paraît tout à fait réaliste sur la base de constats simples : les intérêts sont communs pour l'essentiel; les coopérations "à haute densité" engagées ont un caractère vital pour la poursuite de la croissance de la recherche en sciences de l'homme et de la société dans le Nord - Pas de Calais; l'expérience déjà réalisée démontre l'intérêt d'efforts fédératifs. Mais si la perspective de nouveaux "gains fédératifs" est très crédible, sa réalisation ne sera pas pour autant automatique dans les évolutions du contexte institutionnel.

En outre, l'évaluation de la recherche comporte une dimension disciplinaire importante, d'où des facteurs institutionnels qui poussent à l'affichage et au fonctionnement de chaque discipline "à part", les efforts pluridisciplinaires nourrissant à l'occasion des craintes irraisonnées d'être "mangé" par telle autre discipline, de vraies questions pouvant se poser tenant aux diversités de conjoncture dans les disciplines, à l'épuisement de telle voie d'approche, à des recompositions en cours. En tous cas, les gains à attendre des coopérations entre disciplines différentes dans le champ de l'IFRESI paraissent chose bien établie et confirmée localement par diverses réalisations significatives, mais beaucoup reste à réaliser.

Des obstacles tiennent aussi aux délais qui interviennent de façon contradictoire dans les activités de recherche. L'habitude est de souligner que la recherche est le domaine du long terme. Mais si, par court terme, est entendu ce qui entre dans une échéance de 12 à 18 mois, alors l'opposition avec le long terme se retrouve au sein même des activités de recherche. Il faut exister à court terme et l'expression "produits tangibles et datés" utilisée à l'IFRESI dans les procédures collectives d'affectation de moyens se réfère bien à des échéances entrant dans les 18 mois, sans évoquer ici l'impact des contrats. En même temps, les gains des jeux les plus collectifs se manifestent particulièrement à terme long. Le financement public de structures de recherche et les efforts de rigueur dans l'usage de ce financement donnent des moyens indispensables pour dépasser l'opposition, pour chercher à obtenir du "tangible daté" dans les 18 mois avec un jeu collectif de long terme, ce n'est pas pour autant simple.

Le développement d'un ensemble large comme l'IFRESI pose de plus des questions relatives à l'agencement des responsabilités, des "pouvoirs". Ceci ne doit pas être réduit à des questions de personnes, d'autant que le contexte local se présente à cet égard de façon particulièrement favorable.

Le plus important concerne les dépenses de temps requises par la gestion d'un ensemble fédératif. Il s'agit notamment des dépenses de temps que suppose l'intervention nécessaire, dans les décisions, des chercheurs ou enseignants-chercheurs, des groupes en général de petite taille, qui conduisent les opérations de recherche, des "sous-équipes" assurant des formes de socialisation et de gestion qui sont de véritables "ressources" pour la recherche. À ces différents niveaux d'organisation, des craintes peuvent par exemple se manifester à propos de difficultés que présenterait l'intervention dans une fédération large (crainte de ne "plus pouvoir rien maîtriser" dans un ensemble important). Le point est d'autant plus sensible que les unités constitutives sont diverses quant à leurs institutions de rattachement, leurs habitudes, leur taille, leur organisation interne ("sous-équipes" à forte personnalité existant dans différents cas, etc...).

Les questions sont à prendre, non pas dans l'absolu, ce qui n'aurait guère d'intérêt, mais du point de vue du rapport entre dépenses de temps de gestion ou d'intervention et les incidences à court et long terme sur les résultats de recherche (y compris leurs expressions en publications) à propos des questions posées par le mouvement de la société.

Le principe sur la base duquel les solutions sont cherchées tient à la distinction entre champ des activités de l'IFRESI et niveaux de gestion. Le champ des activités de l'IFRESI est susceptible de correspondre, conformément aux conventions ayant abouti à la création de cette fédération, au

groupe de tout ou partie des activités des équipes participantes. Dans ce champ commun existent des niveaux distincts de gestion :

- \* niveaux de loin très majoritaires des équipes fédérées et au sein de celles-ci, des "sous-équipes" qui existent dans différents cas, des groupes qui conduisent les opérations de recherche
- \* niveau "fédéral" qui joue de façon très minoritaire dans la gestion de l'ensemble.

Un tel principe ne peut fonctionner de façon satisfaisante que dans la mesure où l'IFRESI devient pleinement un des éléments constitutifs des identités professionnelles des personnes impliquées et des formations constitutives. C'est un enjeu de la période à venir en fonction même du projet à développer et de la densification cherchée des échanges et coopérations régulières de travail entre les participants à la fédération.

## 5. LES NOUVEAUX "GAINS FÉDÉRATIFS" PROJETÉS POUR LES ANNÉES 1994-1997

À l'occasion de la demande de renouvellement de leur fédération, les formations participant à l'IFRESI conviennent de chercher, au cours des années 1994-1997, à conforter les acquis fédératifs de la période précédente et à obtenir de nouveaux "gains fédératifs". Elles proposent de mettre particulièrement l'accent sur un double objectif de **densification des échanges et coopérations entre les participants à la fédération** et de **renforcement de l'insertion internationale des recherches menées**, les réalisations effectives dépendant des moyens humains, matériels, financiers, qu'il sera effectivement possible d'engager. Cette orientation se décline dans quatre directions principales :

- Un renforcement très sensible des échanges scientifiques dans le cadre du programme de recherche de la fédération
- Des impulsions aux opérations de recherche et aux interactions disciplinaires et pluridisciplinaires, avec intégration de coopérations internationales plus intenses
- La socialisation professionnelle des doctorants allocataires, BDI, ou équivalents et la circulation internationale des post-doctorants
- La contribution au développement culturel de la Région.

### Les échanges scientifiques dans le cadre du programme de recherche

Des réalisations comme les "Journées" de l'IFRESI ont correspondu à un premier niveau d'échange entre les participants à l'IFRESI assurant notamment des conditions de départ telles un minimum de connaissance réciproque des travaux, l'identification de proximités, l'ouverture à des thèmes connexes.

A partir des résultats déjà obtenus, il est proposé pour l'avenir d'accroître très sensiblement les contributions de la fédération aux confrontations scientifiques sur les thèmes de son programme avec la recherche d'effets en retour forts sur les problématiques et sur l'appréhension de questions posées à la recherche par le mouvement actuel de la société.

Simultanément, il s'agit de renforcer le rôle des journées d'étude et séminaires de travail dans la socialisation des doctorants, dans l'insertion des post-doctorants étrangers accueillis.

Mais la tenue régulière de ces formes d'échange n'est pas chose aisée. Des obstacles se présentent aussi en raison d'interrogations sur la compatibilité entre opérations de confrontation scientifique organisées avec l'IFRESI et besoins de visibilité propre de chaque formation fédérée. Des solutions apparaissent possibles, une opération d'échange scientifique organisée dans le cadre de l'IFRESI par une des unités constitutives étant pleinement au bilan de celle-ci, en même temps qu'à celui de la fédération, en indiquant les apports réalisés.

Face aux obstacles, l'IFRESI et les formations fédérées conviennent d'accentuer le rôle de la fédération dans l'incitation aux confrontations, dans le soutien à des traces écrites des séances facilitant un processus de capitalisation. L'IFRESI appuiera et valorisera les journées d'étude et séminaires organisés par ses formations constitutives, avec, à chaque fois que cela correspond au degré de

maturité des travaux discutés, ouverture à la participation des chercheurs des autres équipes, et bien évidemment de collègues extérieurs selon les sujets. Le développement de collaborations étroites avec les formations doctorales sera cherché.

Des fonctions importantes sont assurées à propos des colloques nationaux et internationaux, cette fonction ne se substituant pas à des efforts prioritaires concernant les journées d'étude et séminaires communs de travail, une meilleure articulation étant au contraire progressivement recherchée entre colloques et formes de travail et d'échange collectifs internes.

Pour franchir des pas nouveaux dans les confrontations scientifiques, l'équipe technique et administrative affectée au niveau "fédéral" de l'IFRESI peut apporter un appui logistique important, mais la maîtrise d'oeuvre scientifique doit être très largement assurée au sein des unités fédérées ou dans les collaborations entre celles-ci.

#### **Des impulsions aux opérations de recherche, aux interactions disciplinaires et pluridisciplinaires, aux coopérations internationales**

Il est proposé aussi d'améliorer la mise en oeuvre de la logique d'objectifs incluant des interactions disciplinaires et interdisciplinaires entre les chercheurs. Comme indiqué précédemment une telle logique a commencé à être mise en place pour l'attribution des moyens. Le principe étant acquis, les questions qui se posent concernent plutôt des améliorations dans la mise en oeuvre concrète de cette logique de structuration sur objectifs. On cherchera ainsi, au cours des années 1994 - 1997, à développer des moyens relativement simples de suivi des résultats en rapport avec les attributions internes de moyens.

Les efforts porteront aussi sur une meilleure intégration, dans les objectifs et dans le déroulement des opérations de recherche, de moments de confrontation scientifique plus importants (Cf. le point précédent).

On cherchera aussi à intégrer aux objectifs un degré plus élevé de coopération internationale. Par exemple, dans la venue à l'IFRESI de post-doctorants étrangers, on ne cherche pas un simple hébergement, même accompagné de conditions favorables aux contacts avec les chercheurs implantés dans la Région. On vise une pleine insertion de ces post-doctorants dans les opérations de recherche menées au niveau des petits groupes de travail opérationnels, le développement de cette orientation supposant la résolution de difficultés concernant les bureaux disponibles. De même, pour les jeunes post-doctorants de l'IFRESI partant à l'étranger, on cherche une intégration et un suivi effectif dans des programmes de recherche communs aux équipes de l'IFRESI et aux laboratoires d'accueil.

#### **La socialisation professionnelle des doctorants financés et la circulation internationale des post-doctorants**

Le projet propose de poursuivre les fonctions de la fédération dans la socialisation professionnelle des doctorants de type allocataires ou BDI en liant beaucoup plus les efforts réalisés en la matière à la pleine insertion de ces doctorants dans la vie des équipes, en engageant plus nettement la responsabilité de celles-ci et des directeurs de thèse relativement aux moyens apportés par la fédération.

Par ailleurs, des bénéfices nouveaux dans leur importance seront recherchés grâce aux contacts quotidiens avec les post-doctorants étrangers que, sous réserve des moyens effectivement disponibles, on visera à intégrer lors de séjours longs en nombre plus important.

A partir de l'acquis concernant la circulation internationale des post-doctorants (programme "Capital Humain et Mobilité", etc...), il est proposé d'aller plus loin dans la période 1994-1997. Il s'agit en effet de nouer de forts liens de travail et de coopération pendant des séjours suffisamment longs de post-doctorants, avec intégration dans des opérations de recherche collectives, opérations dans certains cas conjointes avec des équipes étrangères. De tels éléments sont susceptibles, après les retours dans les pays d'origine, de fonder des liens durables de coopération scientifique approfondie.

## **La contribution à la vie culturelle de la région**

Parallèlement au développement des échanges au sein de la communauté universitaire et de la recherche sur les thèmes de son programme, l'IFRESI a aussi pour fonction de développer la confrontation des problématiques et des résultats des travaux de recherche avec les divers acteurs intéressés de la vie sociale et de participer à la diffusion scientifique. De premières réalisations encore limitées par les moyens disponibles ont été assurées. On cherchera au cours de la prochaine période à contribuer ainsi plus au développement culturel de la Région Nord - Pas de Calais.

Une telle contribution n'est pas conçue en comportant des frontières rigides avec les formes d'échange au sein de la communauté universitaire et de la recherche. Il s'agit plutôt d'un continuum avec un mixage interne - externe variable concernant trois formes, dont deux existent et sont à développer, la troisième à créer :

- les séminaires de travail réguliers et journées d'étude
- les conférences publiques, les groupes de discussion avec des acteurs concernés, les colloques
- un support réalisé par l'IFRESI et ses formations constitutives et diffusé à l'extérieur de la communauté scientifique (à créer, sous réserve des moyens).

## **6. FORMULE INSTITUTIONNELLE ET FONCTIONNEMENT**

### **6.1. LA FORMULE INSTITUTIONNELLE**

#### **Les modalités retenues lors de la création de l'IFRESI en 1986 et du renouvellement en 1989-90**

L'IFRESI a été créé initialement alors qu'il existait dans l'organigramme du CNRS une formule d'Institut Fédératif. Lorsque cette formule a été supprimée dans les règles générales d'organisation du CNRS, une solution a été cherchée gardant à l'IFRESI son existence, son appellation, et son caractère fédératif. A cette fin, l'IFRESI a été constitué par deux éléments ayant une unité de direction :

- un Groupe de Recherche (GDR, GO 30004)
- une Structure Diverse d'Intervention (SDI) à laquelle ont été rattachés les postes de personnels ITA CNRS qui avaient été affectés en propre à l'IFRESI au début de son existence.

Cette solution n'a pas empêché l'IFRESI de se développer, mais elle a présenté des inconvénients croissants au fil du temps, l'IFRESI n'étant pas une structure légère de coordination et d'échange, mais un Institut de Recherche organisé sur un mode fédératif autour d'un projet intellectuel ambitieux et de gros équipements.

En outre, ultérieurement, la mise en extinction au CNRS des Structures Diverses d'Intervention (SDI) a signifié que les nouveaux postes d'ITA affectés à l'IFRESI ont du être rattachés administrativement à une de ses formations constitutives "pour l'IFRESI", solution dont, en accord avec la direction du Département SHS, il a été prévu qu'elle serait transitoire.

#### **Le passage à la formule de la "Fédération d'Unités"**

Le nouveau dispositif du CNRS sur les *Structures Fédératives de Recherche*, avec la modalité *Fédération d'Unités (FU)* permet de retrouver les conditions initiales de la création de l'IFRESI et apparaît tout à fait approprié à son développement actuel.

Conformément à la proposition du Directeur du Département des Sciences de l'Homme et de la Société du CNRS, après concertation avec les unités fédérées, le projet de l'IFRESI pour les années 1994-1997 s'inscrit donc dans le cadre d'une *Fédération d'Unités (FU)*.

Dans ce cadre, comme auparavant, les formations impliquées conservent leur identité et leurs moyens propres, tout comme leurs liens avec leurs établissements d'appartenance. Les chercheurs et enseignants-chercheurs concernés demeurent membres et figurent (y compris pour les activités

développées dans l'IFRESI) au bilan de leurs formations respectives. Ils interviennent au titre de l'IFRESI, sont accueillis par lui et/ou bénéficient de son soutien à raison de leur implication dans le programme de recherche de l'Institut. Il s'agit donc bien d'une structure à la fois fédérative et évolutive reposant sur le dynamisme des formations constitutives (qui assument en outre une responsabilité de maîtrise d'ouvrage) mais ouverte aux collaborations les plus larges. Elle s'appuie sur les formes primordiales d'organisation au sein des diverses équipes fédérées. Elle favorise les coopérations entre ces équipes, entre les chercheurs concernés.

### **Fédération de tout ou partie des activités des unités fédérées et logique d'objectifs**

Le caractère sécant de l'IFRESI par rapport aux unités constitutives mérite un commentaire relativement à la notion de fédération. Ce commentaire se situe dans un contexte déterminé : l'état actuel du fonctionnement des activités de recherche au sein des secteurs concernés, au moins dans les conditions locales.

Dans ce contexte, le caractère sécant de l'IFRESI, loin de donner automatiquement aux "gains fédératifs" cherchés un caractère aléatoire, peut aller de pair avec un contenu fédératif fort. Cela vaut dans la mesure où le caractère sécant est connecté avec une logique d'objectifs.

Le fait que les chercheurs ou enseignants-chercheurs des unités constitutives ne soient pas rattachés automatiquement à la fédération, que celle-ci n'ait pas l'obligation de fait de donner droit automatiquement à leurs thèmes et activités, apparaît actuellement comme une condition pouvant être très favorable au développement d'une logique de programme et d'objectifs. Le choix prioritaire proposé est bien celui du développement d'une telle logique.

L'évolution à venir du mode de fonctionnement de la recherche dans les secteurs des SHS, et dans le contexte local, conduira peut-être à modifier cette appréciation sur logique d'objectif et schéma de fédération proposé. Dans quatre ans un bilan sur ce point méritera certainement d'être établi.

### **Sections du Comité National**

L'IFRESI est rattaché aux sections du Comité National de la Recherche Scientifique dans lesquelles il comporte des Unités de Recherche Associées au CNRS :

- Section 33 Formation du monde moderne
- Section 36 Sociologie, normes et règles
- Section 37 Économie et société
- Section 40 Politique- pouvoir - organisation .

## **6.2. LES MODALITÉS DE FONCTIONNEMENT**

En vue de trouver les modes de fonctionnement adaptés aux objectifs indiqués ci-dessus et de préparer le renouvellement de la convention à passer entre le CNRS et les Universités concernées, il est proposé, à partir de la concertation intervenue avec les unités fédérées, de prévoir que le Directeur de l'IFRESI sera assisté d'un Conseil de Groupement et d'un Comité de Direction articulés de la façon indiquée ci-dessous .

### **Le Conseil de Groupement**

Le Conseil de Groupement proposé est destiné à être le lieu principal et déterminant en dernier ressort pour exprimer l'avis des participants à la fédération sur les orientations et le fonctionnement de celle-ci. Le Conseil de Groupement émet un avis notamment sur l'inscription des opérations de recherche et d'échange scientifique au programme de la Fédération, sur le budget annuel, sur l'affectation des locaux de la Fédération. Il est réuni par le directeur de l'IFRESI au moins quatre fois par an.

Le Conseil de Groupement proposé sera représentatif des conseils de laboratoire des unités composantes, en tenant compte de la participation des unités à la fédération (participation pour tout ou partie de leurs activités).

Conformément à l'instruction n°920662SGAL du 26 octobre 1992, il est prévu que le Conseil de Groupement soit composé ainsi :

- Membres de droit, le directeur de la structure fédérative (président) et les directeurs de chaque unité composante
- Membres élus de chacun des conseils de laboratoires (et désignés en leur sein) des unités composantes en un nombre tel qu'on parvienne à la moitié au moins et aux deux tiers au plus des membres du conseil, la répartition des sièges s'effectuant entre les unités au prorata de leurs effectifs participant à l'IFRESI<sup>1</sup>, les autres membres étant nommés par le directeur de la structure fédérative
- Un représentant du personnel ITA affecté en propre à la fédération.

À l'issue des élections et nominations, chaque formation comptera, outre son directeur membre de droit au moins un second représentant. Aucune unité ne pourra disposer de plus de 40% du total des sièges. Le Conseil de Groupement est renouvelé tous les deux ans.

### **Le Comité de Direction**

Le Comité de Direction a pour vocation de représenter les unités composantes de l'IFRESI. Il a aussi pour objet d'associer pleinement les directeurs des unités composantes à tous les moments importants de la vie de la Fédération.

Il est composé du directeur de l'IFRESI qui le préside et le réunit et des directeurs des unités (ou de leur représentant) qui y disposent chacun d'un siège.

Le Comité de Direction veille à l'articulation des activités de l'IFRESI et des unités composantes. Il s'attache à favoriser la coordination et l'harmonisation des propositions issues d'unités, de disciplines, d'universités différentes, à favoriser la mise en place d'opérations coordonnées ou croisées. Il vise à créer des conditions favorables pour que chaque unité puisse participer au mieux à la vie de la Fédération et aux activités de celle-ci. Il contribue activement à la mise en œuvre des actions concertées au sein de la fédération.

Il est associé à la préparation des propositions présentées par le directeur de l'IFRESI à l'avis du Conseil de Groupement, notamment en ce qui concerne les dispositions budgétaires.

Il se réunit avant la tenue du Conseil de Groupement (au moins une fois dans le mois précédent les réunions du Conseil de Groupement). Il se réunit donc au moins quatre fois par an.

### **Direction**

Michel SIMON, Professeur de Sociologie à l'Université des Sciences et Technologies de Lille (Lille 1), a été nommé Chargé de Mission (1/4/1985) puis Directeur de l'IFRESI à compter du 1/1/1986. Il a assuré cette fonction jusqu'au 30/09/1991.

Patrice GREVET, Professeur de Sciences Économiques à l'Université des Sciences et Technologies de Lille (Lille 1), assure la direction de l'IFRESI depuis le 1/10/1991.

---

1 Pour la répartition entre les unités du nombre des sièges donnant lieu à élection, les effectifs pris en compte sont ceux des personnels de recherche (sur postes de chercheurs et ingénieurs CNRS, de professeurs, maîtres de conférences, assistants, ingénieurs des Universités, docteurs sur postes type ATER) réunissant les deux conditions suivantes :

- appartenance aux unités composantes de l'IFRESI au moment de la désignation des membres élus du Conseil de Groupement
- participation active aux opérations inscrites au programme de l'IFRESI (opérations engagées dans la période 1989-1993 ou opérations nouvelles en cours d'engagement effectif en 1993-1994), cette participation se manifestant en ce qui concerne la période 1989-1993 par la signature d'au moins une publication référencée dans le présent rapport et, en ce qui concerne les deux ans à venir, par l'accord des intéressés pour que l'appartenance à l'IFRESI apparaisse, au cours des années 1994 et 1995 dans au moins une publication qui sera présentée dans le prochain rapport d'activité.



**ANNEXES DE LA PREMIÈRE PARTIE**  
**LES PERSONNES ENGAGÉES DANS LES ACTIVITÉS DE L'IFRESI (JUIN 1993)**

**ANNEXE 1**

**INGÉNIEURS, TECHNICIENS, ADMINISTRATIFS, AFFECTÉS  
DIRECTEMENT À L'IFRESI**

VANHOUTTE Jean Claude	Ingénieur de Recherche 1, Secrétaire Général de l'IFRESI
BATAILLE Hubert	Adjoint Technique 2
MARCOU Sophie.	Assistant Ingénieur
MARÉCAILLE Fariza.	Adjoint Technique 2
MARTIN Evelyne	Agent Technique 1
MONSEUR Danièle	Secrétaire d'Administration de la Recherche 1
SALJOGHI Kourosh	Ingénieur d'étude 2 (CDD, concours de titularisation ouvert)
SOUDAN Cécile	Ingénieur d'étude 2 (CDD, concours de titularisation ouvert)

\*

\* \*

**ANNEXE 2**

**CHERCHEURS ET ENSEIGNANTS-CHERCHEURS PARTICIPANT À  
L'IFRESI**

**CLASSEMENT PAR STATUT, LABORATOIRE, ORDRE ALPHABÉTIQUE DES NOMS DES PERSONNES**

*Abréviations: AL : Allocataire de Recherche; AS : Assistant; ATER : Attaché temporaire d'enseignement et de recherche; BDI : Boursier docteur-ingénieur; CE : Chargé d'étude; CR : Chargé de recherche; DR : Directeur de recherche; IR : Ingénieur de recherche; IE : Ingénieur d'études; MC : Maître de conférences; PR : Professeur.*

**A. ENSEIGNANTS-CHERCHEURS DES UNIVERSITES**

Nom et prénom	Unité d'appartenance	Statut	Discipline
AKAGUL Deniz	CEPE	MC Lille I	Economie
DORMARD Serge	CEPE	PR Lille I	Economie
DUPONT Hubert	CEPE	MC Lille I	Economie
KRIFA Hadjila	CEPE	MC Lille I	Economie
ROLLET Philippe	CEPE	PR Lille I	Economie
SACHTER Hugues	CEPE	MC U. Artois	Economie
TEFRA Martine	CEPE	MC LILLE I	Economie
ZUINDEAU Bertrand	CEPE	MC Lille I	Economie
JAYET Hubert	CESURE	PR Lille I	Economie
CHADEAU Emmanuel	CHRN	PR Lille III	Histoire
MENAGER Bernard	CHRN	PR Lille III	Histoire
VANDENBUSSCHE Robert	CHRN	MC Lille III	Histoire

BEAUCOURT Christel	CLAREE	MC Lille I	Gestion
BENAVENT Christophe	CLAREE	MC Lille I	Gestion
DEBOURSE Jean-Pierre	CLAREE	PR Lille I	Gestion
DESREUMAUX Alain	CLAREE	PR Lille I	Gestion
DOKOU Gérard	CLAREE	MC Lille I	Gestion
LOUART Pierre	CLAREE	PR Lille I	Gestion
SALERNO Francis	CLAREE	PR Lille I	Gestion
CHARLON Elisabeth	CLERSE	MC Lille I	Sociologie
CRESSON Geneviève	CLERSE	MC Lille III	Sociologie
DELAUNAY Jean-Claude	CLERSE	MC Lille I	Economie
DELMAS Bernard	CLERSE	AS Lille I	Economie
DEMAILLY Lise	CLERSE	PR Lille I/IUFM	Sociologie
DEMALS Thierry	CLERSE	MC Lille I	Economie
DENDIEVEL-VERMELLE Marie-Christine	CLERSE	MC Lille I	Sociologie
DUPREZ Jean-Marie	CLERSE	MC Lille I	Sociologie
FEUTRIE Michel	CLERSE	MC Lille I	Sociologie
FOUDI Rachid	CLERSE	MC Lille I	Economie
GADREY Jean	CLERSE	PR Lille I	Economie
GADREY Nicole	CLERSE	MC Lille I	Sociologie
GREVET Patrice	CLERSE	PR Lille I	Economie
HERAN Frédéric	CLERSE	MC Lille I	Economie
JANY-CATRICE Florence	CLERSE	MC Lille I	Economie
MOULAERT Frank	CLERSE	MC Lille I	Economie
SIMON Michel	CLERSE	PR Lille I	Sociologie
STANKIEWICZ François	CLERSE	PR Lille I	Economie
GERTH Klaus	CRAC	MC UVHC	Germaniste
GOUAZÉ Serge	CRAC	MC UVHC	Germaniste
GRAAFF Michaël	CRAC	PR UVHC	Germaniste
HÖRLING Hans	CRAC	PR UVHC	Germaniste
MOUREAU Ursula	CRAC	Ass UVHC	Germaniste
VAILLANT Jérôme	CRAC	PR UVHC	Germaniste
WELKE Dieter	CRAC	Ass UVHC	Germaniste
DOLEZ Bernard	CRAPS	MC Paris I	Droit Public
JACQUEMART Sylvie	CRAPS	MC IEP Lille	Droit Public
MARCOU Gérard	CRAPS	PR Lille II	Droit Public
THIEBAULT Jean Louis	CRAPS	PR U. Picardie	Sc. Politique
WALLON-LEDUCQ Christian Marie	CRAPS	MC Lille II	Sc. Politique
GAYOT Gérard	HISTOIRE URA 1020	MC Lille III	Histoire
HARDY Odette	HISTOIRE URA 1020	PR Lille III	Histoire
HIRSCH Jean-Pierre	HISTOIRE URA 1020	MC Lille III	Histoire
TERRIER Didier	HISTOIRE URA 1020	MC Lille III	Histoire
ZEROULOU Zaihia	LABORES	MC Lille I	Sociologie
BOUSSEMART Jean-Philippe	LABORES	MC Lille III	Economie
CUNAT Féderico	LARU	MC Cent. Lille	Géographie
BRUYELLE Pierre	LGH	PR Lille I	Géographie
KOSTRUBIEC Benjamin	LGH	MC Lille I	Géographie
PARIS Didier	LGH	MC Lille I	Géographie
RENARD Jean Pierre	LGH	MC Lille I	Géographie
THUMERELLE Pierre-Jean	LGH	PR Lille I	Géographie
VAUDOIS Jean	LGH	MC Lille I	Géographie

Total : 62

## B. CHERCHEURS CNRS

Nom et prénom	Unité d'appartenance	Statut	Discipline
CUKROWICZ Hubert	CLERSE	CR	Sociologie
DEMAZIERE Didier	CLERSE	CR	Sociologie
DUPREZ Dominique	CLERSE	CR	Sociologie
DURIEZ Bruno	CLERSE	CR	Sociologie
KOURCHID Olivier	CLERSE	DR	Sociologie
LARDE Philippe	CLERSE	CR	Economie
MAHIEU Christian	CLERSE	CR	Sociologie
LAUVAUX Philippe	CRAPS	CR	Droit Public
MINARD Philippe	HISTOIRE URA 1020	CR	Histoire
CALCOEN Francis	LABORES	DR	Economie
CORNUEL Didier	LABORES	DR	Economie
DERVAUX Benoît	LABORES	CR	Economie
MILLEQUANT François	LABORES	CR	Economie
CONVERT Bernard	LARU Centrale Lille	CR	Sociologie
PINET Michel	LARU Centrale Lille	CR	Sociologie
JOIGNAUX Guy <sup>1</sup>	TRACES INRETS	DR	Economie

<sup>1</sup> Guy JOIGNAUX est DR non au CNRS mais à l'INRETS où il exerce son activité à 100%. Dans ce cadre, il participe régulièrement à des activités de l'IFRESI, mais compte tenu de son statut, il n'est pas compté dans le total ci-dessous.

Total : 15

## C. INGENIEURS CNRS AFFECTÉS DANS LES FORMATIONS CONSTITUTIVES

Nom et prénom	Unité d'appartenance	Statut	Discipline
AUTES Michel	CLERSE	IR	Sociologie
BAICHÈRE Catherine	CLERSE	IE	Sociologie
DELACROIX Roland	CLERSE	IE	Sociologie
ENGRAND Sylvie	CLERSE	IE	Sociologie
LEFEBVRE Bénédicte	CLERSE	IE	Sociologie
SUEUR Michel	CLERSE	IE	Sociologie
MALLE GRAIN Nadine	HISTOIRE URA 1020	IE	Histoire
MASSON Pierre	LABORES	IE	Economie

Total : 8

## D. INGENIEURS DES UNIVERSITES

Nom et prénom	Unité d'appartenance	Statut	Discipline
BELANGER Monique	CLAREE	IE Lille I	Gestion
BASTIN Nicole	CLERSE	IE Lille I	Economie
DELPIERRE Martine	CLERSE	IE Lille II	Sc. Politiques
GUGENHEIM Francis	CLERSE	IR Lille I	Sociologie
THOMAS Bernadette	CRAPS	Pr. cert. Lille II	Économie

Total : 5

## E. POST-DOCTORANTS ATER , BOURSIERS, ET ASSIMILÉS

(avec assimilation des docteurs chargés d'étude du Centre Inter-Régional Associé au CEREQ de Lille)

Nom et prénom	Unité d'appartenance	Statut	Discipline
LADWEIN Richard	CLAREE	ATER	Gestion
EVERAERE Christophe	CLERSE	Bourse FNEGE	Gestion
GALLOUJ Faïz	CLERSE	ATER Lille I	Economie
HENGUELLE Valérie	CLERSE	CE CIA CEREQ	Economie
MONFROY Brigitte	CLERSE	CE CIA CEREQ	Sociologie
RIBAULT Thierry	CLERSE	Bourse CNRS	Economie
CRETON Dominique	LGH	ATER Lille I	Géographie
DUMONT Frédéric	LGH	ATER Lille I	Géographie

Total : 8

## F. DOCTORANTS ALLOCATAIRES, BDI, ATER, ET ASSIMILÉS

Nom et prénom	Unité d'appartenance	Statut	Discipline
BENOIT Sylvie	CESURE	AL	Économie
WINS Philippe	CESURE	AL	Économie
d'ANDRIA Aude	CLAREE	Monit normali	Gestion
ADJERAD Saïd	CLERSE	AL Lille I	Economie
BUSTREEL Anne	CLERSE	AL Lille I	Economie
CUVELIER Pascal	CLERSE	BDI	Economie
DEBAISIEUX Christophe	CLERSE	AL Lille I	Economie
DELVAINQUIERE Jean-Cédric	CLERSE	AL Lille I	Economie
DEMAZIERE Christophe	CLERSE	AL Lille I	Economie
DEMBINSKI Olivier	CLERSE	AL Lille I	Sociologie
DICKEL Sandrine	CLERSE	AL ENIC	Economie
DJELLAL Faridah	CLERSE	CE Lille I	Economie
DUNAT Marylène	CLERSE	ATER Lille I	Economie
FIEVET Gérald	CLERSE	AL Lille I	Economie
FRISER Karine	CLERSE	AL Lille I	Sociologie
GALLOUJ Camal	CLERSE	IE ENIC-Lille I	Economie
GIARD Fabienne	CLERSE	AL Lille I	Sociologie
HEGO Edith	CLERSE	AL Lille I	Economie
LEGRAND Sophie	CLERSE	CE Lille I	Economie
LEMATTRE Martine	CLERSE	IE ENIC-Lille I	Economie
MALLET Frédérique	CLERSE	BDI	Economie
MAUNY Pascal	CLERSE	BDI	Sociologie
MAUROY Hervé	CLERSE	AL Lille I	Economie
PAYS Christophe	CLERSE	ATER Lille I	Economie
PRYEN Stéphanie	CLERSE	AL Lille I	Sociologie
ROQUET Pascal	CLERSE	AL Lille I	Sociologie
SCHEER Jean-Marie	CLERSE	BDI	Economie
TOUTIN-TRELCAT Marie-Hélène	CLERSE	ATER Lille I	Economie
WANSCOOR Eric	CLERSE	AL Lille I	Economie
GIRARD-DESBOIS Hélène	CRAPS	BDI	Sc. Politiq.
EL ASRAOUI Hassan	LABORES	CE	Economie
COUPLEUX Sylvie	LGH	ATER Lille I	Géographie
DUHAMEL Sabine	LGH	ATER Lille I	Géographie
GHEKIERE Jean-François	LGH	BDI	Géographie

KAPUSTA Jean-Claude	LGH	CE Lille I	Géographie
LE MENE Christine	LGH	CE Lille I	Géographie

Total : 36

#### F. AUTRES CHERCHEURS COLLABORANT AUX ACTIVITÉS DE L'IFRESI

Nom et prénom	Unité d'appartenance	Statut	Discipline
CARON S.	C.H.R.N.	CE	Histoire
DESAEGHER Caroline	C.H.R.N.	CE	Histoire
ABIASSI Amen	CLAREE	CE	Gestion
DUMOULIN R.	CLAREE	CE	Gestion
BOUKABOUS Zohra	CLERSE	CE	Sociologie
GUEYE Ibrahima	CRAC	CE	Germaniste
UHER Rainer	CRAC	CE	Germaniste
AARAB Moha	LABORES	CE	Economie
AUBRÉE Loïc	LABORES	CE	Géographie
BEUSCART Jean-Marie	LGH	CE	Géographie
THURU Arnaud	LGH	CE	Géographie

Ces chercheurs collaborant aux activités de l'IFRESI ne sont pas, en raison de leurs statuts particuliers, comptés dans les effectifs de fédération.

\*

\* \* \*

**ANNEXE 3**

**RÉPARTITION PAR LABORATOIRE ET STATUT DES CHERCHEURS  
ET ENSEIGNANTS-CHERCHEURS PARTICIPANT À L'IFRESI**

**Formations constitutives de l'IFRESI**

	Prof., MC, Ass	Cherch. Cnrs	Ing. Cnrs	Ing Univ.	Post-Doc	Sous-Tot	Doct Fin.	Total
Clerse	18	7	6	3	5	39	26	65
Claree	7			1	1	9	1	10
Craps	5	1		1		7	1	8
Labores	2	4	1			7	1	8
Ura 1020	4	1	1			6		6
Lgh	6				2	8	5	13
Crac	7					7		7
Chrn	3					3		3
<b>Total</b>	<b>52</b>	<b>13</b>	<b>8</b>	<b>5</b>	<b>8</b>	<b>86</b>	<b>34</b>	<b>120</b>

**Autres formations**

Cepé	8					8		8
Cesure	1					1	2	3
Laru	1	2				3		3
<b>Total</b>	<b>10</b>	<b>2</b>				<b>12</b>	<b>2</b>	<b>14</b>

**Total Général**

	62	15	8	5	8	98	36	134
--	----	----	---	---	---	----	----	-----





# **DEUXIÈME PARTIE**

## **LES OPÉRATIONS DE RECHERCHE**

Le programme de recherche de l'IFRESI s'organise en deux volets qui comportent de multiples liens tenant en particulier aux transformations et à la crise de longue durée de l'emploi.

### **1. LES ACTIVITÉS PRODUCTIVES ET LEURS MUTATIONS**

#### **1.1 EMPLOI, CHÔMAGE, FORMATION, TRAJECTOIRES PROFESSIONNELLES**

1.1.1. Fonctionnement des systèmes d'emploi - formation et trajectoires socioprofessionnelles

1.1.2. Trajectoires et identités sociales

1.1.3. Évolutions des systèmes de formation et de leurs rapports aux entreprises

#### **1.2. SERVICES, INFORMATION, ORGANISATIONS DES ACTIVITÉS PRODUCTIVES**

1.2.1. Services et montée du contenu informationnel des activités

1.2.2. Nouvelles formes d'organisation et de gestion des firmes. Évolutions de longue période

1.2.3. Du monde de la mine aux sécurités industrielles dans les industries stratégiques

#### **1.3. ENVIRONNEMENT ET ACTIVITÉS PRODUCTIVES**

#### **1.4. INTÉGRATIONS EUROPÉENNES : INSTITUTIONS, ÉCONOMIE, DROIT**

#### **1.5. INSTITUTIONS ET MARCHÉS**

### **2. LES VILLES ET LES TERRITOIRES**

#### **2.1. DYNAMIQUE DES POPULATIONS DES PAYS INDUSTRIALISÉS**

2.1.1. Stabilité et changements dans les comportements et structures démographiques

2.1.2. Mutations des milieux géographiques et modifications géostructurelles des populations

2.1.3. Mobilité spatiale et dynamiques migratoires

#### **2.2. ACTIVITÉS PRODUCTIVES ET RÉORGANISATIONS DES ESPACES URBANISÉS**

2.2.1. Recompositions et disparités des tissus locaux et urbains

2.2.2. Mutations des activités, stratégies des firmes, liens avec les restructurations spatiales

2.2.3. Acteurs locaux, politiques publiques, et développement des villes et territoires

#### **2.3. POLITIQUES PUBLIQUES ET TENSIONS URBAINES**

2.3.1. Changements des politiques sociales, revenus, logement

2.3.2. Sécurités et déviances urbaines, gestion du "social" : représentations et identités

2.3.3. Le Nord-Pas-de-Calais de reconstructions en restructurations (années 1930 - années 1970)

#### **2.4. ATTITUDES POLITIQUES, GOUVERNEMENT DES VILLES**

#### **THÈME TRANSVERSAL : EMPLOI, EFFICACITÉ, LIEN SOCIAL**

Évaluation des politiques, performances des entreprises et efficacité des services

Organisations, marchés, institutions



## AVERTISSEMENTS

1) Dans cette deuxième partie du rapport, lorsque les caractères italiques sont utilisés pour mettre en forme globalement des paragraphes, ils désignent des opérations nouvelles projetées ou commençant à s'engager sans avoir encore donné lieu à publications.

Les caractères droits désignent les opérations achevées ou en cours (avec au moins de premières publications).

2) La présentation de chacune des opérations de recherche comporte d'abord son titre puis l'indication des chercheurs (l'expression incluant évidemment ici les enseignants-chercheurs) qui réalisent cette opération. Lorsque cette indication est portée en un seul paragraphe, ces chercheurs appartiennent tous à des équipes participant à l'IFRESI. Lorsque l'indication est donnée en deux paragraphes, le premier concerne les chercheurs des équipes participant à l'IFRESI et le second les chercheurs d'équipes extérieures.



# 1 LES ACTIVITÉS PRODUCTIVES ET LEURS MUTATIONS

## 1.1. EMPLOI, CHÔMAGE, FORMATION, TRAJECTOIRES PROFESSIONNELLES

LES OPÉRATIONS DE RECHERCHE CONCERNÉES PAR LE THÈME 1.1.

### 1.1.1. Fonctionnement des systèmes d'emploi - formation et trajectoires socioprofessionnelles

- A. L'impact de la formation sur la trajectoire des adultes peu qualifiés : une approche contextuelle.
- B. *La mobilité d'emploi des jeunes de bas niveau scolaire*
- C. Recherches sur le fonctionnement actuel du marché du travail
- D. Formation, emploi, travail: comparaison entre hommes et femmes
- E. Stratégie de gestion de la main-d'œuvre dans les entreprises du textile-habillement et de la vente par correspondance du bassin d'emploi de Roubaix-Tourcoing
- F. *Optimisation des trajets professionnels en organisation*

### 1.1.2. Trajectoires et identités sociales

- A. La construction sociale du chômage de longue durée
- B. Chômage de longue durée et dualisme économique
- C. Approche micro-sociologique de la mobilité sociale
- D. Formation, marché du travail et médiations sociales : le cas des ingénieurs diplômés
- E. Les groupes professionnels
- F. Innovation technique, mutations organisationnelles et transformations de la main-d'œuvre dans la sidérurgie : quelle dynamique de changement ?
- G. Les identités professionnelles salariales, confrontation de plusieurs essais inductifs à un modèle théorique.
- H. La reprise des exploitations familiales agricoles et l'accès à la profession d'agriculteur dans le département du Nord
- I. *Opération "Men and their work"*

### 1.1.3. Évolutions des systèmes de formation et de leurs rapports aux entreprises

- A. Les transformations des systèmes de formation
- B. Formation et situation de travail : des transformations conjointes
- C. La formation continue dans les entreprises françaises (exploitation de données statistiques)
- D. Stratégies et carrières scolaires
- E. Études sur l'orientation des filles
- F. Les étudiants : orientation, cursus, devenir des entrants, devenir des diplômés
- G. Les disparités géographiques de l'offre et de la demande de formation



## PRÉSENTATION DE L'ENSEMBLE DES OPÉRATIONS PARTICIPANT AU THÈME 1.1.

### "EMPLOI, CHÔMAGE, FORMATION, TRAJECTOIRES PROFESSIONNELLES"

La crise économique durable s'est traduite par des phénomènes économiques et sociaux qui ne peuvent être réduits à des déséquilibres quantitatifs, mais inaugurent des changements très profonds dans le fonctionnement des systèmes socio-économiques comme dans les vies et carrières individuelles : les frontières se brouillent entre les "actifs" et les autres et les statuts se recomposent ; les formes de chômage se diversifient et affectent des catégories de populations de plus en plus diversifiées ; les articulations entre les formations, initiales ou continues, et les emplois se troublent et connaissent des "désajustements," objectifs ou subjectifs croissants ; la mobilité en cours de vie active devient une nouvelle norme impliquant des évolutions au sein de l'entreprise comme des changements dans les statuts ou les conditions d'emploi. Ces mutations ont des traductions concrètes diversifiées, mais elles signifient toutes un accroissement des incertitudes pesant sur la construction des trajectoires professionnelles, le fonctionnement des systèmes de formation et d'emploi, la cristallisation des identités salariales et socio-professionnelles. Dans la période récente comme dans les années à venir, de nombreux chercheurs de l'IFRESI ont investi ces axes de réflexion et développé des recherches centrées sur ces enjeux.

1

L'attention accordée aux déséquilibres durables sur le marché du travail a conduit à la formulation de nouvelles questions de recherche centrées sur les effets de ce rationnement macro-économique de l'emploi. Chacune de ces recherches tend à éclairer la question centrale des formes d'articulation entre d'une part des systèmes de règles de gestion de l'emploi, qui peuvent être appréhendés au niveau de l'entreprise, du marché local du travail, d'institutions de médiation entre offreurs et demandeurs, et d'autre part des trajectoires socioprofessionnelles de salariés, de jeunes entrants dans la vie active, d'adultes de bas niveau de qualification.

Dans cette perspective l'étude des stratégies de gestion de l'emploi des entreprises et de ses conséquences sur les carrières professionnelles a pris une importance croissante. Ces recherches, fréquemment fondées sur l'étude monographique d'un petit échantillon d'entreprises sélectionnée de manière raisonnée, posent, à des degrés et niveaux variables, la double question de la production de nouveaux systèmes de règles au sein des entreprises et de la construction de trajets professionnels en transformation et marqués par la mobilité. Les questions ainsi approfondies se centrent souvent sur des catégories salariales fragiles ou menacées. Ainsi les modes de gestion des salariés dits de "bas niveau de qualification" ont été étudiés afin d'éclairer les mécanismes de sélectivité à l'embauche et de vulnérabilité en cas de réduction d'effectifs de cette catégorie de main d'œuvre (opération de F. Stankiewicz, R. Foudi, M.H. Toutin-Trelcat et opération de M.H. Toutin-Trelcat). A partir du constat des inégalités entre hommes et femmes, notamment dans les champs du travail et de l'emploi, les politiques de gestion du personnel ont été comparées en fonction de la composition sexuée de la main d'œuvre, ce qui a permis de dégager des pratiques de gestion séparée des hommes et des femmes dans des secteurs masculinisés mais aussi la création de nouvelles filières d'emploi dans des secteurs féminisés (opération S. Engrand, N. Gadrey). Un autre éclairage sur les spécificités de l'activité féminine est donné à partir d'une évaluation de la productivité du temps dans les activités non-marchandes (A. Bustreel). Le problème des réactions des entreprises face au vieillissement de leur main d'œuvre et des transformations des politiques de gestion des ressources humaines que ce vieillissement impose est approfondi dans le cas d'une grande entreprise de l'automobile (opération S. Legrand). En se centrant sur les emplois temporaires, une autre recherche articule les pratiques de recrutement des entreprises et les trajectoires d'actifs passant par ce type d'emploi, ce qui conduit à dépasser les oppositions duales traditionnelles entre emplois primaires et secondaires, stables et instables (opération V. Henguelle). Éclairant en contrepoint les mécanismes d'exclusion et de précarisation professionnelles des travaux s'attachent aux stratégies d'organisation de carrières professionnelles, aux formes de continuité professionnelle, aux modes d'implication des salariés, aux politiques alternatives des stratégies d'externalisation (opération P. Louart, C. Beaucourt, A.F. Dubroeucq, A. d'Andria, A. Dietrich), aux procédures et instruments de progression de carrière et d'optimisation des trajets professionnels (opération C. Pays).

## **1.1. Emploi, Chômage, Formation, Trajectoires Professionnelles**

---

Les politiques de gestion de la main d'oeuvre des entreprises sont également étudiées en articulation avec des facteurs externes relatifs à l'environnement des firmes. L'aggravation de la crise économique, les mutations technologiques et leurs conséquences sur les structures et contenus d'emploi sont ainsi pris en compte pour expliquer les changements observés dans les stratégies d'entreprises de main-d'oeuvre (textile-habillement et vente par correspondance) à l'égard des différentes catégories salariales (opération P. Masson, F. Millequant, Z. Zéroulou). De façon complémentaire, d'autres travaux se centrent sur les conséquences des stratégies d'entreprises sur les évolutions des bassins d'emploi (structures d'emplois et de qualifications, filières professionnelles et de formation, importance du chômage, etc.) et le devenir des entreprises elles-mêmes (opération P. Louart, C. Beaucourt et alii). Cet environnement est encore analysé à travers certaines de ses caractéristiques spécifiques, qu'il s'agisse des phénomènes de pénurie de main d'oeuvre et de difficultés de recrutement (opération C. Debaisieux) ou du chômage massif et des coûts financiers, directs et indirects, qu'il engendre (opération M. Dunat).

D'autres acteurs du marché du travail, contribuant avec les entreprises à construire les processus d'allocation de main d'oeuvre dans les emplois, font l'objet de plusieurs recherches en cours de lancement. Elles concernent en particulier les processus d'insertion des jeunes entrants sur le marché du travail, et visent à évaluer le poids des institutions d'insertion (école, "dispositifs jeunes") qui orientent, forment et insèrent selon des procédures et des règles spécifiques (opération N. Gadrey). Elles visent aussi à prendre en compte de façon opératoire les systèmes locaux d'emploi et d'insertion désignant les opportunités d'emploi et les formes de coopération entre acteurs d'insertion auxquels les jeunes de bas niveau scolaire sont confrontés dans les bassins d'emploi (opération D. Demaziere, C. Dubar et alii). La contribution des dispositifs publics de formation des chômeurs au retour à l'emploi des bénéficiaires est également analysée, permettant d'approfondir l'étude du poids des politiques publiques dans le fonctionnement du marché du travail (opérations F. Stankiewicz, R. Fouidi et M.H. Toutin-Trelcat et F. Mallet).

### **2**

La construction des positions et des identités professionnelles a fédéré un ensemble significatif de recherches, qui se sont développées à propos de groupes sociaux différenciés. Elles sont centrées sur l'analyse des pratiques et trajectoires professionnelles, qui sont étudiées en articulation avec les systèmes de ressources et de contraintes des acteurs et des configurations de facteurs structurels et organisationnels. Certains travaux s'intéressent à des groupes ou catégories professionnels en situation de travail, d'autres concernent des populations qui évoluent sur le marché du travail.

Les groupes concernés par le premier ensemble d'analyses sont extrêmement variés : techniciens, agents de maîtrise et opérateurs de la sidérurgie, agriculteurs, professionnels du transport routier de marchandise, infirmières, agents de l'Éducation Nationale, etc. Mais tous sont confrontés à des transformations rapides ou importantes de leur environnement, qui influent directement sur leurs pratiques professionnelles, voire sur les fondements symboliques de leur légitimité et de leurs identités professionnelles. Les catégories professionnelles engagées dans la production sidérurgique apparaissent confrontées à des mutations techniques, organisationnelles, sociales et économiques d'envergure qui marquent profondément ce secteur industriel. Ces mutations engendrent des processus de transformations des identités salariales, engageant les rapports des individus aux innovations organisationnelles, aux changements du travail, aux transformations de la politique de gestion des ressources humaines (opération M. Sueur, J.P. Cadet). Les jeunes agriculteurs qui reprennent les exploitations familiales sont également exposés à des évolutions rapides des normes de leur activité professionnelle : le modèle de la reproduction sociale à travers la succession des générations semble désormais insuffisant pour rendre compte de la dynamique de la profession agricole. Les contraintes économiques conduisant à une sélection sociale en faveur des successeurs les plus dotés d'un point de vue patrimonial, mais aussi le nouveau modèle professionnel de "l'agriculteur entrepreneur" diffusé à travers les dispositifs et institutions d'aide à l'installation constituent de puissants leviers pesant sur l'accès à la profession (opération B. Monfroy). Dans un environnement de travail extrêmement différent, les acteurs du transport routier de marchandises apparaissent soumis à des changements techniques et organisationnels profonds qui recomposent leurs activités quotidiennes et déstabilisent leurs représentations et conceptions des différents métiers (agents de conduite, agents de la base fixe des entreprises, etc. (opération P. Mauny)). Dans un contexte de transformation de l'organisation hospitalière, l'identité du groupe professionnel infirmier est en voie de recomposition, non seulement parce que les activités de travail évoluent, mais aussi et

## **1.1. Emploi, Chômage, Formation, Trajectoires Professionnelles**

---

surtout parce que les interactions de ce groupe avec les autres acteurs de l'hôpital (patients, médecins, autres personnels) se réorganisent (opération O. Dembinski). L'importance de l'étude des relations entre groupes et catégories professionnels est également soulignée par une recherche analysant les tentatives pour promouvoir au sein de services extérieurs de l'État de nouvelles formes d'organisation du travail administratif visant à rompre avec un modèle taylorien ancien. L'étude des formes de coopération et de relation entre groupes est ici centrale pour comprendre les mécanismes de construction et de diffusion de normes professionnelles nouvelles, ainsi que la mobilisation professionnelle (opération L. Demainly). La prise en compte des schémas de transaction salariale rendant compte des rapports entre les individus au travail et les systèmes organisationnels et relationnels dans lesquels ils sont inscrits permet d'approfondir l'analyse des dynamiques des identités professionnelles, et d'enrichir des approches trop souvent centrées sur les seules trajectoires professionnelles. Une recherche en particulier se centre sur la confrontation d'un modèle théorique de la socialisation professionnelle avec des typologies inductives de typologies d'identités salariales (opération S. Engrand).

D'autres recherches, qui reprennent parfois cette problématique des identités professionnelles, se centrent sur la mobilité de certaines catégories de populations sur le marché du travail. L'analyse des trajectoires des chômeurs de longue durée constitue un axe important de ces approches. Elle montre une forte dualisation du marché du travail, puisque les trajectoires des chômeurs de longue durée sont fortement marquées d'une part par une dégradation des conditions d'existence pouvant conduire à la paupérisation, d'autre part par des difficultés récurrentes de retour à l'emploi durable à temps plein qui traduisent une exclusion professionnelle croissante (opération R. Foudi). Toutefois, une analyse fine des trajectoires biographiques, incluant les manières dont les individus s'approprient leurs expériences passées et anticipent leur avenir montre que le maintien en chômage de longue durée ne conduit pas mécaniquement à une uniformisation des identités. Le champ des politiques de l'emploi et les formes de reconnaissance (ou de non-reconnaissance) que le chômeur de longue durée peut y trouver à travers ses relations avec les professionnels de l'emploi constituent également une dimension importante de cette construction identitaire et de la définition des trajectoires (opération D. Demazière, A. Chérain, V. Vermelle). Les interactions des individus avec les acteurs et institutions de leur environnement, leur participation à différents marchés (de l'emploi, scolaire, matrimoniaux, du logement, etc.) apparaissent comme des dimensions centrales pour analyser leur mobilité socio-professionnelle. Une autre traduction empirique de cette exigence est développée dans une recherche fondée sur la confrontation des trajectoires d'une génération (âgée de 40 ans) et des évolutions de l'espace social local saisi à l'échelle d'une agglomération urbaine (opération M. Convert, B. Pinet). De même l'analyse en termes de réseaux sociaux peut constituer un cadre théorique pertinent pour rendre compte des systèmes de ressources et de contraintes dans lesquels les ingénieurs entrent sur le marché du travail et y évoluent, et comprendre tant les processus d'insertion que l'évolution des carrières de ces diplômés de grandes écoles (opération J.M. Duprez, Chamozzi, Degenne, Grelon, Marry, Mounier). Dans une perspective d'approfondissement théorique un groupe de sociologues a entrepris la traduction de textes classiques de la sociologie anglo-saxonne (Demainly, Demazière, D. Duprez).

3

Les mutations des systèmes de formation, tant continue qu'initiale, constituent un autre terrain de recherche qui permet également d'avancer dans la compréhension des mécanismes de construction de l'emploi, du travail, des qualifications. La formation continue a connu des évolutions extrêmement sensibles au cours de la période récente. Celles-ci sont analysées dans leur dimension quantitative à partir d'une grosse enquête sur les usages de la formation continue par les entreprises. La recherche souligne que, au-delà d'une tendance de fond à l'accroissement du recours à la formation continue, les situations restent très diversifiées selon les entreprises, tant sur le plan du volume et de la structure des dépenses que sur celui des pratiques des entreprises (opération V. Hanguelle, B. Monfroy). Plusieurs approches ont été combinées pour appréhender les évolutions de la fonction formation en entreprise et les transformations des articulations de la formation et des situations et collectifs de travail (opérations A. Abt, E. Charlon, H. Cheronnet, L. Demainly, M. Feutrie, M.C. Vermelle, P. Roquet). La tendance à une internalisation croissante de la fonction formation, marquée par une implication des opérationnels de production et l'émergence de nouvelles modalités de formation par et dans les situations de travail, a ainsi été mise en évidence. Symétriquement, il apparaît que les entreprises participent de plus en plus à l'évolution de l'offre de formation produite par les

## **1.1. Emploi, Chômage, Formation, Trajectoires Professionnelles**

---

organismes de formation : elles amènent les organismes de formation à participer à l'élaboration politique et à la conception d'actions sur mesure à partir d'études préalables des transformations des collectifs et organisations. Dans le prolongement de cette construction d'actions de formation appuyées sur des situations de travail, des expérimentations de nouvelles filières de formation des ingénieurs impliquant très fortement les entreprises sont analysées et débouchent sur des réflexions théoriques portant sur l'innovation dans les systèmes de formation.

L'intérêt d'une analyse fine des acteurs des systèmes de formation est également démontré à propos du système éducatif et des personnels enseignants, chefs d'établissement ou formateurs d'enseignants (opération L. Demailly). La recherche sur les enseignants s'appuie sur une analyse de leurs pratiques professionnelles, de leurs trajectoires sociales, et du fonctionnement des établissements. Les malaises des enseignants sont étudiés en fonction d'une triple crise : du mode de sélection sociale de l'école française, des professionnalités et légitimités qui sous-tendent le métier d'enseignant de collège, du mode de socialisation scolaire. Les implications de cette crise de légitimité ont été approfondies par une analyse des pratiques de formation continue et d'encadrement des enseignants, soulignant les transformations des formes et techniques de mobilisation des enseignants. De façon complémentaire, le système éducatif de formation initiale est étudié à partir de ses usagers : les carrières scolaires, les projets et choix d'orientation, constituent alors autant d'objets d'analyse. Le passage de l'enseignement secondaire à l'enseignement supérieur apparaît comme un point de bifurcation du système scolaire particulièrement intéressant pour comprendre la construction de l'orientation. Une première recherche montre que la structure de l'offre locale de formation est un facteur déterminant, à articuler avec les "projets", "aspirations" et "dispositions" (opération N. Gadrey, A. Barrere, F. Crespin, B. Delobel, M. Lafficher). D'autres travaux convergent et soulignent l'influence de l'origine géographique des bacheliers de la région sur leur orientation scolaire : cette corrélation traduit le poids de l'offre locale de formation supérieure. Celle-ci engendre d'importantes disparités spatiales d'accès à l'enseignement supérieur dans la région, qui reflètent certes des disparités dans les structures démographiques et socio-économiques des territoires, mais traduisent aussi la forte concentration dans l'espace des formations universitaires longues (opération F. Dumont) (Voir aussi la rubrique 2.1. 2. de ce rapport : P.J. Thumerelle et alii). Les orientations scolaires s'organisent également en fonction d'autres facteurs, comme le montre la spécialisation des filières selon le sexe. À partir de ce constat connu, une recherche montre le rôle de l'institution scolaire dans les processus de production, et de réduction, des différences d'orientation entre les filles et les garçons : si la socialisation informelle au collège et la répartition des rôles entre les différents intervenants sont peu propices à l'émergence de propositions d'orientation innovantes, des tentatives de diversification des orientations des filles marquent néanmoins le processus d'orientation et d'affectation (opération F. Gugenheim, F. Dumont).

## **1.1.1. FONCTIONNEMENT DES SYSTÈMES D'EMPLOI-FORMATION ET TRAJECTOIRES SOCIOPROFESSIONNELLES**

### **1.1.1. A. L'IMPACT DE LA FORMATION SUR LA TRAJECTOIRE DES ADULTES PEU QUALIFIÉS : UNE APPROCHE CONTEXTUELLE (OPÉRATION ACHEVÉE)**

**Chercheurs (LAST-CLERSE) :** François STANKIEWICZ (PR), Rachid FOUDI (MC), Marie-Hélène TOUTIN-TRELCAT (ATER)

#### **Bilan scientifique de la recherche**

La recherche a eu pour objectif d'analyser l'impact de la formation sur la trajectoire des adultes de "bas niveau de qualification", dans différents "contextes" : en situation d'emploi ou de chômage. A cet effet, les investigations suivantes ont notamment été réalisées :

- une étude de type monographique auprès de 20 entreprises de la Région Nord/Pas-de-Calais, concernées par le problème des "BNQ" ;
- une enquête auprès d'une population de 1445 demandeurs d'emploi, repérés dans le fichier de l'ANPE comme manoeuvres, OS ou employés non qualifiés et entrés en stage de formation entre novembre 1989 et avril 1990.

Ces investigations ont permis de dresser une typologie des politiques d'entreprises à l'égard des "BNQ" et ont mis en évidence le rôle essentiel joué par la contrainte globale d'emploi.

Par ailleurs une méthodologie est proposée pour mesurer l'impact sur l'employabilité des stages de formation suivis par les chômeurs-BNQ. Les résultats obtenus conduisent à relativiser très fortement le "taux de placement" comme indicateur d'efficacité de la formation.

Dans une perspective plus vaste est abordée, au travers de l'opposition de deux concepts, la question de la transférabilité, comme capacité à affronter l'épreuve de la mobilité externe.

#### **Financement**

Contrat MRE (Programme Formation et Apprentissage des adultes peu qualifiés)  
Subvention CNRS / Conseil Régional Nord-Pas-de-Calais (programme de l'IFRESI).

#### **Publications de l'opération**

STANKIEWICZ (François), FOUDI (Rachid), TOUTIN (Marie-Hélène) - L'efficacité des stages de formation. Le cas des demandeurs d'emploi de bas niveau de qualification. Formation- Emploi n° 41 Mars 1993 (avec réponse au commentaire de G. PODEVIN).

STANKIEWICZ (François), FOUDI (Rachid), TOUTIN (Marie-Hélène)- Le problème des "BNQ" : déficit de qualification ou déficit d'emploi ? Revue Française des Affaires Sociales. 1993, n° 1.

TRELCAT- TOUTIN (Marie-Hélène). L'impact de la formation selon le contexte dans lequel elle est dispensée. in Formation et Apprentissage des Adultes peu qualifiés. La documentation française. 1992.

TRELCAT- TOUTIN (Marie-Hélène). Le taux de placement dans l'emploi : indication de l'efficacité des actions de formation destinées aux demandeurs d'emploi de bas niveau de qualification ? Journée d'Économie Sociale de Toulouse. Septembre 1992. Paru dans Revue de l'Économie Sociale. Tome 2.

STANKIEWICZ (François), FOUDI (Rachid), TOUTIN (Marie-Hélène) - L'efficacité des stages de formation. Le cas des demandeurs d'emploi de bas niveau de qualification. journée d'études processus d'exclusion et dynamiques d'emploi. CLERSE. Lille Novembre 1992.

STANKIEWICZ (François), FOUDI (Rachid), TOUTIN (Marie-Hélène) - Les "Bas niveaux de Qualification", l'entreprise et le marché du travail : l'impact de la formation. Rapport final de recherche MRE. Février 1992 - 225 p.

\*

\* \* \*

### **1.1.1. Fonctionnement des systèmes d'emploi-formation et trajectoires socioprofessionnelles**

---

#### **1.1.1. B. LA MOBILITÉ D'EMPLOI DES JEUNES DE BAS NIVEAU SCOLAIRE (OPÉRATION NOUVELLE)**

*Chercheur (LASTREE-CLERSE) : Didier DEMAZIERE (CR) (directeur scientifique du projet avec Claude DUBAR).*

*Chercheurs d'autres équipes: Sous la direction scientifique de Didier DEMAZIÈRE et Claude DUBAR (CEREQ) des chercheurs du BETA (Strasbourg), CEREQ (Marseille), CLERSE-LASTREE (Lille), CRPEE (Montpellier), LERSCO (Nantes)*

#### **Présentation de l'opération**

*Cette recherche se propose d'analyser les relations entre les trajectoires d'activité et les parcours de formation initiale et continue de jeunes sortis du système éducatif avec un bas niveau scolaire. Elle est structurée autour d'une problématique des relations formations / emplois privilégiant la temporalité et les processus de mobilité d'emploi (incluant les passages par des statuts sociaux diversifiés -emploi, chômage, inactivité, formation-, par des formes d'emploi variées -emploi précaire ou stable-, et les changements d'entreprise). En effet, les trajectoires de formation et d'activité étant des processus temporels concomitants, les approches causales classiques consistant soit à mesurer les effets mécaniques de la relation de la formation sur l'emploi, soit à étudier comment les positions professionnelles déterminent la formation continue, deviennent inopérantes. C'est pourquoi nous tenterons de traiter des calendriers d'emploi et de formation en posant l'hypothèse d'une liaison circulaire entre formations et statuts d'activité.*

*Cette recherche combinera des approches longitudinales et localisées des processus d'entrée dans la vie active des jeunes de bas niveau scolaire. Elle est fondée sur la triple articulation de données longitudinales représentatives, des significations que les individus leur donnent, et des systèmes locaux d'emploi et d'insertion dans lesquels ces processus se déroulent. Elle nécessite ainsi la construction de nouveaux outils d'analyse des trajectoires typiques, ou formes de mobilité, et de leurs articulations avec les logiques subjectives de mobilité qui les sous-tendent, et les systèmes de mobilité avec lesquels elles interagissent.*

*Cette problématique vise ainsi à écarter un double réductionnisme: d'un côté celui issu des paradigmes purement structuralistes qui évacuent le concept de mobilité en posant que les individus sont contraints par les institutions sociales, autonomes dans leur fonctionnement et/ou subjectivement incorporées, de l'autre celui issu des paradigmes purement stratégiques, qui diluent le concept de mobilité en posant que les individus développent des stratégies rationnelles affranchies des contingences sociales et/ou structurant et produisant des ensembles sociaux. Elle propose de considérer les mobilités d'emploi comme le produit de deux temporalités hétérogènes et interdépendantes: une temporalité biographique au cours de laquelle chaque individu met en cohérence son histoire passée, ses stratégies présentes et ses anticipations de l'avenir, ses acquis antérieurs, ses compétences mobilisables et ses ambitions en construction; une temporalité structurelle marquée par l'articulation entre des pesanteurs organisationnelles, des logiques sélectives et des stratégies de gestion du changement, des règles bureaucratiques, des redistributions des pouvoirs et des prévisions engageant l'avenir. Aussi, les cheminement ne sont pas déterminés à l'avance: ils ne sont ni le produit direct du chemin déjà parcouru sur le marché du travail, ni le résultat mécanique des politiques et organisations de l'emploi; ils se construisent dans des interactions entre des processus temporel, biographique et structurel, selon des configurations, en fonction de rythmes et avec des résultats qui restent à dessiner.*

\*

\* \* \*

### **1.1.1. Fonctionnement des systèmes d'emploi-formation et trajectoires socioprofessionnelles**

---

#### **1.1.1. C. RECHERCHES SUR LE FONCTIONNEMENT ACTUEL DU MARCHÉ DU TRAVAIL (OPÉRATION EN COURS )**

Chercheurs (LAST-CLERSE): François STANKIEWICZ (PR) (directeur des thèses préparées dans le cadre de cette opération), Anne BUSTREEL (AL), Christophe DEBAISIEUX (AL) Marylène DUNAT (ATER), Valérie HENGUELLE (CE CIA-CEREQ), Frédérique MALLET (BDI), Christophe PAYS (ATER), Marie-Hélène TOUTIN-TRELCAT (ATER)

##### **Présentation de l'opération**

Le déséquilibre profond et durable du marché du travail constitue une variable d'environnement de première importance qui bouleverse radicalement le fonctionnement du système d'emploi, à différents niveaux : processus de médiation entre l'offre et la demande, management des ressources humaines au sein des organisations, positionnement des catégories de main-d'œuvre sur le marché du travail...

Cette nouvelle donne l'existence d'un chômage étendu et persistant, exige la production de nouvelles conceptualisations, couplée à une démarche empirique serrée visant à repérer l'apparition de nouvelles pratiques et à mesurer leur réelle ampleur. Divers travaux de doctorat de sciences économiques, bénéficiant des moyens de l'IFRESI, menés sous la direction de F. STANKIEWICZ, s'inscrivent dans cette approche générale :

##### **1 - Les transformations du processus de rencontre entre offre et demande sur le marché du travail : le rôle des séquences d'emploi. Valérie HENGUELLE (Thèse soutenue, janvier 1993).**

La thèse propose une approche de l'emploi temporaire en termes de séquence d'emploi qui dépasse l'opposition simple entre emplois primaires/emplois secondaires et entre emplois stables / emplois instables.

Deux analyses empiriques ont été réalisées :

- une étude sur les politiques de recrutement des entreprises (réalisée en 1988, pour le compte de l'ANPE).
- un traitement secondaire de l'enquête sur l'emploi de l'INSEE qui permet de suivre 5 cohortes d'individus qui sont passés par une séquence d'emploi (cohorte de 1984 : 200 000 individus, cohorte de 1988 : 600 000 individus).

Les résultats de ce traitement conduisent à nuancer la correspondance établie entre emplois temporaires et emplois secondaires et permettent de préciser les insatisfactions d'une interprétation dualiste de l'emploi temporaire, y compris dans ses développements récents d'inspiration néoclassique.

**Financement :** Bourse MRT et contrats CNRS-ANPE-PIRTTEM

##### **Publications de cette partie de l'opération**

HENGUELLE Valérie - "Les transformations du processus de rencontre entre offre et demande sur le marché du travail: le rôle des séquences d'emploi"- Thèse pour le Doctorat de Sciences Économiques, Université de Lille I, janvier 1993, 322p.

HENGUELLE Valérie - "Réseaux informels, pratiques de recrutement et systèmes locaux d'emploi"- Communication à la journée d'étude sur les approches du local, LEST-CEREQ, Aix en Provence, 14 juin 1991.

##### **2 - Les coûts économiques et sociaux du chômage - Marylène DUNAT**

Cette recherche, en cours, s'attache à quantifier les coûts provoqués par la situation actuelle de chômage massif, en distinguant d'une part les coûts financiers, directs et indirects, supportés par le budget de l'État, d'autre part la perte de produit due au "gaspillage" des forces productives que représente le chômage, et enfin l'ensemble des coûts sociaux et humains qu'engendent les exclusions du marché du travail.

### **1.1.1. Fonctionnement des systèmes d'emploi-formation et trajectoires socioprofessionnelles**

---

Cette tentative d'estimation chiffrée ne va toutefois pas sans de multiples difficultés, certaines d'ordre pratique, mais d'autres plus fondamentales de nature conceptuelle, qui conduisent à s'interroger sur la pertinence d'une évaluation, au niveau de l'ensemble du système social, des coûts du chômage.

**Financement :** ATER

#### **3 - Les pénuries de main d'oeuvre dans un contexte de chômage massif : Christophe DEBAISIEUX**

Vers la fin des années 1980, on assiste à l'apparition, sur le marché du travail, d'une situation des plus paradoxales, à savoir la coexistence d'un chômage à caractère massif et de pénuries de main-d'œuvre. La thèse a pour objet d'analyser les facteurs susceptibles de générer des tensions sur le marché du travail, dans un contexte global d'excédent de main d'œuvre.

Complémentairement à une étude statistique au niveau national, sera entreprise, au niveau régional, une analyse en termes de Familles Professionnelles (FAP), menée en collaboration avec l'ORFQE (Observatoire Régional des Formations, des Qualifications et des Emplois) Nord-Pas-de-Calais qui permettra de procéder au repérage statistique du phénomène. Des études plus qualitatives, sous forme d'enquêtes effectuées au niveau local (en particulier dans le bassin d'emploi de Douai), viendront appuyer cette analyse statistique.

Par suite de l'élaboration du diagnostic, il conviendra de considérer les palliatifs à mettre en oeuvre pour endiguer ce que nous serions tentés d'appeler le "second fléau du marché du travail".

**Financement :** Allocataire de recherche MRE

#### **4 - Le problème du retour à l'emploi des chômeurs de longue durée - Frédérique MALLET**

L'objectif de la recherche sera d'abord de mieux comprendre les processus de décrochage du marché du travail à l'aide du concept de trajectoire professionnelle et en s'appuyant sur les nombreuses études longitudinales consacrées aux chômeurs de longue durée.

La démarche consistera dans un second temps à repérer et à caractériser les différentes situations des chômeurs de longue durée au regard de l'emploi, puis, à l'aide de la notion d'employabilité, de les classer les unes par rapport aux autres, en fonction de la plus ou moins grande proximité des individus vis à vis du marché du travail.

L'obtention d'une typologie des demandeurs d'emploi de longue durée, au regard de leur distance à l'emploi, permettra, en troisième lieu, de faire des propositions quant aux politiques à mener en faveur des chômeurs de longue durée.

**Financement :** Bourse BDI (cofinancement CNRS Région)

#### **5 - Évaluation de l'efficacité de la formation destinée aux "BNQ" en situation d'emploi et de chômage - Marie-Hélène TOUTIN-TRELCAT**

L'objet de la thèse est de cerner quelle peut être l'efficacité d'une formation dispensée à une population dite de bas niveau de qualification - OS, manoeuvre, employé non qualifié - dans un contexte de contraction macro-économique de l'emploi. Pour ce faire, il s'avère nécessaire de cerner l'intensité et la nature du "problème" posé par les BNQ salariés et chômeurs, de même que la réponse en terme de formation qui est habituellement proposée comme solution. L'efficacité de la formation est abordée successivement dans deux contextes : celui du chômage et au sein de la sphère de l'entreprise. Cf. également Opération 1.1.1. A.

**Financement :** Bourse BDI, CNRS Région - ATER

### 1.1.1. Fonctionnement des systèmes d'emploi-formation et trajectoires socioprofessionnelles

#### 6 - L'allocation du temps des femmes : l'impact des activités non marchandes sur l'offre de travail - Anne BUSTREEL

Dans la théorie micro-économique, les caractéristiques du travail féminin découlent de l'arbitrage entre travail sur le marché et travail au foyer considérés comme des moyens alternatifs d'obtenir des produits nécessaires à l'existence du ménage. Ainsi, la progression de l'activité féminine et la division sexuelle du travail s'expliquent par des différences d'efficacités productives dans le temps, selon le sexe ou entre groupes sociaux dans la sphère privée et dans la sphère marchande. L'existence de ces supposées différences n'est pas clairement démontrée. En particulier, il semble difficile de faire des hypothèses sur ces écarts de productivité sans presque jamais avoir essayé d'évaluer la productivité du temps dans les activités non-marchandes et ainsi ignorer les facteurs qui conditionnent sa valeur. L'interprétation des phénomènes liés à l'offre de travail des femmes pourrait être transformée par les résultats d'une telle évaluation.

Financement : Allocataire de recherche MRE

#### 7 - La gestion des carrières professionnelles . Principes collectifs et individuels de progression des salariés dans l'entreprise - Christophe PAYS

A partir d'enquêtes directes auprès de grandes entreprises et de l'exploration des données du fichier du personnel sur longue période de l'une de ces entreprises, trois objectifs sont poursuivis :

- Repérer et mesurer démographiquement les parcours de carrière des salariés dans l'entreprise.
- Analyser les procédures et les instruments de progression de carrière : plan, projet, bilan, comité et pilotage de carrière.
- Identifier les stratégies d'optimisation des carrières et positionner la carrière au regard des théories du marché du travail.

Financement : ATER

#### 8 - Les entreprises face au vieillissement de leur population - Étude appliquée au cas de l'entreprise Renault - Sophie LEGRAND

Le vieillissement du personnel de l'entreprise pose différents problèmes :

- Comment prévoir ce vieillissement ? Quelles en seront les conséquences ?
- Quelles améliorations de l'organisation du travail devront être nécessaires pour éviter l'inadéquation croissante entre l'évolution des capacités de la main-d'œuvre et les exigences des postes de travail ?
- Comment les entreprises pourront-elles réagir face à l'augmentation de la masse salariale due au vieillissement du personnel ?
- Comment éviter les exclusions et la marginalisation de la population vieillissante ?
- Quels investissements seront nécessaires pour faire face à l'augmentation des "restrictions d'emploi" ?

L'étude du cas de l'entreprise Renault s'inscrit dans l'analyse plus large des transformations des politiques de gestion des ressources humaines liées au vieillissement de la main-d'œuvre.

Financement : Collaboration avec l'entreprise Renault-Douai.

\*  
\* \* \*

### **1.1.1. Fonctionnement des systèmes d'emploi-formation et trajectoires socioprofessionnelles**

---

#### **1.1.1. D. FORMATION, EMPLOI, TRAVAIL : COMPARAISON ENTRE HOMMES ET FEMMES (OPÉRATION EN COURS)**

**Chercheurs (LASTREE-CLERSE): Sylvie ENGRAND (IE), Nicole GADREY (MC)**

##### **Bilan scientifique de l'opération**

Un ensemble de recherches vise à interroger le statut de la variable sexe en sociologie. A partir du constat, souvent descriptif, des inégalités entre hommes et femmes dans les champs de la formation, du travail et de l'emploi, il s'agit de mieux comprendre comment s'élaborent, dans l'entreprise, des politiques de gestion du personnel différentes selon la composition sexuée de la main-d'oeuvre et différencierées selon le sexe, comment se construisent, dans ces conditions, les identités professionnelles.

Les recherches ont d'abord porté sur les relations entre les modes de construction de la flexibilité en entreprise et la composition de la main-d'oeuvre. A partir de l'analyse des différences entre secteurs masculins et féminins au niveau de la précarité d'emploi et des pratiques de formation, des enquêtes en entreprise mettent en évidence des tendances contrastées: gestion séparée des hommes et des femmes dans des secteurs masculins, développement de la précarité, mais aussi création de nouvelles filières d'emploi dans des secteurs féminins.

La démarche s'est ensuite poursuivie par la comparaison des trajectoires et des identités professionnelles des hommes et des femmes, analysée dans le cadre des politiques de gestion du personnel. Si les deux sexes évoquent leurs situations de travail de manière presque identique quand les conditions d'emploi sont suffisamment proches, les conceptions de la formation, de la mobilité et les visions de l'avenir diffèrent.

Une autre piste de recherche est celle du chômage féminin et de ses éventuelles spécificités. Dans le cadre du programme expérimental de lutte contre le chômage des femmes dans la région Nord-Pas de Calais, deux approches se sont développées. D'une part, on a analysé le public des stages FNE pour femmes isolées et dégagé des types de trajectoires, de rapports à l'emploi et à la formation, de projets d'avenir, qui dépendent davantage des expériences professionnelles antérieures et du vécu de la rupture du couple que des situations familiales. D'autre part, on a tenté de comprendre les obstacles à l'embauche des femmes. A partir de l'interrogation d'organismes de formation ayant monté des stages de préparation à des métiers non traditionnellement féminins et de directions d'entreprise dans des secteurs masculins (bâtiment, mécanique), on met en évidence des pratiques explicites de rejet et de ségrégation à l'égard des femmes, mais aussi quelques tentatives d'intégration moins inégalitaires.

A partir du constat macro-sociologique de l'infériorisation des femmes, on tente ainsi de construire des analyses plus fines de la production des différences sur le marché du travail et de la construction des identités professionnelles.

**Financements :** MIRE, DRTE du Nord-Pas de Calais

##### **Publications de l'opération**

- S. ENGRAND, N. GADREY, Mobilité et formation: la gestion de la main-d'oeuvre féminine, Rapport pour la MIRE, 1990
- S. ENGRAND, N. GADREY, Formation et flexibilité; une approche typologique, 2èmes journées IFRESI, Lille, Janvier 1991
- S. ENGRAND, N. GADREY, Formation et diversification de l'emploi féminin, Rapport pour la DRTE Nord-pas de calais, 1991
- N. GADREY, Le public des stages de formation à destination des femmes isolées, Rapport pour la DRTE Nord-Pas de calais, 1991

### **1.1.1. Fonctionnement des systèmes d'emploi-formation et trajectoires socioprofessionnelles**

---

N. GADREY, Des "femmes isolées" en formation: retour à l'emploi ou risque d'exclusion, Communication à la Journée du CLERSE: Processus d'exclusion et dynamiques d'emploi, Lille, Octobre 1992

N. GADREY, Hommes et femmes au travail. Inégalités, différences, identités, Paris, L'Harmattan, 1992

\*  
\* \* \*

### **1.1.1. E. STRATÉGIE DE GESTION DE LA MAIN-D'OEUVRE DANS LES ENTREPRISES DU TEXTILE-HABILLEMENT ET DE LA VENTE PAR CORRESPONDANCE DU BASSIN D'EMPLOI DE ROUBAIX-TOURCOING (OPÉRATION ACHEVÉE)**

**Chercheurs (Industries et Services - LABORES) Pierre MASSON (IE), François MILLEQUANT (CR), Zaïbia ZEROULOU (MC)**

#### **Bilan scientifique de l'opération**

L'aggravation et le prolongement de la crise que révéla le premier choc pétrolier de 1973, de même que les évolutions technologiques majeures des vingt dernières années ont profondément modifié les structures économiques des régions industrielles et, partant, les structures et les contenus des emplois. Le programme de recherche mené dans ce sens a eu pour objet de cerner l'impact de ces changements sur les stratégies des entreprises et leurs répercussions sur les opportunités d'emploi des différentes catégories de la main-d'œuvre dans le bassin d'emploi de Roubaix-Tourcoing et dans les secteurs du textile, de l'habillement et de la vente par correspondance.

La recherche précise le contexte local du bassin d'emploi étudié ainsi que la situation et le devenir des secteurs concernés, sous la forme de monographies sectorielles ou spatiales. L'analyse de terrain a visé, pour sa part, à situer les entreprises enquêtées (en termes de position concurrentielle, de niveau technologique, d'appartenance à un groupe, de recours à la sous-traitance...) et d'autre part à préciser leurs politiques d'investissement, leurs effets sur l'emploi et la qualification des travailleurs, les conséquences d'une innovation technologique, les types de formation dispensée.

Au total, ce sont 27 cas d'entreprise ou d'établissement qui ont été étudiés, appartenant aux secteurs de la préparation de la matière première (4), de l'élaboration de produits semi-finis (7), de la fabrication de produits finis (7), de la confection (5) et de la vente par correspondance (4), qui, en termes d'effectifs salariés, représentent 38% de l'ensemble de ces secteurs dans la zone. L'exploitation de ces informations a permis, dans un premier temps, d'exposer chaque cas examiné en soulignant ses particularités et, dans un second temps, de construire une typologie des firmes, issue d'une analyse statistique des données. On parvient ainsi à distinguer quatre groupes d'entreprises dont l'intitulé s'efforce d'indiquer le profil majeur. Ce sont :

- les "superbes", firmes élitistes, situées sur un marché porteur et dominées par leurs cadres.
- les "contestées", en butte à une mauvaise conjoncture de leur marché et à un désaveu exprimé par leurs salariés.
- les "asservies", dont le marché stagne et qui sont condamnées à réussir... ou à mourir.
- les "malmenées", enfin, contraintes sur tous les plans par leur environnement.

Pour chacune de ces catégories, on constate la prédominance d'une ou de plusieurs caractéristiques, en particulier : la structure des qualifications, l'ancienneté moyenne du personnel, la demande de formation par les salariés et le secteur d'activité. Quant aux politiques de formation, celles-ci sont abordées au travers des deux éléments qui les définissent : leurs objectifs et les modalités de leur réalisation. Elles sont reliées aux stratégies d'innovation et de gestion de personnel qui ressortissent davantage d'une stratégie d'ensemble de la part des firmes. De ce point de vue, la classification des firmes obtenue se révèle très pertinente.

Financement : PIRTEM, Conseil Régional du Nord-Pas de Calais

### **1.1.1. Fonctionnement des systèmes d'emploi-formation et trajectoires socioprofessionnelles**

---

#### **Publications de l'opération**

MILLÉQUANT François [1989] : "Le textile-habillement dans le Nord-Pas de Calais, situation actuelle, évolutions et perspectives", monographie sectorielle, 48 pages, novembre.

MILLÉQUANT François [1989] : "La Vente par Correspondance, Situation et perspectives de la profession à Roubaix-Tourcoing", Monographie sectorielle, 53 pages, décembre.

MILLÉQUANT François et MASSON Pierre, avec la collaboration de Rémi LEBRUN [1991] : "Stratégies de gestion de la main-d'oeuvre dans les entreprises du textile-habillement et de la vente par correspondance du bassin d'emploi de Roubaix-Tourcoing", communication au seconde journées IFRESI, 24-25 janvier.

\*  
\* \* \*

#### **1.1.1. F OPTIMISATION DES TRAJETS PROFESSIONNELS EN ORGANISATION (OPÉRATION NOUVELLE)**

**Chercheurs (GRAPHE-CLAREE): P. LOUART (PR), C. BEAUCOURT (MC), A.F. DUBRŒUQ (CE),  
A. d'ANDRIA (AMR), C. BULLA (CE), A. DIETRICH (CE)**

##### *Objet et méthode :*

*Les modes d'organisation du travail influencent les politiques d'emploi et les objectifs d'intégration, de fidélisation et de développement professionnel des salariés. Ainsi des logiques de continuité professionnelle et d'implication des salariés permettent-elles l'inclusion plutôt que l'exclusion, l'internalisation des stratégies sociales plutôt que leur externalisation limitant par la-même le processus de substitution systématique du travail par le capital.*

*Cette lutte contre l'exclusion que peuvent générer les entreprises passe par une réflexion en matière de gestion prévisionnelle des emplois, d'amélioration des compétences et d'organisation du travail. Les manières de recruter, de manager les compétences, de gérer les qualifications, de traiter les inadaptations ou de conduire les séparations influencent à la fois la qualité des emplois et le maintien ou non d'un potentiel opératoire chez les salariés. Quand elles sont constructives, elles diminuent les éventualités de chômage ou de sortie intempestive de l'organisation et accroissent les possibilités, pour un salarié sans emploi, de puiser dans ces situations nourricières dont il a bénéficié par le passé pour tirer parti de ses qualifications, de son image personnelle et de la confiance qu'il a en ses qualités de négociation, d'aptitude à l'emploi et de reconversion professionnelle.*

*L'objet de ce projet est par conséquent d'identifier les liens évolutifs entre stratégies d'entreprise et emploi au travers des effets qu'ont ces stratégies sur le devenir des entreprises elle-même et de les évolutions de leur environnement, c'est-à-dire sur les bassins d'emplois (effets qui se traduisent en termes de recrutements, de filières professionnelles, de formations et qualifications, de structures d'emplois, d'augmentation ou de réduction du chômage). Il s'agit d'examiner précisément les évolutions des pratiques de Gestion des Ressources Humaines et de leurs impacts sur l'organisation du travail et la gestion prévisionnelle des emplois.*

*Cette analyse nous conduit également à observer les ajustements entre les choix et les logiques d'actions des salariés et ceux des décideurs organisationnels. Ces ajustements sont plus ou moins cohérents. Cette cohérence doit se lire non dans un accord contractuel au sens premier mais dans un accordage des visions sur ce qu'est l'homme et ce dont il a besoin pour poursuivre un trajet professionnel, indépendamment des contrats ponctuels ou durables qu'il noue par rapport à un métier, un poste ou une entreprise particulière.*

### **1.1.1. Fonctionnement des systèmes d'emploi-formation et trajectoires socioprofessionnelles**

---

*L'analyse de cet accordage se situe dans l'observation du respect et du type de réponse qu'apporte l'organisation aux besoins humains fondamentaux :*

*- le besoin de s'intégrer dans une structure nourricière et responsabilisante qui optimise les effets constructifs pour lui-même et pour l'organisation, en se souciant de son inscription professionnelle, de l'actualisation de ses compétences et du réseau relationnel et opératoire où il réalise et flexibilise ses actions,*

*- le besoin d'être reconnu dans ses besoins d'ancre ou de désancre professionnel, de développement, de construction ou de déconstruction de liens à des périodes où il doit réorganiser son emploi, son inscription dans une structure, son rapport adaptatif à l'environnement, aux relations professionnelles ou au métier.*

*La méthodologie retenue est celle de l'observation participante relayée par des questionnaires généraux et des travaux menés dans le cadre de thèses en préparation.*

\*  
\* \* \*



## 1.1.2. TRAJECTOIRES ET IDENTITÉS SOCIALES

### 1.1.2. A. LA CONSTRUCTION SOCIALE DU CHÔMAGE DE LONGUE DURÉE (OPÉRATION ACHEVÉE)

Chercheurs (LASTREE-CLERSE) : Didier DEMAZIERE (CR), Anne CHERAIN (CA), Véronique VERMELLE (CE)

#### Objet, méthodes, résultats

Cet axe de recherche visait à analyser les processus de construction des catégorisations du chômage et du chômage de longue durée en particulier.

Partant de l'hypothèse que l'allongement des durées de chômage et la diversification des populations affectées conduisaient à une incertitude croissante sur les significations sociales du chômage dit de longue durée, nous avons entrepris des recherches dans deux directions étroitement imbriquées :

-l'étude des manières dont les chômeurs de longue durée comme les professionnels de l'emploi (agents ANPE) tentaient de réduire cette incertitude. Il s'agissait donc de dégager les définitions et significations que ces acteurs donnent à la privation durable d'emploi, en considérant cette mise en forme comme un processus de négociation et d'ajustement entre les revendications des chômeurs et les attributions des professionnels de l'emploi.

-l'étude les trajectoires d'activité des chômeurs de longue durée en articulant la description des cheminements dans les statuts sociaux (formes d'emploi, de chômage, d'inactivité) d'une part avec des éléments des contextes et systèmes structurels dans lesquels ils se déroulent, d'autre part avec des éléments du vécu et de la subjectivité biographiques qui contribuent également à les construire.

Il s'agissait donc d'inscrire l'analyse du chômage de longue durée dans un cadre théorique organisé autour de l'articulation de deux processus: relationnel, par lequel les chômeurs de longue durée entrent en interaction avec des autrui significatifs dans le champ stratégique des politiques de l'emploi et notamment de formation, et biographique, par lequel les individus s'approprient leurs expériences présentes et anticipent leur avenir à partir de leur passé.

Les méthodes utilisées ont permis la confrontation de données qualitatives (observation directe d'interactions entre des agents de l'ANPE et des chômeurs de longue durée, complétée par la réalisation d'entretiens semi-directifs avec chacun des participants à propos de chaque interaction ; étude du fonctionnement d'un dispositif d'insertion / formation et interviews de stagiaires, qui ont été ensuite réinterrogés un an plus tard environ) et de données quantitatives (exploitation statistique d'un corpus de plusieurs milliers de fiches de bilan enregistrant les diagnostics portés par les agents ANPE sur les chômeurs de longue durée au cours d'entretiens face-à-face ; réalisation d'une enquête statistique auprès d'un échantillon régional représentatif de chômeurs de longue durée ayant plus de trois ans d'ancienneté en chômage).

Les analyses des trajectoires biographiques comme des formes de négociation entre chômeur et professionnel ont permis de conforter l'hypothèse de l'émergence, dans les temporalités biographiques comme dans des espaces sociaux relationnels, de quatre configurations identitaires typiques, qui débordent les limites des codifications statutaires et officielles, puisqu'elles désignent des processus tendant vers l'exclusion certaine (identité d'inactif-handicapé) la réinsertion professionnelle possible (identité de demandeur d'emploi) la transition durable (identité d'assisté traitable), la transgression tolérée (identité d'actif déviant).

#### Financement

- La production de catégories et d'identités dans le chômage de longue durée, Mission Interministérielle Recherche Expérimentation (MIRE) 1990-1992
- Analyse des relations entre les chômeurs de longue durée et les agents de l'ANPE, Direction Générale et Délégation Régionale de l'ANPE, 1990-1992.

### **1.1.2. Trajectoires et Identités Sociales**

---

- Évaluation du dispositif Actions d'Insertion et de Formation en direction des chômeurs de longue durée, Délégation à l'Emploi du ministère du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle, et Direction Régionale du Travail et de l'Emploi, 1990-1992.
- Étude des trajectoires d'emploi / chômage / formation des chômeurs de très longue durée dans la région Nord-Pas de Calais, Commission Paritaire Interprofessionnelle Régionale de l'Emploi (COPIRE), 1990

#### **Publications de l'opération**

- DEMAZIERE (Didier), *Le chômage en crise? La négociation des identités des chômeurs de longue durée*, Lille, P.U.L., 1992, 380p.
- DEMAZIERE (Didier), "La négociation des identités des chômeurs de longue durée", *Revue Française de Sociologie*, XXXIII-3, juillet-septembre 1992, p.335-363.
- DEMAZIERE (Didier), "Mobilité des chômeurs de longue durée et processus identitaires", in COUTROT (Laurence), DUBAR (Claude) (dir), *Cheminements professionnels et mobilités sociales*, Paris, La Documentation Française, 1992, p.201-230.
- DEMAZIERE (Didier), *La sociologie française face au chômage: premières réflexions*, *Cahiers Lillois d'Economie et de Sociologie*, n°20, deuxième semestre 1992.
- DEMAZIERE (Didier), "Les chômeurs ayant plus de trois ans d'ancienneté: des rapports divers au chômage, au travail, à l'emploi", *Cahiers Lillois d'Economie et de Sociologie*, n°19, 1er semestre 1992, p.67-81.
- DEMAZIERE (Didier), "Trajectoires passées et identités des chômeurs de longue durée", in BOUILLAGUET (Patricia), GUITTON (Christophe) (textes réunis par), *Le chômage de longue durée. Comprendre, agir, évaluer*, Paris, Syros-Alternatives, 1992, p.327-333.
- DEMAZIERE (Didier), "Le traitement des chômeurs de longue durée: de quoi parle-t-on?", in GUITTON (Christophe), SIBILLE (Hughes) (dir), *Former pour insérer. Evaluation d'une politique publique de lutte contre le chômage de longue durée*, Paris, Syros-Alternatives, 1992, p.157-169.
- DEMAZIERE (Didier), CHERAIN (Anne), "Former les chômeurs de longue durée: leurs points de vue sur une évidence", in GUITTON (Christophe), SIBILLE (Hughes) (dir), *Former pour insérer. Evaluation d'une politique publique de lutte contre le chômage de longue durée*, Paris, Syros-Alternatives, 1992, p.141-154.
- DEMAZIERE (Didier), *Chômeurs de longue durée et chômage. Une approche sociologique*, thèse pour le doctorat de sociologie, Université de Lille I, mai 1991, 391p.
- DEMAZIERE (Didier), "Les bilans individualisés et la lutte contre le chômage de longue durée", *Education Permanente*, n°108, septembre 1991, p.43-56.
- DEMAZIERE (Didier), "Les chômeurs de plus de trois ans d'ancienneté dans la région Nord-Pas de Calais", *Perspectives Nord-Pas de Calais*, décembre 1991, p.14-21.
- DEMAZIERE (Didier), VERMELLE (Véronique), *Les relations ANPE et chômeurs de longue durée. Distances à l'emploi, trajectoires individuelles et logiques d'acteurs*, ronéo, juin 1992, 209p.
- DEMAZIERE (Didier), VERMELLE (Véronique), *La production de catégories et d'identités dans le chômage de longue durée*, ronéo, avril 1992, 173p.
- DEMAZIERE (Didier), CHERAIN (Anne), *La formation et l'insertion des chômeurs de longue durée. Une analyse dans le département du Nord*, ronéo, décembre 1992, 109p
- DEMAZIERE (Didier), CHERAIN (Anne), *Former les chômeurs menacés d'exclusion*, ronéo, août 1991, 141p.
- DEMAZIERE (Didier), *Les chômeurs de très longue durée dans la région Nord-Pas de Calais*, ronéo, octobre 1990, 128p.
- DEMAZIERE (Didier), VERMELLE (Véronique), *Le traitement par les agents de l'ANPE des chômeurs menacés d'exclusion*, ronéo, juillet 1991, 93p.

\*

\* \* \*

### **1.1.2. Trajectoires et Identités Sociales**

---

#### **1.1.2. B. CHOMAGE DE LONGUE DUREE ET DUALISME ECONOMIQUE (OPÉRATION ACHEVÉE)**

**Chercheur (LAST-CLERSE): Rachid FOUDI (MC)**

##### **Présentation de l'opération**

L'allongement de l'ancienneté moyenne de chômage qui traduit la montée du chômage de longue durée ( $>$  ou = à un an) a été l'une des modifications les plus importantes de la structure du chômage dans les pays européens au cours des décennies 1970 et 1980.

Cette modification est elle-même le reflet de transformations sur le marché du travail dont l'interprétation suppose une analyse approfondie non seulement des causes et des conséquences du chômage de longue durée, mais aussi des mesures d'intervention publiques mises en oeuvre pour freiner son extension.

L'hypothèse la plus fréquente avancée de manière implicite est que le chômage de longue durée serait révélateur d'un processus spontané de dualisation du marché du travail en période de crise (désindustrialisation, transformation des qualifications, forte sélectivité à l'embauche...) accentué par des phénomènes d'ordre démographique.

Les recherches que nous menons au sein du LAST étaient en partie fondées sur cette hypothèse en mettant l'accent sur :

- La possible dégradation des conditions d'existence des chômeurs de longue durée dès lors que s'instaure un rationnement durable de l'emploi. L'institutionnalisation du Revenu Minimum d'Insertion a été nécessité pour enrayer la paupérisation d'une frange de chômeurs de longue durée que le système d'indemnisation du chômage ne parvenait plus à protéger.
- Les difficultés du retour à l'emploi des personnes qui en ont été durablement exclues. Si au cours des années quatre vingt les pouvoirs publics ont mis en place une politique autonome de lutte pour favoriser la réinsertion des chômeurs de longue durée, celle-ci ne parvient qu'imparfaitement à contrecarrer les mécanismes d'éviction que développe le marché du travail. Les trajectoires professionnelles des bénéficiaires de mesures sont certes variées, mais le retour à l'emploi durable à temps plein dans le secteur concurrentiel n'est pas le résultat le plus fréquemment observé.

##### **Publications de l'opération:**

"Employabilité et trajectoire professionnelle des demandeurs d'emploi : le cas des chômeurs de longue durée" : Communication pour le séminaire ANPE-PIRTTEM du CNRS : "sortir du chômage ou la construction sociale de l'employabilité" -Paris 7-8 Décembre 1989.

"Le chômage de longue durée : exclusion et réinsertion" -, contribution à l'ouvrage collectif "l'Emploi, l'Entreprise, la Société- Débats Economie et Sociologie" (sous la direction de F. MICHON et D. SEGRESTIN), Economica - 1990.

\*  
\* \* \*

#### **1.1.2. C. APPROCHE MICRO-SOCIOLOGIQUE DE LA MOBILITÉ SOCIALE (OPÉRATION ACHEVÉE)**

**Chercheurs (LARU): Bernard CONVERT (CR), Michel PINET (CR)**

Née d'un projet plus général de *critique sociologique de la notion de marché du travail*, la démarche consiste à donner un contenu micro-sociologique aux phénomènes de mobilité socio-professionnelle (intra et inter-générationnelle) observés au niveau statistique, ceci en reconstituant les trajectoires biographiques de cohortes d'individus ayant en commun d'avoir construit leur existence en participant aux mêmes marchés (de l'emploi mais aussi scolaires, matrimoniaux, du logement...). Pour un ensemble de raisons, l'échelle de la ville, de l'agglomération urbaine, nous est apparue comme une des échelles d'observation les plus pertinentes. Nous avons mené une première recherche sur ce thème sur l'agglomération de Roubaix. Après avoir reconstitué, par un travail (essentiellement de

### **1.1.2. Trajectoires et Identités Sociales**

---

seconde main) de sociologie historique, la genèse de l'espace social local, et des stratégies (de fécondité, de formation, d'emploi, etc...) associées aux principales positions significatives, et retracé, par un travail statistique, l'évolution des principaux marchés locaux, nous avons reconstitué par l'entretien et le questionnaire, les trajectoires biographiques d'une cohorte d'individus (les personnes nées en 1950, habitant l'agglomération) interrogés à l'âge de 40 ans.

**Financement :** Délégation à l'Aménagement du Territoire et à l'Action Régionale.

#### **Publications de l'opération:**

Bernard CONVERT et Michel PINET, "Étapes sur le chemin de la vie. Une approche microsociologique de la mobilité sociale. Espace social local et trajectoires biographiques", Rapport de recherche pour la Délégation à l'Aménagement du Territoire et à l'Action Régionale, 210p + annexes, Septembre 1991.

Pour les attendus théoriques et méthodologiques :

Bernard CONVERT et Michel PINET, "A propos de l'approche microsociologique de la mobilité sociale", 2èmes journées IFRESI-CNRS, Lille, Janvier 1991.

\*  
\* \* \*

### **1.1.2. D. FORMATION, MARCHÉ DU TRAVAIL ET MÉDIATIONS SOCIALES : LE CAS DES INGÉNIEURS DIPLÔMÉS (OPÉRATION EN COURS)**

**Chercheurs (METIS-CLERSE) : Jean-Marie DUPREZ**

**Chercheurs d'autres équipes (IRESCO) : Françoise CHAMOZZI, Alain DEGENNE, André GRELON, Catherine MARRY, Lise MOUNIER**

#### **Bilan scientifique de l'opération**

L'équipe "Ingénieurs" formée de chercheurs lillois et parisiens a mené de 1988 à 1992 une recherche sur la formation, l'insertion professionnelle et sociale et l'évolution des carrières des ingénieurs français. Les trois phases essentielles analysées, dans ce qui est saisi comme un processus de transformation d'un groupe social, sont celles du passage par l'Ecole, qui assure l'accès au titre, la transition vers le premier emploi et la mobilité professionnelle.

Une première partie de la recherche (février 1988 - février 1989) a porté sur les caractéristiques scolaires et sociales, les motivations et représentations des élèves de 15 écoles d'ingénieurs du Nord de la France. Une seconde partie (mars 1989 - février 1990) a porté sur l'insertion professionnelle des ingénieurs diplômés et le déroulement de leur carrière (enquête par Minitel auprès de 1500 anciens des écoles du Nord). Il s'agissait de comprendre le système de ressources et de contraintes sociales au sein desquelles les ingénieurs agissent. Dans ce cadre, on s'est particulièrement intéressé aux stratégies de mise en œuvre des réseaux sociaux. Dans une troisième phase de la recherche (février 1990- mai 1990), des entretiens ont été réalisés sur les mêmes thèmes.

La rédaction des principaux résultats de la recherche, sous la forme d'un ouvrage collectif, est en cours.

**Financement : PIRTTEM, Région Nord-Pas de Calais.**

#### **Publications de l'opération**

DUPREZ (Jean-Marie), "Les ingénieurs diplômés dans la France de 1990" in *Ingenieur in Frankreich, 1747-1990* sous la direction de GRELON (André) et STÜCK (Heiner). Campus Verlag, à paraître.

DUPREZ (Jean-Marie), "L'insertion professionnelle des jeunes ingénieurs : le cas du Nord de la France", *Cahiers du PIRTTEM*, n°2, décembre 1990.

DUPREZ (Jean-Marie), GRELON (André), MARRY (Catherine), "Les ingénieurs des années 90 : mutations professionnelles et identité sociale", *Sociétés Contemporaines*, 1991, N°6.

### **1.1.2. Trajectoires et Identités Sociales**

---

DUPREZ (Jean-Marie), *L'évolution de la profession d'ingénieur. Formation et carrières*, rapport de recherche, IFRESI-LASMAS, septembre 1991, 178 p. (en coll. avec DEGENNE Alain, GRELON André, CHAMOZZI Françoise, MARRY Catherine, MOUNIER Lise).

#### *Projets dans la continuation*

- Continuation des recherches sur l'évolution du groupe des ingénieurs pris au sens large (diplômés et non diplômés) pour aboutir d'une part à une morphologie de ce groupe professionnel et d'autre part à une meilleure compréhension de sa place dans les transformations de la société française.
- Poursuite de recherches théoriques, méthodologiques et empiriques sur les représentations sociales. Application aux groupes professionnels et plus particulièrement aux ingénieurs.

\*  
\* \* \*

### **1.1.2. E. LES GROUPES PROFESSIONNELS (OPÉRATION EN COURS)**

- I Recherches empiriques sur les groupes professionnels : organisation et mobilisation
- II Approche des modes de structuration du groupe professionnel infirmier
- III Travail, emploi, identités dans les transports routiers de marchandises

#### I Recherches empiriques sur les groupes professionnels : organisation et mobilisation

Chercheur (LASTREE-CLERSE) : Lise DEMAILLY (PR)

##### **Présentation de l'opération**

1) A partir d'une enquête menée auprès de personnel AITOS de services extérieurs de l'Etat (Rectorat et Inspection académique), on montrera comment les images modernistes de la rationalisation du travail administratif ("renouveau du service public", "management stratégique", "structures participatives"....) d'une part se fragmentent selon plusieurs imaginaires, d'autre part ne parviennent pas à ébranler fortement la prégnance des modèles anciens de rationalisation (bureaucratique, et surtout taylorienne) qui continuent à inspirer les efforts concrets de changement, (notamment les modes d'introduction et d'utilisation de l'informatique) et l'organisation quotidienne du travail.

Les rapports entre un groupe professionnel et les groupes et catégories voisins chargés de leur encadrement sont un objet de recherche intéressant en ce qui concerne les processus de mobilisation professionnelle: A quelles conditions et en quoi une pratique d'encadrement est-elle mobilisatrice? En quoi ce travail a-t-il des effets de structuration professionnelle (construction de normes, construction identitaire) d'une part sur le groupe encadré, d'autre part sur les groupes d'encadrement. La mobilisation professionnelle apparaît ainsi comme un processus interactif.

Le cas étudié est de l'enseignement secondaire, dans lequel une modification des techniques de mobilisation des enseignants converge, vers une réorganisation managériale. Cette modification peut être observée dans la reformulation des missions de quatre catégories d'agents d'encadrement direct (inspecteurs, formateurs, chefs d'établissement, services administratifs régionaux), qui s'en emparent de façon diverse. Le sens de ces évolutions est ambigu, les imaginaires du changement sont divers, et les conflits autour des définitions légitimes de la pratique pédagogique et de la compétence professionnelle restent aigus, faisant apparaître des points aveugles du nouveau management.

Dans les interactions entre haut encadrement, encadrement de proximité et enseignants, des ressources stratégiques se sont déplacées, des identités socio-professionnelles collectives ont bougé:

- mobilisation de nouvelles fractions innovantes dans le groupe professionnel enseignant (même s'il reste globalement en crise identitaire)
- professionnalisation d'une catégorie d'agents, celle des chefs d'établissement, qui réussit à profiter stratégiquement du changement. Elle se constitue comme groupe professionnel, en développant des techniques, des savoirs et des compétences spécifiques, en accroissant son autonomie et sa légitimité, en unifiant sa représentation syndicale.

### **1.1.2. Trajectoires et Identités Sociales**

---

- ébranlement de l'identité pourtant ancienne et solide des corps d'inspections pédagogiques: forte augmentation démographique, forte redéfinition des missions qui est vécue comme une diminution d'autonomie et de pouvoir symbolique.
- continuité culturelle dans l'appareil administratif .

#### **Publications de cette partie de l'opération**

DEMAILLY (Lise) "Simplifier ou complexifier? Les processus de rationalisation du travail dans l'administration publique" Sociologie du travail, (1992-4)

DEMAILLY (Lise) "L'évolution actuelle des méthodes de mobilisation et d'encadrement des enseignants" (à paraître dans Savoir, éducation, formation ) mars 1993

DEMAILLY (Lise) (URA 345, Lille I), TAPIE Muriel (URA, 1416 Paris X), Evaluation des travaux soutenus par le comité TETT, Ministère de l'équipement, du logement, des transports et de la mer, multig. juillet 1990, 119 p.

DEMAILLY (Lise) avec HAVEZ B, Le travail administratif: vécu quotidien et images du changement., LASTREE-CLERSE/ IFRESI/ Rectorat de Lille, multig., décembre 1990., 138 p

DEMAILLY (Lise) "Compétence et transformation des groupes professionnels" in *La compétence*, L'Harmattan/CNAM (à paraître)

#### **Projet de recherche (dans la continuation)**

*Le travail de placement stratégique, les capacités de mise en scène et de mise en langage de nouvelles compétences, l'engagement dans des communautés de projets et l'émergence d'acteurs collectifs sont d'une part partiellement contingents et imprévisibles, d'autre part essentiels quant aux processus de construction des groupes professionnels.*

*A partir d'exemples empiriques pris dans les domaines diversifiés il s'agira d'analyser le processus de mobilisation professionnelle, en le référant à la fois au champ de la formation, au mode de fonctionnement des organisations, au travail propre des groupes professionnels, aux politiques publiques et à des déterminations sociales plus globales économiques, technologiques ou symboliques. Cette réflexion sur les processus de mobilisation professionnelle pourra être engagée collectivement avec d'autres chercheurs: O.DEMBINSKI (les infirmières), F.JACOB (les cadres douaniers), C SAINT POL (les pilotes de l'aviation commerciale).*

#### **II Approche des modes de structuration du groupe professionnel infirmier.**

**Chercheur (LASTREE-CLERSE): Olivier DEMBINSKI (AL)**

**Direction scientifique (LASTREE-CLERSE) : Lise DEMAILLY (PR)**

#### **Présentation du projet de recherche**

*Inscrit directement dans la prolongation de nos travaux de maîtrise et de D.E.A en sociologie, cette recherche se donne pour objectif d'approcher les modes de structuration du groupe professionnel infirmier. L'hôpital est compris ici comme un lieu de socialisation donnant naissance à de nouveaux rapports sociaux dans lesquels les interactions établies entre les personnels, les patients et l'administration deviennent créateurs de relations sociales au lieu d'en être l'objet.*

*Comprendre les modes de structuration d'un groupe professionnel dans ce cadre élargi nous oblige à adopter une approche "pluriparadigmatique" nécessitant un va-et-vient constant entre la sociologie des organisations, du travail et des actions collectives. L'objet de ce travail étant de tenter une explication en termes de mode de création de l'acteur collectif, il s'agit ici de comprendre comment, dans les conditions particulières de la vie de l'hôpital naît, prend forme et interagit le groupe professionnel infirmier.*

*Le point de vue longitudinal qui est privilégié ici vise à reconstituer ce destin collectif en croisant les biographies, les discours, l'univers professionnel et les pratiques de soins des infirmières de l'hôpital public. Ceci oblige à reconnaître le poids des valeurs, du passé, de l'histoire, des institutions dans les transformations et les segmentations du groupe professionnel infirmier. L'identité du groupe professionnel y est conçue comme le produit des interactions établies dans la formation, le travail, l'histoire, le hors travail et les actions collectives.*

### **1.1.2. Trajectoires et Identités Sociales**

---

*C'est donc la confrontation des informations recueillies dans les cinq champs qui nous permettra d'établir les dimensions propres ou encore, de comprendre la genèse et les fonctions subjectives remplies par l'identité du groupe professionnel infirmier. N'étant pas terminé, ce travail ne fournit pas un modèle, mais tout au plus un système d'hypothèses exploratoires et réajustables en fonction des résultats obtenus sur le terrain. Ayant pris le parti de privilégier l'immersion empirique, c'est cette dernière qui, de façon récurrente nous fournira la validation ou la réfutation de ce système.*

**Financement : Allocataire de recherche M.R.E.**

### **III Les transports routiers de marchandises, culture technique, représentations sociales et identités**

**Chercheur (METIS-CLERSE) : Pascal MAUNY (BDI)**

**Direction scientifique : Gabriel GOSSELIN (PR)**

#### **Présentation de l'opération**

Les transports routiers de marchandises, secteur défini du droit et de la comptabilité nationale, sont ici constitués en objet de recherches sociologiques. Les différents métiers qui composent ce secteur vivent un processus permanent de changements techniques et organisationnels. Formes instables de division du travail entre les acteurs du transport eux-mêmes et réorganisation incessante du rôle des transports routiers dans l'économie globale recomposent sans cesse le travail quotidien de ces acteurs. La culture technique de ce secteur spécifique contient en son sein cette dynamique permanente de changement. C'est pourquoi nous pensons que ces modifications n'affectent les identités et représentations sociales des acteurs du transport routier de marchandises que dans ce qu'elles ont de plus friable sans en déstabiliser les fondements.

Il est aujourd'hui possible d'établir des liaisons communicationnelles (vocales ou alphanumériques) entre les acteurs de la base fixe des entreprises et la main d'œuvre de conduite des véhicules industriels. Quels éléments des identités et représentations sociales de ces acteurs apparaissent, alors, comme les plus stables, et quels sont ceux qui se modifient ?

Cette recherche par l'utilisation de différents outils (entretiens semi-directifs et séquences d'observation *in situ*) a pour objet de démontrer que l'introduction de ces nouvelles techniques s'inscrit dans une série de modifications plus globales.

Ceci nous amène à réfléchir sur les TRM à travers les notions de changement social, d'organisation du travail et de cultures du travail.

**Financement : BDI cofinancée par le CNRS et la Région Nord-Pas de Calais**

#### **Publications de cette partie de l'opération**

MAUNY P. : "Les représentations sociales des décideurs du transport concernant les femmes". Communication aux journées de l'IFRESI 28-29 janvier 1993, Lille.

MAUNY P. : "Diversification de l'emploi des femmes vers les métiers traditionnellement masculins des transports routiers", rapport à la DRTE, contrat USTL/DRTE, Ronéo, 86 pages, nov. 1992.

MAUNY P. : "Les routiers : une communauté professionnelle ?", in CLES (Cahiers Lillois d'Economie et de Sociologie), n° 16, 2ème semestre 1990, pp 103-118.



## **1.1.2. Trajectoires et Identités Sociales**

---

### **1.1.2. F. INNOVATION TECHNIQUE, MUTATIONS ORGANISATIONNELLES ET TRANSFORMATIONS DE LA MAIN-D'OEUVRE DANS LA SIDÉRURGIE : QUELLE DYNAMIQUE DE CHANGEMENT ? (OPÉRATION ACHEVÉE)**

**Chercheurs (LASTREE-CLERSE) :** Michel SUEUR (IE), Jean Paul CADET (CE), Anne CARON-GAMELIN (CE), Emmanuelle PAILLART-JACQUIER (CE)

#### **Bilan scientifique de l'opération**

L'objet de cette recherche a porté sur les transformations identitaires des catégories professionnelles constituées par la maîtrise, les techniciens et les opérateurs engagés dans la production. Partant de l'hypothèse de l'existence d'une crise identitaire de ces catégories confrontées à d'importantes mutations techniques, économiques, organisationnelles et sociales dans une industrie ayant connu une crise profonde, la recherche a cerné les processus de (re)construction identitaires. Pour ce faire, le chercheur a réalisé une phase d'immersion et d'observation dans les ateliers et services puis une cinquantaine d'entretiens semi-directifs auprès de différentes catégories de salariés en constituant un échantillon raisonné. Au cours de ces entretiens, l'objectif était d'appréhender la façon dont les salariés se redéfinissaient dans leur rapport aux 4 dimensions suivantes: les innovations organisationnelles, la nouvelle politique de développement des ressources humaines, les changements du travail, les transformations intervenues dans l'économique et dans l'entreprise.

Sur la base des données ainsi recueillies, la recherche a mis en évidence que l'atelier ayant fait l'objet des investigations (une aciéries) est bien engagé dans un processus de transformation identitaire des différentes catégories de salariés ici analysées. Ce processus, loin d'être achevé voire parfois entravé, aboutit à identifier de nouvelles identités professionnelles encore en construction et apparaissant comme se situant aujourd'hui au milieu du gué. La sortie du gué de ces identités professionnelles est liée à la capacité de l'entreprise, comme lieu de socialisation professionnelle, à utiliser les moyens de socialisation dont elle dispose (les différentes formes d'expression des salariés, la formation, le rôle formatif des situations de travail...) et à lever les points de blocage. Il faut également que les salariés aient le temps pour remanier leur identité. C'est ainsi que par rapport aux différentes dimensions prises en compte, les salariés ont intégré dans leur travail des éléments nouveaux de professionnalité; d'autres ne le sont pas.

Dans une perspective de 2 à 4 ans, on se propose d'approfondir les résultats de cette recherche dans une double perspective. D'une part, celle d'un suivi des transformations identitaires en cours en s'attachant à un groupe particulier, celui de l'encadrement dans sa capacité à évoluer vers un profil de manager intégrant des pratiques de management renouvelées en cohérence avec les nouvelles formes d'organisation. D'autre part, celle d'un approfondissement de la problématique des identités professionnelles à partir de lectures sur le concept d'identité et de sa capacité à renouveler les approches traditionnelles de la sociologie du travail.

#### **Financement**

L'opération de recherche mentionnée s'est déroulée de février 89 à novembre 91. Il s'agit également d'une recherche concertée entre le laboratoire et l'entreprise qui a fait l'objet d'un financement 50/50 de Sollac et du Ministère de la Recherche et de la Technologie. Elle a bénéficié du soutien du CNRS et de la Région Nord-Pas-de-Calais (programme IFRESI).

#### **Publications de l'opération**

SUEUR Michel, CADET Jean Paul, "Innovation technique, mutations organisationnelles et transformation de la main-d'œuvre dans la sidérurgie: quelle dynamique de changement?", Rapport de recherche Sollac-MRT, ronéo, Novembre 91, 366p.

SUEUR Michel, "Ressources humaines et transformations identitaires dans une aciéries", Revue Sciences de la Société-Les Cahiers du LERASS, n°28, février 93.

SUEUR Michel, "Nouvelles formes d'organisation et transformations identitaires", 3èmes Journées IFRESI, Lille, Janvier 93.

\*

\* \* \*

## **1.1.2. Trajectoires et Identités Sociales**

---

### **1.1.2. G. LES IDENTITÉS PROFESSIONNELLES SALARIALES, CONFRONTATION DE PLUSIEURS ESSAIS INDUCTIFS À UN MODÈLE THÉORIQUE (OPÉRATION EN COURS)**

**Chercheur (LASTREE-CLERSE) : Sylvie ENGRAND (IE)**

#### **Présentation de l'opération**

A partir des matériaux rassemblés lors de trois recherches successivement menées sous la direction de C. DUBAR et de N. GADREY, l'objectif est de réinterroger la notion d'identité professionnelle. L'hypothèse de base est que les différents types d'identité repérés dans des lieux différents reposent sur des schémas de transaction salariale qui dépassent l'échelle de l'entreprise et s'exercent dans de multiples contextes organisationnels. Plus que les caractéristiques propres des modèles de gestion du personnel, plus que les "profils professionnels" que chaque entreprise spécifie pour ses salariés, ce sont les modes de formation et d'insertion et les trajectoires professionnelles des salariés qui influencent la construction de leur identité professionnelle. Il s'agit concrètement de comparer les typologies inductives des identités salariales construites dans l'enquête, mais aussi de s'interroger sur leur congruence avec les formes identitaires déduites de la théorie de la socialisation professionnelle par la double transaction, élaborée par C. DUBAR, en partie sur la base de ces recherches. L'exercice repose sur un retraitement des entretiens réalisés lors des trois enquêtes: analyse qualitative, donc, mais sur un corpus de 120 enregistrements.

#### **Financement**

Les travaux réexploités ont été financés par trois conventions : avec l'ASTS (Association Science, Technologie et Société), le PIRTEM et la MIRE.

#### **Publications de l'opération**

##### **Articles :**

ENGRAND (Sylvie) et DUBAR (Claude), "La formation continue comme processus de socialisation professionnelle. L'exemple de la production nucléaire à EDF", *Formation-Emploi*, n° 16, octobre - décembre 1986, pp. 37-47.

ENGRAND (Sylvie), "Les «techniciens du tas» : processus identitaires et formation", *Education permanente*, n° 104, octobre 1990, pp. 133-141.

ENGRAND (Sylvie) et DUBAR (Claude), "Formation continue et dynamique des identités professionnelles", *Formation-Emploi*, n° 34, avril - juin 1991, pp. 87-100.

##### **Rapports :**

ENGRAND (Sylvie), *Rapport au travail et à la formation des salariés des CPN EDF : Essai de typologie*, multigraphié, Institut de Sociologie, Université de Lille I, novembre 1986.

ENGRAND (Sylvie), Production et usage de la formation par et dans l'entreprise : le cas d'une entreprise de services aux collectivités, multigraphié, LASTREE, février 1988, 163 p.

ENGRAND (Sylvie), DUBAR (Claude), DUBAR (Elisabeth), FEUTRIE (Michel), GADREY (Nicole), VERMELLE (Marie Christine), Innovations de formation et transformation de la socialisation professionnelle par et dans l'entreprise, rapport de recherche, multigraphié, LASTREE, mars 1989, 460 p.

ENGRAND (Sylvie) et GADREY (Nicole), Mobilité et formation : la gestion de la main d'oeuvre féminine, rapport de recherche, multigraphié, MIRE, LASTREE, juin 1990, 337 p.

**Communications :**

ENGRAND (Sylvie) et GADREY (Nicole), "Innovations de formation et gestion du personnel", *Journées de la Délégation à la Formation Professionnelle*, Poitiers, 29 et 30 mai 1990.

ENGRAND (Sylvie), "Les «techniciens du tas» d'une entreprise particulière : manière de dire et de se dire", *IVèmes Journées de Sociologie du Travail*, CNRS-PIRTTEM, "La sociologie du travail et la codification du social", Toulouse, 16-18 mai 1990.

ENGRAND (Sylvie) et GADREY (Nicole), "Formation et flexibilité : une approche typologique", *2èmes Journées IFRESI*, Lille, janvier 1991.

\*  
\* \* \*

**1.1.2. H. LA REPRISE DES EXPLOITATIONS FAMILIALES AGRICOLES ET L'ACCÈS À LA PROFESSION D'AGRICULTEUR DANS LE DÉPARTEMENT DU NORD (OPÉRATION ACHEVÉE)**

**Chercheur (LASTREE-CLERSE) : Brigitte MONFROY (CE) (CIA-CEREQ)**

**Présentation de l'opération**

La diminution massive du nombre d'exploitations agricoles et d'agriculteurs qui caractérise la période de restructuration et de modernisation du secteur agricole français depuis plus de cinquante ans amène à considérer l'accès au statut d'agriculteur et la reprise des exploitations agricoles qui l'accompagne comme la résultante de deux processus conjoints. Le premier relève des conditions structurelles et socio-économiques qui définissent localement le champ de la reprise des exploitations agricoles. Le second processus concerne les mécanismes biographiques et d'héritage sociale qui spécifient à un moment donné les trajectoires d'accès au statut d'agriculteur à l'intérieur du champ défini plus haut.

Une enquête empirique auprès d'agriculteurs nouvellement installés et de l'ensemble des organisations professionnelles intervenant dans le dispositif des aides à l'installation en agriculture, permet de (re)construire le champ économique et relationnel de la reprise des exploitations agricoles dans une zone rurale du département du Nord.

Le dispositif des aides à l'installation vise à corriger les aspects négatifs d'une évolution fortement sélective en introduisant des critères professionnels dans les conditions d'obtention des aides et en diffusant une norme professionnelle, celle de l'agriculteur "entrepreneur", devant être à même de résoudre les incertitudes qui pèsent sur l'avenir de la profession. Cependant, l'écart que manifeste l'émergence de cette norme "idéale" avec les contraintes économiques régissant de plus en plus la transmission des exploitations agricoles, apparaît avec la persistance sinon le développement d'une logique sociale sélective qui vise à privilégier les successeurs les plus dotés d'un point de vue patrimonial.

En outre, le repérage et la définition de quatre identités professionnelles d'agriculteurs s'avèrent une étape essentielle pour établir quatre types d'articulation des conditions structurelles et des processus biographiques définissant l'accès à la profession d'agriculteur dans cette région. Manifestement, ne voir au travers de la succession des générations sur les exploitations agricoles que la résultante d'un processus de reproduction où les stratégies familiales expliqueraient à elles seules les mécanismes de l'accès au statut d'agriculteur semble une hypothèse insuffisante pour rendre compte de la dynamique de la profession agricole.

## **1.1.2. Trajectoires et Identités Sociales**

---

### **Publications de l'opération**

MONFROY (Brigitte), "Les "jeunes" agriculteurs : genèse d'une catégorie professionnelle", *Colloque International "Genèse et dynamique des groupes professionnels"*, Paris, 19-20 novembre 1992.

MONFROY (Brigitte), *L'accès à la profession d'agriculteur. Le cas de la Thiérache du Nord*, Thèse pour le Doctorat de Sociologie, Université de Lille I, mai 1992, 281 p.

\*  
\* \* \*

### **1.1.2. I. OPÉRATION "MEN AND THEIR WORK" DE E.C. HUGHES (OPÉRATION NOUVELLE)**

*Chercheurs (LASTREE-CLERSE) : L. DEMAILLY (P.R.), D. DEMAZIERE (C.R.), D. DUPREZ (C.R.), S. ENGRAND (I.E.), F. GIARD (A.L.), A. LEFEVBRE (M.C.), M. LECLERC (C.E.), B. MONFROY (C.E.), C. SOUDAN (I.E.)*

#### *Présentation de l'opération*

*Il s'agit de la rencontre entre d'une part un groupe de sociologues désireux de faire des progrès dans la lecture de textes scientifiques en anglais, et d'autre part une oeuvre très souvent citée par les sociologues des professions en France mais qui n'a toujours pas été traduite : "Men and their Work" de E.C. Hughes, ouvrage publié en 1958 à New York (The Free Press of Glencoe). Le groupe a achevé la traduction du premier chapitre "Cycles, Turning Points, and Careers" qui sera proposé pour un ouvrage de recueil de textes de Hughes.*

*Un prolongement de ce travail de traduction sera poursuivi avec un objectif de publication sur un autre classique de la sociologie interactionniste américaine : "Symbolic Interactionism, Perspective and method" d'Herbert BLUMER (Prentice Hall, Inc., Englewood Cliffs, New Jersey, 1969).*

*Financement : Délégation Régionale du CNRS*

\*  
\* \* \*



### **1.1.3. EVOLUTIONS DES SYSTÈMES DE FORMATION ET DE LEURS RAPPORTS AUX ENTREPRISES**

#### **1.1.3. A. LES TRANSFORMATIONS DES SYSTÈMES DE FORMATION (OPÉRATION EN COURS)**

Chercheurs (LASTREE-CLERSE) : Lise DEMAILLY (PR), Pascal ROQUET (AL)

##### **Présentation des travaux de Lise DEMAILLY**

**1) Un premier volet du travail a consisté en la rédaction de la synthèse de dix ans de travaux empiriques sur les transformations du métier d'enseignant de collège.** Elle a donné lieu à soutenance pour l'Habilitation à diriger des recherches.

L'ouvrage propose une analyse sociologique des pratiques professionnelles et de l'identité professionnelle enseignante.

Les malaises des enseignants sont analysés en fonction d'une triple crise : celle du mode de sélection sociale de l'école française, celle du métier d'enseignant de collège, des professionnalités et des légitimités qui le soutiennent, celle du mode de socialisation scolaire.

L'ouvrage explore les différents systèmes de contraintes, qui sont à la fois racines de la crise et obstacles au changement, notamment les contraintes produites par la forme scolaire elle-même (le concept en est construit par opposition à d'autres formes de socialisation formelle), les effets de statut et les trajectoires des membres du groupe professionnel, les caractéristiques des organisations.

Puis il s'attache aux processus de changement émergent, en explorant trois tentatives successives, datées, de formation d'un consensus autour des mythes mobilisateurs sans lesquels le métier perd son sens : le modernisme relationnel, le modernisme technologique, le modernisme organisationnel et il montre le caractère fragile de ce qui est désigné comme des "agencements symboliques de mobilisation professionnelle".

Enfin l'analyse des processus de changement volontaire des pratiques professionnelles dans la scolarité obligatoire moyenne permet de décrire le partage des différents acteurs (administrateurs, formateurs, militants, élus locaux, chercheurs) selon leurs imaginaires du changement. L'action des minorités actives et les axes les plus efficaces de cette action permettent d'identifier les zones d'initiative du système, notamment autour de l'invention d'un nouveau fonctionnement de l'établissement scolaire .

L'ouvrage essaie en conclusion de montrer les enjeux des mutations en cours, pour le métier d'enseignant dans la scolarité secondaire.

**2) Les travaux de L. DEMAILLY se sont poursuivis ensuite en direction de l'encadrement de ce même travail enseignant, dans la continuité d'investigations antérieures sur les pratiques des formateurs d'enseignants (formation continue) et chefs d'établissements.**

Les diverses tentatives de rénovation du système éducatif, l'existence d'une crise de la mobilisation professionnelle enseignante, et celle des légitimités qui fondent la "forme scolaire", convergent vers une modification des techniques de mobilisation des enseignants. Cette modification peut être observée dans la reformulation des missions des personnels d'encadrement (inspecteurs, formateurs, et surtout chefs d'établissement), dans le changement de look et d'outils du "management" préconisé. Cependant le sens de ces évolutions est ambigu, les imaginaires du changement sont divers, et les conflits autour des définitions légitimes de la pratique pédagogique et de la compétence professionnelle restent aigus.

**3) Il était intéressant de comparer les innovations dans la formation continue des enseignants et celles que connaît la formation continue en entreprise.** L. DEMAILLY a donc rejoint l'équipe du LASTREE qui travaillait depuis plusieurs années sur cette dernière et le groupe ainsi

### **1.1.3. Evolutions des systèmes de formation et de leurs rapports aux entreprises**

---

constitué a répondu à un appel d'offre de la DRFP, en proposant une enquête sur la manière dont les organismes de formation de la région s'adaptent aux exigences des entreprises en matière de formation. L'étude explore les modalités de construction de l'offre de formation, les transformations des organisations et des professionnalités des formateurs induites par la diversification de la construction des produits de formation.

4) Enfin, en liaison avec des activités professionnelles dans un IUT, un IUP, puis un IUFM, L.DEMAILLY s'est intéressée aux transformations de l'enseignement supérieur dans le cadre de deux réseaux soutenus par la DRED. Le premier, piloté par J.M. BARBIER (CNAM) étudie le développement des filières professionnalisées à l'université, s'attache à en décrire les conditions d'émergence, les promoteurs, les fonctionnements, les pratiques pédagogiques privilégiées, notamment des formes de "recherche" ou d'écritures professionnelles.

Dans le cadre du second qui porte sur les Instituts universitaires de formation des maîtres, un groupe de recherche s'est constitué, piloté par L.DEMAILLY et D. ZAY (Paris VIII) pour étudier l'émergence des politiques de recherche des IUFM. Les politiques de recherche des IUFM représentent des enjeux forts pour le système éducatif et pour la formation des maîtres. Au-delà de l'intérêt d'une observation systématique de ces politiques émergentes permettant de constituer une mémoire par rapport à une réforme d'ensemble unique en ce siècle en France, il se pourrait que cet objet, préconstruit institutionnellement et à élaborer scientifiquement, permette d'éclairer aussi d'autres changements majeurs tels que les transformations du système universitaire ou l'évolution des représentations de la professionnalité enseignante.

#### **Publications de l'opération :**

DEMAILLY (Lise) *Le collège: crise, mythes et métiers*, P.U.L., janvier 1991, 373 p

DEMAILLY (Lise), ELIAS Jean Marc et al. *Pour changer le collège, une gestion participative*, CRDP Lille, septembre 1991, 239 p

DEMAILLY (Lise), "Gestion participative et changement dans les établissements scolaires" in *L'Etablissement, politique nationale ou stratégie locale*, AECSE, Paris, 1990

DEMAILLY (Lise) "Modèles de formation continue des enseignants et rapport aux savoirs professionnels" *Recherche et formation*, Paris, n° 10, 1991

DEMAILLY (Lise) "L'évolution actuelle des méthodes de mobilisation et d'encadrement des enseignants" (à paraître dans *Savoir, éducation, formation* 1993)

#### **Projets de recherche**

##### **a) Dans la continuation des travaux précédents**

*Les projets de Lise DEMAILLY concernent d'abord la continuation des travaux sur les services aux entreprises (organismes de formation) avec une équipe du CLERSE-LASTREE et sur les transformations de l'administration et des services publics (réorganisation de l'Education Nationale, évolution des IUFM, transformations de l'enseignement supérieur).*

*Ils s'inscrivent globalement dans une réflexion théorique sur la production et la gestion des compétences, sur les savoirs professionnels et leur formalisation. Celle-ci sera poursuivie au sein d'un petit groupe réunissant E. CHARLON, M.C. VERMELLE, B. MONTFROY, P. ROQUET.*

*Des collaborations internationales sont prévues notamment avec des laboratoires Québécois et l'Université de Genève autour de l'évaluation des politiques publiques et notamment de la méthodologie de cette évaluation.*

##### **b) Les modes de formation des ingénieurs diplômés**

*Thèse engagée par Pascal ROQUET (C.L.E.R.S.E-L.A.S.T.R.E.E) sous la direction scientifique : de Claude DUBAR (CERÉQ)*

*La recherche porte sur les modes de formation des ingénieurs diplômés en France. L'étude d'une nouvelle formation d'ingénieurs permettra de tester l'existence ou non d'un processus d'innovation dans les systèmes de formation d'ingénieurs. L'étude de la création de l'ENIC (Ecole Nouvelle d'Ingénieurs en Communication née en 1990), résultat d'une enquête exploratoire, s'intègre à une réflexion plus large sur les modes de formation des ingénieurs diplômés en France. La conception d'une nouvelle école puis l'analyse de son fonctionnement permettront d'articuler cette démarche empirique à un questionnement théorique plus fondamental. En effet,*

### **1.1.3. Evolutions des systèmes de formation et de leurs rapports aux entreprises**

---

*peut-on avancer l'hypothèse de l'existence de modes innovants dans les systèmes de formation d'ingénieurs, notamment à travers la mise en place des NFI (Nouvelles Formations d'Ingénieurs appelées "filières DECOMPS") dont l'ENIC constitue un élément pionnier ?*

\*  
\* \* \*

### **1.1.3. B. FORMATION ET SITUATION DE TRAVAIL : DES TRANSFORMATIONS CONJOINTES (OPÉRATION EN COURS)**

**Chercheurs (LASTREE-CLERSE) : Agnès ABT (CE), Elisabeth CHARLON (MC), Hélène CHERONNET (CE), Lise DEMAILLY (PR), Michel FEUTRIE (MC), Marie Christine VERMELLE (MC)**

#### **Présentation du groupe d'opérations et des résultats**

Dans la continuité d'une recherche menée collectivement sur les innovations de formation conduites dans l'entreprise et analysées sous l'angle des concepteurs qui les ont mises en oeuvre et sous celui des salariés qui y ont été partie prenante<sup>1</sup>, nous avons développé quatre opérations de recherche visant à explorer des pistes complémentaires révélatrices de trois grands axes d'évolution pertinente de la fonction formation et de son articulation avec les collectifs de travail et les cadres opérationnels dans l'entreprise.

1) La première opération, conduite avec des chercheurs et des praticiens relevant d'institutions très différencierées, a permis une analyse approfondie des actions de formation s'appuyant sur les situations de travail des salariés. Dans un premier temps, on aurait pu considérer que ce genre de dispositifs était proche des "innovations d'optimisation" dégagées dans la précédente recherche, qui consistaient pour l'entreprise à faire évoluer l'organisation du travail après transformation des installations techniques ou des objectifs économiques (qualité et flexibilité de la production par exemple). De fait, il semble que le mouvement de formalisation des actes et postures de travail conduite dans les entreprises de l'échantillon peut également anticiper et accompagner des changements structurels plus larges sans pour autant nécessiter le recours à des organismes extérieurs chargés de concevoir du stage de formation ou de mettre en oeuvre des procédures de validation et de certification. C'est là le signe d'une plus grande internalisation de la fonction formation qui implique aujourd'hui aussi des opérationnels de production avec ou sans les experts internes ou externes en charge de ces questions.

2) La seconde opération porte sur l'analyse de la représentation que se font les salariés dits de bas niveau de qualification, plus ou moins en situation d'illettrisme et leurs encadrants des possibilités d'adaptation aux transformations du travail par la formation à partir des situations vécues dans l'exercice de leur activité.

Trois unités de production de trois secteurs différents (textile, bâtiment, restauration publique) ont été observées durant un mois, parallèlement à la réalisation d'entretiens non directifs.

Il ressort que les encadrants accepteraient, moyennant des implications des différents échelons de l'entreprise et des moyens matériels et pédagogiques supplémentaires, d'accompagner la transformation des savoirs des salariés et des organisations et équipements. De leur côté, les salariés accepteraient de se former.

3) La troisième opération aborde cette fois la question du point de vue des producteurs de formations, organismes publics, associatifs ou privés.

La transformation générale de la demande de formation de la part des entreprises et l'exigence renforcée d'efficacité ont pour effet de profondément modifier les conditions d'exercice des

---

<sup>1</sup> Dubar Claude, Dubar Elisabeth, Engrand Sylvie, Feutrie Michel, Gadrey Nicole, Vermelle Marie-Christine (1989), Innovations de formation et transformations de la socialisation professionnelle par et dans l'entreprise, Rapport pour le PIRTEM-CNRS, le Commissariat Général au Plan, la Délégation à la Formation Professionnelle et la Région Nord-Pas de Calais, Mars 1989, 457 p.

### **1.1.3. Evolutions des systèmes de formation et de leurs rapports aux entreprises**

---

organismes de formation et de leur imposer de nouveaux enjeux. Dans la recherche précédente, l'analyse approfondie des différentes opérations de formation menées dans les entreprises innovantes, nous a conduit à nous interroger sur les transformations des stratégies et des pratiques qu'étaient susceptibles de provoquer dans les organismes les changements d'approche du rôle et des fonctions de la formation du côté des entreprises. Nous avons voulu élargir cette approche en abordant, cette fois, l'analyse du côté du partenaire organisme de formation.

Confrontés à des commandes de plus en plus souvent inscrites dans un projet global d'évolution et invités à mettre au point de nouvelles pratiques de formation, les organismes manifestent des capacités différencierées d'adaptation à ces nouveaux besoins. Notre démarche a eu pour objectif de tenter, à partir de l'analyse des changements, de mesurer les effets qu'ils entraînent sur le fonctionnement de l'organisme, sur le mode d'organisation interne de la production de la formation et sur le mode de gestion de sa ressource humaine<sup>2</sup>.

Nous avons choisi de mener cette analyse auprès d'un échantillon d'organismes de la Région Nord - Pas-de-Calais. Elle s'est appuyée sur une étude documentaire, un ensemble d'entretiens semi-directifs menés auprès des directions des organismes, de certains acteurs-clés de l'organisme et de formateurs et l'analyse d'une opération de formation en relation avec l'entreprise présentée comme représentative de l'évolution de l'organisme.

4) La quatrième opération de recherche va nous amener en quelque sorte à valider un certain nombre d'hypothèses construites dans les autres tout en nous permettant de produire des recommandations destinées aux acteurs (entreprises et organismes) devant bâtir des dispositifs de formation s'appuyant sur les situations de travail. Il s'agit d'une étude doublée d'une expérimentation portant sur la dynamique de construction conjointe d'une nouvelle filière de formation d'ingénieurs (type Decomps) impliquant l'Université de Lille I et un groupe de sept entreprises industrielles (Renault, EDF, Michelin, SNECMA, Pechiney, Rhône Poulenc, BSN). Conformément au "modèle" Decomps, ce dispositif vise à former par l'alternance des ingénieurs d'exploitation des systèmes de production en s'appuyant sur un document décrivant finement leurs capacités et missions, document élaboré par des représentants des sept entreprises qui est à la base de toutes les productions de contenus pédagogiques dans le centre de formation.

L'analyse approfondie du schéma de construction et de conception du dispositif, ainsi que l'interrogation des différents acteurs mobilisés (enseignants, apprenants, responsables et tuteurs en entreprise), portera sur les représentations du métier d'ingénieur et les connaissances et savoirs mobilisés par eux dans leurs fonctions en entreprise. Il s'agit de confronter les articulations de savoirs mises en avant par les différents acteurs du dispositif et de voir en quoi elles peuvent valoriser l'alternance (dépassant la simple juxtaposition des périodes en entreprise et en centre de formation) tout en développant la compétence conformément au référentiel du métier d'ingénieur élaboré par les entreprises. Pourtant, il s'agit également de jeter les bases d'un langage commun de la formation explicitant le fait que la maîtrise d'une activité de travail suppose la mise en perspective et en regard de savoirs pratiques, procéduraux ainsi que de connaissances méthodologiques et scientifiques.

#### **Financements**

1) Pôle de recherche sur les nouvelles formes de formation par et dans les situations de travail coordonné par le Centre de Recherche sur la Formation du CNAM rassemblant pour le CRF-CNAM, JM. BARBIER (responsable scientifique de la recherche), F. BERTON, J.J. BORU, M.P. GESLIN, C. LEBORGNE, P. PORTELLI, R. WITTORSKI ; pour l'AFPA, B. COURTOIS et C. MATHEY-PIERRE ; N. JOLY du SUFCOB - Université de Bourgogne ; E. OLLAGNIER de l'Université de Genève ; A. PAIN, consultant ; E. CHARLON et MC. VERMELLE du CLERSE, équipe LASTREE.

Opération financée par le PIRTTEM, l'AFPA, le programme européen PETRA et trois grandes entreprises (BULL, La Caisse des Dépôts et Consignations, Rhône Poulenc).

2) Contrat intitulé "Illettrisme et entreprise" financé par la Direction Régionale du Travail et de l'Emploi du Nord - Pas-de-Calais sous la responsabilité d'E. CHARLON.

3) "Entreprises et organismes de formation, l'émergence de nouveaux rapports", contrat avec la Délégation Régionale à la Formation Professionnelle.

4) Etude de faisabilité pour la mise en place de "formations ouvertes" préparant à des emplois de cadres supérieurs et d'ingénieurs - Formation d'ingénieurs d'exploitation des systèmes de production, financée par la Délégation à la Formation Professionnelle et conduite sous la responsabilité de M. FEUTRIE (CLERSE - LASTREE). Chercheur : MC. VERMELLE.

### **1.1.3. Evolutions des systèmes de formation et de leurs rapports aux entreprises**

---

#### **Projets complémentaires**

E. CHARLON se propose de

- poursuivre l'approche de la catégorisation, de la production et de la transmission des savoirs mobilisés en situations de travail par un dépouillement plus systématique de la littérature, des disciplines autres que la sociologie (psychologie cognitive, ergonomie cognitive, linguistique, philosophie).
- tenter une problématisation pluridisciplinaire de ces concepts pour une opérationnalisation auprès d'un public dit de bas niveau de qualification en formation.

MC. VERMELLE orientant l'ensemble de ses recherches dans le champ du travail et de la formation par l'interrogation des pratiques de l'ensemble des acteurs concernés (direction d'entreprise, organismes de formation, formateurs et salariés) compte parvenir prochainement à élaborer un essai de synthèse de ses travaux. Elle visera à enrichir et à davantage théoriser les résultats de sa thèse de doctorat qui portaient sur la construction sociale des savoirs professionnels. Il lui importe en effet de préciser comment la dynamique sociale de l'activité professionnelle, en grande mutation, peut s'analyser comme un processus original de formalisation articulant différents types de savoirs (pratiques, procéduraux et théoriques) qui font l'objet et l'enjeu des représentations et systèmes d'intérêts de ces acteurs différenciés

#### **Publications du groupe d'opérations**

##### Thèse

VERMELLE Marie-Christine, Collectif de travail et identités professionnelles : le cas d'ouvriers et de techniciens d'un service de fabrication de composants de pointes, thèse pour le doctorat de sociologie, Octobre 1989, Université de Lille I.

##### Articles

CHARLON Elisabeth, LANNOY Maryvonne, ROBERT Valérie, SHARMA Marie-Annie (1992) Entreprise et représentations de l'illettrisme - Grille de diagnostic à l'usage de l'encadrement, Cahiers du CUEEP n° 20 Juin, 167 p.

CHARLON-DUBAR Elisabeth Typologie de jeunes, typologie de formateurs et types d'alternance in "Les Formations en Alternance" La Documentation Française 1992.

CHARLON Elisabeth (1992), "Transmettre des savoirs : une nouvelle compétence des collectifs de travail construite avec l'encadrement" in *Education Permanente* n° 112, L'organisation qualifiante p 69 à 78.

CHARLON-DUBAR Elisabeth, DUBAR Claude, ENGRAND Sylvie, FEUTRIE Michel, GADREY Nicole, VERMELLE Marie-Christine (1990), "Le salarié confronté à l'offre de formation : trajectoire personnelle, identité professionnelle et logique d'entreprise", *Travail et Emploi*, 44, 2/1990

CHARLON-DUBAR Elisabeth, VERMELLE Marie-Christine, "Identités salariales et rapports aux savoirs" in *Education Permanente* n° 104, Octobre 1990.

ENGRAND Sylvie, FEUTRIE Michel (1990), "Les modèles de formation à l'épreuve de l'innovation", *Etudes et Expérimentations*, 4, mars-avril

FEUTRIE Michel (1990), "Le partage du pouvoir de formation", *Education Permanente*, n° 104, octobre

FEUTRIE Michel, VERDIER Eric (à paraître), "Entreprises et formations qualifiantes, une construction sociale inachevée", *Sociologie du Travail*

LEBON François, VERMELLE Marie-Christine, "Anticiper quel changement ?" in *Education Permanente* n° 104, Octobre 1990.

VERMELLE Marie-Christine, "Les savoirs professionnels à l'articulation des rapports au travail et à la formation : le cas d'un service de fabrication de composants de pointe", in *Technologies, Idéologies, Pratiques*, Vol. IX-2, 1990, Numéro spécial sur les savoirs professionnels coordonné par Y. LUCAS.

### **1.1.3. Evolutions des systèmes de formation et de leurs rapports aux entreprises**

---

#### **Rapports**

DUBAR Claude, DUBAR Elisabeth, ENGRAND Sylvie, FEUTRIE Michel, GADREY Nicole, VERMELLE Marie-Christine (1989), *Innovations de formation et transformations de la socialisation professionnelle par et dans l'entreprise*, Rapport pour le PIRTTEM-CNRS, le Commissariat Général au Plan, la Délégation à la Formation Professionnelle et la Région Nord-Pas de Calais, Mars 1989, 457 p.

CHARLON Elisabeth (sous la direction de) avec la participation de LANNOY Maryvonne, ROBERT Valérie, SHARMA Marie-Annie., Illettrisme et Entreprise - Note intermédiaire, Avril 1991, 15 p.

CHARLON Elisabeth (sous la direction de), LANNOY Maryvonne, ROBERT Valérie, SHARMA Marie-Annie, Illettrisme et entreprise - Rapport final, Novembre 1991, multigraphié.

CHARLON Elisabeth, Aujourd'hui, demain, quels savoirs ? Questions à l'usage des agents de maîtrise et cadres - Grille d'analyse, multigraphié, Février 1992, 31 p.

CHARLON Elisabeth, CHERONNET Hélène, DEMAILLY Lise, FEUTRIE Michel, VERBECKE Alain, VERMELLE Marie-Christine, Transformations de l'offre de formation, Avril 1992, Rapport intermédiaire.

CHARLON Elisabeth, CHERONNET Hélène, DEMAILLY Lise, FEUTRIE Michel, VERBECKE Alain, VERMELLE Marie-Christine, Les organismes de formation en relation avec l'entreprise - Méthodologie, échantillon et premiers résultats, Rapport d'étape, Janvier 1993.

CHARLON Elisabeth, Monographie d'une entreprise de filature, réalisée dans le cadre du Pôle de recherche sur les caractéristiques communes des dispositifs utilisant les effets formateurs des situations de travail, coordonné par le Centre de Recherche sur la Formation du CNAM, Novembre 1991, 56 p multigraphiées.

CHARLON Elisabeth, BARBIER Jean-Marie, BERTON Fabienne, BORU Jean-Jacques, COURTOIS Bernadette, GESLIN Marie-Paule, KADDOURI Mokhtar, MATHEY-PIERRE Catherine., OLLAGNIER Edmée, PORTELLI Patricia, WITTORSKI Richard, Le développement de la fonction formative des situations de travail - Rapport final de recherche, deux tomes, Novembre 1992.

#### **Communications**

CHARLON Elisabeth, VERMELLE Marie-Christine, "Le contexte d'émergence de deux opérations de formation utilisant les effets formateurs des situations de travail, intervention au Pôle de recherche sur l'utilisation des effets formateurs des situations de travail, coordonné par le Centre de Recherche sur la Formation du CNAM, Octobre 1990.

CHARLON Elisabeth, DEMAILLY Lise, FEUTRIE Michel, VERMELLE Marie-Christine (1993), Les organismes de formation en relation avec l'entreprise : nouvelles organisations, nouveaux produits, nouvelles professionnalités, Journées de l'IFRESI, Lille, 28-29 janvier

CHARLON Elisabeth "Salariés dits de bas niveau de qualification : identités professionnelles et rapports aux savoirs" Colloque "Formation-travail, travail-formation" Université de Sherbrooke, 25 au 27 Septembre 1991, Actes à paraître en 1993.

CHARLON-DUBAR Elisabeth, VERMELLE Marie-Christine, "Identités salariales et rapports aux savoirs", Communication aux Journées de la Délégation à la Formation Professionnelle, Poitiers, Mai 1990.

DUBAR Claude, DUBAR Elisabeth, ENGRAND Sylvie, FEUTRIE Michel, GADREY Nicole, VERMELLE Marie-Christine (1989), Innovations et formation : trois logiques d'entreprise, Journées de l'IFRESI, Lille, 26-27 janvier

FEUTRIE Michel (1990), Les modèles de formation à l'épreuve de l'innovation, Journées de la Délégation à la Formation Professionnelle-Innovations en formation, Poitiers, 28-29 mai

FEUTRIE Michel (1991), Activité de formation : une activité en profonde mutation, Journées de l'IFRESI, Lille, 24-25 janvier

FEUTRIE Michel (1991), La certification concertée, une relation travail-formation en voie d'émergence, Symposium-Colloque Formation-Travail, Travail-Formation, Oxford (Quebec), 25 septembre-1er octobre

FEUTRIE Michel, VERDIER Eric (1991), Entreprises et formations qualifiantes, une construction sociale inachevée, 5e Journées de Sociologie du Travail, Lyon, 13-14-15 novembre

### **1.1.3. Evolutions des systèmes de formation et de leurs rapports aux entreprises**

---

FEUTRIE Michel (1992), Individualiser la formation, une stratégie d'établissement : le cas de l'université des Sciences et Technologies de Lille, Séminaire franco-qubécois de recherche sur l'individualisation de la formation universitaire, Tours 20-21 octobre 1992

Journée du CLERSE, Lille, 18 Novembre 1992 sur le thème "Processus d'exclusion et dynamiques d'emploi" - Communication "Représentations de l'illettrisme, organisations du travail et formation", Actes diffusés par la Faculté des Sciences Economiques et Sociales - Lille I.

Troisièmes journées de l'IFRESI, Lille, 28 - 29 Janvier 1993, CHARLON Elisabeth, DEMAILLY Lise, FEUTRIE Michel, VERMELLE Marie-Christine, "Les organismes de formation en relation avec l'entreprise : nouvelles organisations, nouveaux produits, nouvelles professionnalités".

Séminaire ouvert du Pôle de recherche du CNAM-CRF sur les nouvelles formes de formation par et dans les situations de travail "Des configurations d'acteurs différenciées dans la conception et le fonctionnement des actions", 19 et 20 Mars 1992 (en collaboration avec MATHEY-PIERRE Catherine et VERMELLE Marie-Christine).

\*

\* \* \*

### **1.1.3. C. LA FORMATION CONTINUE DANS LES ENTREPRISES FRANÇAISES, EXPLOITATION STATISTIQUE DES RÉSULTATS DE L'ENQUÊTE INTERMÉDIAIRE "FORMATION CONTINUE" DU CEREQ (OPÉRATION ACHEVÉE)**

Chercheurs: Valérie HENGUELLE (LAST-CLERSE) (CE CIA-CEREQ), Brigitte MONFROY (LASTREE-CLERSE) (CE CIA-CEREQ)

#### **Présentation de l'opération**

L'enquête intermédiaire "formation continue" menée par le CEREQ en 1989 auprès d'un échantillon représentatif de 638 entreprises a pour objectif de cerner les déterminants de la formation professionnelle continue et les diverses modalités par lesquelles son usage s'intègre aux pratiques des entreprises. Cette enquête procède par entretien sur la base d'un questionnaire comprenant une centaine de questions ayant engendré 650 variables.

L'exploitation de l'enquête a permis de caractériser les entreprises de l'échantillon et leurs efforts de formation continue, mesurés par le taux de participation financière de manière dynamique sur la période 1982-1987. L'analyse tente de répondre aux questions suivantes:

- Existe-t-il des formes spécifiques d'évolution des taux de participation ou des logiques de dépenses sur moyenne période?
- La dynamique des dépenses de formation perturbe-t-elle la hiérarchie établie par les niveaux des taux de participation?
- Les évolutions des dépenses de formation continue sont-elles liées à des événements conjoncturels et/ou aux caractéristiques structurelles des entreprises?

Si la tendance générale exprime bien un développement important de la formation continue en entreprise, il semble qu'il s'inscrit dans des logiques différencierées dont on doit tenir compte pour saisir la place de la formation dans l'entreprise. Au terme de cette exploitation statistique, cinq catégories d'entreprises ont pu être isolées au regard de leurs pratiques de formation:

- la stabilité des dépenses ou l'obligation fiscale (entreprises du groupe 1);
- l'augmentation des dépenses: vers la formation "investissement" (groupe 2);
- la diminution des dépenses: coup de frein ou restructuration? (groupe 3);
- la variation des dépenses: la formation mobilisée au coup par coup (groupes 4 et 5).

#### **Financement**

CEREQ, Délégation à la Formation Professionnelle et Délégation à l'Emploi (Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle).

### **1.1.3. Evolutions des systèmes de formation et de leurs rapports aux entreprises**

---

#### **Publications de l'opération:**

HENGUELLE Valérie, MONFROY Brigitte (1991) -"Les entreprises françaises et la formation continue. Natures, financements, fonctions, usages"- Tome 2: Les principaux résultats, section II, Rapport d'étude final, CEREQ, mars, pp. 68-108.

HENGUELLE Valérie, MONFROY Brigitte (1991) -"Entreprise et formation: une typologie d'entreprises selon l'évolution des dépenses de 1982 à 1987"- Communication aux 2èmes Journées IFRESI, Lille, janvier, 22p.

\*  
\* \* \*

### **1.1.3. D. STRATÉGIES ET CARRIÈRES SCOLAIRES (OPÉRATION EN COURS)**

**Chercheurs (LARU) : Bernard CONVERT (CR), Michel PINET (CR)**

#### **Présentation :**

La recherche, qui porte sur les trajectoires scolaires dans le réseau secondaire-supérieur, conduit à interroger les notions classiques d'"orientation", de "demande d'éducation", de "projets" scolaires ou professionnels, de "stratégies". Elle repose tant sur l'observation statistique que sur l'approche qualitative. L'observation statistique porte sur les grands moments de l'orientation, en particulier le choix de la 1ère et surtout le passage de l'enseignement secondaire à l'enseignement supérieur (statistiques du Rectorat tirées de l'enquête dite OCAPI), dont nous observons les variations en fonction des variables sociologiques lourdes, sexe, origine sociale et origine géographique, mais également en fonction du temps (comparaison 1986-1991). En particulier, nous essayons de mesurer les effets de la structure de l'offre sur celle de la demande (en observant l'effet des variations de l'offre dans l'espace, bassin par bassin, et dans le temps, en mesurant la demande produite par les créations d'antennes ou de filières entre 86 et 91). L'approche qualitative consiste en des entretiens semi-directifs d'étudiants (actuellement environ 200) visant à retracer la trajectoire scolaire et les "projets", "aspirations", "dispositions" ayant accompagné les "choix" d'orientation.

#### **Financement**

Cette recherche qui avait reçu un premier financement du Conseil Régional, dans le cadre du travail collectif de l'IFRESI sur la carte de l'enseignement supérieur régional, est aujourd'hui soutenue par le Plan Urbain dans la cadre de son programme "L'Université et la Ville".

#### **Publications de l'opération :**

Bernard CONVERT, Michel PINET, "Les classes terminales et leur public", Revue Française de Sociologie, XXX, 1989.

Bernard CONVERT, Michel PINET, "Les choix d'orientation vers l'enseignement supérieur dans l'Académie de Lille", Clés, n°13, 1989.

Bernard CONVERT, "Stratégies, vocations ou carrières : comment devient-on étudiant ?", 3èmes journées I.F.R.E.S.I.-CNRS, Janvier 1993.

Bernard CONVERT, Michel PINET, "Un espace de choix. Essai d'analyse multivariée des stratégies de passage du secondaire au supérieur", 1ères journées I.F.R.E.S.I.-CNRS, 1989.

\*  
\* \* \*

### **1.1.3. Evolutions des systèmes de formation et de leurs rapports aux entreprises**

---

#### **1.1.3. E. ETUDES SUR L'ORIENTATION DES FILLES (OPÉRATION EN COURS)**

**Chercheurs (LASTREE-CLERSE) : Nicole GADREY (MC) avec la collaboration de Anne BARRERE (CE), Isabelle CRESPIN (CE), Béatrice DELOBEL (CE), Maryse LAFFICHER (CE)**

**Présentation (Période : 1992- 1994)**

La question de l'orientation des filles part d'un constat paradoxal: leur scolarisation augmente fortement et leur réussite scolaire s'affirme à tous les niveaux du système éducatif; cependant la spécialisation des filières selon le sexe demeure et l'insertion professionnelle des filles s'effectue dans des conditions plus difficiles que celle des garçons.

Un bilan statistique des évolutions de la scolarisation et de l'orientation comparées des garçons et des filles dans la région Nord-Pas de Calais au cours des dix dernières années confirme ces tendances.

L'analyse des processus d'orientation et d'affectation montre la complexité de situations où la socialisation informelle au collège et la répartition des rôles entre les différents intervenants rendent difficile l'émergence de propositions d'orientations innovantes. Elle met cependant en évidence des tentatives, de la part de toutes les catégories d'acteurs, pour favoriser la diversification des orientations des filles. L'analyse des trajectoires de filles dans des filières non traditionnellement féminines (boursières de la vocation scientifique et technique et bachelières professionnelles) montre leur forte implication pour la réussite de leurs études et leur volonté de les valoriser au niveau de leur insertion professionnelle.

L'institution scolaire, au coeur des processus qui aboutissent à la division du travail entre les sexes, joue un rôle central dans la production et la réduction des différences. En réfléchissant sur les transformations possibles de l'orientation des filles, les acteurs du système scolaire ne règlent pas tous les problèmes, mais ils interviennent de façon décisive dans deux directions. Ils favorisent la rencontre de l'ensemble des partenaires concernés : élèves et familles, acteurs éducatifs, acteurs du monde du travail. Ils créent les conditions d'une transformation à plus long terme de l'insertion professionnelle des filles.

**Financement : ORFQE Nord- Pas de Calais**

**Publications de l'opération (Période : 1992- 1994)**

N.GADREY, Orientation scolaire et insertion professionnelle, Communication au colloque REF, Sherbrooke, Québec, Octobre 1992

N. GADREY, A. BARRERE, I. CRESPIN, B. DELOBEL, M. LAFFICHER, Etudes sur l'orientation des filles, Rapport pour l'ORFQE Nord- Pas de Calais, 1992

N. GADREY, Education et formation. Quelques tendances de la recherche en sociologie, Cahiers lillois d'Economie et de Sociologie, à paraître en 1993

***Projet de recherche (dans la continuation)***

*Dans le prolongement de cette recherche sur l'orientation des filles, Nicole GADREY développe des questions plus théoriques sur les processus d'orientation et d'insertion professionnelles.*

*L'approche adéquationniste des relations formation emploi a donné lieu à de nombreuses critiques, qui tiennent autant à ses présupposés théoriques qu'à son absence de validation empirique. Des recherches actuelles introduisent la dimension diachronique, travaillent sur le traitement des calendriers pour étudier l'insertion comme enchaînement temporel de positions, comme succession de statuts plus ou moins stables, et débouchent sur des typologies de trajectoires caractérisées par des séquences d'emploi comportant emplois précaires, formations, chômage. Une des questions posées est alors celle de l'articulation des approches structurelles et biographiques. Comment prendre en compte les données "contextuelles" (situation économique, marché de l'emploi, offre de formation...). Dans cette optique est-il possible -et comment- d'évaluer le poids des institutions d'insertion (école, dispositifs jeunes...) qui orientent, forment et insèrent selon des procédures et des règles spécifiques et font intervenir des acteurs aux points de vue divergents, voire contradictoires?*

### **1.1.3. Evolutions des systèmes de formation et de leurs rapports aux entreprises**

---

*Le projet vise à développer la réflexion sur les possibilités d'articulation des divers niveaux d'analyse de la relation formation emploi, l'insertion étant étudiée comme processus biographique, mais aussi comme passage dans des instances de sélection, orientation, socialisation, dans le cadre de politiques de formation et d'emploi.*

\*  
\* \* \*

### **1.1.3. F. LES ÉTUDIANTS : ORIENTATION, CURSUS, DEVENIR DES ENTRANTS; DEVENIR DES DIPLÔMÉS (OPÉRATION EN COURS)**

**Chercheurs : Francis GUGENHEIM (LASTREE-CLERSE) (IR), Frédéric DUMONT (LGH) (ATER),  
Jules THIBAUT (LASTREE-CLERSE) (IE)**

- a) Les modalités d'accès à l'enseignement supérieur et le devenir des entrants
- b) Le devenir des diplômés sortis des universités

#### **a) Les modalités d'accès à l'enseignement supérieur et le devenir des entrants**

##### **Présentation et bilan scientifique**

L'étude sur *les entrants 1987-1988 dans l'enseignement du Nord-Pas de Calais* (F. GUGENHEIM, F. DUMONT et O. VANHOENACKER) a permis de cerner l'incidence de l'origine géographique sur l'orientation scolaire des bacheliers de l'Académie du Nord (région Nord-Pas de Calais). Cette étude a prolongé la réflexion collective entamée lors de l'étude IFRESI sur "les formations supérieures dans le Nord-Pas de Calais" publiée en 1988. Elle a nécessité la création d'un fichier original de l'ensemble des bacheliers 1987 inscrits en 1987-1988 dans un établissement supérieur de l'Académie à partir des fichiers informatiques des Universités et d'une enquête par questionnaires auprès des élèves des établissements non informatisés. Pour être opérationnelle au niveau d'une interrogation par bassin de formation, la base de données constituée devait être à la fois exhaustive et purgée de tout double compte. Ce faisant nous avons pu, à un niveau plus général, caractériser de façon précise le flux d'entrée en matière de filières, d'âge, de sexe et d'origine sociale, mettre en évidence les écarts entre les intentions d'inscription dans l'Enseignement Supérieur et les inscriptions réelles, et poser les jalons de dispositifs d'observation permanents en matière d'entrée dans l'Enseignement Supérieur.

Au niveau précis de l'incidence de l'origine géographique sur l'orientation, nous avons constaté l'importance de l'offre locale de formation pour tous les bassins de formation; importance qui renvoie à la nécessité d'une concertation en matière de développement de l'Enseignement Supérieur dans des sites décentralisés.

L'étude sur les souhaits d'orientation des bacheliers 1990 inscrits en première année de Deug à l'USTL et leur réussite en première année de Deug (F. GUGENHEIM et É. GRIVILLERS) pose la question des stratégies des élèves de Terminale et de leurs parents face à un système d'enseignement de moins en moins simple à décrypter.

L'étude en cours sur *l'incidence de l'origine géographique sur le devenir des bacheliers inscrits à l'université* (F. GUGENHEIM avec F. DUMONT, S. MAES, J. THIBAUT) est réalisée à partir d'une enquête en 1991 auprès de 3000 bacheliers inscrits en 1987 dans les Universités de Lille I, Lille II et Lille III et originaires des communes de Lille et Villeneuve d'Ascq et des bassins formation-emploi de Lens, Dunkerque, Calais et Boulogne. Elle confirme l'importance (déjà notée lors de l'étude des inscriptions) du rôle de l'appréhension par les parents et les élèves (appréhension plus ou moins grande selon l'origine sociale et selon l'origine géographique) de la signification sociale des diplômes de l'enseignement supérieur.

Elle met en évidence que l'éloignement physique (Dunkerque et plus encore Calais et Boulogne) ou culturel (Lens) accentue les difficultés, liées d'abord à l'origine sociale, de définir non seulement les orientations initiales mais aussi les orientations ultérieures, notamment en cas d'échec. Les résultats montrent également que si l'offre locale de formation universitaire influence fortement les choix des

### **1.1.3. Evolutions des systèmes de formation et de leurs rapports aux entreprises**

---

filières après le baccalauréat, elle a un effet incitatif réduit en matière d'obtention de diplômes élevés, quand elle est réduite (comme c'était le cas en 1987) aux formations de premier cycle. Pour une partie de cette recherche une collaboration aura lieu avec N. GADREY qui étudie l'orientation des filles dans l'enseignement supérieur.

#### **Financements**

Contrat région Nord-Pas de Calais et IFRESI : étude sur les entrants dans l'enseignement,

Financement USTL : souhaits d'orientation des entrants en Deug de l'USTL,

Contrat avec les collectivités locales intéressées : étude de l'incidence géographique sur le devenir des bacheliers,

Contrat plan CNRS-Région Nord/Pas-de-Calais : développement de l'étude de l'incidence géographique sur le devenir des bacheliers.

#### **b) Le devenir des diplômés sortis des universités**

##### **Présentation et bilan scientifique**

L'étude réalisée à partir de l'enquête 1988 sur le *devenir des diplômés sortis de l'université de Lille I* (F.GUGENHEIM, É.GRIVILLERS, O.VANHOENACKER), et dont certains éléments ont été développés dans une synthèse concernant le devenir de l'ensemble des diplômés des universités de l'Académie, a permis de montrer l'importance des pôles d'emploi pour les diplômés de Sciences Exactes et d'Écoles d'Ingénieurs (notamment l'agglomération de Lille-Roubaix-Tourcoing d'une part et l'agglomération parisienne d'autre part). L'attention portée au caractère géographique de l'insertion et aux migrations des diplômés débouche sur un questionnement en matière de développement économique régional.

##### **Financement**

Financement USTL et Région Nord/Pas-de-Calais : devenir des diplômés sortis de l'université de Lille I.

##### **Publications de l'opération**

###### **Bacheliers entrés à l'université**

GUGENHEIM F., DUMONT F., VANHOENACKER O., Les entrants dans l'enseignement supérieur du Nord-Pas de Calais. Les inscriptions 1987-1988 dans les formations supérieures régionales des bacheliers 1987 de l'Académie de Lille. Données scolaires, sociales et géographiques. Étude IFRESI-Conseil Régional Nord/Pas-de-Calais, 1990.

GUGENHEIM F. , L'entrée dans l'enseignement supérieur des bacheliers 1987 de l'Académie du Nord. Intentions et inscriptions effectives. Changements de perspectives introduits par les analyses détaillées. Questions posées par l'extension des stratégies sécuritaires. Communication Journées IFRESI 1991.

GUGENHEIM F. et GRIVILLERS É. , Les souhaits d'orientation des bacheliers 1990 inscrits en 1990-1991 à l'USTL en première année de Deug et réussite à la première année de Deug selon les souhaits exprimés en Terminale. OFIP, USTL 1992.

GUGENHEIM F. , Incidence de l'origine géographique sur le devenir des bacheliers inscrits à l'université. Étude du devenir en Octobre 1991 des bacheliers 1987 originaires de Lille, Villeneuve d'Ascq et des bassins formation-emploi de Boulogne, Calais, Dunkerque et Lens. Recherche en cours. Premiers résultats. Journées IFRESI 1993.

###### **Devenir des diplômés des universités**

GUGENHEIM F. , GRIVILLERS É. , VANHOENACKER O. , Devenir des diplômés sortis de l'université en 1985 (niveau Bac + 3 à Bac + 7) et devenir des diplômés sortis des IUT en 1985. Conseil Régional Nord/Pas-de-Calais et USTL Flandres Artois, OFIP, USTL 1990.

GUGENHEIM F. , GRIVILLERS É. , Devenir des diplômés de Sciences et des Écoles d'Ingénieurs in Devenir des diplômés sortis des universités de l'Académie de Lille en 1985. Universités de Lille I, Lille II, Lille III, Valenciennes et Conseil Régional Nord/Pas-de-Calais, 1992.

### **1.1.3. Evolutions des systèmes de formation et de leurs rapports aux entreprises**

---

#### **Projet au delà de 1993**

*Continuer les études concernant les étudiants :*

- *En élargissant les perspectives : mise sur pied d'une banque de données de l'ensemble des étudiants de l'Académie en collaboration avec les instances concernées dans le cadre du groupe d'études statistiques de l'enseignement supérieur de l'Académie de Lille créé en 1992. Cette base devrait permettre des interrogations plus larges que celles qui sont actuellement possibles (étant donné l'absence d'informatisation des données).*
- *En approfondissant certains axes de réflexion, notamment ceux qui concernent la dimension spatiale, tant au niveau de l'entrée dans l'enseignement supérieur (effets d'offre influant sur l'orientation) qu'au niveau des continuations d'études post maîtrise (migration hors académie) et de l'insertion professionnelle (pôles d'emploi privilégiés).*
- *En développant une réflexion sur le rôle de la structure universitaire dans sa dimension créatrice de cursus (nouvelles filières en fonction de catégories spécifiques d'étudiants et (ou) de catégories spécifiques de débouchés), dans sa dimension de dispositif pour l'insertion professionnelle des étudiants (développement des stages, des modules de préparation à l'insertion), voire dans la place nouvelle qu'elle prend dans le développement économique (ateliers de transfert, collaboration université/industrie).*

\*

\* \* \*

### **1.1.3. G. LES DISPARITÉS GÉOGRAPHIQUES (QUANTITATIVES ET QUALITATIVES) DE L'OFFRE ET DE LA DEMANDE DE FORMATION ET LEUR IMPACT SOCIO-ÉCONOMIQUE DANS LE NORD-PAS-DE-CALAIS (OPÉRATION ACHEVÉE)**

**Chercheurs (LGH) : Equipe du Laboratoire de Géographie Humaine**

La présente opération sur les disparités géographiques de l'offre et de la demande de formation fait partie d'un ensemble réalisé par le Laboratoire de Géographie Humaine sur la dynamique des populations des pays industrialisés. Cet ensemble est présenté ci-après dans le point 2.1., y compris la bibliographie nous intéressant ici. En renvoyant pour le reste au point 2.1., on se bornera à présenter ci-dessous la thèse de Frédéric DUMONT qui a directement interférée avec l'opération précédente (1.1.3. F.).

**Géographie et inégalités dans l'accès à l'enseignement supérieur : Le cas exemplaire de la région Nord-Pas-de-Calais, Thèse de Frédéric DUMONT (Directeur de thèse : Pierre Jean THUMERELLE)**

L'évolution spectaculaire de l'enseignement supérieur depuis quelques décennies n'est pas une spécificité du Nord-Pas-de-Calais. La région participe en cela à un phénomène mondial. Le poids de la demande sociale de formation est considérable parmi les facteurs de cette croissance, mais les inégalités sociales qui confortent ou amplifient le système d'éducation ne le sont pas moins (première partie). Parallèlement, l'offre de formation s'est développée spatialement, le réseau universitaire a éclaté et de nouveaux acteurs, les collectivités territoriales, sont intervenues dans le jeu de l'enseignement supérieur. De cette évolution spectaculaire, résulte, dans la région Nord-Pas-de-Calais, un enseignement supérieur puissant, parmi les plus puissants en France (deuxième partie). Il convient toutefois de relativiser cette puissance régionale. En termes de taux de scolarisation post-bacca, la région Nord-Pas-de-Calais occupe une place médiocre qui ne correspond pas à son rang démographique. A l'intérieur de la région, les inégalités spatiales d'accès à l'enseignement supérieur sont violentes. La faiblesse de l'orientation vers les formations universitaires longues, responsable de cet état, incite à en chercher les causes dans la structure démographique et socio-économique de ces espaces géographiques. Mais l'offre de formation et sa localisation spatiale, en particulier de formations universitaires longues, très concentrées dans l'espace régional, revêt ici une importance considérable (troisième partie).

#### **Références de la thèse**

DUMONT Frédéric (1993), *Géographie et inégalités dans l'accès à l'enseignement supérieur : Le cas exemplaire de la région Nord-Pas-de-Calais.*, Thèse de Géographie Humaine soutenue le 22 janvier, Université des Sciences et Technologies de Lille.

\*

\* \* \*

# 1 LES ACTIVITÉS PRODUCTIVES ET LEURS MUTATIONS

## 1.2. SERVICES , INFORMATION , ORGANISATIONS DES ACTIVITÉS PRODUCTIVES

### LES OPÉRATIONS DE RECHERCHE CONCERNÉES PAR LE THEME 1.2.

#### 1.2.1. Services et montée du contenu informationnel des activités

##### A. Services I

- Les relations entreprises-consultants
- Le management du conseil
- Le rôle des services aux entreprises dans le développement économique

##### B. Services II :

- Comparaison France-Etats-Unis en matière de productivité et d'efficacité des activités de services
- Croissance et régulation des services, relations et conventions de service
- Economie de la R-D et de l'innovation dans les services
- Economie de l'information et économie des services

##### C. Services, cultures, mondialisation (l'exemple du rôle des juristes dans les relations internationales)

##### D Nouveaux projets sur les services

#### 1.2.2. Nouvelles Formes d'Organisation et de Gestion des Firmes. Évolutions de Longue Période

##### A. Les Mutations des organisations industrielles

- Implantation et développement des organisations qualifiantes
- L'entreprise face à l'intégration

##### B. Recherche sur les fondements et les implications du nouveau mode d'organisation et de gestion d'inspiration japonaise.

##### C. Construction et mobilisation des ressources. Le cas des industries et services informationnels

##### D. Évolution des entreprises en longue période

##### E. Histoire des entreprises du Nord-Pas-de-Calais en longue période

##### F. Fonctions, rôles des dirigeants et évolution des entreprises

##### G. Le rôle des structures institutionnelles dans les politiques des firmes

##### H. Théorie de la firme

##### I. Stratégie, mise en oeuvre et management de projets

##### J. Les déterminants des systèmes de contrôle de gestion d'entreprise. Vers une analyse cognitive

##### K. Dynamiques d'innovation et différenciation des produits et des marchés

##### L. La C.G.T. et l'intervention dans la gestion : stratégies et pratiques. Une approche pluridisciplinaire

#### 1.2.3. Du monde de la mine aux sécurités industrielles dans les industries stratégiques

##### A. Contributions à la Sociologie comparative et historique de la production et du travail

##### B. Politiques et techniques des sécurités industrielles dans les industries stratégiques



## PRÉSENTATION DES OPÉRATIONS PARTICIPANT AU THÈME 1.2. "SERVICES, INFORMATION, ORGANISATIONS DES ACTIVITÉS PRODUCTIVES"

L'analyse des transformations des activités productives sous l'angle de la montée de l'informationnel et des services, de l'émergence de nouvelles formes d'organisation et de gestion des firmes, constitue un axe privilégié par l'IFRESI, avec une forte exigence d'ancrage empirique venant nourrir des contributions et modélisations théoriques. Il s'agit de l'un des axes où le dialogue et l'échange d'expérience entre disciplines différentes est le plus important et le plus fructueux, et l'on peut prédire que ces interactions vont progresser, sous l'effet de nouvelles problématiques et de nouveaux enjeux scientifiques qui se sont développés dans la période 1989-1993. A cet égard, on peut mentionner :

- l'enjeu que représente une meilleure articulation théorique entre la professionnalisation des individus et ce que l'on pourrait désigner comme "la professionnalisation de l'organisation"
- la nécessité, pour construire une économie des transactions cognitives et informationnelles (entre organisations, ou au sein d'une organisation), d'une analyse simultanée des coûts, des stratégies d'acteurs, et des procédures d'apprentissage
- les besoins de croiser les approches de l'économie industrielle, de la géographie économique et de la sociologie des organisations et des interactions, si l'on veut représenter
  - 1) le rapport de la production et de l'usage des services et des activités informationnelles
  - 2) les formes d'innovations qui prévalent dans de telles activités
  - 3) les modes de spatialisation de ces activités
- l'émergence au sein de l'IFRESI de problématiques d'évaluation concernant plusieurs axes et notamment, pour celui qui est présenté ici, l'évaluation de l'efficacité des transferts de savoir et l'évaluation des performances des services.

Au sein des diverses recherches de cet axe, plusieurs regroupements se manifestent. Les recoulements et les complémentarités sont cependant nombreux. Ils seront systématiquement soulignés.

### 1)

Les services et l'information constituent le thème générique d'un premier ensemble de travaux. En raison notamment de son caractère fédérateur, ce pôle est d'une grande importance au sein de l'IFRESI. La convergence thématique qui le caractérise lui confère en effet une forte cohérence interne. Il entretient également une grande ouverture vers de nombreux autres champs de recherche qu'il s'agisse de l'organisation et de la gestion des services, de l'économie régionale et urbaine, de l'économie et de la géographie industrielle et de l'innovation, de l'économie internationale et du développement, de l'économie et de la gestion de l'emploi et des ressources humaines ou de l'économie et de la sociologie de la relation de service.

Au sein de ce pôle, différentes recherches portent sur l'analyse des relations entre l'industrie et les services.

Une première approche étudie sur le plan théorique les relations entreprises-consultants en multipliant les terrains d'enquête, tout en élaborant des réflexions méthodologiques et des indications normatives plus générales sur le "management du conseil" (J.C. Delaunay, J. Gadrey, C. Gallouj, F. Gallouj, F. Martinelli, F. Moulaert, P. Tordoir). Le rôle des services "avancés" dans les dynamiques économiques régionales est ainsi examiné (C. Gallouj, cf. aussi la rubrique 2.2.2), tandis qu'une attention particulière est portée aux spécificités des relations PME-consultants (E. Hégo). L'organisation fonctionnelle et spatiale des firmes de conseil — et tout particulièrement de conseil en technologie de l'information — fait l'objet d'un approfondissement important (F. Djellal, F. Martinelli, F. Moulaert). Ce thème est élargi à l'ensemble des activités du "tertiaire supérieur" sous l'angle de leur organisation en réseau et dans le cadre des mutations urbaines (P. Bruyelle, C. Gallouj, F. Moulaert, A. Thuru) (cf. la rubrique 2.2.2).

Une seconde approche dont il est rendu compte dans la rubrique 2.2.3. (M. Delpierre, F. Djellal, G. Fiévet, C. Mahieu) concerne les "transferts de technologie" ou plus exactement les relations entre la recherche et l'industrie, et les activités d'intermédiation qui jouent un rôle sous-estimé mais pourtant central dans ces relations.

## **1.2. Services, information, organisations des activités productives**

---

Une dernière approche analyse, dans une perspective patrimoniale, les politiques publiques d'information et leur rôle dans la production et la diffusion des informations aux entreprises (T. Ribault). C'est également une approche patrimoniale qui est au centre des réflexions engagées sur le thème des "produits-services" touristiques (P. Cuvelier) et sur celui de l'économie de l'environnement et du patrimoine (E. Torres).

Certains chercheurs ont choisi d'étendre aux services le champ de l'économie de l'innovation en traitant de la R&D et de l'innovation dans les services et en tentant d'aller au-delà des approches industrialistes (F. Gallouj, J. Gadrey). D'autres chercheurs adoptent une démarche similaire en traitant de la construction et de la mobilisation des ressources dans les industries et les services informationnels (S. Dickel, P. Grevet, M. Lemattre, J.M. Scheer).

L'économie des services est encore plus directement approfondie dans plusieurs recherches portant sur la croissance et l'internationalisation des services (J. Gadrey, J.C. Delaunay) et sur les instruments (concepts et indicateurs) de la mesure de la productivité des activités de services en France et aux États-Unis (J. Gadrey, T. Noyelle et T. Stanback). Cette question fondamentale est transposée dans le domaine particulier des services publics; ainsi, les Caisses d'Allocations Familiales font-elles l'objet d'une investigation approfondie (S. Adjerad). Dans cette même perspective "d'évaluation", le rôle des services de conseil rendus aux administrations publiques et aux collectivités locales et territoriales est examiné (C. Gallouj). L'aspect international de ces études a débouché sur des travaux plus spécifiques sur les services juridiques en Europe et dans les pays arabes (J.C. Delaunay, F. Gallouj) et sur le rôle des services aux entreprises dans le développement industriel des PVD (F. Jany-Catrice, C. Gallouj).

2)

Quelles conséquences tirer des mutations de la nature des activités en ce qui concerne l'organisation des firmes ? C'est à cette question que cherchent à répondre un certain nombre de travaux. Parmi eux, certains explorent les nouveaux modèles de la production et du travail : la face cachée et peu attrayante du "modèle californien" (O. Kourchid), le concept d'organisation qualifiante qui reste largement à construire (C. Mahieu). De manière plus transversale, la notion de modèle elle-même est soumise à l'analyse critique (F. Héran). Un autre groupe de chercheurs contourne cette question des modèles en étudiant les modalités de gestion de la main-d'œuvre. Celles-ci dépendent en particulier de la segmentation du marché du travail et du caractère quasi-fixe du facteur travail (cf. aussi la rubrique 1.1.). Appliquée aux industries des matériels informationnels, cette problématique permet de mettre en évidence différents systèmes d'emploi (M. Lemattre) et de dégager dans les services et le commerce des modalités particulières de gestion des ressources humaines (J. Gadrey et N. Gadrey).

D'autres économistes et chercheurs en gestion envisagent cette question sous l'angle de la théorie de la firme et de la figure de l'entrepreneur. Ce thème générique peut être subdivisé en différents groupes selon la méthodologie adoptée.

Un premier groupe est composé de travaux privilégiant l'approche *théorique*. L'un de ceux-ci examine la théorie de la firme et de l'entrepreneur au travers de l'histoire de la pensée économique (A. Hamdouch, E. Wanscoor), rejoignant ainsi les travaux en économie de l'innovation industrielle et de service. Un autre est consacré au rôle des structures institutionnelles dans les politiques des firmes et à leur impact sur les stratégies de financement, d'investissement et d'innovation (équipe animée par F. Milléquant).

Un second groupe privilégie l'approche *empirique* (panel d'une centaine d'entreprises). Il se consacre à l'étude des facteurs explicatifs des processus d'évolution des entreprises en longue période. Ce travail mobilise l'ensemble des chercheurs de l'URA 936. Au sein de cette équipe certains chercheurs s'intéressent plus précisément aux fonctions et aux rôles des dirigeants d'entreprise dans cette évolution de longue période (A. Abiassi, M. Bélanger, J.P. Debourse, G. Dokou).

Un troisième groupe approfondit les travaux précédents sous l'angle régional. Il adopte une approche *historique* et retrace, sur deux siècles, l'histoire d'une centaine d'entreprises du Nord-Pas-de-Calais (A. Abiassi, M. Bélanger, J.P. Debourse, G. Dokou, H. Oualidi, C. Schnakenbourg).

## **1.2. Services, information, organisations des activités productives**

---

Des recherches sont en cours sur des questions relatives aux nouvelles formes de gestion de la firme : construction d'un nouveau paradigme de contrôle de gestion (A. Desremaux, R. Dumoulin, K. Ben Hadj Ali), analyse de la gestion adaptative des portefeuilles de produits et des stratégies d'innovation des firmes (F. Salerno, C. Benavent, R. Ladwein, A. Desreumaux), amélioration de l'"implémentation" et du management de projets (J.P. Debourse, J. Hoflack, M. Bélanger). Une participation est assurée à une approche pluridisciplinaire portant sur les stratégies et pratiques de l'intervention des syndicats dans la gestion (participation de R. Delacroix et O. Dembinski à une recherche menée par une équipe extérieure sous la responsabilité de J. Lojkine).

3)

Un dernier groupe de chercheurs, sociologues de la production et du travail, étudie principalement l'évolution sociale de certaines activités professionnelles confrontées à des changements techniques et organisationnels et notamment dans l'histoire de l'extraction du charbon (F. Giard et O. Kourchid). Ces mêmes préoccupations sont présentes chez ceux qui étudient le concept d'organisation qualifiante (C. Everaere, F. Héran, C. Mahieu).

Ce groupe s'intéresse aussi aux questions essentielles de la rationalisation et des politiques et techniques des sécurités industrielles. L'étude de ces thèmes, qui constitue l'objet principal de certaines recherches (F. Giard, O. Kourchid), suppose une mise en perspective historique et une place centrale accordée au travail et à son organisation.

En résumé, le thème "Services, Information, Organisations des Activités Productives" a acquis désormais une grande cohérence grâce à de forts éléments communs de méthodologie et aux multiples complémentarités des recherches qui y sont conduites.



## **1.2.1. SERVICES ET MONTÉE DU CONTENU INFORMATIONNEL DES ACTIVITÉS**

### **1.2.1. A. SERVICES I (OPERATION EN COURS) : LES RELATIONS ENTREPRISES CONSULTANTS ; LE MANAGEMENT DU CONSEIL, ET LE RÔLE DES SERVICES AUX ENTREPRISES DANS LE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE**

**Chercheurs (LAST-CLERSE): Jean-Claude DELAUNAY (MC), Jean GADREY (PR), Camal GALLOUJ (IE), Faïz GALLOUJ (ATER), Edith HEGO (AL), Florence JANY-CATRICE (MC) Frank MOULAERT (MC)**

**Chercheurs d'autres équipes : Flavia MARTINELLI (Université de Reggio de Calabre), Pieter TORDOIR (TNO-DELFT, Pays-Bas)**

#### **Présentation et résultats :**

Faisant suite à la rédaction d'un rapport pour le Commissariat Général du Plan (1988) intitulé "La demande de services complexes des firmes multinationales et l'offre correspondante", les auteurs ont prolongé la recherche, tant sur le plan théorique qu'en matière d'investigations empiriques (vagues d'enquêtes en 1990 et 1991). De nouveaux résultats ont aussi pu être dégagés et publiés, visant à prendre du recul vis-à-vis de ceux obtenus en 1988. La plus grande partie du travail de synthèse correspond à la mise au point et à la publication, en novembre 1992, d'un ouvrage collectif "Manager le conseil : stratégies et relations des consultants et de leurs clients", contenant à la fois des réflexions méthodologiques et des indications normatives, voire des "conseils".

Près d'un million de personnes travaillent en effet en France dans les branches et secteurs prestataires de services d'études et de conseil destinés, en majeure partie, aux entreprises et organisations. Il s'agissait de contribuer à analyser leur activité, ainsi que celle des centaines de milliers de consultants internes dont les fonctions et les compétences sont du même ordre que celles des consultants externes, en distinguant trois grandes questions :

- les raisons de la croissance des besoins de conseil;
- les modes de gestion de l'"approvisionnement en savoirs" via le conseil;
- l'organisation, le management et les stratégies des firmes de conseil elles-mêmes.

A l'occasion de ces recherches, plus de deux cent personnes ont été rencontrées et nous ont accordé des entretiens dont la plupart ont été enregistrés avant analyse. Il s'agit à la fois de consultants "externes", de consultants "internes", et de dirigeants d'entreprises faisant appel aux uns et aux autres. Les référents théoriques principaux, mobilisés pour l'interprétation de cette information abondante, ont été l'économie et la sociologie des organisations, des transactions et des interactions, et les concepts de stratégies d'entreprises et d'analyse de la concurrence.

Dans le prolongement de ce travail, un nouveau projet a été élaboré et pris en charge depuis le début de 1992 par E. Hégo, en collaboration avec l'INRA (compte tenu du choix du secteur des IAA comme l'un des terrains d'enquête). Ce projet vise à analyser les relations entreprises-consultants dans le cas des PME, qui constituent un segment de clientèle visé par les cabinets de conseil, mais où la réussite des transferts de savoir est beaucoup plus problématique (programme 1993-95). Un premier article a été rédigé sur ce thème.

La relation entreprises-consultants s'inscrit dans l'espace et pose, entre autres questions, celle de la place des services aux entreprises dans les dynamiques régionales de développement, objet d'un programme de travail pris en charge par C. Gallouj (thèse en cours d'achèvement, articles publiés). La théorie des services "suiveurs" y est notamment soumise à critique, à la fois sur un plan théorique et sur la base d'une vaste enquête auprès d'offreurs et d'entreprises clientes de ces services.

### **1.2.1. Services et montée du contenu informationnel des activités**

---

Enfin, dans le prolongement de ces travaux, a été développée la problématique du rôle des services aux entreprises dans le développement industriel des pays en développement. Cette recherche a été conduite par Florence Jany-Catrice dès 1988. Les spécificités des apports des services aux entreprises dans le cadre des P.V.D. ont été développées à la fois sur la base d'enquêtes réalisées en Tunisie (Contrat CNUCED) et à un niveau théorique, permettant la rédaction d'un thèse (Juin 1991), et de plusieurs articles. Les résultats principaux ont trait notamment à la nature spécifique des services utilisés dans les P.V.D. (primauté des services d'assistance), et également au transfert de connaissances réalisé par les services aux entreprises dans des cas spécifiques de partenariat.

#### **Financements**

Commissariat Général du Plan, Ministère de l'Economie des Pays-Bas, IFRESI-CNRS, Conseil Régional du Nord-Pas de Calais, INRA, CNUCED, Chambre de Commerce et d'Industrie de Lille-Roubaix-Tourcoing.

#### **Publications du groupe d'opérations**

DELAUNAY J.C. , Services complexes : comment optimiser leur rentabilité pour l'entreprise, *Revue Française de Gestion*, déc. 1989

GADREY J. et GALLOUJ F., "The Provider-Customer Interface in Business and Professional Services : Moment of Truth, Moment of Trust, Moment of Thrust", *The Wharton Conference on Service Management, Technology and Economics*, Philadelphie, 23-24 octobre 1992.

GADREY J., GALLOUJ C., GALLOUJ F., MOULAERT F., MARTINELLI F., TORDOIR P., *Manager le conseil*, Edisciences-Mc Graw Hill, 1992.

GADREY J., FLEURY B. (avec GALLOUJ C. et CATRICE F.), La recherche sur les services aux entreprises, bilan prospectif et intérêt pour les entreprises, *rencontres chercheurs-professionnels*, Ministère de la Recherche, 7 mars 1990

GADREY J., L'organisation de la grande entreprise et son mode de recours aux services de conseil, *Revue d'Economie Industrielle*, 3ème trimestre 1989

GADREY J., MILLEQUANT F., Les services et le développement régional, rapport de synthèse du groupe "prospective services", Conseil régional du Nord-Pas de Calais, juin 1992.

GADREY J., Nouvelles stratégies de l'offre de conseil aux entreprises, *Revue Française de Gestion*, déc. 1989

GALLOUJ C. (Avec SAMSOEN L. et TRUANT S), "la métropole lilloise et les services en réseau : éléments pour une stratégie de prospection tertiaire". Etude Pour la CCI-APIM, 1992.

GALLOUJ C. "Conseils en recrutement et chasseurs de têtes : un point de vue régional et national". Rapport de recherche, ERMES, Université de Lille 1, 100 p, 1991.

GALLOUJ C. "Le marché des bureaux sur la métropole Lilloise : mobilité des entreprises et organisation en réseaux." enquête en collaboration avec la C.C.I. de Lille-Roubaix-Tourcoing, Département études et projets, 1992.

GALLOUJ C. "Les services aux entreprises dans le Nord-Pas-de-Calais". Enquête régionale en collaboration avec le service des études de la Chambre Régionale de Commerce et d'Industrie du Nord-Pas-de-Calais. 61 p., 1989.

GALLOUJ C., avec MOULAERT F., BRUYELLE P., THURU A., *L'évolution des centres tertiaires des années soixante, mobilité des entreprises et réorganisations urbaines: les cas des métropoles de Lille et Lyon*, Rapport intermédiaire de recherche. DATAR et Plan Urbain, 1992

GALLOUJ C., "Commerce extra-régional de services aux entreprises et développement régional dans le Nord-Pas-de-Calais", *Cahiers Lillois d'Economie et de Sociologie*, à paraître.

GALLOUJ C., "La demande de services rendus aux entreprises dans le Nord-Pas-de-Calais : vers une reprise en mains régionale du marché ?", *Cahiers Lillois d'Economie et de Sociologie* n° 14, 2ème semestre 1989.

GALLOUJ C., "Les agences conseil en publicité au Maroc : situation, stratégies et perspectives", *Revue Française de Marketing*, Juin 1992

GALLOUJ C., *Les services de haut niveau aux entreprises et développement régional : enjeux pour le Nord-Pas-de-calais*. Rapport de recherche pour le Conseil Régional du Nord-Pas-de-Calais. Février 1990, t.1, 117 p.; t.2, 57 p.

GALLOUJ C., MOULAERT F., "Locational Strategies of Advanced Producer Services Firms : the Limits of Economies of Agglomerations", *Service Industries Journal*, avril 1993

### **1.2.1. Services et montée du contenu informationnel des activités**

---

- GALLOUJ C., MOULAERT F., "Tertiaire supérieur, hiérarchie urbaine et politique publique", Colloque de Lille, 21-22 Mai 1992, à paraître aux Presses Universitaires de Lille en 1993
- HEGO E., COLLOMBEL B., JOIGNAUX G., Le recours aux services de haut niveau dans les PME agro-alimentaires régionales, Rapport pour le Conseil Régional du Nord-Pas-de-Calais, avr. 1992 (collab. avec l'INRA)
- JANY-CATRICE F., Les filiales des firmes multinationales dans les Pays en voie d'industrialisation: des effets contradictoires d'insertion par les services, *Communication aux "Deuxièmes Journées de l'IFRESI"*, Lille, 24-25 Janvier 1991.
- JANY-CATRICE F., BONAMY J., La dynamique des services aux producteurs dans le développement économique tunisien, *Mission de la C.N.U.C.E.D. pour l'A.P.I.*, Août 1989.
- JANY-CATRICE F., *Le rôle des services aux entreprises dans le processus d'industrialisation des pays en voie de développement*, Thèse de Doctorat en Sciences Economiques, Université de Lille 1, Juin 1991.
- JANY-CATRICE F., "Les filiales des firmes multinationales en Tunisie: des effets contradictoires d'insertion locale par les services", *Revue d'Economie Industrielle*, n°57, 3ème trimestre 1991.
- JANY-CATRICE F., "Nature des services rendus aux entreprises dans les pays en voie de développement", *Mondes en Développement*, 1992.

\*

\* \* \*

### **1.2.1. B. SERVICES II (OPÉRATION EN COURS) :**

- 1) COMPARAISON FRANCE-ETATS-UNIS EN MATIÈRE DE PRODUCTIVITÉ ET D'EFFICACITÉ DES ACTIVITÉS DE SERVICES**
- 2) CROISSANCE ET RÉGULATION DES SERVICES, RELATIONS ET CONVENTIONS DE SERVICE**
- 3) ÉCONOMIE DE LA R-D ET DE L'INNOVATION DANS LES SERVICES**
- 4) ÉCONOMIE DE L'INFORMATION ET ÉCONOMIE DES SERVICES**

Chercheurs (LAST-CLERSE) : Jean GADREY (PR), Jean-Claude DELAUNAY (MC), Faïz GALLOUJ (ATER), Thierry RIBAULT (Boursier post-doc CNRS) + Chercheur (LASTREE-CLERSE) : Nicole GADREY (MC)

Chercheurs d'autres équipes : Thierry NOYELLE (Columbia University), Thomas STANBACK (Columbia University)

#### **Bilan scientifique des opérations**

##### **1) COMPARAISON FRANCE-ETATS-UNIS EN MATIÈRE DE PRODUCTIVITÉ ET D'EFFICACITÉ DES ACTIVITÉS DE SERVICES**

La recherche comparative France -Etats-Unis menée depuis le début de 1989 s'appuie sur cinq études de cas (le transport aérien, le commerce de détail, les hôpitaux, les assurances et la restauration commerciale). Le problème traité au cours de ces trois années de recherche peut être défini à partir des questions suivantes : Quelles impressions retire-t-on de la confrontation des statistiques usuelles en matière de gains de productivité dans les services aux Etats-Unis et en France ? Quelles sont les méthodes utilisées dans les deux pays pour produire ces statistiques et quel jugement peut-on porter sur leur pertinence ? Quelles méthodes alternatives peut-on proposer pour approcher de plus près l'efficience du travail dans ces activités et son évolution dans la période récente ?

Enfin, sur un plan plus théorique, la question centrale était : Comment ces analyses comparatives et ces investigations de terrain permettent-elles de porter un diagnostic sur la pertinence scientifique de ces deux concepts clés de l'analyse économique que sont ceux de "produit" et de "productivité", et, au-delà, sur la signification du concept de croissance économique lui-même ?

Les méthodes traditionnelles sont passées en revue et critiquées dans chacune des cinq études menées. Il apparaît alors que, dans la plupart des cas, tant aux États-Unis qu'en France, ces méthodes sont incapables de saisir la dimension de service des activités soumises à la mesure et par conséquent

### **1.2.1. Services et montée du contenu informationnel des activités**

---

d'évaluer les gains correspondants d'efficience opérationnelle. Ceci tient à plusieurs raisons dont les principales sont les suivantes :

- dans certains cas, les méthodes de mesure du produit "réel" sont fondées sur des ventes déflatées et non sur les notions de valeur ajoutée ou de marge.
- dans la plupart des cas, la décomposition de l'activité et de ses produits en sous-catégories suffisamment homogènes (nomenclatures) est tellement grossière qu'aucun indice de volume ou de prix n'est à même de refléter les variations (au cours du temps, ou entre pays différents) de la complexité des prestations.
- dans l'un des cas (l'assurance, en France), la méthode d'évaluation du produit "réel", assez raffinée au départ, prévoit une procédure finale qui conduit par définition à annuler toute perspective de gains de productivité.

L'ensemble des propositions méthodologiques que nous avançons repose sur l'idée qu'il faut réintégrer la dimension de service comme composante essentielle de l'analyse du produit "réel", même si cela doit conduire à abandonner l'idée d'obtenir un indicateur synthétique unique de "productivité". Les résultats obtenus en appliquant ces méthodes alternatives sont très différents. Ils aboutissent en particulier à l'idée que les écarts entre la France et les Etats-Unis n'ont pratiquement rien à voir avec l'idée d'une efficacité inférieure et progressant plus lentement dans le second pays.

## **2) CROISSANCE ET RÉGULATION DES SERVICES, RELATIONS ET CONVENTIONS DE SERVICE**

Cette opération, qui se poursuivra en 1993-94, a pour principaux objectifs une approche théorique

- a) de la croissance des services dans les économies développées (objet de l'ouvrage de synthèse "l'économie des services") et des représentations de cette croissance par les grands courants de la pensée économique (objet de l'ouvrage "Services in Economic Thought", avec J.C. Delaunay);
- b) des formes de leur internationalisation (en particulier en Europe de l'Ouest et de l'Est). L'une des "idées neuves en Europe" étant celle de la coopération susceptible de contribuer au développement des services à l'Est, un bilan en a été établi, assorti de propositions. L'ensemble a fait l'objet de présentations et de discussions au cours d'une Conférence des Nations-Unies (La Haye, octobre 1990);
- c) des modes de régulation des relations de service et du rapport salarial correspondant. Cette question a fait l'objet d'un travail de synthèse et de confrontation des principaux travaux existant en France et à l'étranger sur le thème de la gestion des ressources humaines dans les services et le commerce, notamment autour des pratiques et des théories de la flexibilité et de la segmentation. Précedée par un travail théorique ayant donné lieu à publication (*Formation-Emploi*) et s'appuyant par ailleurs sur une recherche menée par le LASTREE, cette opération a inclus l'organisation d'une rencontre internationale économistes-sociologues (LAST-LASTREE) à Lille en mars 1990. Elle s'est achevée par la mise au point d'un ouvrage collectif, coordonné par J. et N. Gadrey, construit à partir de versions révisées des communications à cette rencontre.
- d) des fondements possibles d'une socio-économie des contrats et conventions de service.

## **3) ECONOMIE DE LA R-D ET DE L'INNOVATION DANS LES SERVICES**

Le point de départ de cette opération est le constat suivant : la majeure partie de la littérature consacrée à l'innovation dans les services a trait en réalité à l'innovation technologique (informatique et télécommunication) appliquée aux services. Ainsi l'éclairage n'est-il mis que sur une partie de la réalité de l'innovation dans les services : la plus spectaculaire (mais pas toujours la plus importante ni la plus spécifique), la plus perceptible aux outils analytiques traditionnels mis au point pour approcher l'innovation industrielle.

Il s'agit par conséquent d'examiner "la face cachée" de cette innovation : celle qui échappe, dans une certaine mesure, à ces outils. La réalisation de cet objectif est entreprise selon deux axes :

- l'un de recension théorique : le centre d'intérêt analytique est ainsi progressivement déplacé de l'extrême technologiste, où il est le plus souvent confiné, vers l'extrême serviciste en passant par une position médiane constituée par les approches intégratrices.
- l'autre de mise en évidence empirique : plus de 140 entretiens ont été réalisés dans différentes catégories de firmes de conseil en France aux Etats-Unis et aux Pays-Bas. Ils ont notamment permis de

### **1.2.1. Services et montée du contenu informationnel des activités**

---

mettre en évidence les spécificités des formes et des modes de production de l'innovation dans ce type d'activités.

Cette opération doit se poursuivre durant la période 1993-1995 dans le sens :

- d'un élargissement de la mise en évidence empirique au domaine des assurances et des services d'informations professionnelles (contrat avec l'UAP);
- et d'une réflexion de nature plus opérationnelle sur des indicateurs et des critères de R-D spécifiques aux services (contrat avec le MRT).

## **4) ECONOMIE DE L'INFORMATION ET ÉCONOMIE DES SERVICES**

Un travail comparatif sur les politiques publiques d'information au Japon, aux Etats-Unis, au Royaume-Uni, en R.F.A. et en France, est venu alimenter l'idée que les degrés de négociation et de compromis entre des légitimités divergentes en matière de politiques publiques d'information sont variables selon les pays, et que les Etats-Unis se distinguent des pays européens par l'importance qu'ils accordent aux débats sur le rôle du gouvernement fédéral dans la production et la diffusion d'information. L'idée de l'information comme patrimoine naissait de ces missions. Parallèlement nous avons mené plusieurs études sur les usages et l'offre d'information en France et au niveau européen au sein de l'Observatoire du Marché de l'Information de la Commission des Communautés Européennes (DG XIII). Ce capital d'expériences de terrain sera décisif dans l'élaboration d'un cadre théorique renouvelé de l'économie de l'information.

En liaison avec les disciplines "traditionnelles" de l'économie de l'information, nous avons développé une approche patrimoniale de l'information, que nous avons baptisée "écologie de l'information". Les préoccupations de cette approche sont centrées sur la valorisation des gisements d'information qui sont effectivement ou virtuellement au service du système productif, ainsi que sur le rôle des politiques publiques d'information dans cette valorisation.

Cette opération devrait se poursuivre par un projet d'étude de l'info-structure japonaise qui s'inscrit dans le cadre d'un financement post-doctoral de la Japan Society for the Promotion of Science (dépendant du Ministère de l'Education Japonais). Le laboratoire d'accueil pour une période d'un an est le Département R&D du NACSIS (National Center for Science Information Systems). Il s'agit notamment de comprendre les comportements informationnels du système productif japonais, de confronter le cadre conceptuel de "l'approche patrimoniale de l'information" à la réalité japonaise et d'analyser les modes de valorisation à l'œuvre dans l'info-structure japonaise.

### **Financements**

Ministère de la Recherche (programme HTT), Conseil Régional Nord - Pas-de-Calais, CNRS (IFRESI), Université de Lille I, Commission Economique pour l'Europe des Nations-Unies, Service World Forum, Ministère de l'Artisanat et du Commerce (Mission d'Etude des Services), Association de Genève (Assurances).

### **Publications du groupe d'opérations**

DELAUNAY J.C., GADREY J., *Services and Economic Thought, Three Centuries of Debate*, Dordrecht, Kluwer, 1992.

GADREY J. et GALLOUJ F., "The Provider-Customer Interface in Business and Professional services : Moment of Truth, Moment of Trust, Moment of Thrust", *Conférence internationale "The Service Productivity and Quality Challenge"*, Wharton School, Philadelphie, 23-24 octobre 1992.

GADREY J. et N. GADREY (éds), *La gestion des ressources humaines dans les services et le commerce*, l'Harmattan, avril 1991, 224 p.

GADREY J., "Analyzing Performances in Services", *7th Annual Seminar on the Service Economy*, Paris, 13-14 juin 1991, 10 p.

GADREY J., Co-entreprises and Intercorporate Networks as Service Delivery Channel in East-West Relations, Service World Forum Meeting, Budapest, 10-11 sept. 1990.

GADREY J., GALLOUJ F., MOULAERT F., RIBAULT T. Economie des services : quelques aspects des recherches récentes, *Cahiers Lillois d'Economie et de Sociologie* n° 20, 2<sup>e</sup> semestre 1992.

GADREY J., *L'économie des services*, La Découverte, Coll. Repères, 1992.

### **1.2.1. Services et montée du contenu informationnel des activités**

---

- GADREY J., L'internationalisation des services personnels et collectifs et le développement économique en Europe de l'Ouest et de l'Est, Rapport général pour la Conférence des Nations-Unies (Commission Economique pour l'Europe), 9-12 octobre 1990, La Haye, 23 p., publié in : *Cahiers Lillois d'Economie et de Sociologie* n° 17, 1<sup>er</sup> semestre 1991
- GADREY J., La productivité des systèmes hospitaliers : une méthodologie critique, *Cahiers Lillois d'Economie et de Sociologie*. Déc. 1989
- GADREY J., Le casse-tête de la productivité bancaire : *Annales des Mines*, Série "Gérer et comprendre", Déc. 1989, p. 27-35
- GADREY J., Le service n'est pas un produit : quelques implications pour l'analyse économique et pour la gestion. Colloque "A quoi servent les usagers?", organisé par le Plan Urbain, la RATP et la DRI, Paris, 16-18 janvier, 25 p. Publié en mars 1991 in *Politiques et Management Public*.
- GADREY J., Les services et les transformations de l'Europe de l'Ouest et de l'Est, Journées de l'IFRESI, 24-25 janvier 1991, 8 p.
- GADREY J., Les systèmes d'emplois tertiaires : de la segmentation flexible aux approches typologiques, *Formation-Emploi*, janvier 1990.
- GADREY J., "Logique de productivité et logique de service", *Quatrième Université d'été "Sciences Sociales et Entreprises"*, Cargèse, 25-29 sept. 1992.
- GADREY J., NOYELLE T, STANBACK T., La productivité dans les services aux Etats-Unis et en France, rapport pour le Ministère de la Recherche, février 1991, 200 p. et février 1992, 250 p.
- GADREY J., NOYELLE T., STANBACK T., Investigation on the Service Dimension of the Food Retailing Sector, Séminaire international de recherche en management des activités de service, La Londe les Maures, 5-8 juin 1990, 14 p.
- GADREY J., NOYELLE T., STANBACK T., Les rendements décroissants du concept de productivité dans l'analyse de l'efficacité du travail et des performances économiques, Journées d'économie du travail, Grenoble, 15-16 nov. 1990, 16 p. Publié in Jacot, Troussier (éds), *Travail, compétitivité, performances*, Economica 1992.
- GADREY J., NOYELLE T., STANBACK T., Productivity in the Services : Preliminary Findings from a Comparative Study of France and the United States, Conference : Policy and Economic Implications of Informational Technologies, The Jerome Levy Institute, Bard College, Annandale-on-Hudson, 4-5 mai, 25 p.
- GADREY J., "Peut-on comparer l'efficacité de la production de soins hospitaliers aux Etats-Unis et en France ?" *Solidarité-Santé, Etudes statistiques*, n° 1, janvier 1992, pp. 19-30.
- GADREY J., Prendre la mesure de la croissance des services, *Dossiers de l'Observatoire*, Direction de l'Aménagement et de l'Urbanisme, Paris, janvier 1993.
- GADREY J., Productivité et service dans le grand commerce alimentaire en France et aux Etats-Unis, *Revue Française de Marketing*, déc. 1991
- GADREY J., "Productivité, information et service", *Le Communicateur*, 17, printemps 1992, p. 49-60.
- GADREY J., Quelles activités économiques pour les métropoles des régions de tradition industrielle ? Colloque de Lille, 21-22 mai 1992, à paraître aux Presses Universitaires de Lille.
- GADREY J., Rapports sociaux de service : une autre régulation, *Revue Economique*, Janvier 1990, p. 49-69.
- GADREY J., Relations et conventions de service, Communication aux premières journées de l'Association pour le Développement de la Socio-économie, Lyon, 13-14 novembre 1992.
- GADREY J., Société de services ou société de serviteur ? *Futuribles* n° 147, octobre 1990, p. 61-65
- GADREY J., Stratégies de productivité et stratégies de service dans le commerce de détail : concepts, évaluation, comparaison France-USA, rapport pour le Ministère de l'Artisanat et du Commerce, Déc. 1989, 45 p.
- GADREY J., Sur la croissance contemporaine de la demande finale de services, Colloque Annuel de l'AFSE, 18-19 sept. 1989. Nathan Economie, p. 91-100.
- GALLOUJ C, RIBAULT T., Etude sur *Les besoins d'information des entreprises de services*, pour l'Office Statistique des Communautés Européennes., mars 1992.
- GALLOUJ F., Cycles économiques et innovations de service : quelques interrogations à la lumière de la pensée schumpeterienne, *Communication aux troisièmes journées de l'IFRESI*, janvier 1993.
- GALLOUJ F., *Economie de l'innovation dans les services : au-delà des approches industrialistes*, Thèse de doctorat, Université de Lille I, novembre 1992.
- GALLOUJ F., *Formation du capital d'expertise et processus d'innovation dans les activités de conseil aux entreprises*, Rapport pour le Ministère de la recherche et de la technologie, décembre 1990.

### **1.2.1. Services et montée du contenu informationnel des activités**

---

- GALLOUJ F., L'organisation de l'entreprise et le recours au consultant, *Direction et Gestion*, n°134, janvier-février 1992.
- GALLOUJ F., La recherche et l'innovation dans les firmes de conseil : quelles structures d'accueil ? *Direction et Gestion* n° 128-129, 1991.
- GALLOUJ F., Le conseil juridique français : d'une logique professionnelle à une logique d'entreprise, *Revue trimestrielle du ressort de la cour d'appel de Versailles*, n° 22-23, février-mars 1992.
- GALLOUJ F., Les formes de l'innovation dans les services de conseil, *Communication aux "Deuxièmes journées de l'IFRESI"*, Lille, 24-25 janvier 1991.
- GALLOUJ F., Les formes de l'innovation dans les services de conseil, *Revue d'économie industrielle*, n°57, troisième trimestre 1991.
- GALLOUJ F., Specificities of Consultancy Services and Forms of Innovation, *Conférence au MERIT (Maastricht Economic Research Institute on Innovation and Technology)*, Maastricht (Pays-Bas), 26-27 février 1991.
- RIBAULT T., *Banques de données : le défi européen*, la revue du MOCI, automne 1989.
- RIBAULT T., Contributions au rapport *Information et compétitivité*, Commission Meyer, La Documentation Française, Paris, décembre 1990.
- RIBAULT T., *Des bases de données aux services complexes d'information professionnelle*, Revue Française de Gestion, janv-fev 90.
- RIBAULT T., *Formes et limites de la marchandisation de l'information - Pour une approche patrimoniale de l'économie de l'information* - Thèse de Doctorat, Université de Lille I, octobre 1991. A paraître chez A-Jour Editeurs, Paris, 1993.
- RIBAULT T., *Les banques de données au Japon : stratégies des acteurs et des pouvoirs publics*, rapport de mission pour le Ministère de l'Education Nationale, septembre 1989.
- RIBAULT T., *Les marchés de l'information : l'appréhendé et l'appréhendable*, in Réseaux : Communication, Technologies, Sociétés (CNET), nov-déc 1992, n°56.
- RIBAULT T., *Les pouvoirs publics japonais et l'industrie des banques de données*, in Le Documentaliste, revue de l'ADBS, octobre 1992, vol. 29 n°4-5.
- RIBAULT T., RONAI M., *L'archipel de l'information*, Le Monde Diplomatique, Manière de voir n°12, mai 1991.
- RIBAULT T., RONAI M., WASSERMAN F., *Les Politiques publiques en matière de banques de données*, étude pour le Commissariat Général du Plan, juillet 1989.

\*  
\* \* \*

### **1.2.1. C. SERVICES, CULTURES, MONDIALISATION (L'EXEMPLE DU RÔLE DES JURISTES DANS LES RELATIONS ÉCONOMIQUES INTERNATIONALES).**

**Chercheur (LAST-CLERSE): Jean-Claude Delaunay (MC)**

#### **Bilan scientifique de l'opération**

Objet : Etudier les services d'affaires permettant de mettre en rapport mondialisé les économies de zones culturellement différentes. Pour cerner cet objet de façon plus précise, on a choisi de n'étudier que les services juridiques d'affaires et leur rôle d'ajustement entre deux zones culturelles distinctes (européenne et arabe).

Méthode de recueil de l'information : Entretiens semi-directifs effectués auprès de juristes d'affaires français, allemands, britanniques, égyptiens, libanais, maghrébins (ordre chronologique de réalisation). Documentation livresque.

Résultats : Le rôle des juristes d'affaires internationales (opérateurs secondaires spécialisés) tend à s'affirmer auprès des opérateurs économiques primaires (commerçants, investisseurs). Ils ont un rôle d'ajustement entre des opérateurs dont la culture et l'approche juridiques diffèrent profondément. L'un des résultats de la recherche a consisté à mettre en lumière ces différences et à les ordonner conceptuellement. Mais, pour réaliser cette mise en phase, les opérateurs secondaires n'interviennent pas auprès des agents primaires de la même manière et pour les mêmes finalités selon leur position et leur poids dans le champ étudié. On a donc été conduit à expliciter le système organique formé par les

### **1.2.1. Services et montée du contenu informationnel des activités**

---

juristes d'affaires impliqués dans les relations euro-arabes, puis à éclairer le fonctionnement concret et différencié du champ. L'usage que l'on a fait des idées et théories de Pierre Bourdieu sur les pratiques sociales, pour étudier l'exemple précis que l'on s'était donné au départ, conduit, selon nous, à un dialogue peut-être intéressant avec cet auteur éminent.

**Financement : CNRS / Conseil Régional Nord-Pas de Calais (programme IFRESI)**

#### **Publications de l'opération**

DELAUNAY Jean Claude (1993), " Les cabinets juridiques d'affaires en Egypte, description et analyse", *Egypte Monde Arabe*, 2ème trimestre (en cours d'impression)

DELAUNAY Jean Claude (1993), *Services, Cultures, Mondialisation*, (les services juridiques dans les relations économiques euro-arabes), manuscrit pour édition, 300 p.

\*  
\* \* \*

### **1.2.1. D. NOUVEAUX PROJETS SUR LES SERVICES**

**Chercheurs (LAST-CLERSE) : Jean GADREY (PR), Florence JANY-CATRICE (MC), Camal GALLOUJ (IE), Saïd ADJERAD (AL), Pascal CUVELIER (BDI), Emmanuel TORRES (CE)**

1- La question de la «productivité» et de l'efficacité des services publics (Jean Gadrey, Florence Jany-Catrice, Camal Gallouj, Saïd Adjerad). Cette recherche prolonge à la fois l'opération France-Etats-Unis (qui concernait surtout des services marchands) et les travaux de Florence Jany sur la place des services dans les PVD. L'objectif est, d'une part, de préciser les contours multiples des concepts de «produit» et «d'efficacité» dans le cas de services publics où plusieurs registres de justification sont simultanément à l'œuvre. L'un des terrains faisant l'objet d'investigations approfondies sera celui des Caisses d'Allocations Familiales (contrat de financement d'une allocation, par convention avec le CNRS). On y examinera les méthodes (en cours d'expérimentation) d'évaluation de l'activité et des résultats ainsi que les «mécanismes incitatifs» entre la tutelle et les caisses, afin d'aboutir à une vision plus claire des enjeux et des «conventions» associés aux objectifs d'efficacité et de contrôle des coûts. Un projet se met également en place (Camal Gallouj) visant à analyser le rôle actuel et potentiel des services de conseil destinés aux administrations publiques et aux collectivités locales et territoriales.

2- L'économie des «produits-services» du tourisme et des transformations «post-fordistes» du tourisme de masse. Cette opération, menée par Pascal Cuvelier dans le cadre d'une allocation de thèse (fin 1992-fin 1995) vise à jeter les fondements d'une économie du tourisme empruntant notamment aux théories de la régulation et des «conventions». Au centre de l'analyse se trouveront les «produits» et services des grands opérateurs et acteurs de l'ingénierie touristique. Mais les mutations de cette activité seront situées dans le contexte plus large des transformations des «normes» de consommation de ces services particuliers, notamment sous l'angle du rapport au patrimoine naturel, culturel et monumental.

La question de l'économie et de la gestion «patrimoniales» des ressources fait d'ailleurs l'objet d'un programme en cours de lancement (Emmanuel Torres), à l'articulation de l'économie des services et de l'économie de l'environnement et du patrimoine. Ce thème était déjà au centre des travaux de T. Ribault sur l'approche patrimoniale des ressources et des services informationnels.

\*  
\* \* \*

## 1.2.2. NOUVELLES FORMES D'ORGANISATION ET DE GESTION DES FIRMES . EVOLUTIONS DE LONGUE PÉRIODE

### 1.2.2. A. LES MUTATIONS DES ORGANISATIONS INDUSTRIELLES (OPÉRATION EN COURS)

- 1) Implantation et développement des organisations qualifiantes
- 2) L'entreprise face à l'intégration

#### 1) Implantation et développement des organisations qualifiantes

Chercheurs (LAST-CLERSE): Christian MAHIEU (CR), Christophe EVERAERE (Boursier Post Doc)

Collaborations : Olivier du ROY et les consultants du cabinet AEGIST, les chercheurs du GERPISA (Groupe d'Etudes et de Recherche Permanent sur l'Industrie et les Salariés de l'Automobile)

#### Objet

La recherche s'intéresse aux expériences actuelles en matière d'organisation industrielle.

Elle s'inscrit dans le débat actuel sur l'*"organisation qualifiante"*. Il est ainsi apparu que la question du découpage des activités (division et coopération) et de la mobilisation des compétences (les "métiers, les formes de coordination fonctionnelle et de contrôle hiérarchique) était indissociable du processus de *changement organisationnel*, ainsi que des apprentissages individuels, mais surtout collectifs, que suppose ce changement.

La recherche ne se propose pas seulement une réflexion sur les métiers, les groupes professionnels et les processus identitaires, mais s'interroge sur la dynamique de conception et d'évolution des formes organisationnelles.

De ce point de vue elle prend pour point de départ les démarches "*socio-techniques*" et vise à contribuer à l'approfondissement de la notion d'*"apprentissage organisationnel"*.

Aussi les objectifs de cette recherche sont bien d'approfondir ces notions mais aussi, plus concrètement, de déboucher sur la construction de *repères* permettant de baliser ces apprentissages ainsi que d'*indicateurs* pouvant les mesurer, fournissant ainsi des éléments méthodologiques de nature à guider les acteurs sociaux.

Cette recherche associe plusieurs opérations menées dans des contextes industriels différents, en particulier la production d'aluminium et la construction automobile.

#### Financements

M.R.E., Département H.T.T., "Travail et apprentissage", coopération avec ALUMINIUM-DUNKERQUE et AEGIST, Coopération en cours de montage associant RENAULT et MERCEDES-BENZ

#### Publications de cette partie de l'opération

MAHIEU (Christian) : "Les nouvelles formes d'organisation du travail, les enjeux des expériences récentes", Travail, à paraître en 1993

MAHIEU(Christian) en collaboration avec MIDLER Christophe : "Le projet Golf 3, vers une nouvelle organisation de projet chez Volkswagen", Revue Française de Gestion Industrielle, à paraître en 1993

## **1.2.2. Nouvelles formes d'organisation et de gestion des firmes. Évolutions de longue période**

---

### **2) L'entreprise face à l'intégration**

**Chercheurs: Christian MAHIEU, Christophe EVERAERE (Boursier Post-Doc)**

**Collaborations :** Constitution d'un groupe de recherche PRIDE (Programme de Recherche sur l'Intégration par les Données d'Entreprise) en collaboration avec Jean Pierre DURAND, Université de Rouen, Université d'Evry ; Patrick COHENDET, Patrick LLERENA, BETA-CNRS, Strasbourg ; Albert COLIN, ADEPA (Agence nationale de la Productique), les participants du séminaire ECOSIP

#### **Bilan scientifique de l'opération**

Les travaux initiés par les recherches sur l'impact de l'automatisation-informatisation des entreprises ont évolué vers une analyse de phénomène d'intégration. Cette notion d'intégration est au centre des modèles d'informatisation, notamment du fait de l'impact de la notion de C.I.M. (computer integrated manufacturing).

La mise en oeuvre de cette recherche s'est tout d'abord traduit par la participation à de nombreux groupes de travail organisés dans le cadre de l'AFCET, de l'AFGI ET de l'AFNOR, puis autour du séminaire ECOSIP.

Une première opération concrète de recherche a ensuite été développée portant sur l'étude des phénomènes socio-économiques induits par le recours aux Réseaux Locaux Industriels dans une démarche d'intégration.

Il est apparu que ces RLI étaient loin d'avoir le pouvoir de structuration qu'on leur prêtait mais que face aux exigences de réactivité, de flexibilité et de compétitivité de nouveaux modèles d'organisation d'entreprise proposant de nouvelles rationalités de fonctionnement se faisaient jour.

Au sein d'un groupe de recherche (PRIDE) a été élaboré un modèle original de "structure modulaire d'entreprise" reposant sur une architecture non hiérarchisée de compétences. Cette approche modulaire permet de jeter les bases d'une organisation qui s'appuie sur des formes réelles d'autonomie au niveau des unités de base (modules) et de la coordination entre ces unités.

La recherche s'est intéressée ensuite aux conditions de mise en oeuvre et d'évolution de telles structures.

Un axe complémentaire de cette recherche nous a fait nous intéresser, dans la continuité de travaux antérieurs sur l'évaluation économique et la participation des salariés, aux transformations des dispositifs d'évaluation de l'efficacité industrielle et aux instruments de gestion et aux rôles de ces dispositifs (tableaux de bord, indicateurs de performance) dans la mise en oeuvre de ces nouveaux modèles de fonctionnement.

**Financements :** Contrats MRE Département "Génie des Procédés Productique" de 1988 à 1992

#### **Publications de cette partie de l'opération**

MAHIEU (Christian) en collaboration avec EVERAERE (Christophe) : "Validation socio-économique d'une approche modulaire combinatoire et non hiérarchique des systèmes intégrés de production", Revue Sciences de Gestion, les Cahiers de l'ISMEA, n°17, volume 4 / 1991.

MAHIEU (Christian) en collaboration avec EVERAERE (Christophe) : "Portée et limites des réseaux locaux industriels dans une démarche d'intégration", Revue Française de Gestion Industrielle, 1991.

MAHIEU (Christian), en collaboration avec EVERAERE (Christophe) et alii : "L'entreprise face à l'Intégration", Rapport ADEPA, BETA, CESIP, 3.I.E.-IFRESI, Septembre 1989, 98 p.

MAHIEU (Christian) en collaboration avec EVERAERE (Christophe) : "Portée et limites des réseaux locaux industriels dans une démarche d'intégration, les derniers avatars du déterminisme technologique?", Rapport 3.I.E./IFRESI, Mars 1990.

MAHIEU (Christian) en collaboration avec EVERAERE (Christophe) : "L'entreprise face à l'intégration, phase 3", Rapport ADEPA, CESIP, 3.I.E.-IFRESI, décembre 1992, 176 p.

MAHIEU (Christian) en collaboration avec EVERAERE (Christophe) : L'organisation de l'entreprise intégrée : approche globale et/ou locale, autonomie et/ou coopération, spécialité et/ou apprentissage", Communication au Colloque International "Productique et Intégration", organisé par Productic A, avec le laboratoire GRAI et l'Université de Bordeaux I, Bordeaux, 12 -14 juin 1990.

## **1.2.2. Nouvelles formes d'organisation et de gestion des firmes. Évolutions de longue période**

---

MAHIEU (Christian) en collaboration avec EVERAERE (Christophe) : "Portée et Limites des Réseaux Locaux Industriels dans une démarche d'intégration : Les derniers avatars du déterminisme technologique ?", 3ème Congrès mondial de Génie Industriel, ADEPA, AFCET, GGI, Tours, 20 et 22 mars 1991.

MAHIEU (Christian), en collaboration avec EVERAERE (Christophe) : "Culture et automation", 1st IFAC/IMACS/IFIP - Workshop on cultural aspects of automation CAA'91 october 16-18, 1991, Krems, Austria.

\*  
\* \* \*

### **1.2.2. B. RECHERCHE SUR LES FONDEMENTS ET LES IMPLICATIONS DU NOUVEAU MODE D'ORGANISATION ET DE GESTION D'INSPIRATION JAPONAISE (OPÉRATION EN COURS)**

Chercheur (LAST-CLERSE): Frédéric HÉRAN (MC)

#### **Présentation**

Il existe aujourd'hui, dans la communauté scientifique, un large accord pour affirmer que le modèle d'organisation mis en place au début du siècle est en crise. Cette crise concerne non seulement l'organisation du travail et plus précisément le taylorisme, mais aussi les modalités de gestion et d'évaluation des performances. L'accord grandit aussi pour rejeter l'idée d'un nouveau modèle universel. Après quelques tentatives audacieuses malheureuses de réduction à un modèle unique, on parle désormais plus modestement de modèles (au pluriel) en cherchant surtout à décrire la variété des situations.

La réalité est infiniment complexe et il est indispensable d'explorer sans cesse ses multiples dimensions. Cette tâche nous a toujours occupé à l'occasion de divers contrats d'étude et de recherche (cf. Abdesselam et alii, 1992 et actuellement : Héran, Krifa, 1993). Mais le cœur de notre travail porte en fait sur la recherche des fondements des nouvelles méthodes d'organisation et de gestion d'inspiration japonaise. Il ne s'agit pas d'étudier le modèle japonais, mais pourquoi et comment une série de préceptes très approximatifs, parfois contradictoire et relevant apparemment de l'incantation, se révèlent à l'usage d'une efficacité redoutable si l'on en croit les succès des firmes qui les appliquent dans certains secteurs (automobile, notamment).

Pour explorer cette question, nous travaillons dans plusieurs directions en insistant à chaque fois sur ce qui est nouveau ou non et sur l'articulation des divers points de vue. Les écrits des maîtres japonais (T. Ohno, S. Shingo, K. Ishikawa, M. Imai, S. Nakajima...) prolongent une tradition d'analyse de la production inaugurée par les Classiques mais aujourd'hui occultée par l'approche néo-classique (Héran, 1992). Loin de s'opposer à l'approche occidentale, l'approche japonaise de résolution des problèmes — qui met en avant le traitement des causes plutôt que la gestion des effets — en est au contraire étroitement dépendante et complémentaire (Héran, 1993). Les technologies ne peuvent se développer sans intégrer les contraintes d'organisation de gestion ; en particulier l'essor de la variété n'est possible que grâce à des efforts sans précédent de rationalisation en amont (Héran, Ledoux, 1991). Enfin, la formation professionnelle articulée à une organisation du travail profondément rénovée est un puissant levier dans la diffusion des technologies en Europe (Capdevielle et alii, 1992).

Il existe sans aucun doute plusieurs modèles aujourd'hui en concurrence. Mais ce débat — intéressant en soi — peut à notre avis être dépassé si on accepte de se situer au niveau d'une analyse des principes d'organisation et de gestion et de leur cohérence. C'est à cette condition que l'on peut espérer dégager un nouveau paradigme.

## 1.2.2. Nouvelles formes d'organisation et de gestion des firmes. Évolutions de longue période

### **Publications de l'opération**

#### Articles

HÉRAN Frédéric, LEDOUX Marc-Jacques, 1991, "Contraintes de gestion et structuration des techniques industrielles", in Jacques PERRIN (dir.), *Comprendre les techniques, vers une science des techniques*, 18 p.  
CAPDEVIELLE Philippe, HÉRAN Frédéric, POLITANSKI Pascal, 1992, "Le rôle de la formation professionnelle dans la diffusion des technologies en Europe", *Revue d'Economie Industrielle*, n° 59, 1er trim., pp. 174-191. Repris dans *Problèmes Economiques*, 7 oct.

#### Rapports

ABDESELAM Mohamed, CHALON Véronique, ERS Christel, HÉRAN Frédéric, LEBREC Maud, TOSTAIN Philippe, 1992, *Lillavélo, étude sur la situation et l'avenir de la bicyclette à Lille*, étude pour l'Observatoire Communautaire de l'Environnement, Communauté Urbaine de Lille, rapport final, oct., 220 p.

#### Communications

HÉRAN Frédéric, 1992, "Théorie de la production et analyse de l'organisation : un retour aux Classiques", communication au Séminaire d'*histoire de la pensée* du CLERSE, Univ. de Lille I, oct.

HÉRAN Frédéric, 1993, "La résolution des problèmes dans la production", contribution aux Journées IFRESI, Lille, 28-29 janv., 16 p.

HÉRAN Frédéric, KRIFA Hadjila, 1993, "Stratégies des firmes multinationales dans la région Nord-Pas de Calais, aspects méthodologiques", contribution aux Journées IFRESI, Lille, 28-29 janv., 20 p.

HÉRAN Frédéric, 1993, *Cours de gestion de production*, mimeo CLERSE-IFRESI, Lille, 35 p.

\*  
\* \* \*

## **1.2.2. C. CONSTRUCTION ET MOBILISATION DES RESSOURCES. LE CAS DES INDUSTRIES ET SERVICES INFORMATIONNELS (OPÉRATION EN COURS)**

**Chercheurs (LAST-CLERSE): Patrice GREVET (PR), Sandrine DICKEL (AL), Martine LEMATTRE (IE), Jean-Marie SCHEER (BDI)**

### **Présentation de l'opération**

Cette opération part d'une hypothèse sur la construction - mobilisation des ressources durables en économie de l'innovation permanente et sur les outils théoriques disponibles :

- Les rythmes rapides d'innovation de produits et procédés conduisent les entreprises à chercher la mobilisation de ressources évolutives notamment du côté informationnel (compétences, connaissances, modes de coordination des activités). Cette tendance intervient dans le cadre des difficultés marquant les conjonctures des décennies 70-90. Elle s'accompagne de fortes tensions et transformations dans les processus sociaux de construction des ressources, processus qui mêlent acteurs privés et publics
- La prégnance théorique d'approches centrées sur les transactions de marché conduit à sous-estimer les phénomènes de construction des ressources, puisque celles-ci se présentent sur les marchés, non pas exclusivement, mais largement, comme déjà construites.

A partir de cette hypothèse, et avec des terrains privilégiés communs (les industries et services informationnels) la présente opération comporte différents aspects, certains terminés, d'autres en cours.

- 1) Des éléments obtenus dans la période précédente à propos de transformations du financement public des PME à une échelle régionale ont été exploités. Les résultats font apparaître des modifications dans la construction des ressources : montée de l'ingénierie financière et d'entreprise, besoins de complémentarité des financements du matériel et de l'immatériel (P.Grevet) (*terminé*).

## **1.2.2. Nouvelles formes d'organisation et de gestion des firmes. Évolutions de longue période**

---

2) Un cadrage macro-économique a été effectué à propos de la construction des ressources par la recherche - développement et la formation. Relativement à la fin des années 60, ni la RD, ni la formation, ne constituent jusqu'à la fin des années 80, au moins du point de vue du financement, des facteurs de montée supplémentaire d'une dimension collective publique dans la construction sociale des ressources; il y a plutôt un poids plus important d'une logique "d'investissement organisationnel" du côté des firmes (P.Grevet) (*terminé*).

3) A partir d'un travail de terrain sur les plus grandes entreprises implantées en France dans les industries des matériels informationnels, la recherche porte sur les modalités de la construction de compétences évolutives. Les résultats obtenus comportent une thèse :

- Un degré suffisant de stabilité de l'emploi et de ses perspectives, tant pour l'entreprise que pour les salariés, est une des conditions de la construction de compétences évolutives. Réciproquement, l'évolution effective des compétences est une des conditions de la stabilité de l'emploi

- Les politiques de gestion de compétences évolutives et les modalités associées de stabilité de l'emploi, sont analysées en recourant à une notion de système d'emploi aménagée pour intégrer des éléments nouveaux tenant à l'économie de l'innovation permanente

- Deux chaînes de causalité liant innovation et formation structurent deux sous-systèmes d'emploi, un sous-système industriel et un sous-système professionnel. Le premier constitué d'ouvriers, d'employés et de techniciens de production, est caractérisé essentiellement par la relation entre innovation de procédé et formation, formation qui se situe dans ce cas en aval de l'innovation. Le second comprenant les catégories cadres, ingénieurs et techniciens de recherche est structuré par la relation entre innovation de produit et formation, formation en amont de l'innovation en tant que processus socialisé d'accès à l'information. De ce fait les deux sous-systèmes d'emploi divergent dans leurs modes de recrutement et dans leurs filières de mobilité (M.Lemattre) (*des publications réalisées, une thèse en voie d'achèvement*).

4) Construction et mobilisation des ressources sont aussi analysées à propos de l'arbitrage par les firmes entre deux sources de pourvoi de postes d'ingénieurs : écoles d'ingénieurs habituelles, promotion de techniciens avec formation continue. Dans le champ sectoriel visé par l'ENIC (École Nouvelle d'Ingénieurs en Communication), la recherche porte sur les déterminants de l'arbitrage : coûts et avantages pour les firmes des diverses sources d'ingénieurs, financement public de la formation, modes d'organisation des firmes, "conventions" les marquant, etc... (J.M.Scheer), (*rappor et thèse en cours*).

5) La participation des firmes de haute technologie à la construction de leurs ressources durables se traduit par de lourds investissements immatériels associés aux investissements matériels. Un aspect de la gestion des ressources durables et des investissements est analysé ici: l'allocation financière interne à la firme lorsque celle-ci développe une structure organisationnelle par projet, avec pour terrain privilégié les changements en cours dans la gestion financière interne de France Télécom (S.Dickel), (en collaboration avec l'ENIC et l'Institut National des Télécommunications), (*thèse en cours*.).

### **Financements de l'opération**

CNRS, Conseil Régional Nord-Pas-de-Calais, Institut National des Télécommunications, École Nouvelle d'Ingénieurs en Communication.

### **Publications de l'opération**

DICKEL Sandrine [1993], *Gestion de projets et financements à France-Télécom*, 3èmes Journées IFRESI, Lille, 28-29 janvier

GREVET Patrice [1989], "Sur les transformations du financement public des PME : questions à partir d'une étude régionale", *Clés* n°13, 1er semestre

GREVET Patrice [1991], "La part de la recherche-développement et de la formation", *Clés*, n°17, 1er semestre

LEMATTRE Martine [1989], "Emploi et qualification dans les industries informationnelles", *Clés* n°13, 1er semestre

LEMATTRE Martine [1991], *Flexibilité et gestion prévisionnelle des ressources humaines : le cas des industries informationnelles*, 2èmes Journées IFRESI, Lille, 24-25 janvier

## **1.2.2. Nouvelles formes d'organisation et de gestion des firmes. Évolutions de longue période**

---

LEMATTRE Martine [1992], en collaboration avec SWINGEDOUW Eric et WELLS Peter, "The regional patterns of C&C in the U.K. and France" in *Towards global localisation : Computers and Communication Industries in France and Great Britain*, sous la direction de COOKE Phil, London, University Press

LEMATTRE Martine [1992], *Les systèmes d'emploi dans les industries informationnelles*, Rapport de recherche de la tranche 1991 du Contrat de Plan CNRS - Conseil Régional Nord-Pas-de-Calais, septembre, 127 p

LEMATTRE Martine [1993], "Systèmes d'emploi et évolutivité des compétences : le cas des industries informationnelles", 3èmes Journées IFRESI, Lille, 28-29 janvier

SCHÉER Jean-Marie [1993], *Formation continue et passage technicien - cadre technique ou ingénieur*, 3èmes Journées IFRESI, Lille, 28-29 janvier

\*  
\* \* \*

## **1.2.2. D. ÉVOLUTION DES ENTREPRISES EN LONGUE PÉRIODE (OPÉRATION EN COURS)**

**Chercheurs : Ensemble des chercheurs du CLAREE URA 936**

### **Présentation de l'opération**

L'objet du programme, lancé en 1992, consiste à constituer et à exploiter régulièrement un panel d'une centaine d'entreprises de façon à disposer des informations nécessaires à la conduite d'une recherche longitudinale sur les facteurs et processus d'évolution des entreprises en longue période.

Des travaux réalisés antérieurement par l'URA 936, il ressort que l'évolution de l'entreprise doit être conceptualisée comme un phénomène complexe où entrent en jeu des forces historiques (faits du passé qui opèrent ou favorisent une orientation de l'évolution), des forces aléatoires (faits sur lesquels la firme n'a pas de contrôle direct) et des forces intentionnelles (actions mises en oeuvre par les membres de l'entreprise). Les formes d'évolution correspondent à deux types de changement, les uns adaptatifs ou incrémentaux, s'inscrivant au sein d'une orientation stratégique donnée, les autres de type mutationnel, constituant des tournants stratégiques qui s'expriment à travers les choix décisifs opérés par un nombre limité d'individus. Quant au processus d'évolution, il apparaît comme une succession de périodes d'évolution graduelle, voire silencieuse, ponctuée de ruptures majeures.

Il convient à présent de vérifier systématiquement ces hypothèses et de voir comment elles se manifestent selon différents contextes en observant des populations d'entreprises.

La méthodologie sera de nature principalement qualitative et longitudinale. Pour l'essentiel, la démarche passe par la constitution d'un panel d'entreprise de la région Nord-Pas de Calais, soumises à observations espacées mais régulières. Ce choix de localisation se justifie bien sûr par des considérations de coût de recherche, mais également par les mouvements fondamentaux qui touchent cette région au plan des structures industrielles, des technologies, des infrastructures de transport, du contexte international et qui ouvrent de multiples opportunités d'appréciation des rôles respectifs de l'environnement, de l'histoire et de la discréption managériale en matière d'évolution de l'entreprise.

L'objectif est d'obtenir la participation d'une centaine d'entreprises. Le panel sera hétérogène quant à la taille et aux secteurs d'activité des entreprises considérées, mais en même temps composé de manière à pouvoir constituer des sous-groupes selon les mêmes critères. Le protocole d'interrogation combinerait :

-la réalisation de deux entretiens annuels avec le principal dirigeant de chaque entreprise destinés à recenser les changements intervenus dans son entreprise et son environnement au cours des derniers six mois. Ces mêmes entretiens serviraient également à analyser les schémas interprétatifs du dirigeant quant à la stratégie, l'organisation, l'environnement et la performance de son entreprise

-l'envoi d'un questionnaire annuel composé de questions à choix forcé relatives aux différents paramètres de la configuration organisationnelle (stratégie, structure, technologie, environnement, etc.) et aux caractéristiques du dirigeant lui-même.

## **1.2.2. Nouvelles formes d'organisation et de gestion des firmes. Évolutions de longue période**

---

-les entretiens seront réalisés par les chercheurs des différents groupes composant le CLAREE. Les informations collectées seront soumises aux méthodes d'analyse de contenu et d'analyse multidimensionnelle, notamment dans un esprit de constitution de typologies et de recherche comparative.

La première année de travail a permis :

- de faire le point sur la littérature relative au sujet,
- de concevoir les grandes lignes de la méthodologie de recherche, s'agissant de la nature des informations requises et des modalités de leur collecte,
- de prendre contact avec des équipes étrangères ayant conduit des programmes analogues (Université d'Austin au Texas) pour échanger sur les difficultés rencontrées et les résultats obtenus.

L'année 1993 est consacrée à la mise au point définitive de la méthodologie, c'est-à-dire :

- achèvement des grilles d'entretien et questionnaires,
- test de ces éléments sur un échantillon d'entreprises régionales limité en taille (une vingtaine d'entreprises au maximum) et ajustements correspondants de la méthodologie,
- mise au point d'un protocole de stockage et de traitement de l'information,
- démarches de constitution du panel proprement dit.

**Financements** : Financement de démarrage dans le cadre des tranches du contrat de Plan.

\*  
\* \* \*

## **1.2.2. E. HISTOIRE DES ENTREPRISES DU NORD PAS-DE-CALAIS EN LONGUE PÉRIODE (OPERATION EN COURS)**

**Chercheurs (CLAREE) :** Jean-Pierre DEBOURSE (PR) (directeur), Monique BELANGER (IE) , Amen ABIASSI (CE), Gérard DOKOU (MC), H. OUALIDI (CE), Christian SCHNAKENBOURG (Amiens), G. OLIVIER (MC), N. DEMOUGE (CE), P. PAILLOT (CE), C. LE RENDU (CE)

**Objet, méthode, résultats :**

La démarche monographique a été l'outil utilisé par l'URA 936 pour identifier les déterminants et les processus d'évolution des firmes. Un certain nombre de monographies sont à l'origine de plusieurs thèses qui prennent en compte la stratégie et l'identité de l'entreprise, les théories de l'évolution et du processus d'internationalisation des firmes ( DANJOU, 1987 ; DOKOU, 1989 ; ABIASSI, 1989). Les années consacrées à ce travail ont permis à l'URA 936 de développer et d'affiner un cadre méthodologique d'une part, et d'accumuler d'autre part les éléments d'archives nécessaires à la recherche. Le travail sur "L'histoire des entreprises du Nord et du Pas-de-Calais" traduit la volonté du laboratoire d'exploiter ces données de façon systématique et de construire une histoire des firmes en partant de leur création. L'intérêt de l'histoire de l'entreprise est maintenant largement reconnu, comme en témoigne le développement des travaux académiques, tant en France que dans les pays Anglo-saxons. Aux Etats-Unis par exemple, la Business History Review rend compte, chaque année, de 50 à 60 travaux universitaires tandis que le Journal of American History fait état de 120 articles paraissant dans une trentaine de revues différentes .

Des opérations de même nature ont été commanditéees par les entreprises elles-mêmes. Ces travaux leur permettent de mieux appréhender leur stratégie sur le long terme et de retrouver leur identité. Ils constituent également un outil pertinent pour comprendre le changement stratégique et organisationnel .

Le premier objectif de cette recherche sur l'histoire des entreprises du Nord Pas-de-Calais est de contribuer à la compréhension des phénomènes d'industrialisation de la région du Nord depuis le XIXème siècle à travers l'évolution de ses firmes. Le second objectif est d'approfondir la connaissance des déterminants de l'action et du rôle des dirigeants.

## **1.2.2. Nouvelles formes d'organisation et de gestion des firmes. Evolutions de longue période**

---

Le travail de recherche de l'URA 936 s'est concrétisé en matière d'histoire des entreprises par la rédaction d'un ouvrage portant sur une centaine d'entreprises ayant pour caractère commun d'avoir été créées il y a plus d'un siècle. Les commanditaires de cet ouvrage ont été la Gazette du Nord Pas-de-Calais et le groupe Sup. de Co. Lille ( 1993, 168 pages).

Comment repérer les entreprises centenaires ? Quel champ temporel observer ? L'identification des entreprises centenaires a été effectuée à partir de trois sources principales:

\* Le Kompass Nord-Pas-de-Calais 1992, annuaire qui répertorie 6 144 entreprises à vocation régionale ou nationale.

\* Les archives du monde du travail, grâce à l'obligeance de Madame Lebrigand qui a bien voulu nous prêter et nous laisser consulter ses précieux documents.

\* La note d'information économique: Comité d'Etudes Régionales Economiques et Sociales (C.E.R.E.S.) qui a ses bureaux boulevard de la Liberté à Lille.

\* Nous avons utilisé également, le guide de recherche de Catherine Dhérent (1986), conservateur aux archives du Pas-de-Calais, qui a été, à notre connaissance, la première à travailler sur les entreprises centenaires dans la région du Nord et qui a contribué, par son travail, à sauver du désastre une masse impressionnante de documents d'archives (près de 40 kilomètres linéaires). Au total, six cents entreprises environ ont été identifiées et répertoriées ; 1914 fournissant la césure historique traditionnelle.

Les archives écrites restant inaccessibles, notamment en ce qui concerne les compte-rendus des conseils d'administration, il a fallu jouer de toutes les ressources de l'histoire orale et donc inventer, comme l'écrit si joliment Félix TORRES, des archives inédites , confrontés que nous étions à la disparition des acteurs directs. Ainsi surgit l'idée de constituer un vaste corpus à partir des témoignages recueillis auprès des différents acteurs, essentiellement des chefs d'entreprise. Cependant, l'histoire orale, même recoupée, rencontre ses limites. Aussi l'équipe a-t-elle étayé au maximum les informations issues des entretiens par le recours à une importante bibliographie et à d'autres sources telles que les travaux de recherche antérieurs, certaines catégories d'archives, la littérature grise produite par l'établissement, les journaux d'entreprises, la presse et toutes informations susceptibles de nous aider dans notre quête de la connaissance .

Les 130 entretiens que nous avons effectués ont représenté, au total, un corpus dactylographié de 1 500 pages environ, auquel s'ajoute la reconstitution de la généalogie propre à chaque entreprise. Les interviews ont donc constitué une partie importante du matériel d'investigation.

Celles-ci ont été effectuées sous la forme d'entretiens non directifs à partir de quelques questions sur l'histoire de la firme, le marché, la démarche stratégique et le fonctionnement de l'établissement . L'entretien a souvent pris la forme d'un monologue, agrémenté de relances pour préciser une date, faire repartir le discours, demander une explication. L'attitude non directive a été utilisée de préférence aux méthodes directives ou semi-directives car elle facilite le discours et favorise l'authenticité et l'authentification des réponses par la prise en compte de leur contexte. Elle autorise aussi la confiance de l'interlocuteur et permet d'éliminer les effets d'inférence et de suggestion . La grande difficulté a été de gagner l'estime du chef d'entreprise ou de son représentant. Assez curieusement, les moyens de créer cette confiance ne sont jamais énoncés dans les ouvrages scientifiques. Ils font partie des dons, sinon de l'expérience !

Au total, ce type de recherche mériterait d'être développé en y intégrant questionnaire et analyse de contenu et en restituant l'histoire des firmes étudiées dans une perspective plus générale. Les premiers résultats obtenus montrent que le secret de la longévité des firmes doit être recherché dans un subtil équilibre de leur gestion qui oscille entre tradition et avenir et qui marie avec plus ou moins de bonheur le management familial et l'intérêt de la firme. Chaque génération se plaît à déployer son énergie pour faire prospérer le patrimoine. L'obsession de ses responsables est de pouvoir transmettre la société à ses successeurs, qui ne sont pas toujours choisis dans le giron familial. Trois fléaux guettent les entreprises centenaires aujourd'hui : les différents familiaux, les problèmes de succession et les capacités managériales de ses dirigeants. Trois raisons pour lesquelles les industriels du Nord ont payé un lourd tribut depuis les années cinquante.

Financements : ESC LILLE et La Gazette du Nord Pas-de-Calais.

## 1.2.2. Nouvelles formes d'organisation et de gestion des firmes. Évolutions de longue période

### **Publications de l'opération :**

- Cahiers de recherche: *Histoire de la Fabrique de Roubaix* - d'après Leuridan (Doc. 92/1).- Répertoire d'entreprises du patronat textile de Lille - Armentières. 1789-1914, d'après Lambert-Dansette (Doc. 92/2).
- Thèses :  
DOKOU (Gérard) "Image, Identité de la Firme et Influence stratégique" - 1989.  
ABIASSI (Amen) "Les PME à marché mondial" Approche monographique - 1989.
- C comme centenaires : histoire des entreprises centenaires du Nord Pas-de-Calais, La Gazette, ESC Lille, 1993.

\*  
\* \* \*

## **1.2.2. F. FONCTIONS, RÔLES DES DIRIGEANTS ET ÉVOLUTION DES ENTREPRISES (OPÉRATION ACHEVÉE)**

**Chercheurs (CLAREE): Jean-Pierre DEBOURSE (PR), Amen ABIASSI (CE), Gérard DOKOU (MC),  
Monique BELANGER (IE)**

### **Présentation de l'opération**

L'opération de recherche s'inscrit dans le programme général d'analyse des modalités et déterminants de l'évolution des entreprises développé par le CLAREE. Plus spécifiquement, il s'agissait d'apprécier le rôle que jouent la conception et le mode d'exercice des fonctions de direction générale en matière d'évolution de l'entreprise.

Au plan méthodologique, la recherche a consisté à accueillir, par entretiens semi-directifs, les discours de 150 dirigeants d'entreprises de la région Nord-Pas de Calais, s'agissant de leurs fonctions, de leurs rôles et de leurs facteurs clés de succès, puis à les soumettre à des méthodes d'analyse de contenu et d'analyse factorielle de correspondances aux fins d'identification des composantes du métier de dirigeant et de construction de typologies.

Le travail réalisé a permis de repérer l'existence de trois types de dirigeants et de logiques managériales :

- ceux centrés sur la maîtrise des interactions avec l'environnement,
- ceux dont l'action vise essentiellement à promouvoir la cohésion interne de leur entreprise,
- ceux qui recherchent l'équilibre entre ces deux aspects.

A chaque type de dirigeant correspondent des profils spécifiques en termes de formation de base, de parcours professionnel et d'image de soi. Bien sûr, la frontière entre les trois groupes n'est pas absolue, mais il existe des fonctions et des rôles managériaux spécifiques à l'établissement d'une cohésion interne, à la recherche de l'adaptation de la firme à son environnement et à la conduite de l'évolution. A cela s'ajoute le fait que la conception et l'exercice du métier de dirigeant sont fonction du secteur d'activité dans lequel évolue l'entreprise et de l'âge même de cette dernière.

**Financements : Conseil Régional, CNRS, IFRESI.**

### **Publications de l'opération**

- A. ABIASSI, J.P. DEBOURSE, G. DOKOU : Fonctions, rôles des dirigeants et évolution des entreprises. Note d'étape de recherche. (2ème journées IFRESI, 24-25 janvier 1991)
- A. ABIASSI, M. BELANGER, J.P. DEBOURSE, G. DOKOU : Fonctions, rôles des dirigeants et évolution des entreprises. (3ème journées IFRESI, 28-29 janvier 1993)

\*  
\* \* \*

## **1.2.2. Nouvelles formes d'organisation et de gestion des firmes. Évolutions de longue période**

---

### **1.2.2. G. LE RÔLE DES STRUCTURES INSTITUTIONNELLES DANS LES POLITIQUES DES FIRMES. IMPACT SUR LES STRATÉGIES DE FINANCEMENT, D'INVESTISSEMENT ET D'INNOVATION (OPÉRATION ACHEVÉE)**

**Animation de l'opération (LABORES) : François MILLEQUANT (CR) avec l'aide de Jean-Philippe BOUSSEMART (MC) et Dominique SAGOT-DUVAUROUX (MC)**

**Participants :** Jean-Philippe AMMEUX, Benoît BLAREL, Jean-Marc BOUSSARD, Jean-Philippe BOUSSEMART, Denis DAUCHY, Jacques DEFOURNY, Hubert DELIGNY, Gérard DESHAYES, Alain DESREUMAUX, Louis EECKHOUDT, Hassan EL ASRAOUI, Jean-Paul LAMBERT, Frédéric LOBEZ, Pierre MASSON, François MILLÉQUANT, Dominique SAGOT DUVAUROUX, Henri SNEESSENS, Léon TYCHON, Guy VAN LOYE

#### **Présentation de l'opération**

L'objet de ce programme de recherche lancé dans le cadre du PIRTTEM depuis juin 1987, et animé par François MILLEQUANT avec l'aide de Jean-Philippe BOUSSEMART et Dominique SAGOT-DUVAUROUX est d'analyser de façon systématique, au sein d'un groupe de travail à finalité théorique, l'articulation entre les structures institutionnelles, les modalités de financement et les performances économiques de six formes d'entreprise : (1) exploitation agricole, (2) coopérative agricole, (3) PME industrielle, (4) Grande entreprise managériale pouvant émettre des titres en Bourse, (5) Firme autogérée et (6) Firme privée à financement public (secteur social et culturel).

La préoccupation commune des participants est de trouver ou adapter des schémas formels de comportement suffisamment étendus pour rendre compte, selon une approche voisine, de la situation particulière d'unités économiques variées, quant à leur taille, leur structure juridique et financière, leur statut public ou privé, le paradigme néo-classique ne permettant pas d'opérer une distinction sur ces différents plans. La question est aussi de savoir s'il existe des relations optimales entre formes institutionnelles, modes de financement et performances, permettant de préciser dans quelle mesure les firmes doivent s'adapter aux systèmes de financement existants ou si, au contraire, ces systèmes doivent évoluer pour correspondre aux besoins effectifs d'une grande variété de logiques d'entreprise et de risques.

La recherche a pris la forme d'un groupe de travail à finalité théorique. Le groupe associe plus de vingt chercheurs et enseignants-chercheurs, français et belges, d'horizons très divers : économistes sectoriels, chercheurs en finance ou en gestion, ingénieurs agronomes, juristes, dont les caractéristiques communes sont de procéder à des travaux empiriques sur l'entreprise et de tenter de reconstituer des schémas d'analyse pertinents pour qu'ils puissent s'appliquer à des champs d'investigations les plus vastes possibles. Ce groupe s'est rencontré cinq fois : 10 juin 1987, 17 juin 1988, 20 janvier 1989, 30 juin 1989 et 9 mars 1990. Cette recherche a donné lieu à la publication des contributions et des discussions sous la forme de deux rapports de phase, à plusieurs communications ainsi qu'une présentation résumée des résultats des travaux.

**Financement : PIRTTEM, Conseil Régional du Nord-Pas de Calais, IFRESI**

#### **Publications directement liées au programme**

MILLÉQUANT François, BOUSSEMART Jean-Philippe, SAGOT-DUVAUROUX Dominique et al. [1989] : "Le rôle des structures institutionnelles dans les politiques des firmes : impact sur les stratégies de financement, d'investissement et d'innovation", Recherche Collective, IFRESI-PIRTTEM, rapport de phase n° 1, 248 pages, août.

MILLÉQUANT François, BOUSSEMART Jean-Philippe, SAGOT-DUVAUROUX Dominique et al. [1990] : "Le rôle des structures institutionnelles dans les politiques des firmes : impact sur les stratégies de financement, d'investissement et d'innovation", Recherche Collective, IFRESI-PIRTTEM, rapport de phase n° 2, 194 pages, décembre.

MILLÉQUANT François, BOUSSEMART Jean-Philippe, SAGOT DUVAUROUX Dominique et al. [1991] : "Le rôle des structures institutionnelles dans les politiques des firmes, Impact sur les stratégies d'investissement, de financement et d'innovation", Recherche collective, IFRESI-PIRTTEM, résumé de la recherche, 11 pages, juillet.

## **1.2.2. Nouvelles formes d'organisation et de gestion des firmes. Évolutions de longue période**

---

Les deux rapports de phase réunissent les travaux et contributions de :

BOUSSARD Jean-Marc : L'exploitation agricole.

BOUSSEMART Jean-Philippe : L'entreprise agricole. Un bref aperçu des caractéristiques de l'exploitation agricole familiale.

DESHAYES Gérard : La coopérative agricole.

DESHAYES Gérard : Principes généraux d'une action coopérative.

DESREUMAUX Alain : Problématique de l'adaptation de l'entreprise. Apports et limites de la littérature en gestion stratégique et en théorie des organisations.

EECKHOUDT Louis : Introduction à la théorie du risque et à la décision en incertitude.

LOBEZ Frédéric : La théorie financière néo-classique.

LOBEZ Frédéric : Structures institutionnelles et politiques de firmes. Le cas de la grande entreprise managériale

MILLÉQUANT François : La théorie économique des droits de propriété. Un nouveau paradigme en sciences sociales ?

MILLÉQUANT François : Éléments de modélisation économique de l'entreprise autogérée et problématique du financement de ses investissements.

SAGOT DUVAUROUX Dominique : La firme privée à charge de service public.

VAN LOYE Guy : Analyse structurelle des PME. Rationalité et comportements.

### Communications

MILLÉQUANT François [1991] : "L'entreprise autogérée et le financement de l'investissement", XIèmes journées d'Économie Sociale sur le financement de l'économie sociale, Paris, 26-27 septembre.

MILLÉQUANT François [1991] : "La modélisation économique de l'entreprise autogérée et la problématique du financement de ses investissements", International Conference on Non profit Maximizing Firms and the Coopérative Sector, Aix en Provence, 5-6 décembre.

\*  
\* \* \*

## **1.2.2. H. THÉORIE DE LA FIRME (THÈSE ENGAGÉE)**

**Chercheur (LAST-CLERSE) : Eric WANSCOOR (AL)**

**Direction scientifique (LAST-CLERSE): Abdel HAMDOUCH (MC)**

La théorie traditionnelle de la firme connaît depuis plus d'une quarantaine d'années des difficultés pour appréhender efficacement la réalité de son sujet. Les nombreuses tentatives réalisées manifestent soit un enrichissement du modèle dominant, qui ne solutionne pas pour autant les problèmes rencontrés, soit des tentatives de sortie du cadre paradigmatic général dans lequel ce construit théorique s'insère. Une des causes des difficultés heuristiques rencontrées semble alors être l'absence d'épaisseur de la vision économique de la firme, manifestée notamment par la non-prise en compte de l'activité particulière d'un agent entrepreneur. Dans ce sens, certaines approches qui privilégient l'intervention de l'entrepreneur, via l'entrepreneurship ou l'intrapreneurship, semblent ouvrir à une meilleure appréhension de la dynamique de l'entreprise comme de la dynamique économique dans son ensemble. De même, les contributions des économistes autrichiens (Menger, Boehm-Bawerk, Schumpeter, Mises, Hayek et Kirzner) pour lesquels l'action de l'individu et particulièrement l'action de l'entrepreneur, est la clef de l'analyse économique, apportent beaucoup à l'analyse.

Le travail de thèse engagé s'efforce de repérer et de distinguer les différentes approches, tant de l'entreprise et de l'entrepreneur que de la firme, afin de voir dans quelle mesure et sur quelles bases un rapprochement de ces deux types d'analyses pourrait être envisagé.

**Financement : Allocation de recherche MRE**

### **Publications de l'opération**

- Novembre 1992 : Communication aux Journées Nationales des I.A.E. (Nancy), "Formes juridiques et structures du capitalisme français, pourquoi la société à directoire reste-t-elle marginale ?" (en collaboration avec A. Hamdouch), édité dans "Annales du Management", Economica, Paris, 1992.

## **1.2.2. Nouvelles formes d'organisation et de gestion des firmes. Évolutions de longue période**

---

- 26 Janvier 1993 : Intervention au séminaire C.E.I.S. (Paris I Panthéon-Sorbonne), Texte présenté : "La difficile découverte de l'entreprise : impasses et détours de la théorie économique de la firme".
- 28 Janvier 1993 : Communication aux Troisièmes Journées de L'I.F.R.E.S.I., Lille, "Firme ou Entreprise : quelle place pour l'individu entreprenant".
- 8 Avril 1993 : Intervention au séminaire LAST-Histoire de la pensée économique, Texte présenté : "L'entrepreneur dans la pensée économique autrichienne ou Schumpeter était-il autrichien ?"

\*  
\* \* \*

### **1.2.2. I. STRATÉGIE, MISE EN OEUVRE ET MANAGEMENT DE PROJETS (OPÉRATION EN COURS)**

**Chercheurs (CLAREE): Jean-Pierre DEBOURSE (PR), Jean HOFLACK (MC), Monique BELANGER (IE)**

#### **Présentation de l'opération**

L'opération de recherche part d'un constat simple, nourri par l'expérience : les problèmes majeurs du management stratégique des entreprises résident beaucoup moins dans l'analyse et la formation des stratégies que dans leur mise en oeuvre. Les dirigeants d'entreprise ont en effet besoin de guides d'analyse et de formulations de problèmes, mais ils ont autant besoin de guides d'action. Or, l'attention portée à ces problèmes de mise en oeuvre de stratégie et la proposition de modèles opératoires en ce domaine restent encore largement insuffisantes. C'est ce que montre l'analyse du contenu des principaux ouvrages de management stratégique, analyse qui a constitué la première étape de l'opération de recherche.

Tantôt les aspects de mise en oeuvre de stratégie sont tout simplement occultés dans cette littérature, tantôt leur exposé repose encore sur une dichotomie excessive entre formulation de la stratégie et mise en oeuvre, sans qu'il soit proposé de démarche de prise en charge bien agencée de cette dernière.

Un examen de la nature des problèmes de mise en oeuvre de la stratégie qui participent largement de la gestion du changement, montre qu'un fil conducteur les retient pratiquement tous : qu'il s'agisse d'élaboration de plans d'action, de développement organisationnel et d'action par les structures, d'animation des personnels, de communication de la stratégie ou de logique d'intraprise, les problèmes de mise en oeuvre de stratégie relèvent du management de projets ou sont des composantes du management de celui-ci. D'où une première investigation de l'apport potentiel des méthodes du management de projet à la gestion stratégique et au-delà, à la conduite générale de l'entreprise. A ce point de vue, la gestion de projets constitue une des tendances majeures de l'évolution des principes mêmes de direction générale de l'entreprise. En effet, la philosophie et les méthodes de management de projet inspirent de plus en plus les entreprises pour :

- leur résolution de problèmes
- constituer, analyser et choisir leurs portefeuilles d'activités
- concevoir et faire évoluer leurs systèmes d'organisation
- développer un langage commun et une culture forte des personnels
- favoriser la constitution de réseaux, de systèmes souples et adaptatifs
- améliorer la circulation de l'information ascendante et descendante
- améliorer la mise en œuvre, souvent délicate, des désinvestissements et arrêts d'activité.

#### **Publications de l'opération**

J.P. DEBOURSE - La terminaison des projets (La Cible, revue de l'AFITEP, 1991)

J.P. DEBOURSE & J. HOFLACK - Stratégie et management de projet (Mélanges en l'honneur du Pr J.G. Mérigot, Economica, 1992)

J.P. DEBOURSE, J. HOFLACK & M. BELANGER - Stratégie, mise en œuvre et management de projets (3èmes journées IFRESI, janvier 1993)

\*  
\* \* \*

## **1.2.2. Nouvelles formes d'organisation et de gestion des firmes. Évolutions de longue période**

---

### **1.2.2. J. LES DÉTERMINANTS DES SYSTÈMES DE CONTRÔLE DE GESTION D'ENTREPRISE - VERS UNE ANALYSE COGNITIVE. (OPÉRATION NOUVELLE)**

*Chercheurs (GREMO-CLAREE): Alain DESREUMAUX (PR), R. DUMOULIN (Ch. As.), K. BEN HADJ Ali (CE)*

#### **Présentation de l'opération**

*De façon générale, la recherche en contrôle de gestion n'a produit que des résultats insuffisants. Elle ne fournit en effet que des réponses très partielles aux questions de la nature et des formes de différenciation des systèmes de contrôle, des motifs ou facteurs déterminants de cette différenciation, des relations que celle-ci entretient ou non avec la performance ou la compétitivité des entreprises.*

*Quant à la première question, la recherche a débouché sur des essais typologiques plutôt superficiels, saisissant les différentes composantes du contrôle de façon isolée, sans véritable souci d'en étudier l'agencement ou la configuration complexe. Il existe bien quelques essais typologiques plus proches de cette préoccupation, et l'on songe notamment aux propositions de Mintzberg ou à celles de Miles et Snow, mais il s'agit de constructions dont la confrontation avec les réalités n'est guère avancée et qui tendent par ailleurs à n'intégrer à chaque fois qu'une seule fonction des systèmes de contrôle, tantôt celle de la coordination, tantôt celle de l'adaptation de l'entreprise. Quant aux typologies dépassant les formes apparentes pour saisir l'essence ou les fondements mêmes des systèmes de contrôle, comme la tentative d'Ouchi, elles souffrent d'un flou des concepts de référence, d'incomplétude et d'un manque de cohérence interne.*

*Les réponses à la deuxième question restent dominées par une théorie dite de la contingence dont on connaît les biais méthodologiques qui caractérisent la formation et les contradictions qui traversent ses différentes formulations.*

*Enfin, la recherche sur la relation entre systèmes de contrôle et compétitivité des entreprises souffre également de parcellisation des travaux et d'incohérence dans les résultats, sans compter la résurgence d'une sorte d'hyperempirisme et les phénomènes de mode qui n'ont guère contribué à clarifier les débats.*

*Ce bilan insatisfaisant, qui mériterait bien sûr d'être nuancé, s'explique par plusieurs raisons qui renvoient à la façon même dont le contrôle de gestion est représenté et appréhendé. Cette représentation est marquée à la fois par la relative pauvreté du paradigme de référence (le paradigme cybernétique) et l'étroitesse de la définition du contrôle de gestion, qui masquent tous deux le caractère fondamentalement stratégique des dispositifs de contrôle et n'en restituent qu'une vision technicienne. En effet, la conception en quelque sorte orthodoxe du contrôle de gestion consiste d'une part à l'isoler d'autres mécanismes de contrôle et à le concevoir dans une perspective comptable et financière, d'autre part à l'envisager dans le contexte de la grande entreprise à stratégie claire et à organisation stratifiée. Aucune de ces hypothèses ne peut être considérée comme d'application générale, ni l'idée que le contrôle de gestion puisse être limité à une logique financière, ni celle que les comportements humains n'en soient que des enjeux de mise en oeuvre, ni enfin celle que les frontières de l'entreprise soient nettes et le contrôle à usage uniquement interne. L'insuffisance de la conception traditionnelle est encore plus manifeste eu égard au développement actuel de nouvelles pratiques interorganisationnelles qui élargissent encore l'éventail des comportements à orienter qu'ils soient ceux des membres de l'entreprise ou ceux de ses partenaires dont les liens avec elle prennent des formes de plus en plus diverses. De tels phénomènes accentuent, si besoin était, la nécessité d'une révision des paradigmes jusqu'ici acceptés.*

*Le programme de recherche proposé s'inscrit dans cette perspective de renouvellement des conceptions. Il repose sur une définition large du contrôle d'entreprise, considéré comme l'ensemble des dispositifs formels par lesquels les dirigeants d'une entreprise cherchent à orienter les comportements des parties prenantes à celle-ci, qu'elles soient internes ou externes. Ces dispositifs, qui vont du processus de décision stratégique, aux démarches de planification et de suivi, en passant par les choix structurels et les pratiques d'animation des personnels, s'inscrivent dans un contexte culturel qui exerce une action de contrôle implicite ou invisible. L'ensemble forme une configuration complexe dont la recherche doit permettre de décrire les formes et d'expliquer la dynamique. Deux thèmes feront dans l'immédiat l'objet d'une attention particulière :*

*- celui des relations entre la façon dont une entreprise conduit sa stratégie concurrentielle et ses relations de partenariat et celle dont elle organise et utilise son système de contrôle.*

## **1.2.2. Nouvelles formes d'organisation et de gestion des firmes. Évolutions de longue période**

- celui du rôle des schémas interprétatifs des décideurs, c'est-à-dire l'ensemble des croyances et des valeurs quant à la conception des activités de l'entreprise, aux principes appropriés d'organisation et aux critères pertinents d'évaluation de la performance, comme facteur déterminant de la configuration des systèmes de contrôle.

Au plan de la méthode, la recherche procédera par analyse comparative des configurations de systèmes de contrôle d'échantillons d'une dizaine d'entreprises de deux ou trois secteurs d'activité. La collecte de données combinera entretiens semi-directifs et questionnaires.

\*

\* \* \*

## **1.2.2. K. DYNAMIQUES D'INNOVATION ET DIFFÉRENCIATION DES PRODUITS ET DES MARCHÉS (OPÉRATION NOUVELLE)**

*Chercheurs (CLAREE) : Francis SALERNO (PR), Christophe BENAVENT (MC), Richard LADWEIN, (ATER) Alain DESREUMAUX (PR)*

*Objet et méthode :*

*L'objectif général du projet est de contribuer à une meilleure connaissance de l'adaptation des firmes au marché par la gestion adaptive de leurs portefeuilles de produits et leurs politiques d'innovation.*

*Comprendre l'interaction entre l'entreprise et son environnement commercial ne peut se limiter à l'étude des prix et des quantités. Le produit commercialisé est un ensemble de caractéristiques qui correspond plus ou moins aux attentes des consommateurs. Cette conception du produit, prévalente en marketing, a conduit les chercheurs de cette discipline à s'intéresser au phénomène de segmentation des marchés, l'accroissement de cette segmentation résultant de l'apprentissage des produits par les consommateurs qui redéfinissent ainsi leurs besoins. Dans ce contexte, l'interaction du marché et de l'entreprise est le résultat d'une négociation permanente qui prend corps dans les processus cognitifs de l'entreprise constitués par les modes formels et informels de perception et de représentation des besoins et attentes de la clientèle potentielle. Cette connaissance aboutit à des modifications des lignes de produits, à des repositionnements, à des variations de la pression marketing.*

*L'analyse de l'évolution des gammes de produits des entreprises peut permettre d'apprendre beaucoup sur l'évolution des stratégies adaptatives. L'observation dans ce domaine dégage deux phénomènes importants : l'accroissement considérable de la diversité des produits au cours des dernières décennies et le faible taux de survie des produits nouveaux. Le nombre important de modifications de produits et leur multiplication témoignent de l'incrémentalisme des entreprises : celles-ci garantissent leur survie en organisant progressivement le renouvellement des gammes. On doit aussi inférer l'existence d'un processus de stratification des produits du fait que le taux de renouvellement semble souvent supérieur au taux de retrait. Il en résulte que l'analyse de l'accroissement de la diversité des gammes de produits des entreprises est au centre de celle des interactions du marché et de la firme.*

*Autour de ces questions, le projet de recherche vise 4 objectifs particuliers :*

- établir les fondements méthodologiques et théoriques de la notion de généalogie de produits*
- analyser l'évolution de l'offre marketing, parallèlement au mouvement de différenciation et de segmentation des marchés*
- restituer le rôle de l'innovation produit dans l'évolution des gammes*
- proposer un modèle évolutionniste de la dynamique de l'innovation produit au sein de l'entreprise.*

*Peu d'auteurs se sont intéressés à l'approche biographique pour étudier l'évolution des produits. La méthode prévue consistera à reconstituer les généralogies de produits qui composent une gamme de façon à retrouver les modifications, les changements de structure, les ruptures, les continuités. Elle s'appuie notamment sur la technique des chronologies d'événements déterminants de Kimberly et sur la proposition de Wheelwright & Sasser. Pour donner à la recherche un caractère de validité externe, il est nécessaire d'adopter une approche comparative entre des groupes cohérents et distincts. Cinq secteurs d'activité seront choisis et dans chacun d'eux une dizaine d'entreprises seront étudiées. Pour chacune des entreprises de l'échantillon, une généralogie de produit sera établie. Le recueil des données se fera par entretiens auprès de chefs de produits et analyse de la documentation commerciale.*

\*

\* \* \*

## 1.2.2. Nouvelles formes d'organisation et de gestion des firmes. Évolutions de longue période

### **1.2.2 . L. LA C.G.T. ET L'INTERVENTION DANS LA GESTION : STRATÉGIES ET PRATIQUES. UNE APPROCHE PLURIDISCIPLINAIRE (OPÉRATION NOUVELLE)**

*Chercheurs du CLERSE participant à l'opération : Roland DELACROIX (IE) sociologue, Olivier DEMBINSKI (A L)*

*Opération conduite par une équipe extérieure à l'IFRESI composée de Paul BOCCARA, économiste, Université de Picardie; Pierre COHEN-SCALI, expert en gestion (cabinet MERIC) ; Eliane LE DANTEC, docteur en sociologie (Centre d'études de l'emploi); Catherine LEVY, sociologue IR CNRS (MIRS-HT, CNAM); Jean LOJKINE, sociologue DR CNRS (CEMS); Dominique VERDONCK, historienne (thèse en cours)*

#### **Objet et Méthode**

*La recherche porte d'une part sur la crédibilité économique des alternatives syndicales en matière de critères d'efficacité et de finalités de gestion, d'autre part sur les modalités sociologiques de leur mise en oeuvre (stratégies, pratiques, référents identitaires et schèmes culturels).*

*Elle s'effectue dans la continuité d'un programme de recherche sur le mouvement syndical et son devenir visant à analyser les transformations des modes et champs d'intervention des acteurs syndicaux et l'émergence de nouvelles identités militantes, à l'occasion des mutations de l'entreprise et du salariat mettant en question l'efficacité des pratiques d'intervention traditionnelles. Ce travail, mené depuis quelques années par Roland Delacroix sur le renouvellement des pratiques syndicales dans une usine lilloise de matériel ferroviaire a permis de mesurer l'importance grandissante des questions économiques et gestionnaires dans l'activité syndicale et d'analyser divers aspects de leur prise en compte par les militants : formes latentes ou manifestes, changements ou blocages culturels.*

*Cependant l'analyse des processus identitaires et de la mise en oeuvre des pratiques gestionnaires ne pouvait, selon nous, se limiter longtemps au champ du social et du culturel et en exclure les dimensions économiques et historiques, c'est pourquoi la recherche se mène désormais dans le cadre d'une analyse multidimensionnelle, au sein d'une équipe pluridisciplinaire. L'objectif est d'effectuer une enquête historique sur les liens et les ruptures (en termes de contenu d'intervention et de pratiques), d'analyser la nature des alternatives économiques élaborées, les relations entre experts, syndicalistes et salariés, de réaliser une confrontation interdisciplinaire entre chercheurs, experts et syndicalistes sur la nature et la portée d'alternatives en matière de gestion économique.*

*En ce qui concerne le volet sociologique de la recherche, sur les pratiques et les représentations militantes, nous procédons par entretiens semi-directifs, auprès des différents acteurs et aux différents niveaux de l'organisation syndicale, permettant de déceler des processus contradictoires et d'accéder à des informations non directement disponibles qui sont souvent les plus significatives; par l'étude systématique des documents syndicaux et économiques de l'entreprise; par l'étude des trajectoires (familiales, scolaires, professionnelles) de quelques militants particulièrement engagés dans l'intervention dans la gestion économique. Les sites étudiés sont une entreprise de matériel ferroviaire et le C.H.R. de Lille.*

#### **Financement**

*Convention de coopération de recherche C.G.T./C.N.R.S./M.R.E.M.T.E.F.P.). 1993-1995 " Analyse des nouveaux modes d'interventions syndicales dans la gestion économique des entreprises et des modifications des identités militantes qui y sont à l'oeuvre."*

\*  
\* \* \*



## **1.2.3. DU MONDE DE LA MINE AUX SECURITÉS INDUSTRIELLES DANS LES INDUSTRIES STRATÉGIQUES**

### **1.2.3. A. CONTRIBUTIONS À LA SOCIOLOGIE COMPARATIVE ET HISTORIQUE DE LA PRODUCTION ET DU TRAVAIL (OPÉRATION ACHEVÉE)**

Chercheurs (LASTREE-CLERSE) : Olivier KOURCHID (DR), Fabienne GIARD (AL)

Chercheurs d'autres équipes : Rolande TREMPE (Université Toulouse), Annie KUHN MUNCH, (Centre historique minier de Lewarde), N. DRIS, V. ISBLE, V. SKRYSZAK, E. DUBOIS

- a) Contribution à la sociologie comparative de la production et du travail (France-Etats-Unis, régions d'Ile de France et de Los Angeles)
- b) Le monde de la mine, contribution à la sociologie historique et archéologique de la production et du travail.

#### **a) Contribution à la sociologie comparative de la production et du travail (France-Etats-Unis, régions d'Ile de France et de Los Angeles)**

##### **Bilan scientifique**

L'ouvrage référencé ci-dessous, rédigé et publié entre 1990 et 1992, utilise un même outil conceptuel délimitant le salariat et sa marchandisation dans l' industrie contemporaine, pour opposer les conditions ouvrières (concurrence, exploitation, domination, reproduction) dans deux contextes de grandes métropoles comparables par la taille, mais fort différentes dans le rapport politique entre archaïsme et modernité, et dans l' évolution des contraintes (inflation et chômage).

##### **Publication de cette partie de l'opération**

O. KOURCHID L'autre modèle californien, Mériadiens-Klincksieck A. Colin, 1992, 328 pages (+ articles et publications avant 1989)

##### **Financement : Contrat CORDES**

#### **b) Le monde de la mine, contribution à la sociologie historique et archéologique de la production et du travail.**

L' interrogation générale de ces recherches a continué de se situer à part égale dans le "groupe mine" du GDR 55 (travail et travailleurs aux XIXème et XXème siècles); le programme concerne d'une part la production et le travail dans une industrie stratégique et complexe, comme les houillères, l'étude de dispositifs hégémoniques industriels et politiques, puis l'analyse de l'évolution sociale et technique du travail et de son archéologie. Ces différents éclairages, eux-mêmes périodisés, peuvent être résumés dans la séquence suivante: travail contraint, travail politique, travail destiné, travail fossile, travail menacé, qui intitulent les parties et la dette de notre thèse d'état (en sociologie, soutenance mai 1993, Université Paris VII)

Le programme PIRTTEM-CNRS 1985-1989 a permis la réalisation sous notre responsabilité de recherches sociologiques, historique et archéologiques sur le monde de la mine et des industries houillères : histoire économique, professionnelle et sociale du bassin sur la période 1920-1950 ; inventaire technique, archivistique et iconographique, en liaison avec le centre historique minier de Lewarde. Pour la période 1989-1991, le programme PIRTTEM a été associé au Contrat de Plan Etat-région, (2ème tranche) : il a permis l'investigation sociologique et technique des procès de travail et de production au fond et au jour dans une exploitation minière. La conservation d'archives, de matériel et d'instruments de mesure. L'accent a été mis sur le programme de conservation et de classement du site auquel nous avons participé, et qui donne lieu maintenant à une coopération suivie entre ce programme, la DRAC et les instances opérationnelles de valorisation. F. Giard réalise une thèse sur la rationalité productive du secteur houiller en comparant l'activité du fond et celle du jour.

### **1.2.3. Du monde de la mine aux sécurités industrielles dans les industries stratégiques**

Nous avons parallèlement développé, à partir des archives du siège 9-9bis 10, le cadre logique et conceptuel de la sécurité minière, ses contraintes techniques, sociales et réglementaires et son élargissement général, puisque la mine s'est montrée depuis plusieurs siècles, et surtout depuis la période récente, typique des enjeux sociaux et étatiques du danger et de sa prévention.

**Financement :** PIRTTEM-CNRS et contrat de Plan Etat-région, 2ème tranche

#### **Publications de cette partie de l'opération**

##### Livres et thèses

O. KOURCHID et A. KUHN MUNCH avec la participation de M. DESWARTES Mines et cités minières du bassin Nord-Pas-de-Calais 400 photographies aériennes de 1920 à nos jours, 480 pages, Presses Universitaires de Lille, 1990

O. KOURCHID "Les sens de la domination : sciences sociales et photographies aériennes" pp. 19-29 in Mines et cités minières, PUL, 1990

O. KOURCHID L'autre modèle californien: contribution à la sociologie comparative de la production et du travail, 320 p. bib. cartes, tableaux, Meridiens-klincksieck.-A. Colin, 1992

O. KOURCHID - Production et travail dans une industrie stratégique : sociologie, histoire, archéologie du monde de la mine, 2 tomes, annexes, bibliographie, 1382 p. (thèse d'État soutenue le 4 mai 1993, Université Paris VII)

##### Rapports

O. KOURCHID et F. SOUFI : Guides de recherche sciences sociales, Charbon et industries houillères, CNRS-Groupe de sociologie du travail, Paris IRESO-CNRS

O. KOURCHID (dir.) - Contrôle des énergies et sécurités industrielles, CNRS-PIRTTEM-IFRESI-GDR 55, groupe "mines", compte-rendu journée du 5 juin 1991, rapport multigraphié (ref kgc5Comi)

##### Articles (revues et ouvrages collectifs)

O. KOURCHID "Un leadership industriel en Zone interdite : la Société des mines de Lens et la Charte du Travail" Mouvement social, 151, avril-juin 1990, p. 55-78

O. KOURCHID "Un leadership industriel en Zone interdite : la Société des Mines de Lens et le Comité d'organisation sous Vichy" - Revue du Nord-Pas-Histoire et Archéologie Tome 74, janvier-mars 1992 Université Lille III -P. 115-132.

O. KOURCHID et C. ECKERT - "Les mineurs des houillères en grève: l'insertion dans un mouvement national", tome I, pp 85-107 in 1968 - Exploration du mai français sous la dir. de R. Mouriaux, A. Percheron, A. Prost, Danielle Tartakowski, Tome 1, Terrain, tome 2 Acteurs ; Logiques sociales l'Harmattan, 1992.

O. KOURCHID : "Unions, Politics and technocracy in the Northern French Coal Fields of Nord-Pas-de-Calais : Regional, local and personal hegemonies during the process of nationalization / Gewerkshaften, Politik und Teknokratie in den Kohlenrevieren Nordfrankreichs 1940-48 / Regionale, lokale und personelle Hegemonien während der Nationalisierung des Bergbaus, in : TENFELDE (Klaus) Dir.- Sozialgeschichte des Berbaus, im 19. und 20 Jahrhundert, Verlag C.H. Beck, München 1992? pp 641-655

##### Communications

O. KOURCHID : "L'identité disciplinaire de la sociologie et les recherches comparatives aux Etats-Unis", Communication aux Journées de l'IFRESI, 26 et 27 Janvier 1989.

O. KOURCHID : "Sites miniers d'Oignies-Pas-de-Calais : projets de censure, de développement et de culture scientifique et technique", présentation à la journée Le monde de la mine, 14 Avril 1989

O. KOURCHID : "Syndicats, politiques et technocratie dans les Houillères du Nord-Pas de-Calais : hégémonie régionales, locales et personnelles dans les processus de nationalisations -1940-48" : communication au Internationaler Kongress zur Berbaugeschichte (International Mining History Congress), Bergbau Museum, Bochum RFA, 4-7 septembre 1989

O. KOURCHID, "Identités régionales et comparaisons internationales : le Californisme", communication aux journées Comparaisons internationales (A. Prigent et alii), 18-19 novembre 1989, IRESCO-CNRS

### **1.2.3. Du monde de la mine aux sécurités industrielles dans les industries stratégiques**

---

O. KOURCHID, "The energies of memory, conservation and development : Coal miners and coal mining museums in the Nord-Pas-de-Calais", conférence au congrès annuel de l'Institute of British Geographers (IBG '90 Urban Regeneration and regional development, Geographical information systems, Glasgow, 4-8 janvier 1990

O. KOURCHID et A. KUHN MUNCH : "Mines et cités minières du Nord-Pas-de-Calais : l'évolution de la production et du travail à travers les photographies aériennes de 1920 à nos jours", communication à la session "Production d'énergie et matières premières" du 7ème congrès international du patrimoine industriel; Bruxelles 2-9 septembre 1990 (Association TICCIH; The International Committee for the Conservation of the Industrial Heritage)

O. KOURCHID : "Les énergies de la mémoire : conservation et transfiguration de la production et du travail minier", communication aux Journées de l'IFRESI, Lille, 24-25 janvier 1991

O. KOURCHID : "Un exemple de la remise en cause des acquis de 1936 : la réintroduction du système Bedaux", communication au colloque Les luttes des mineurs de 1940 à 1944 organisé par les Musées de la résistance nationale d'Ivry, l'Institut d'histoire sociale de la CGT, l'Institut de recherches marxistes; Harnes (P. de C.)/ Denain (Nord) les 1 et 2 juin 1991

O. KOURCHID "Les mineurs, la rationalisation et la Charte du travail", communication au colloque Les luttes des mineurs de 1940 à 1944 o.c.

O. KOURCHID, "Le statut du mineur, des nationalisations au traitement social des fermetures", communication au colloque Arras, 1891-1991, cent ans de conventions collectives, novembre 1991

O. KOURCHID : "la rationalisation de la stratégie à la politique : technocraties charbonnières dans les années 1940", communication aux Vèmes journées de Sociologie du Travail, Lyon, 13-15 novembre 1991.

O. KOURCHID "Élément pour un programme de recherche et de valorisation scientifique et technique sur les sécurités industrielles - a propos du classement des sites miniers d'Oignies", communication au Xème colloque national sur le patrimoine industriel, Mulhouse, 19-20-21 mars 1992 (CESTIM 1888, avenue de Colmar, 681000 Mulhouse -CILAC EHESS) publié dans le Bulletin de la société industrielle de Mulhouse n° 2/1992, n° 825.

F. BACLE-GIARD "Les rationalisations de la production sur un site industriel, questions et méthodes d'enquêtes à partir d'une étude de deux sites miniers, une fosse et une centrale thermique", Journées IFRESI, Lille, 28/29 Janvier 1993.

F. BACLE-GIARD "Les modifications socio-techniques d'une système productif, le cas des houillères du bassin du Nord/Pas-de-Calais", Première Université d'hiver des doctorants en sociologie du travail , Menthères (Jura - Ain), 13-20 Mars 1993.

\*  
\* \* \*

### **1.2.3. B. POLITIQUES ET TECHNIQUES DES SÉCURITÉS INDUSTRIELLES DANS LES INDUSTRIES STRATÉGIQUES (OPÉRATION NOUVELLE)**

*Chercheurs (LASTREE-CLERSE) : Olivier KOURCHID (DR), F. GIARD (AL)*

*Chercheurs d'autres équipes : Rolande TREMPÉ, Annie KUHN MUNCH, F. BARNIER*

*En association avec : CEA, INERIS (CERCHAR), SNCF, CILAC, Université de Valenciennes (MM. ROGER et RAVALLARD), EHESS (S. BENOIT et D. WORONOFF)*

#### **Présentation du projet de recherche**

*A partir de la notion de sécurité industrielle, et à l'aune des accidents mortels quotidiens ou catastrophiques, fondateurs ou fatalisés où la mine a sans conteste écrit le martyrologue des industries, le projet engage une enquête longitudinale comparative auprès des principaux pays charbonniers à extraction souterraine (Europe étendue, USA, RSA, Chine) conduisant à un inventaire institutionnel documenté des relations entre états et industries extractives (Services des mines, centres de secours, de recherches, de formation, à partir d'institutions comme le BIT, CERCHAR, BRGM et homologues). Cette recherche servira à construire une trame de périodisation à quatre paramètres (gisements et fondements de la dangerosité, réglementation/législation de base, accidents fondateurs, conceptions logiques d'analyse technique et institutionnelle) utilisable ensuite en direction d'autres secteurs de référence (chemins de fer, nucléaire, aéronautique) et qui servira aussi de mise en évidence*

### **1.2.3. Du monde de la mine aux sécurités industrielles dans les industries stratégiques**

---

*du rapport humain et technique à l'énergie fondamentale (combustibles solides/gaz et grisou, énergie cinétique et pressions, guidage, fission nucléaire/radiations).*

*L'accumulation réglementaire et technique des secteurs anciens (mines, chemins de fer) sera comparée à celle des secteurs récents (aéronautique, travaux sous-marins, et espace).*

*Corrélativement, en partant de la logique et de la conceptualisation contemporaine de la sécurité minière on étudiera le domaine théorique et pratique de l'archéologie du freinage et des contrôles des énergies (périodisée bien sûr) : rapports temps/puissance d'intervention, chaînes de responsabilités, automatismes, encore peu explorés. Le contrôle professionnel, étatique et social des sécurités industrielles sera entendu au sens large (délégués du personnel, secours, retraites).*

*Est directement intégrée à cet ensemble la thèse de Fabienne GIARD, (décembre 1991-décembre 1994), qui aborde l'autre versant du problème, celui de la constitution de la rationalité productive (titre provisoire de la thèse: Les rationalisations industrielles, des systèmes et des hommes à travers l'étude d'une industrie stratégique, dans le cas des houillères du Nord et du Pas de Calais.)*

*Ce travail privilégie l'étude de deux ensembles complémentaires du dispositif charbonnier: un site d'extraction, (siège et fosses) et un site de transformation (centrale thermique); et c'est à travers l'histoire de l'industrie houillère des trente dernières années que sont analysées les notions de rationalisation, leur mise en place, leur logique, et l'implication individuelle et collective des acteurs concernés.*

#### ***Financement***

*CNRS / Conseil Régional Nord-Pas de Calais (programme IFRESI)*

*Allocation de recherche MRE concernant F.GIARD*

## **1. LES ACTIVITÉS PRODUCTIVES ET LEURS MUTATIONS**

### **1.3. ENVIRONNEMENT ET ACTIVITÉS PRODUCTIVES**

**LES OPÉRATIONS DE RECHERCHE CONCERNÉES PAR LE THÈME 1.3.**

- A. Coût de production, capital et développement agricole, une comparaison France /Etats-Unis de l'adaptation de l'agriculture aux coûts de production
- B. Analyse des impacts socio-économiques de différentes politiques agricoles dans certaines régions européennes : compétitivité et protection de l'environnement
- C. Les énergies de la biomasse : impacts économiques et approche multicritères de choix de filières
- D. *Environnement - développement durable - analyse du développement régional*
- E. *Politiques publiques de l'environnement et emploi*



## PRÉSENTATION DES OPÉRATIONS PARTICIPANT AU THÈME 1.3.

### "ENVIRONNEMENT ET ACTIVITÉS PRODUCTIVES"

Depuis quelques années, les critères d'ordre environnemental prennent une place croissante dans la gestion d'un grand nombre d'activités productives dont la compétitivité coût a été pendant longtemps l'une ou sinon la seule préoccupation majeure.

Cet axe de recherche a précisément pour objet d'étudier les interactions entre politiques publiques et choix technologiques (emplois, investissement, ...), compétitivité et protection de l'environnement, que ce soit au niveau de modèles de développement sectoriels ou micro-économiques nationaux ou régionaux.

Plus précisément le secteur agricole et les politiques énergétiques font l'objet d'un premier ensemble de travaux prenant en compte simultanément la recherche d'une meilleure compétitivité coût s'appuyant sur l'exploitation des avantages comparatifs et la protection de l'environnement pour différents modèles de développement lorsque les producteurs réagissent à une modification de la structure des prix relatifs [BOUSSEMART J-Ph, MENSAH E.K.] ou à une réorientation des politiques agricoles [BOUSSEMART J-Ph., LEFER H.B.]. En ce qui concerne les politiques énergétiques, la logique auparavant purement stratégique qui conditionnait leur choix répond, maintenant, à des préoccupations environnementales et aux problèmes des excédents agricoles. Ces trois phénomènes conjugués, ouvrent le champ aux investigations dans le domaine des énergies de substitution et plus particulièrement les biocarburants. La conjoncture agricole actuelle motive la réflexion mais les enjeux sont complexes et les acteurs et intérêts divergents, ce que propose d'aborder la recherche d'Hassan EL ASRAOUI et de Pierre MASSON.

Par ailleurs, Bertrand ZUINDEAU examine les relations entre économie et environnement dans la perspective d'un développement durable et ce, à l'échelon d'une région. Ce dernier point est important car généralement, jusqu'à présent, les conceptions relatives au développement durable valent pour un cadre d'emblée mondial. L'analyse théorique des conditions de faisabilité de ce développement durable régional sera effectuée tandis que seront appréhendés les liens entre durabilité et disparités spatiales. La notion de durabilité sera également appréciée au regard des stratégies d'entreprises, d'une part, et des politiques publiques, d'autre part.

Enfin, Martine DELPIERRE développe un nouvel axe de recherche s'intéressant aux liens entre politique de l'environnement et dynamique de l'emploi, analysant l'impact des politiques incitatives du point de vue de la création de ressources humaines et de compétences qu'elles ont suscitées tant dans les entreprises que dans les structures d'intermédiation.

*Nota : Le développement à l'FRESI de recherches sur le thème "Environnement et Activités Productives" s'effectuera en cherchant à intensifier les coopérations qui viennent de s'engager avec l'équipe "Géographie des milieux fortement anthropisés" de l'Université des Sciences et Technologies de Lille, Équipe Postulante CNRS EPJ 039*



## **1.3. ENVIRONNEMENT ET ACTIVITES PRODUCTIVES**

### **1.3. A. COÛT DE PRODUCTION, CAPITAL ET DÉVELOPPEMENT AGRICOLE, UNE COMPARAISON FRANCE /ETATS-UNIS DE L'ADAPTATION DE L'AGRICULTURE AUX COÛTS DE PRODUCTION (OPÉRATION ACHEVÉE)**

**Chercheur (Lille 3 et CREA-LABORES) : Jean-Philippe BOUSSEMART (MC)**

**Chercheur d'une autre équipe : Edward Kingsley MENSAH (University of Illinois at Chicago and University of Chicago)**

Bilan scientifique de l'opération

Notre travail a pour objectif de comparer les potentiels de flexibilité et de compétitivité de l'agriculture américaine (modèle dit "extensif") et de l'agriculture française (modèle dit "intensif") face aux chocs sur les prix des facteurs de production, notamment de l'énergie.

Nous avons décrit les deux agricultures par une fonction de coût dual translogarithmique multiproduits-multifacteurs à progrès technique non neutre. La forme fonctionnelle de cette fonction de coût est dite flexible car elle n'impose pas a priori d'hypothèses restrictives sur les caractéristiques structurelles de la technologie associée (rendements à l'échelle, élasticités de substitution, ...).

Les estimations économétriques des deux modèles (période 1949-1987 pour les Etats-Unis et 1959-1988 pour la France) nous ont permis de calculer :

- la sensibilité des choix techniques des agricultures face aux variations des prix des inputs et des outputs,
- l'influence de la croissance de l'offre des produits agricoles sur les coûts de production,
- l'impact du progrès technique sur la compétitivité des deux agricultures.

Nos principaux résultats montrent en premier lieu que le progrès technique contribue encore à la baisse des coûts de production agricoles français alors qu'il n'existe plus d'effet notable sur la compétitivité des exploitations américaines.

Par ailleurs, les deux types d'agriculture sont caractérisés par des rendements à l'échelle croissants, ce qui laisse supposer que les États-Unis comme la France subventionnent de manière significative leurs exploitations.

Enfin dans le long terme, au fur et à mesure qu'elle augmentera sa production, l'agriculture française ressentira de plus en plus les variations des prix de l'énergie ou des autres consommations intermédiaires si elle ne modifie pas sa technologie actuelle. Par contre, l'agriculture américaine apparaît moins sensible aux prix du pétrole et pourrait diminuer sa dépendance énergétique par les possibilités de développement du gaz naturel (abondant aux USA) dans ses techniques de production.

Ainsi, notre recherche fait apparaître de manière assez claire qu'à l'avenir, le modèle de développement agricole français devrait d'avantage "extensifier" ses techniques de production à l'instar du modèle américain pour être moins affecté par d'éventuels chocs pétroliers.

#### **Financements**

Recherche LABORES-IFRESI réalisée avec les soutiens financiers du Contrat de plan Etat-Région, de la FUPL -Lille, du CNRS (indemnité de séjour d'E.K. MENSAH), de l'USDA (Département de l'agriculture, Washington).

#### **Publications de l'opération**

J-Ph BOUSSEMART, E.K. MENSAH, (1992) : "Energy Price Shocks and Some Estimates of Input Substitution, Scale Economies and Technical Progress in the United States and French Agriculture", rapport IFRESI dans le cadre du contrat de plan CNRS-Conseil Régional-Nord-Pas de Calais 1990-1993, avril, 26 p.

### **1.3. Environnement et activités productives**

---

J-Ph BOUSSEMART, E.K. MENSAH, (1991) : "Energy Price Shocks and Some Estimates of Input Substitution, Scale Economies and Technical Progress in the United States and French Agriculture", communication au colloque de micro-économie appliquée, Université de Caen, mai.

\*  
\* \* \*

### **1.3. B. ANALYSE DES IMPACTS SOCIO-ECONOMIQUES DE DIFFÉRENTES POLITIQUES AGRICOLES DANS CERTAINES RÉGIONS EUROPÉENNES : COMPÉTITIVITÉ ET PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT (OPÉRATION EN COURS)**

**Chercheurs :** Jean-Philippe BOUSSEMART (Lille 3 et CREA-LABORES) (MC), Henri Bertrand LEFER (CREA-LABORES) (CE)

**Chercheurs d'autres équipes :** Jean Marc BOUSSARD (INRA - Paris), Alison BURREL (Whye College, Université de Londres), Guillermo FLICHMAN (IAM - Montpellier), Florence JACQUET (IAM - Montpellier), Claudio MARQUES (Université d'Evora), Claude MEHIER (ITCF - Paris), Edmond TCHAKARIAN (ITE - Paris), Valera ORTEGA (Université de Madrid), A.C ROSSI (Université de Pérouse), P. STEDUTO (IAM Bari)

#### **Présentation et bilan provisoire de l'opération**

Actuellement, l'agriculture européenne est confrontée à une situation radicalement différente de celle qui prévalait à l'époque où la Politique Agricole Commune (PAC) fut définie. Il existe un certain consensus exprimé par la réforme de la PAC, pour réduire progressivement le niveau de protection de l'agriculture et le rééquilibrer.

Dans ce contexte, quelle est la situation dans différentes régions agricoles européennes? Quelles sont les mesures de politique agricole qui peuvent permettre, sans perte d'efficacité, de contribuer au développement des techniques respectueuses de l'environnement? Quel est le coût, en termes de pertes de revenus pour les agriculteurs, des politiques de protection de l'environnement? Tel est le type de questions auquel cette recherche en cours tente de répondre.

Dans ce programme, la Beauce, les Coteaux du Gers et les Vallées et Terrasses sont étudiées et sont comparées aux résultats des systèmes d'autres régions européennes (le Kent au Royaume-Uni, Emilia Romagna et les Pouilles en Italie, l'Alentejo au Portugal et l'Andalousie en Espagne). L'innovation de cette recherche est essentiellement l'utilisation conjointe, à l'échelle d'un ensemble de différentes régions, d'une méthodologie pluridisciplinaire originale (modèles de simulation agronomique couplés avec modèles économiques) qui combine les aspects socio-économiques avec les contraintes qu'impose la préservation de l'environnement. Il s'agit de modèles positifs dont l'objectif est de simuler le comportement réel des agriculteurs. (optimisation d'une certaine fonction objectif sous une série de contraintes physiques, financières et de risque).

Ces modèles nous permettront de réaliser une analyse des impacts de diverses mesures de politique agricole sur les différents types d'exploitations étudiées dans chaque région. Les politiques de prix et de crédit, ainsi que les aides directes et la politique de gel des terres seront étudiées. Des mesures directes de contrôle de l'environnement comme une limitation quantitative à l'utilisation d'engrais pourront ainsi être analysées, ce qui nous permettra de suggérer des actions de compensation éventuelles et d'estimer leurs coûts pour la Communauté.

#### **Financements**

Cette recherche LABORES-IFRESI s'inscrit dans un réseau qui bénéficie des financements de la CEE dans le cadre du programme "Compétitivité et Protection de l'Environnement", du Ministère de la Recherche dans le cadre du programme "Agriculture-Demain" et du contrat de plan État/Région. Il réunit environ 10 équipes de recherches françaises et européennes ainsi que deux organismes professionnels agricoles nationaux (ITCF et ITE).

### **1.3. Environnement et activités productives**

---

#### **Publications de l'opération**

(d'autres publications étant à venir car l'opération n'est qu'en phase de démarrage)

F. JACQUET (1993), "La réforme de 1992, un tournant dans l'histoire de la politique agricole commune", in DEMETER 93, Economie et Stratégies agricoles, eds Armand Colin, pp.13-73.

J-M. BOUSSARD, J-Ph. BOUSSEMART, G. FLICHMAN (1992), "Compétitivité et Protection de l'environnement de certaines régions agricoles françaises", réponse à l'appel d'offre "Agriculture - Demain" du MRE, juillet.

\*  
\* \* \*

#### **1.3. C. LES ÉNERGIES DE LA BIOMASSE : IMPACTS ÉCONOMIQUES ET APPROCHE MULTICRITÈRES DE CHOIX DE FILIÈRES (OPÉRATION EN COURS)**

**Chercheurs (Industries et Services - LABORES) :** Hassan EL ASRAOUI (CE), Pierre MASSON(IE), François MILLÉQUANT (CR)

**Chercheur d'une autre équipe :** Jean-Baptiste LESOURD (DR) (GREQE-EHESS, Université de Marseille)

#### **Présentation de l'opération**

Suite aux chocs pétroliers des années 1970, le choix des politiques énergétiques obéissait à une simple *logique de stratégie* (réduction de la dépendance énergétique, sécurité des approvisionnements...). Dans les années 1980, ces politiques sont devenues contraintes d'intégrer un volet devenu préoccupant qui est celui de l'*environnement* (suppression du plomb dans les carburants et autres mesures communautaires et nationales pour parer aux problèmes de la pollution : effet de serre, pluies acides...). A ces deux préoccupations s'ajoute actuellement la question des *excédents alimentaires* et la saturation des marchés mondiaux. La politique communautaire de soutien aux prix des matières premières excédentaires (subventions et restitutions à l'exportation) semble remise en question et on s'interroge réellement sur l'efficacité du maintien d'un tel système.

Ces trois phénomènes conjugués, ouvrent le champ de recherche de solutions aux problèmes au moment où on affiche quelques espoirs dans les énergies de substitution et composés oxygénés releveurs d'octane ou de cétane (bio-éthanol, bio-diésel, méthanol, ETBE, MTBE). L'agriculture est partie prenante mais à quel prix et pour quels résultats ? Si la politique de la jachère (nue) ne fait pas l'unanimité des acteurs, la "jachère énergétique" ne constituerait-elle pas, en revanche, un nouveau débouché pour des excédents valorisés autrement que pour l'alimentation ? Mythe ou réalité ?

Les enjeux d'une telle approche s'en trouvent très complexes et les intérêts divergents car les acteurs à mobiliser sont nombreux et partagent rarement la même logique quant au recours aux énergies de substitution : agriculteurs, industriels, pétroliers, Pouvoirs publics, mouvements écologistes, utilisateurs... L'esquisse de ce contexte général fait surgir une problématique simple dans sa formulation, quoique d'une réelle complexité dans sa résolution. Elle consiste tout d'abord à :

1- étudier et évaluer les filières de valorisation des différents substrats, sources d'excédents (blé, betterave, oléagineux...). On estime que ces substrats aboutissent à une énergie finale qui, par son utilisation, assurera "parfaitemment" l'équilibre environnemental ;

2- définir et concilier l'intérêt du recours aux énergies de substitution à l'échelle de l'*individu* (exploitant, entreprise, distillerie, unité de trituration et de transestérification...), de la *collectivité restreinte* (logique de développement local pour une région, commune...), de la *collectivité étendue* (enjeux macro-économiques : réduction de la dépendance énergétique, amélioration de la balance commerciale, sécurité de l'approvisionnement, maintien voire augmentation du revenu et de l'emploi des agriculteurs et des secteurs amont et aval) et enfin de la *Communauté européenne* (retombées sur le budget communautaire, systèmes de subvention...). Les enjeux de la Politique Agricole Communale et les différents rounds dans les négociations du GATT conditionnent parfaitement l'évolution de ces énergies de substitution ;

### **1.3. Environnement et activités productives**

---

3- utiliser une approche "programmation linéaire" (Duloy, Norton et Hanzell) pour mesurer les retombées micro-économiques (intérêts privés) et une modélisation par les "coûts fictifs" (Fourgeaud, Lenc lud et Picard, 1984) pour intégrer les aspects macro-économiques (intérêts publiques) d'une application énergétique de la biomasse ;

4- procéder à une évaluation générale des différentes filières retenues par l'application de l'approche multicritères pour éclairer le choix des décideurs sur les différentes filières de valorisation des substrats (usages énergétiques ou autres). La matrice filières/critères (base de données) retiendra à la fois les informations quantitatives et celles d'ordre qualitatifs.

Ce thème de recherche suscite l'intérêt d'un certain nombre de chercheurs, organismes de recherche, professionnels... Et dans un esprit de travail en commun et vu le caractère transversal de ce thème, on envisage de le développer dans le cadre d'un réseau de recherche en cours de constitution et qui regroupera des partenaires de plusieurs disciplines (économistes, agronomes, chimistes, spécialistes de l'environnement, de la santé...).

**Financements : CEE, ADEME, CNRS / Région Nord - Pas de Calais (programme IFRESI)**

#### **Publications de l'opération**

EL ASRAOUI Hassan et MASSON Pierre [1993] : "Les énergies de la biomasse : Essai de modélisation des retombées économiques et évaluation par l'approche multi-critère", contribution aux 3èmes journées de l'IFRESI, 28 et 29 janvier.

\*  
\* \* \*

### **1.3.D. ENVIRONNEMENT - DÉVELOPPEMENT DURABLE - ANALYSE DU DÉVELOPPEMENT RÉGIONAL (OPÉRATION NOUVELLE)**

**Chercheur (CEPE): Bertrand ZUINDEAU (MC)**

#### **Objet et méthode**

*L'objet de cette recherche est l'étude des interactions entre économie et environnement dans la perspective d'un développement durable, c'est-à-dire (à titre de définition provisoire) un développement n'impliquant, à long terme, ni une diminution des flux générés par le stock global de ressources naturelles, ni une diminution de la qualité de l'environnement.*

*L'originalité de la recherche - et sa difficulté - tient au cadre d'investigation choisi : l'échelon régional. En effet, les conceptions relevant du développement durable (ou du développement soutenable) valent généralement pour un cadre d'emblée mondial, eu égard au caractère international des flux de matières premières, mais aussi de plus en plus, à la dimension "transfrontières" des problèmes de pollution.*

*L'approche sera, en premier lieu, théorique. Elle visera à expliciter les conditions de faisabilité d'un développement durable sur un plan régional. L'apport des travaux sur le "développement durable" (approche économique et approche écologique), mais aussi celui de théories propres à l'économie régionale (notamment la théorie du développement endogène) seront considérés. Il conviendra aussi de s'intéresser à la relation équité-durabilité sur un plan spatial et examiner l'hypothèse suivant laquelle le développement non-durable a tendance à renforcer les disparités spatiales.*

*La recherche se poursuivra par une double étude empirique :*

- analyse des stratégies de croissance des entreprises régionales sous l'angle de la durabilité
- analyse des politiques publiques du point de vue de leur efficience à favoriser un développement durable.

\*  
\* \* \*

### **1.3. Environnement et activités productives**

---

#### **1.3. E. POLITIQUES PUBLIQUES DE L'ENVIRONNEMENT ET EMPLOI (OPÉRATION NOUVELLE)**

*Chercheur (LAST-CLERSE) : Martine DELPIERRE (IE)*

##### **Présentation**

*La recherche porte sur l'articulation des politiques publiques, support de l'intervention économique localisée, et de celles, émergeant dans la dernière période sur le thème de l'environnement.*

*Cette recherche intervient dans le prolongement de travaux antérieurs qui ont amené à une critique des politiques incitatives en matière de soutien au développement technologique et à l'innovation, en particulier à une critique de la notion de transfert de technologie (cf. l'opération 2.2.3. D. "Les relations recherche/industrie et l'intervention économique publique").*

*Ces travaux nous ont amené à analyser l'impact de ces politiques incitatives du point de vue de la création de ressources humaines et de compétences qu'elles ont suscitées, tant dans les entreprises que dans les structures d'intermédiation.*

*La mise en oeuvre de ce nouvel axe de recherche nous a fait nous intéresser aux liens entre politique de l'environnement et dynamique de l'emploi. Cette recherche a trouvé un premier contexte expérimental par la tenue de neuf séminaires sous le thème de la "prospective des nouvelles compétences et nouveaux métiers dans le domaine de l'environnement" réunissant en groupe de travail un échantillon représentatif d'acteurs publics et privés déterminants par rapport à un secteur économique donné : "environnement et besoins des associations", "environnement et sociétés de service et d'ingénierie", "aménagement, architecture, environnement", "travail et santé : l'entreprise comme élément de l'environnement", "environnement : de l'industrie de la récupération à l'industrie de la transformation", "agriculture et environnement", "environnement et besoins des collectivités locales et territoriales", "environnement et industries à effets directs sur l'environnement : produits et processus", "environnement et industries à effets indirects sur l'environnement : produits et processus".*

*La recherche se poursuit par l'évaluation de plusieurs actions soutenues par des financements publics (financement CEE-STRIDE, MRE, ) : programme "Technologies Propres dans l'Industrie", programme "Management Interdisciplinaire du Transfert de l'Innovation".*

##### **Financements**

*DIREN (Direction Régionale de l'Environnement), "l'action publique et les métiers de l'environnement"*

*C.E.E. STRIDE, TPI, MITI*

*Observatoire Communautaire de l'Environnement (CUDL)*

\*

\* \* \*



## **1. LES ACTIVITÉS PRODUCTIVES ET LEURS MUTATIONS**

### **1.4. INTÉGRATIONS EUROPÉENNES : INSTITUTIONS, ÉCONOMIE, DROIT**

#### **LES OPÉRATIONS DE RECHERCHE CONCERNÉES PAR LE THÈME 1.4.**

- A. Mutations des systèmes juridiques et droit de l'administration
- B. *L'insertion des Pays d'Europe Centrale et Orientale dans la division internationale du travail : régionalisation des échanges et transformation de l'appareil productif*
- C. Peut-il se constituer un sous-ensemble régional autour de la mer Noire? Approches turque et balkanique
- D. *Eurorégion éducative*
- E. Processus d'unification des deux États allemands. L'Allemagne unifiée
- F. La communication interculturelle en entreprise et dans le domaine de la négociation commerciale internationale



## PRÉSENTATION DES OPÉRATIONS PARTICIPANT AU THÈME 1.4.

### "INTÉGRATIONS EUROPÉENNES : INSTITUTIONS, ÉCONOMIE ET DROIT"

L'intégration désigne un processus par lequel différents éléments établissent entre eux des liens constitutifs d'un ensemble formant une unité, ou par lesquels ils entrent dans cet ensemble, en deviennent partie intégrante. L'intégration européenne au singulier est entrée dans le langage courant pour rendre compte de l'interdépendance croissante et du développement des échanges au sein de la Communauté Européenne, ainsi que du rôle moteur des institutions communautaires dans ce processus.

Cependant il serait plus juste de parler des intégrations européennes, au pluriel, aussi bien en ce qui concerne les espaces concernés que les niveaux ou les domaines auxquels l'intégration peut être observée.

Jusqu'à la fin des années 80 l'intégration d'une partie de l'Europe de l'Ouest était liée à la coupure de l'Europe en deux. L'éclatement de l'ancien bloc de l'Est a eu pour conséquence d'accentuer la polarisation sur la Communauté Européenne, d'enclencher des processus complexes de recomposition à l'est de l'Europe, fondés à la fois sur de nouvelles coopérations régionales et le développement des relations avec la Communauté Européenne et ses membres. Parallèlement, l'intégration de l'Europe de l'Ouest se poursuit ; toutefois, sous l'influence de cet environnement transformé mais aussi en raison des "effets de seuil" produits par l'entrée en vigueur du marché unique et la conclusion du traité de Maastricht, de nouvelles questions se posent sur la nature profonde du processus en cours du point de vue politique, institutionnel et juridique. Enfin, indépendamment des transformations en cours aux niveaux macro-économique et politique, la réorientation des stratégies et des comportements des individus et des organisations en fonction des perspectives nouvelles attendues de l'intégration européenne est elle-même susceptible d'avoir des conséquences sur les processus plus globaux.

Ces différents processus d'intégration, dans le cadre de l'Europe des Douze et dans l'ensemble de l'Europe ainsi que dans ses autres sous-régions, dans les domaines économique, politique, institutionnel et juridique, au niveau global et au niveau microsocial ou microéconomique n'ont pas les mêmes définitions, ni les mêmes rythmes, ni sans doute la même importance. Il n'est cependant pas déraisonnable de penser qu'ils entretiennent certains liens entre eux.

Les opérations de recherche réunies sous ce chapitre n'ont pas l'ambition de rendre compte de toutes ces intégrations, ni du processus d'ensemble. Mais elles abordent plusieurs problèmes cruciaux, et chacun à leur manière révélateurs.

Du point de vue économique et géopolitique trois thèmes sont abordés, qui affectent les équilibres européens actuels: l'unification allemande, l'insertion des pays d'Europe centrale et orientale dans la division internationale du travail, et la question de la constitution d'un sous-ensemble régional autour de la Mer Noire.

Le Centre de Recherche sur l'Allemagne Contemporaine mène un programme de recherche sur le processus d'unification de l'Allemagne qui aborde la mise à niveau de l'économie est-allemande et la rapide transformation de la société est-allemande ainsi que les aspects politiques et constitutionnels.

Dans le cadre de la Trans European Policy Studies Association, Philippe Rollet, Hadjila Krifa et Dominique Redor s'attachent, en liaison avec d'autres chercheurs de pays de la CEE et des pays d'Europe Centrale et Orientale (PECO), aux aspects géographiques et sectoriels des nouvelles relations des PEKO avec l'ensemble CEE. C'est par ces relations que passe principalement l'insertion de ces pays dans la nouvelle division internationale du travail.

Enfin, la décomposition des structures politiques de l'Europe balkanique soulève la question de la constitution d'un sous-ensemble régional autour de la Mer Noire. C'est peut-être la définition des limites géopolitiques de l'Europe qui est ici mise en cause dans les processus en cours au sein desquels la Turquie joue un rôle moteur dans une tentative de coopération régionale originale. Deniz Akagül (CEPE) et Semih Vaner (CERI-FNSP) dirigent ce programme avec pour objectif notamment d'évaluer les conséquences de ce processus pour les relations de ces pays avec la CEE et avec la France.

#### 1.4. Intégrations européennes : institutions, économie, droit

Mutations des systèmes juridiques et droit de l'administration. La littérature ne manque pas sur l'intégration juridique dans le cadre communautaire, ni sur les effets en droit interne des normes communautaires. Cependant le projet dirigé par Gérard Marcou (CRAPS) et mis en oeuvre avec des chercheurs de 8 pays différents aborde une question jusqu'ici peu explorée: quelle est la part de l'intégration juridique communautaire dans l'évolution du droit de l'administration dans les États membres. L'application ou l'incorporation du droit communautaire dans le droit national a-t-elle des incidences sur les structures fondamentales du droit de l'administration dans chacun des États membres? Alors que le droit de l'administration est dans chaque pays le plus lié à l'Etat et à l'histoire nationale, quelle part doit-on envisager à long terme pour le droit administratif européen et quelle part restera dominée par le pluralisme juridique?

Enfin, l'intégration européenne est aussi le fait des acteurs sociaux, individus, organisations et groupes, en fonction de leur anticipation à l'égard de l'intégration européenne. Le CRAC poursuit différentes opérations sur ce sujet. Il travaille tout d'abord à l'élaboration des modalités juridiques, financières et académiques de la coopération transfrontalière en matière éducative (K.Gerth, responsable du projet); il participe enfin à un programme international de recherche sur la communication interculturelle en entreprise et dans le domaine de la négociation commerciale (D.Welke, K.Gerth, H.Horling, U.Moureau). C'est un sujet qui intéresserait aussi le fonctionnement des institutions communautaires ou les négociations internationales.

## **1.4. INTÉGRATIONS EUROPÉENNES : INSTITUTIONS, ÉCONOMIE, DROIT**

### **1.4 A. MUTATIONS DES SYSTÈMES JURIDIQUES ET DROIT DE L'ADMINISTRATION (OPÉRATION EN VOIE D'ACHÉVEMENT)**

**Chercheur (CRAPS): Gérard MARCOU (PR), responsable du projet**

**Chercheurs d'autres équipes :** Prof. E. BALBONI, Université catholique de Milan, Dr. T. BJERKEN, Université de Stockholm, Conseil National de la Recherche, Prof. A. BLECKMANN, Université de Münster, J.P. COSTA, Conseiller d'Etat, Conseil d'Etat, Secrétaire général de l'Institut Français des Sciences Administratives, Prof. F. DELPÉRÉE, université Catholique de Louvain, Prof. J. McELDOWNEY, Université de Warwick, Prof. E. MALARET, Université de Barcelone, S. PAPPAS, Directeur de l'Institut Européen d'Administration Publique, Maastricht, Prof. B. DE WITTE, Université de Limbourg (Maastricht) Prof. B.W.N. DE WAARD, Université Catholique du Brabant (Le Tilburg)

#### **Bilan scientifique de l'opération**

Il s'agit d'identifier et d'évaluer les plus importantes évolutions qui ont touché le droit de l'administration dans les pays du champ et de déterminer la part des facteurs internes au système juridique national, de l'intégration européenne (Communautés internationaux plus généraux (influence de certains systèmes étrangers dans certains États, ouverture des économies). On s'intéresse aux évolutions qui affectent les concepts fondamentaux et les modes de raisonnement des droits nationaux ; tout évolution importante du fond du droit n'est pas pertinente et ne mérite pas d'être retenue dans le cadre de cette démarche. Une attention particulière se portera sur l'encadrement juridique de l'action économique de l'Etat. On essaiera en fin de compte de répondre à la question suivante : la formation d'un droit administratif européen affecte-t-elle des caractères essentiels des droits nationaux ou bien la réception de ce droit implique-t-elle que sa mise en oeuvre passe par la reproduction du pluralisme des systèmes nationaux ?

Pour mener cette réflexion de droit comparé, à la fois prospective et théorique, on a constitué un réseau scientifique, qui a déjà tenu deux séminaires (25 juin 1992 et 29 janvier 1993) au cours desquels ont été présentées et discutées une vingtaine de communications et les droits nationaux des pays du champ de l'étude.

Le séminaire du 29 janvier a permis de préciser les directives à mettre en oeuvre par la rédaction des contributions finales de tous les membres du groupe. On a renoncé à suivre un schéma commun, car les situations nationales sont très différentes, également quant à la périodisation de l'évolution et à la pondération des facteurs internes et externes de changement. On a cependant remarqué que les facteurs politiques et institutionnels internes pouvaient être des facteurs d'évolution plus puissants que l'effet direct et la primauté du droit communautaire. De plus, malgré l'abondance du droit législatif et réglementaire, les juridictions jouent partout un rôle moteur dans l'évolution du droit de l'administration. On observe partout une transformation profonde de l'action administrative : les procédés de puissance publique reculent devant les procédés contractuels, les emprunts aux institutions du droit privé se multiplient et se diversifient ; cependant le néo-libéralisme fait resurgir des formes traditionnelles et anciennes de la police, notamment en matière économique. On peut alors s'interroger sur la remise en cause de notions traditionnelles du droit administratif, susceptible d'induire un rétrécissement de son champ, et sur la possibilité d'une conception matérielle du droit administratif - le droit de l'administration. Enfin, la comparaison entre les différentes dynamiques d'évolution conduit à élaborer une problématique des rapports entre les ordres juridiques - ordre juridique communautaire et ordres juridiques nationaux : si ces derniers dominent l'application du droit communautaire dans l'ordre interne, en ce qui concerne le droit de l'administration durable des Communautés européennes.

#### **1.4. Intégrations européennes : institutions, économie, droit**

---

L'opération doit prendre fin à la fin de 1993. Un dernier séminaire se tiendra le 3 septembre. Il aura pour but d'examiner les contributions des participants, ainsi que l'introduction comparative que devra préparer G. Marcou, en vue de la publication, qui est prévue aux Editions l'Harmattan sur la base d'un prêt à clicher dans la collection "Logiques juridiques".

##### **Financement**

L'opération a bénéficié d'un soutien du MRT dans le cadre de l'appel d'offres "Intelligence de l'Europe", par rapport auquel le concours de l'IFRESI est complémentaire.

##### **Publications de l'opération**

La bibliographie se limite pour l'instant aux communications préparatoires des membres du séminaire. Elles se présentent sous la forme de rapports nationaux et ne sont pas destinées à la publication.

##### **Poursuite et extension de l'opération.**

*L'équipe internationale constituée pour la mise en oeuvre d'un projet est candidate à une reconnaissance comme réseau scientifique par la Commission des Communautés européennes au titre du programme "Capital humain et mobilité". Cette reconnaissance permettrait de disposer des moyens de poursuivre et d'approfondir le travail engagé. Au titre de ce programme, a déjà été obtenue une bourse de 11 mois au bénéfice d'un chercheur italien de Milan, M. Sabbioni, qui mènera à l'IFRESI dans le cadre du CRAPS, une recherche comparative sur les modes de gestion des services publics locaux.*

*L'opération pourrait être étendue aux institutions et aux finances locales dans l'Europe des douze. Cela permettra de contribuer à l'opération PIR Villes, mais aussi de capitaliser l'ensemble de nos travaux poursuivis par ailleurs sur les collectivités locales, les régions et le fédéralisme, ainsi que sur l'aménagement du territoire sur la base de plusieurs contrats avec la DATAR, et dans le cadre de l'Institut International des Sciences Administratives (Bruxelles), pour lequel G. Marcou est rapporteur général du thème "Démocratisation et décentralisation de l'Etat" à la conférence internationale de Toluca (juillet 1993 ; 50 communications annoncées, d'une vingtaine de pays). En dehors des publications citées dans la bibliographie, un autre ouvrage est en préparation dans cet esprit : G. Pola / G. Marcou / N. Bosch, "Structures administratives et investissements publics. Etude comparée de six grandes régions d'Europe".*

\*  
\* \* \*

#### **1.4. B. L'INSERTION DES PAYS D'EUROPE CENTRALE ET ORIENTALE DANS LA DIVISION INTERNATIONALE DU TRAVAIL : RÉGIONALISATION DES ÉCHANGES ET TRANSFORMATION DE L'APPAREIL PRODUCTIF (OPÉRATION NOUVELLE LANCÉE SOUS CONDITION DE FINANCEMENT))**

*Chercheurs (CEPE) : Philippe ROLLET (PR) coordonnateur scientifique de la recherche, Hadjila KRIFA (MC), Dominique REDOR (PR)*

*Chercheurs d'autres équipes : C. Reus et P. Van den Bempt, Groupe d'Étude sur les Politiques Économiques, Bruxelles, P. Lorca. Universidad Autonoma de Madrid, G. Pal et M. Sass, Institute for world economics, Académie Hongroise des Sciences, Judita Stouracova, Research Institute for Foreign Economic Relations, Prague, S. Praléa, Faculté de sciences économiques de l'université de IASI, Roumanie.*

*La recherche sera menée dans le cadre de la Trans European Policy Studies Association (TEPSA), fédération d'équipes européennes travaillant sur les différents aspects de l'intégration économique., avec participation de chercheurs de pays de la CEE et des PEKO (Pays d'Europe Centrale et Orientale)*

### **Présentation**

*L'insertion des PECO (pays d'Europe Centrale et Orientale) dans la division internationale du travail, dans le cadre de relations privilégiées avec la Communauté et donc dans le cadre d'un processus de régionalisation des échanges, est considérée comme un moyen essentiel favorisant le double processus de transition vers l'économie de marché et de rattrapage de l'écart de développement avec l'Europe occidentale. Elle soulève cependant deux grandes questions qui seront analysées dans cette recherche.*

**1- Quel doit être le cadre général de cette insertion ? Faut-il privilégier le développement des relations économiques sur une base plutôt bilatérale : (un PECO et la Communauté) ou faut-il développer la formule d'une intégration économique infra régionale, amorcée à travers la mise en place du groupe de Visegrad et qui s'inscrit dans une logique plutôt nouvelle de négociations et d'organisation de relations de zone à zone.**

**2- Dans quels secteurs orienter les spécialisations ? Quelles politiques d'accompagnement mettre en oeuvre, aussi bien du côté communautaire que des PECO? Quel rôle peut enfin jouer l'investissement direct étranger ?**

### **Financement**

*L'étude sera réalisée sous réserve d'un financement dans le cadre du programme ACE de la Commission des Communautés Européennes.*

\*

\* \* \*

## **1.4. C. PEUT-IL SE CONSTITUER UN SOUS-ENSEMBLE RÉGIONAL AUTOUR DE LA MER NOIRE? APPROCHES TURQUE ET BALKANIQUE (OPÉRATION EN COURS)**

**Chercheur (CEPE) : Deniz AKAGÜL (MC) co-responsable scientifique de l'opération avec Semih VANER**

**Chercheurs d'autres équipes :** Semih VANER (Centre d'Etudes et de Recherches Internationales / Fondation Nationale des Sciences Politiques / Paris), Faruk BILICI (Histoire, sociologie / Mer Noire turque / Université de Marmara), Selim ILKIN (Relations économiques internationales de la Turquie / SESRTCIC), Bernard LORY (Histoire contemporaine, Balkans / INALCO), Anne PLANCHE (Roumanie), Anahide TER MINASSIAN (Histoire, Arménie, diaspora arménienne / Université de Paris I), Anne de TINGUY (U.R.S.S., Russie/I.F.R.I.).

### **Présentation scientifique de l'opération**

Le passage au niveau mondial, d'une bipolarisation idéologique à un système "mono-idéologique complexe et relâché" amène à s'interroger sur l'avenir des systèmes et sous-systèmes régionaux. Dans une perspective à moyen terme d'une Europe à plusieurs vitesses, la Coopération Economique de la mer Noire initiée par Ankara, constitue une tentative de coopération régionale originale dont la recherche s'est fixée d'évaluer les atouts et les handicaps, ainsi que ses effets sur les relations des pays participants avec la C.E. et la France. Dans la mesure où les pays membre portent à la fois les caractéristiques d'un retard économique et les risques d'instabilité politique, la démarche proposée est interdisciplinaire et vise à établir les interdépendances entre les domaines économique, politique et culturel dans le cadre d'un schéma de causalité à double sens.

L'objectif principal de la première étape a été de saisir les structures politique, économique et sociologique de la région, qui en traçant les limites et les atouts de la coopération économique envisagée, ont servi de point de départ pour l'analyse prospective. Elle s'inscrit donc dans un cadre descriptif qui a consisté à constituer une base de données sur les pays de la CEMN à partir de publications antérieures (articles de revues spécialisées, de la presse quotidienne), publications officielles des pays concernés, entretiens effectués auprès d'organismes publics et privés des pays concernés. Afin de saisir les diverses approches (Turquie, pays balkaniques, CE et France) vis-à-vis de la CEMN, cette démarche fut complétée par des entretiens effectués auprès d'organismes turcs, balkaniques, français et européens (Ministères compétents turcs et balkaniques, responsables bancaires turcs et balkaniques, la D.G. 1 de la Commission de la CE, les Antennes d'Expansion Economique du Ministère français des Affaires étrangères, etc.)

#### **1.4. Intégrations européennes : institutions, économie, droit**

Durant la deuxième étape ont été mises en commun les réflexions menées dans les domaines politique, économique, sociologique, démographique et historique, afin d'améliorer la prise en compte des interactions entre les variables des différents domaines.

La troisième étape, en partant de la situation actuelle des rapports politiques et économiques entre les futurs membres de la CEMN, s'inscrit dans un cadre prospectif. Les scénarios furent conçus à partir des intentions des pouvoirs publics et de l'état des opinions publiques (saisis notamment à travers les entretiens effectués) d'une part et des limites structurelles déjà décrites dans la première étape du travail d'autre part.

#### **Financement**

D.A.T.A.R. Programme prospectif n° 5 "Conséquences pour (sur) le territoire français des changements en Europe Centrale et Orientale" (1991-1992)

#### **Publications de l'opération**

##### **Ouvrage collectif**

- "La mer Noire, ensemble géoéconomique?", in *Atlas de l'Europe centrale et orientale* (dir. Michel Foucher/D.A.T.A.R.), éd. Fayard, Paris, avril 1993.

##### **Articles**

- "La coopération économique de la mer Noire", *Revue du Marché Commun et de l'Union Européenne* n° 366, Paris, mai 1993.
- "Peut-il se constituer un sous-ensemble régional autour de la mer Noire? Approches turque et balkanique", en collaboration avec Semih Vaner, *C.E.M.O.T.I. (Cahiers d'Études sur la Méditerranée Orientale et le Monde Turco-Iranien)* n° 15, Paris, avril 1993.
- "La coopération des pays riverains de la mer Noire", série d'articles rédigés par les chercheurs dont les noms figurent ci-dessus et publiés dans les *C.E.M.O.T.I. (Cahiers d'Études sur la Méditerranée Orientale et le Monde Turco-Iranien)* n° 15, Paris, avril 1993.

\*

\* \* \*

#### **1.4. D. EURORÉGION ÉDUCATIVE**

**Chercheur (CRAC) : K. GERTH (MC)**

#### **Présentation**

*Dans les domaines politique, économique et social, la mise en place du Marché unique (Maastricht) génère nombre de formules de coopération bi- et multilatérale. En matière d'éducation, les formules existant à l'heure actuelle procèdent encore d'une démarche entre les États membres. Dans ce projet, il s'agit de dégager les modalités juridiques, financières et académiques envisageables en matière d'éducation/formation initiale au plan inter-régional transfrontalier (Nord-Pas-de-Calais/Kent/Flandre flamande, Pays-Bas, Basse-Saxe...).*

*Du point de vue de la méthode cette opération de recherche est directement liée à une expérimentation menée avec les partenaires intéressés.*

\*

\* \* \*

#### **1.4. Intégrations européennes : institutions, économie, droit**

---

#### **1.4. E. PROCESSUS D'UNIFICATION DES DEUX ÉTATS ALLEMANDS. L'ALLEMAGNE UNIFIÉE (OPÉRATION EN COURS )**

**Chercheurs (CRAC) : Serge GOUAZÉ (MC), Michael GRAAFF (PR), Ibrahima GUEYE (CE), Hans HORLING (PR), Jérôme VAILLANT (PR), Dieter WELKE (ASS)**

**Opération relevant d'un programme de coopération entre le CRAC et la revue Allemagne d'aujourd'hui**

##### **Présentation et résultats :**

1) En 1987, le Centre de recherche sur l'Allemagne contemporaine (Université de Valenciennes) et la revue Allemagne(s) d'aujourd'hui (Paris) ont, en raison de leurs liens personnels comme de leur intérêt commun pour l'étude des évolutions et transformations de la société allemande, passé un accord de coopération. Dans une première phase, ils se sont donné pour tâche d'étudier, à l'occasion du quarantième anniversaire de leur fondation, les problèmes que les deux États allemands, RFA et RDA, allaient avoir à maîtriser au seuil des années 90. Conçu à partir de 1988, ce programme a abouti à la publication d'un numéro spécial de la revue Allemagnes d'aujourd'hui, intitulé : "Quarantième anniversaire des deux États allemands (N°109/110, juillet-décembre 1989, 344 p.

Mais déjà transparaissait dans l'étude de la question nationale les bouleversements qui allaient conduire à l'unification de l'Allemagne. Dès lors a été institué au sein du CRAC un groupe de recherches chargé d'étudier le processus d'unification de l'Allemagne tant dans ses aspects extérieurs qu'intérieurs. Les premiers résultats des recherches entreprises ont été publiés dans un nouveau numéro spécial de la revue Allemagne d'aujourd'hui, (N°114, oct.-déc. 1990, 304 p.) "l'Allemagne unifiée : Aspects extérieurs et intérieurs de l'unification".

Le groupe de recherches sur l'unification allemande, conscient qu'après l'achèvement de l'unification étatique l'unification des sociétés et l'égalisation des conditions de vie restent à faire, étudiera prioritairement dans les années à venir les thèmes suivants : mise à niveau de l'économie est-allemande, transformation de la société est-allemande, réforme de la justice, le débat constitutionnel induit par l'unification, les constitutions des nouveaux Länder, à paraître en 1994 dans Allemagne d'aujourd'hui. Le poids du passé (Stasi) sera le sujet d'un Colloque international sur la "Déstasification", organisé par le CRAC en novembre 1994 à Valenciennes.

2) Méthodes : l'analyse de textes fondamentaux et de leur application, l'analyse des archives de l'ex-RDA, méthodes de "l'histoire orale", interviews des gouvernants (décideurs) et des gouvernés (victimes), l'analyse et nouvelle interprétation des enquêtes et sondages d'opinion sur l'évolution des mentalités de la population de l'Allemagne unifiée.

##### **Financement**

OFAJ, Observatoire de Berlin du CNRS, Presses de l'Ecole Normale Supérieure, Groupe d'information et de recherche sur les transformations allemandes (ENS-PARIS).

##### **Publications correspondantes**

VAILLANT J. avec HORLING H., 40e anniversaire des deux Etats allemands, N° spécial, N°109/110, Allemagnes d'aujourd'hui, 1989, 342 p.

VAILLANT J., l'Allemange unifiée. Aspects extérieurs et intérieurs de l'unification, N° spécial, N° 114, Allemagne d'aujourd'hui, 1990, 304 p.

VAILLANT J. L'Allemagne dans tous ses états : de l'Allemagne de l'Est à l'Est de l'Allemagne, avec les Presses de l'Ecole Normale Supérieur, N° spécial, N° 118, 1992, 274 p.

VAILLANT J. L'Allemagne au singulier, avec V. DONAT, F. FERLAN et S. GOUAZE, A. Colin, 1993, 350 p (à paraître)

Autres Articles de J. VAILLANT

"La question allemande" in Allemagnes d'aujourd'hui, N° 109/110, N° spécial "40ème anniversaire des deux États allemands" publié avec le concours du CRAC (Université de Valenciennes), Paris, juillet-décembre 1989.

Préface de ce N° spécial sur le même thème.

"L'Allemagne sur le chemin de l'unité", in AA, N° 111 (janv.-mars 90).

"Élections et unité allemande" in AA, N° 112 (avril-juin 1990).

"Analyse du scrutin du 18 mars 1990 en RDA" in AA, N°112 (cf. supra).

"Premières élections libres en RDA" in Communisme, revue dirigée par Annie Kriegel (Paris), 1990.

"Du SED au PDS" in H. Ménudier (éd), La RDA 1949-1989. Du stalinisme à la liberté, Publications de l'Institut d'Allemand d'Asnières, Paris III 1990.

"Analyse des premières élections générales allemandes du 2.12.90 et des scrutins régionaux du 14.10.90 "in Allemagne d'aujourd'hui", N°114, spécial Unité allemande, 1990, paru en janvier 91, larges extraits repris dans : F. Guérard (éd), l'Allemagne un an après l'unification, problèmes politiques et sociaux, La Documentation française, Paris octobre 1991, p. 31 et 57-62.

"Ebauche d'un bilan politique, économique et social" in Revue politique et parlementaire, Cahier "Allemagne : rêve et réalités", N°952, mars-avril 1991, pp. 19-25.

Article "RFA" et "RDA" (Histoire 1945-1990 et institutions politiques), dans Grand Larousse universel en 15 volumes, 1991 (30 pages dactylographiées)

"Allemagne", article dans Larousse annuel 1992 (6p. dactylographiées plus notices biographiques), sous presse

Notice biographique sur Willy Brandt pour le supplément du Larousse Universel (1993)

"Martin Walser malade de la division de l'Allemagne" in Revue d'Allemagne (actes du colloque l'Allemagne dans les années 80) Vol. 1/1992 Strasbourg, pp. 85-93.

Edition et présentation : Crise et Modernisation en Allemagne de l'Est, avec l'Observatoire de Berlin (CNRS), N° spécial, N°121, Allemagne d'aujourd'hui, 1992, 287.

Chapitre "Les forces politiques" dans l'Allemagne réunifiée, actes de l'Université d'été René Descartes (Ministère de la Recherche) juillet 1992, à paraître en 1993 (cf. conférences).

Participation au comité de rédaction de l'ouvrage "L'état de l'Allemagne" dirigé par A. M. le Gloannec, Ed. La Découverte, Paris 1993/94. Participation à titre préparatoire aux séminaires du CERI (Sciences Po, Paris) 92/93.

GOUAZÉ S., L'économie de la RFA face aux perspectives du marché unique européen, Allemagnes d'aujourd'hui, N°109/110, 1989.

GOUAZÉ S., Dimension et portée économiques de l'unification : le poids de l'Allemagne et sa place en Europe, Allemagne d'aujourd'hui, N°114, 1990.

GUEYE I., AKP : Portrait einer Staatengruppe, dans Franz NUSCHELER et Otto SCHMUCK (Ad.), Die Süd-Politik der EG, Europa Union Verlag, Bonn, 1992.

HÖRLING H., Crise du système politique en RFA ou crise des partis politiques ?, Allemagnes d'aujourd'hui, N°109/110, juillet-décembre 1989.

WELKE D., Y a-t-il une littérature nationale allemande ?, Allemagnes d'aujourd'hui, N°109/110, 1989.

\*

\* \* \*

**1.4. F LA COMMUNICATION INTERCULTURELLE EN ENTREPRISE ET DANS LE  
DOMAINE DE LA NÉGOCIATION COMMERCIALE INTERNATIONALE  
(OPÉRATION EN COURS )**

**Chercheurs (CRAC) : Dieter WELKE (ASS), Klaus GERTH (MC), Hans HORLING (PR), Ursula MOUREAU (ASS)**

**Présentation et résultats :**

Dans la multitude des facteurs à l'oeuvre dans l'intégration européenne les processus communicatifs interculturels jouent un rôle important, voire constitutif, dans bon nombre de domaines, qu'il s'agisse des rapports politiques, commerciaux, techniques, ou socio-culturels. Pendant longtemps la recherche universitaire avait quelque peu négligé cet aspect de l'intégration en accordant la priorité à l'étude des problèmes socio-économiques, politiques et juridiques et en considérant les problèmes de communication interculturelle comme mineurs. Cependant, l'évolution rapide de la recherche interdisciplinaire dans ce domaine, en particulier aux Etats-Unis, conduit aujourd'hui à un renversement de tendance.

Fondé en 1989 le groupe de recherche sur la communication interculturelle du CRAC se propose d'étudier les aspects spécifiques de la communication, et notamment de la communication verbale, entre sujets ou groupes de sujets appartenant chacun à une culture différente. La recherche porte essentiellement sur les processus à l'oeuvre dans le domaine de la négociation commerciale. Le groupe de recherche fait partie d'un groupement de recherche international, IBC (International Business Communication) qui fédère de nombreuses équipes de recherche universitaires au niveau européen : actuellement le groupement IBC est composé essentiellement d'équipes hollandaises, allemandes, belges et scandinaves. Le groupe du CRAC est pour le moment le seul groupe français présent dans IBC. Le travail du groupe de recherche s'est concentré depuis 1990 sur quatre aspects :

- la consolidation des amorces théoriques,
- la recherche socio-psychique (travaux sur la "corporate culture" et son implication dans la communication commerciale internationale),
- l'intégration du travail de recherche dans les activités du groupe IBC,
- applications didactiques.

**Publications correspondantes.**

MOUREAU U., les interférences culturelles dans les relations économiques franco-allemandes, Congrès LEA, Paris 24-26 janvier 1991.

MOUREAU U., Interkulturelles Fraining mit Vidéo, Actes du Congrès International sur la Communication en entreprise, Hambourg, 30.9. - 4.10.1991

GERTH K., La négociation internationale et l'entreprise, Colloque à l'adresse des spécialistes danois de l'enseignement post-baccauréat, Ambassade de France, Copenhague, sept. 1990

GERTH K., La communication interculturelle dans l'entreprise : les rapports de l'entreprise et de la société dans leur évolution depuis les années 1960, Communication au Colloque du CRAC-IBC, Valenciennes novembre 1990.

\*  
\* \* \*



## **1. LES ACTIVITÉS PRODUCTIVES ET LEURS MUTATIONS**

### **1.5. INSTITUTIONS ET MARCHÉS**

**LES OPÉRATIONS DE RECHERCHE CONCERNÉES PAR LE THÈME 1.5.**

- A. Histoire comparée des institutions de l'économie de marché
- B. Naissance et évolution du concept de "marché" dans l'histoire de la pensée économique
- C. Les politiques industrielles du patronat et de l'Etat



## **PRÉSENTATION DES OPÉRATIONS PARTICIPANT AU THÈME 1.5.**

### **"INSTITUTIONS ET MARCHÉS"**

Avec la même dimension comparative européenne que dans le thème 1.4. et cette fois, selon l'axe du temps long, s'inscrit le programme de recherches sur l'économie de marché, la formation de son concept et ses institutions. Plus spécialement :

-quelles relations entre les diverses instances qui interviennent et sont intervenues dans la vie économique et sociale, depuis les plus rapprochées et les plus "locales" jusqu'aux plus éloignées des acteurs de base (législation et administration des États, réseaux et institutions inter ou suprnationales) en passant par tous les niveaux intermédiaires ?

-comment se déplace, d'une époque à l'autre, la répartition entre les instances qui protègent, abritent, encouragent, et les espaces ouverts à l'initiative ou à l'infraction ? En passant par quelles crises de la régulation ?

En explorant une durée suffisante (deux siècles au moins), nous disposons d'un registre abondant et varié de pratiques, de normes et de représentations ; en envisageant un nombre suffisant de cas nationaux et régionaux, nous bénéficierons des lumières irremplaçables de l'analyse comparative. Dans la mesure où nous remontons assez loin dans le temps, nous pouvons en outre éclairer, par les spécificités de traditions nationales ou régionales, la diversité des attitudes adoptées aujourd'hui face au Grand Marché.

Les recherches correspondant aux interrogations précédentes sont conduites par une équipe de l'URA d'Histoire 1020 (G. Gayot, O. Hardy, J.P. Hirsch, P. Minard, D. Terrier). Elles se confrontent directement à une opération portant sur la naissance et l'évolution du concept de marché dans l'histoire de la pensée économique (B. Delmas, T. Demals, C. Soudan). Le bilan d'ensemble de travaux menés par N. Burgi au cours de la période 1989-1993 sur les politiques industrielles du patronat et de l'Etat fournit des éléments de réflexion intéressant directement le thème "Institutions et Marchés". Avec un point de vue proprement de Sciences Politiques, elle s'est attachée notamment aux formes d'intervention étatiques en France et en Grande-Bretagne et elle propose des catégories analytiques des "ressources" de l'Etat.



## 1.5. INSTITUTIONS ET MARCHÉS

### 1.5. A. HISTOIRE COMPAREE DES INSTITUTIONS DE L'ECONOMIE DE MARCHE (OPERATION EN COURS)

Chercheurs (Histoire, URA 1020) : Gérard GAYOT (MC), Odette HARDY (PR), Jean-Pierre HIRSCH (MC), Philippe MINARD (CR), Didier TERRIER (MC)

#### Bilan scientifique de l'opération

1. Nos recherches sur l'histoire économique et sociale de la France dans la longue durée, de la "guerre d'argent" de Colbert au "grand marché européen" de Maastricht, chacune labourant un champ particulier et empruntant sans hésitation certains autres axes du programme de l'IFRESI (l'évolution des entreprises, localisation des activités et aménagement des territoires industriels aux XVIII<sup>e</sup> et XIX<sup>e</sup> siècles), ont eu un objet commun : les rapports entre l'économie de marché, l'intervention et l'encadrement des institutions. Dans l'étrange combinaison de centralisation et de laissez-faire qui caractérise l'histoire française depuis trois siècles, nous avons été attentifs à deux aspects et donc privilégié deux approches :

- Les niveaux -étatiques, supraétatiques, non étatiques- où se produisent les normes et s'exercent les contrôles, les lieux d'innovation et de déréglementation ; le jeu entre ces niveaux, l'état de ces lieux.

- les attentes des acteurs de la vie économique face au marché, autrement dit la demande d'institutions. On en a, à coup sûr, trop souvent préjugé, négligeant en particulier la richesse, la variété et les contradictions qui caractérisent l'attitude des entrepreneurs. "Timorés" ou "intelligents", routiniers ou "dynamiques", pratiquant la gestion opérationnelle ou la gestion stratégique, pour parler comme les inspecteurs des manufactures au XVIII<sup>e</sup> siècle ou comme Schumpeter, les manufacturiers et les négociants, les industriels et les marchands n'ont jamais eu les mêmes impatiences, ni les mêmes nostalgies.

Nous esquissons ci-après les résultats de nos recherches et quelquesunes de nos hypothèses, tels que nous les avons communiqués à des chercheurs français et étrangers dans le cadre de l'organisation d'une table ronde qui se tiendra à Lille en novembre 1993.

2. Nous avons montré l'importance pour notre histoire du moment révolutionnaire qui a vu proclamer la "liberté d'entreprise" (G. GAYOT, J.-P. HIRSCH, 1989), et suggéré que l'invasion de tous les discours par le thème de la liberté était à l'origine de malentendus dont les traces sont encore visibles aujourd'hui.

- il faut remonter au moins au milieu du XVIII<sup>e</sup> siècle et plutôt à Louis XIV, pour comprendre dans quelles conditions le marché et ses valeurs ont pénétré peu à peu la société, alors qu'ils ne concernaient qu'un nombre restreint d'acteurs (villes, grand commerce, Etat monarchique). Certaines régulations de la vie économique ont trouvé leurs limites : la corporation s'accorde mal des migrants, les industries de pointe de la réglementation, les inspecteurs des manufactures de la déréglementation (P. MINARD, 1991, 1993).

- La critique des modèles anciens n'exclut pas pour autant une *demande institutionnelle forte*, au contraire. Le marché ne se conçoit pas, ni ne se fait sans réglementation de sa liberté. Les milieux du négoce et de la fabrique "bien intentionnés" sont fermement attachés à diverses institutions, lieux de production des règles et, systèmes de régulation de la concurrence, des jurandes aux chambres de commerce. La condamnation rétrospective du colbertisme, imputant d'ailleurs au ministre une politique qui n'était pas la sienne -le colbertisme "high tech" est une innovation de Mazarin dans l'industrie drapière (G. GAYOT, 1993)- a contribué à faire oublier l'attitude des entrepreneurs. Enclins par l'air du temps à critiquer le carcan corporatif et réglementaire, ils demeurent très soucieux de conserver ou d'obtenir de "nouveaux" règlements et d'anciennes protections (G. GAYOT, 1991, J. P. HIRSCH, 1991, P. MINARD, 1993).

- Tous les courants de l'économie politique d'après 1750 l'expriment aussi avec force : les Français ne croient pas à la main invisible. C'est qu'ils ont dû se penser à la fois dans le cadre d'une monarchie unitaire et dans le contexte d'unités économiques diverses, dénivélées, mal reliées entre elles. Certes beaucoup d'acteurs, sensibles à la logique politique monarchique, qui seule répond à leur aspiration unitaire, attendent de l'Etat l'aggiornamento des institutions qui les concernent. Ils s'habituent à n'exprimer leurs intérêts que dans le discours de l'intérêt général. Mais ils ne renoncent pas au privilège, mode de rencontre heureux entre leur propre contrôle et la grâce qui descend du pouvoir royal, à Lille et à Sedan (J.-P. HIRSCH, 1991, G. GAYOT, 1993).

- De la Révolution date, en revanche, le discrédit des corps intermédiaires et des priviléges. L'Assemblée constituante balaye la plupart des institutions de l'économie française, métiers ou corporations, réglementation du commerce des blés, inspection des manufactures, chambres de commerce... Suivant une logique sociale, politique et idéologique, elle mêle dans sa réprobation ce qui était jusqu'alors généralement distingué : la corporation et le règlement, autrement dit le cadre de la régulation et sa nécessité même (G. GAYOT, J.-P. HIRSCH, 1989).

De là, cette contradiction spécifique de la France contemporaine entre l'état de péché et l'état de grâce de l'Etat, l'Etat-gendarme et l'Etat-providence, l'Etat-toujours-trop-lourd et l'Etat-jamais-là-ou-on-l'attendait. L'Etat se trouve chargé en principe de toute la production des lois et règlements, seule instance organisatrice du jeu économique et garante du lien social. Mais ce rôle, qui lui incombe d'abord par défaut, par la disparition des autres instances régulatrices, lui est en même temps refusé, puisque s'installe rapidement un nouveau conformisme, qui frappe d'illégitimité toute activité normative en ces matières.

3. La France des XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles se révèle impuissante à définir clairement et durablement les institutions convenables à son développement économique. La promotion de l'individu -agent, celle aussi du cadre national, qui anticipe sur la réalité d'un marché encore fragmenté, ne sont pas sans effet mobilisateur. Mais le refus conformiste de l'organisation rejette dans l'incertitude ou la confusion la production et l'usage des lois et règlements. Et longtemps, l'expression des groupements d'intérêts fait problème.

- En réalité, toutes sortes de nomenclatures des produits, de règlements de la production demeurent ou s'installent, alors même que triomphe le libéralisme officiel. Les appels insitants des bureaux parisiens ou des responsables politiques à une généralisation du laissez-faire n'empêchent pas les acteurs de s'organiser à d'autres niveaux plus rapprochés : au sein des "fabriques", circonscriptions élémentaires de l'activité industrielle, urbaine et rurale, du XIX<sup>e</sup> siècle ; sous l'autorité des prud'hommes ou grâce à la consécration que des arrêtés municipaux fournissent "provisoirement" aux arrangements conclus entre les entrepreneurs. Choix délibéré, tolérance ou ignorance, le "laissez-faire" qui s'exprime au centre du pouvoir s'analyse bien souvent comme un laisser-régler ailleurs et sur place c'est-à-dire à la périphérie, inévitablement... (J.-P. HIRSCH, 1991, D. TERRIER, 1992, G. GAYOT, 1993).

Mais ce dispositif institutionnel n'en génère pas moins inerties ou impuissances. Seules quelques institutions, comme les chambres de commerce -réapparues dès le Consulat- y évoluent avec aisance au prix de quelques euphémismes. Pour le reste, ce ne sont pas seulement les ententes, destructrices de "la concurrence naturelle et libre du commerce" et susceptibles de tomber sous le coup du Code Pénal (article 419) qui souffrent de trop grandes obligations de réserve, au moins jusqu'à la réforme de 1926 (O. HARDY, 1993). Le défaut de pratiques simples et ouvertes de l'organisation peut expliquer que des tâches avouées comme urgentes par certains industriels français, aient été pourtant différenciées, plus ou moins gravement selon les régions.

## **1.5. Institutions et Marchés**

---

Nos recherches conduisent donc à une révision des thèses ou des discours sur la fameuse hypertrophie du centre qui aurait été et serait encore - gloire ou tare?... - la caractéristique du système institutionnel français. En fait, le phénomène, qu'il faut encore repérer et mesurer sur d'autres terrains, loin de se réduire à la survivance d'un dirigisme antérieur, lui aussi à réviser, semble avoir fait bon et long ménage avec l'économie de marché à la française. Il se nourrit de l'insuffisante activité ou de la discréption des autres niveaux d'organisation ; il est grossi, ou en tout cas déformé, par le discours abondant, passionné et sommaire sur la libre entreprise.

- Il paraît en tout cas nécessaire de remettre en perspective et de relativiser les changements intervenus depuis plus d'un demi-siècle. Multiplicité et mobilité des instances de régulation ne sont-elles pas deux constantes de l'histoire économique et sociale de notre pays ? Aussi la redécouverte des vertus de l'organisation, à partir du "néo-capitalisme" de la fin des années 1920, ne constitue-t-elle pas un bouleversement. Rien en France qui mérite la qualification de "Grande Transformation" que Polanyi attribue aux évolutions du temps de la crise.

La mémoire des trois derniers siècles peut enfin nous aider à repérer ce que les changements les plus récents ont de véritablement neuf et sur quel terrain ils se font jour ; nous songeons :

- à la division des tâches et à l'enchevêtrement des compétences apparus plus clairement à la conscience des Français avec l'avancement de la décentralisation.
- et bien sûr à l'habitude de tenir compte d'instances de décisions extérieures à notre hexagone. Les institutions européennes en seraient-elles la première forme ?

### **Publications de l'opération**

- GAYOT Gérard, "Des durables opportunités du marché de l'Etat dans l'industrie textile français pendant la Révolution", *État finances et Economie pendant la Révolution française, actes du Colloque de Bercy, 1989*, Paris, Imprimerie nationale, p. 305-315.
- GAYOT Gérard, *De la pluralité des mondes industriels. La manufacture royale de draps de Sedan 1646-1870*, Thèse de doctorat d'Etat, Lille III, 1993, 825 p. dact., Dir. P. Deyon.
- GAYOT Gérard et HIRSCH Jean-Pierre éd. avec la collaboration de MALLE-GRAIN Nadine et MINARD Philippe, *La Révolution française et le développement du capitalisme, actes du Colloque de Lille 1987, Revue du Nord*, Hors Série, coll. Histoire n° 5, 1989, 439 p.
- GAYOT Gérard et HIRSCH Jean-Pierre, "Les institutions de l'économie de marché, niveaux de l'organisation économique et sociale en Europe, XVIII - XX<sup>e</sup> siècles", communication aux 3<sup>e</sup> journées de l'I.F.R.E.S.I., janvier 1993, p. 335-340.
- HARDY Odette, "Une limite au libéralisme sauvage : Ententes et cartels au XIX<sup>e</sup> et dans la première moitié du XX<sup>e</sup> siècle", à paraître, *Revue du Nord*, n° 300, avril-juin 1993.
- HIRSCH Jean-Pierre, "Revolutionary France, cradle of free enterprise", *American Historical Review*, vol. 94, n° 5, 1989, p. 1281-1289.
- HIRSCH Jean-Pierre, *Les deux rêves du commerce, entreprise et institution dans la région lilloise (1780-1860)*, Thèse de Doctorat d'Etat, Lille III, 1989 ; Paris, E.H.E.S.S., 1991, 536 p. (Prix de la Société d'histoire consulaire 1991, décerné par les Anciens Présidents des Chambres de Commerce).
- HIRSCH Jean-Pierre et MINARD Philippe, "Laissez-nous faire et protégez-nous beaucoup", pour une histoire des pratiques institutionnelles dans l'industrie française, XVIII<sup>e</sup> - XIX<sup>e</sup> siècles", in BERGERON Louis et BOURDELAIS Patrice dir., *La France est-elle douée pour l'industrie ?*, à paraître, Editions de l'Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales.
- TERRIER Didier, *Les deux âges de la proto-industrialisation. Les tisserands ruraux dans le Cambrésis et le St-Quentinois, 1720-1880*, Thèse de Doctorat d'Etat, Lille III, 1992, 590 p., Dir. P. Deyon. A paraître aux éditions de l'E.H.E.S.S.



**1.5 B. NAISSANCE ET ÉVOLUTION DU CONCEPT DE "MARCHÉ" DANS L'HISTOIRE DE LA PENSÉE ÉCONOMIQUE (OPERATION EN COURS)**

**Chercheurs (LAST-CLERSE) : Bernard DELMAS (Ass), Thierry DEMALS (MC), Cécile SOUDAN (IE)**

**Présentation de l'opération (recherche en cours)**

Au cours de la période 1989-1993, les recherches de Bernard DELMAS et Thierry DEMALS ont principalement été menées hors du cadre de l'IFRESI. Elles ont porté sur deux thèmes essentiels : le rôle de la pensée physiocratique dans la naissance de l'économie politique en France et au Royaume Uni ; et la diffusion de pensée smithienne et ricardienne en France.

Ces recherches ont donné lieu à plusieurs articles sur :

- le "Tableau économique" de Quesnay et l'analyse des physiocrates, son rôle dans la naissance du concept de "marché",
- la pénétration en Grande Bretagne des théories physiocratiques et leur critique par Adam Smith,
- le rôle de Du Pont de Nemours dans la réponse physiocratique aux critiques françaises (en particulier celles de Jean-Baptiste Say).

Leurs recherches ont encore consisté en un réexamen des formes de la diffusion en France des œuvres de Ricardo (dans le cadre de la nouvelle traduction des "Principes de l'économie et de l'impôt" de David RICARDO, réalisée par Cécile SOUDAN pour les éditions Flammarion).

*Pour la période 1993-1996, la collaboration de B. DELMAS et T. DEMALS avec l'IFRESI va s'intensifier avec le projet de traduction, avec C. SOUDAN, de "The Place of Science in Modern Civilization" de Thorstein VEBLEN. Dans ce recueil d'essais publiés entre 1892 et 1908, Veblen, qui est considéré comme l'un des fondateurs du courant institutionnaliste américain, développe une sévère critique de la société capitaliste et de son courant de pensée dominant, et s'interroge sur la nature du capital, sur la signification historique et le statut du socialisme - questions qui gardent aujourd'hui toute leur pertinence.*

*Par ailleurs, B. DELMAS et T. DEMALS, qui participent actuellement à l'organisation d'un colloque à l'ENS Saint-Cloud sur la Diffusion Internationale de la Physiocratie (23-24 Septembre 1993), envisagent notamment d'intensifier leur collaboration avec les historiens de l'URA 1020.*

\*  
\* \* \*

**1.5. C LES POLITIQUES INDUSTRIELLES DU PATRONAT ET DE L'ETAT  
(OPERATION ACHEVEE)**

**Chercheur (CRAPS) : Noëlle BURGI (CR)**

**Bilan scientifique de l'opération**

A partir d'enquêtes sur les restructurations industrielles (le cas des charbonnages a été ici privilégié), le projet avait pour ambition d'engager une réflexion sur les formes d'intervention de l'Etat dans deux pays aux traditions politiques, économiques et sociales extrêmement différentes : la France et la Grande-Bretagne. Avant 1989, un travail de terrain en France avait déjà été effectué (évaluation des mécanismes d'aide à la réadaptation dans les charbonnages et la sidérurgie ; pôle de conversion du bassin minier du Nord-Pas-de-Calais et Valenciennois). Il avait donné lieu à un certain nombre de rapports et de publications.

Tout le problème consistait à savoir quels étaient les critères autorisant une comparaison entre différentes formes d'intervention étatique. La comparaison ne devait pas se limiter à mettre en valeur et à organiser, sous la forme par exemple d'une typologie, les différences constatées, quitte ensuite à les rapporter à la culture politique des pays considérés ou aux spécificités locales ou régionales perceptibles au niveau microsociologique. D'importantes recherches avaient déjà abondamment nourri une réflexion de cette nature (travaux de sociologie historique ou analyses produites par les spécialistes des politiques publiques). Or il était un problème théorique et méthodologique que ces recherches ne résolvaient pas de façon satisfaisante : si l'on pouvait désormais en toute rigueur conférer une identité significative aux techniques ou aux instruments d'intervention étatique assez différents d'un pays à l'autre, autrement dits rendre compte de leur singularité irréductible, comment expliquer dans le même temps la similitude des objectifs et les résultats tout à fait comparables auxquels aboutissent les interventions des États ? La question de la similitude des objectifs ou des résultats se posait avec d'autant plus d'acuité dans les années 80 que le Thatcherisme semblait remettre en cause les principaux acquis de la théorie sociologique et politique s'agissant de la comparaison entre la Grande-Bretagne et la France. Jusque-là, on avait pu opposer "idéotypiquement" ces deux sociétés en isolant, dans le système politique de la première, l'existence d'un "centre" ou d'un "Etat faible", modèle radicalement différent de l'"Etat fort" français, avec sa tradition bureaucratique et centralisatrice. Or le Thatcherisme, tout en dénonçant vigoureusement les "excès" du "trop d'Etat", n'a pas cessé pendant plus de dix ans d'introduire "par en haut" des réformes si importantes que la société britannique s'en est trouvée notablement transformée. Un Etat "faible" pouvait donc être "fort" et une intervention "néo-libérale", en principe hostile à toute forme de planification, faire preuve néanmoins d'un volontarisme politique impressionnant.

C'est pourquoi le projet initial a subi une réorientation à partir de 1986-1987, travail qui s'est poursuivi après 1989 et qui s'est conclu par la rédaction et la soutenance d'une thèse de doctorat d'Etat (1991) puis par la publication d'un livre (1992). La méthode choisie a été adaptée aux problèmes épistémologiques auxquels se heurtait le chercheur.

Partant des acquis de la sociologie historique et des travaux de politiques publiques, l'effort a consisté à tenter de dégager des catégories analytiques qui fassent partie intégrante de l'étude de l'intervention de l'Etat, c'est-à-dire des catégories qui soient un instrument de réflexion permettant d'organiser une problématique cohérente du point de vue de la comparaison, mais qui soient également pertinentes pour l'étude d'un seul cas et indépendamment de la société étudiée. La méthode a donc consisté à mener une réflexion théorique et méthodologique portant sur les outils de l'analyse comparative, réflexion qui s'est appuyée sur l'étude approfondie d'un seul cas : l'intervention de l'Etat britannique dans la régulation des relations professionnelles, et plus particulièrement dans les charbonnages.

L'analyse de l'intervention de l'Etat britannique a été développée à partir de deux points de comparaison différents : d'une part, le type idéal de l'"Etat fort" français ; d'autre part, la similitude des transformations socio-politiques et économiques liées à la "crise" de l'Etat-providence. Il fallait en effet :

1) Repérer sur la moyenne durée les formes et les outils d'intervention de l'Etat dans un domaine particulier (la régulation des relations professionnelles) et de tenter de spécifier leur identité significative. La démarche ici s'est inspirée d'une problématique wébérienne au sens où cette identité ne pouvait être dégagée que par référence à un type idéal, en l'occurrence celui de l'"Etat fort" français. La conclusion qui s'est imposée a été la suivante : les instruments d'intervention de l'Etat britannique se caractérisent par une certaine *souplesse* ou une certaine *ambiguïté* inhérentes à la "faiblesse" des ressources "propres" de l'Etat (ses divers appareils, ses moyens "propres" - bureaucratiques, répressifs, etc. - d'intervention).

2) Réinterpréter la "force" ou la "faiblesse" de ces instruments par référence aux objectifs et aux résultats de cette intervention considérés dans leur spécificité (le cas britannique) et dans leur globalité (schématiquement : la "crise" de l'Etat-providence dans le contexte de la révolution technologique en cours, phénomène commun à toutes les sociétés occidentales qui a obligé les Etats à redéfinir fondamentalement les principes de leur intervention économique et sociale). En distinguant ainsi les *formes* institutionnelles de la domination politique et l'*exercice* de cette domination, le problème consistait à savoir comment les autorités centrales, agissant sous la pression de contraintes de toutes sortes (aussi bien historiques et culturelles que conjoncturelles et internationales), adaptent

## 1.5. Institutions et Marchés

ou aménagent les formes institutionnelles héritées du passé pour intervenir dans des situations concrètes et changeantes.

Au terme de ce travail de recherche, il a été possible d'expliciter une problématique du pouvoir et de définir des catégories analytiques ("ressources propres", "ressources stratégiques", "effet démonstratif" de l'intervention, etc.) qui semblaient donner une réponse satisfaisante à l'interrogation qui l'avait motivée. Ce résultat a été atteint au moment de l'achèvement d'une thèse de doctorat d'Etat et il a été affiné avec la publication, en 1992, d'un livre et d'un article synthétique dans la *Revue Française de Science Politique*.

### **Publications de l'opération**

#### Livres

1992. L'Etat britannique contre les syndicats, Paris, Editions Kimé.

#### Articles

1989. "Eléments de réflexion sur le thatchérisme", Cahiers du CRAPS, n° 7.

1990. "Grande-Bretagne. Une confédération, trois stratégies", in G. Bibes et R. Mouriaux, Les syndicats européens à l'épreuve, Paris, Presses de la Fondation Nationale des Sciences Politiques, 193-215.

1991. En collaboration avec Bob Jessop : "Flexibilization and State Strategies", in B. Jessop, H. Kastendiek, K. Nielsen & O.K. Pedersen (dir.), *The Politics of Flexibility : Restructuring State and Industry in Britain, Germany and Scandinavia*, Edward Elgar Publishing Limited.

1992. "Etat faible, pouvoir fort : l'exemple de la Grande-Bretagne", Revue Française de Science Politique, 42, 3, 402-416.

1993. "L'impasse britannique", Projet, mars.

#### Rapports

1989. "La SOFIREM dans le pôle de conversion du bassin minier du Nord-Pas-de-Calais", Cahiers du CRAPS, n°9.

1991. Etude d'évaluation des interventions financières des fonds structurels communautaires dans les zones éligibles au titre de l'Objectif 2 en Lorraine, étude commanditée par la Commission des Communautés Européennes et effectué dans le cadre du bureau d'études ACT Consultants (Paris). Pierre METGE, Noëlle BURGI, Jean-Pierre KERTUDO et Pierre MEYER, mai 1991.

#### Communications

"Les enjeux identitaires du mouvement ouvrier britannique dans le passage au post-fordisme", Communication présentée aux Journées de l'IFRESI, janvier 1991.

"Le modèle politique britannique et la gestion des inégalités sociales", Communication présentée au colloque organisé par l'Université Simon Bolivar (Vénézuela) L'égalité: un thème, un problème, Caracas, juillet 1991.

"Pouvoir, discours et pratiques politiques de l'égalité", Communication présentée au colloque organisé par le Centro de Estudios sobre la Realidad Contemporanea (CERC, Santiago du Chili) sur L'égalité et la démocratie, Santiago du Chili, juillet 1991.

\*  
\* \* \*

## **2. LES VILLES ET LES TERRITOIRES**

### **2.1. DYNAMIQUE DES POPULATIONS DES PAYS INDUSTRIALISÉS**

**LES OPÉRATIONS DE RECHERCHE CONCERNÉES PAR LE THÈME 2.1.**

#### **2.1.1. Stabilité et changements dans les comportements et structures démographiques**

- A. Les difficultés à réduire les inégalités géographiques de mortalité à différentes échelles
- B. Variations géographiques de la fécondité et des structures familiales
- C. Analyse de la variabilité de l'impact géographique du vieillissement démographique

#### **2.1.2. Mutations des milieux géographiques et modifications géostructurelles des populations**

- Causes et effets des disparités géographiques de l'insertion professionnelle, du chômage des jeunes et de l'activité-inactivité féminine dans le Nord-Pas-de-Calais
- Les disparités géographiques (quantitatives et qualitatives) de l'offre et de la demande de formation (du niveau préscolaire jusqu'à celui de l'enseignement supérieur) et leur impact socio-économique dans le Nord-Pas-de-Calais
- Synthèses régionales et réflexion sur la dimension régionale et locale des phénomènes de population

#### **2.1.3. Mobilité et dynamiques migratoires**

- A. Mobilité spatiale et migration
- B. Les nouvelles dynamiques migratoires en Europe et leurs effets sur les processus d'insertion-exclusion sociale (opération en cours)



## PRÉSENTATION DE L'ENSEMBLE DES OPÉRATIONS PARTICIPANT AU THÈME 2.1.

### "DYNAMIQUE DES POPULATIONS DES PAYS INDUSTRIALISÉS"

L'analyse de la dynamique des populations des pays industrialisés (répartition, comportements, structures, mobilités) est conduite par une équipe du Laboratoire de Géographie Humaine : Pierre-Jean THUMERELLE (PR), Jean-Pierre RENARD (MC), Benjamin KOSTRUBIEC (MC), Alain VAGUET, Jean Claude KAPUSTA (CE), Dominique CRETON (ATER), Sylvie COUPLEUX (ATER), Sabine DUHAMEL (ATER), Frédéric DUMONT (ATER), Vincent PIEDANNA, François-Olivier SEYS, Damien CASTELAIN, Jean-François GHEKIERE (BDI).

Les mouvements migratoires en Europe et leurs effets sur les processus d'insertion-exclusion sociale sont analysés par Zaihia ZEROULOU (LABORES) co-responsable de l'opération avec Bruno COURAUXT (Centre d'Etudes de l'Emploi), en collaboration avec un réseau de chercheurs européens.

Cet ensemble de recherches se regroupe autour de trois axes :

- **Stabilité et changement dans les comportements et les structures démographiques**, à travers l'analyse des inégalités géographiques de la mortalité (Pierre-Jean THUMERELLE, Jean-Claude KAPUSTA, Jean Claude LAHOUTE, Olivier LACOSTE, Benjamin KOSTRUBIEC , Alain VAGUET, Dominique CRETON et D. PRINGE) et de la fécondité (Pierre-Jean THUMERELLE, Dominique CRETON). L'impact du vieillissement de la population sur le fonctionnement économique et social, les problèmes de sa gestion dans le cadre urbain, font l'objet d'une opération de recherche (Pierre-Jean THUMERELLE) incluant des thèses (Jean François GHEKIERE, F. BENMEZROUA).
- **Mutations des milieux géographiques et modifications géostructurelles des populations**, à travers l'analyse des disparités géographiques de l'insertion professionnelle, du chômage des jeunes (Pierre-Jean THUMERELLE, Vincent PIEDANNA, D. CASTELAIN), de l'accès à l'enseignement supérieur (Frédéric DUMONT) et agricole (B. CATOUILlard), des relations villes-universités (WALKOWICS).
- **Mobilité et dynamiques migratoires**, à travers l'analyse de la mobilité à l'intérieur de l'agglomération lilloise (Pierre-Jean THUMERELLE, Sylvie COUPLEUX, Sabine DUHAMEL), de la mobilité résidence-travail et des changements résidentiels. Enfin, l'analyse des dynamiques migratoires en Europe est conduite sur la base d'une comparaison entre modèles migratoires prenant en compte l'interaction des flux de populations avec les contextes différents des sociétés d'accueil : "gestion" de l'immigration, marchés de l'emploi, politiques sociales (Zaihia ZEROULOU et coll.).



## **2.1.1. STABILITÉ ET CHANGEMENTS DANS LES COMPORTEMENTS ET STRUCTURES DÉMOGRAPHIQUES**

### **2.1.1.A LES DIFFICULTÉS À RÉDUIRE LES INÉGALITÉS GÉOGRAPHIQUES DE MORTALITÉ À DIFFÉRENTES ÉCHELLES (OPÉRATION EN COURS)**

**Chercheurs (LGH) :** Pierre-Jean THUMERELLE (PR), Jean-Claude KAPUSTA (CE), J.C.LAHOUTE (CE), O. LACOSTE (CE), Benjamin KOSTRUBIEC (MC), A. VAGUET (CE), Dominique CRETON (ATER), D. PRINGE (CE)

#### **Présentation de l'opération incluant une thèse**

L'analyse porte sur les causes médicales, sociales et culturelles de variation spatiale de la mortalité.

L'opération qui a bénéficié d'une aide importante de l'IFRESI a comporté des travaux collectifs dans le cadre:

- d'un colloque international organisé à Lille (en collaboration avec l'Observatoire régional de la santé et les commissions de géographie de la population et développement et santé de l'Union géographique internationale : 80 communications, 120 participants appartenant à 29 pays) sur les inégalités géographiques de la mortalité en 1990, actes publiés sous la direction de P.J. THUMERELLE dans Espace-Populations-Sociétés, 1990/3, 1991/1,
- et d'un cahier cofinancé LGH-IFRESI: L'inégalité devant la mort dans le Nord-Pas-de-Calais, Travaux et documents du LGH, série études n°7, 1991, 80 pages (articles de P.J. THUMERELLE: La surmortalité de la population du Nord-Pas-de-Calais: mythes et réalités; J.C. KAPUSTA : La géographie de la mortalité selon le sexe et l'âge dans le Nord-Pas-de-Calais; J.C.LAHOUTE: Mortalité spécifique pour diverses affections; comparaison du Nord-Pas-de-Calais avec le reste de la France; O. LACOSTE Géographie infrarégionale de la santé dans le Nord-Pas-de-Calais).

Elle repose également sur un gros travail individuel: la thèse de Jean-Claude KAPUSTA (BDI IFRESI, puis ATER), sur "Les aspects régionaux de la surmortalité en France", très récemment achevée et qui sera soutenue en septembre 1993. La mortalité a régressé partout en Europe occidentale, mais derrière une apparente standardisation des comportements de nouveaux clivages se substituent aux anciens au niveau des États, tandis qu'au niveau régional et infra-régional au contraire les inégalités traditionnelles sont plutôt confortées qu'atténuées. C'est cette résistance à la diffusion géographique (repérable par des indicateurs standardisés spécifiques mis au point au cours de la recherche), qui repose davantage sur des héritages culturels plus que sociaux-économiques et des différences d'attitude face au corps et aux soins.

#### **Autres publications**

B. KOSTRUBIEC : Le sida en France. Géographie régionale. Cahiers Geos, Montpellier, 1989, n°4, 38 p.

A. VAGUET : La prématûrité des décès: méthodes comparées, Espace-Populations-Sociétés, 1990, n°3, pp. 417-426

B. KOSTRUBIEC : Dissemblances de structure et contrastes régionaux de la mortalité en France, Espace-Populations-Sociétés, 1991, n°1, pp 37-45

P.J. THUMERELLE : La mortalité de la population du Nord-Pas-de-Calais: un exemple de la stabilité des modèles régionaux de mortalité, Espace-Populations-Sociétés, 1991, n°1, pp 55-72

D. CRETON et D. PRINGE : Variations régionales de la mortalité en République d'Irlande, Espace-Populations-Sociétés, 1991, n°1, pp. 113-125

J-C KAPUSTA : une surmortalité sociale ou régionale?, journées de l'Ifresi, 1993.

\*  
\* \* \*

## **2.1.1. Stabilité et changements dans les comportements et structures démographiques**

---

### **2.1.1.B. VARIATIONS GÉOGRAPHIQUES DE LA FÉCONDITÉ ET DES STRUCTURES FAMILIALES**

Chercheurs (LGH) : Pierre-Jean Thumerelle (PR), Dominique CRETON (ATER)

#### **Présentation de l'opération incluant des thèses**

L'opération porte sur les variations géographiques de la fécondité et des structures familiales en liaison avec les nouvelles formes de conjugalité, les types d'urbanisation, le changement dans l'activité féminine en Europe du Nord-Ouest (études comparatives portant sur la France du Nord, l'Irlande, les Pays-Bas, l'Allemagne rhénane).

Il s'agit d'une étude relativement fine de la diffusion des nouveaux comportements dans un ensemble territorial à cheval sur le mode germanique, le monde anglo-saxon et le monde latin, et des inégales résistances rencontrées (notamment en matière d'avortement). Pour l'instant les travaux ont surtout consisté en des analyses thématiques ou régionales, dont la synthèse ne pourra être achevée que dans une phase ultérieure avec le concours de partenaires étrangers.

L'opération principale en a été la thèse de Dominique CRETON (allocataire de recherche puis ATER) sur: "La fécondité en République d'Irlande : Singularité démo-culturelle et différenciation spatiale", achevée avec l'aide de l'IFRESI; thèse de géographie humaine (nouvelle thèse, label européen), soutenue le 18 janvier 1993 à l'Université des Sciences et Technologies de Lille (directeur P-J Thumerelle): La singularité de la fécondité irlandaise en Europe, qui remonte au XIXème siècle, s'est maintenue longtemps avant de connaître des changements profonds à partir de la fin des années 1950. L'évolution depuis les années 1960, concomitante d'une période de modernisation et de changement social, a eu pour conséquence principale une chute de la fécondité. Les années quatre-vingt ont vu se poursuivre le déclin de la fécondité maritale tandis qu'"explosait" la fécondité hors-mariage, en particulier à Dublin, dans un contexte socio-économique difficile. C'est un phénomène géographiquement très différencié et intrigant, dans le contexte culturel irlandais. La singularité irlandaise en Europe occulte souvent la violence des contrastes spatiaux au sein du pays, ainsi qu'à l'échelle intra-régionale.

Cette thèse, qui priviliege et revendique une approche géographique, s'articule autour de deux directions de recherche, la compréhension et l'explication de la spécificité démographique et culturelle irlandaise, et l'analyse des facteurs de différenciation spatiale de la fécondité en Irlande. Ces deux axes doivent être considérés dans leur complémentarité et leurs interactions, afin de rendre compte, au mieux, d'une situation bien particulière.

La rapidité des changements en cours est un atout pour une meilleure compréhension des mécanismes socio-économiques et socio-culturels complexes qui accompagnent la baisse de la fécondité. L'Irlande est un laboratoire intéressant pour essayer de mieux cerner les raisons et modalités de l'évolution, à la fois dans ce qu'elles ont d'exemplaire pour l'étude géographique générale de la fécondité et comme l'expression d'une spécificité nationale.

2 autres thèses sont en cours: "Les familles dans le Nord-Pas-de-Calais" (J.P. MOMONT, Pr. agrégé), "La géographie des structures familiales dans le Bénélux et en Allemagne" (F.O. SEYS, allocataire-moniteur).

#### **Autres publications**

P.J. THUMERELLE : Tradition démographique et sociabilité dans le Nord-Pas-de-Calais. Séminaire Santé et Culture. Observatoire Régional de la Santé. Lille. 1989, pp.8-20.

D. CRETON: Changes in fertility in the Republic of Ireland, colloque UGI de Kiel "The geographical approach of fertility", 1989 (actes sous presse).

D. CRETON: "Fertility changes and the Irish family", Geography, 1990, 76, 2, pp. 154-57.

D. CRETON: Fertility changes and the Irish Family, Geography, april 1991; D. Creton: Pour une approche géographique de la fécondité: le cas irlandais, 2èmes journées de l'IFRESI, Lille 1991.

### **2.1.1. Stabilité et changements dans les comportements et structures démographiques**

---

D. CRETON: Les Irlandaises dans le changement social, hommes et terres du Nord, 1992-2, pp. 97-105;  
D. Creton: La spécificité démographique de l'Irlande" colloque "les comportements démographiques en Europe", Bruxelles, fev 1993.

\*  
\* \* \*

### **2.1.1.C ANALYSE DE LA VARIABILITÉ DE L'IMPACT GÉOGRAPHIQUE DU VIEILLISSEMENT DÉMOGRAPHIQUE**

**Chercheurs (LGH) : Pierre-Jean THUMERELLE (PR), Jean-François GUEKIERE (BDI)**

#### **Présentation de l'opération incluant des thèses**

Le vieillissement est un processus irréversible dans les sociétés contemporaines. Son impact et ses effets ont surtout été étudiés à l'échelon macro-social ou macro-économique. Mais dans la pratique le traitement quotidien des effets du vieillissement et du ressort des collectivités locales.

C'est cet aspect beaucoup plus fluctuant et souvent plus contraignant du vieillissement à l'intérieur des cadres urbains (étudié en partie dans le cadre d'une l'ATP franco-québécoise dont les travaux ont été publié dans un numéro spécial d'Espace-Populations-Sociétés -1992, 1- coordonné par P.J. THUMERELLE) qui a focalisé l'attention.

Deux thèses viennent de démarrer dans le prolongement de cette recherche:

- celle de J.F. GHÉKIÈRE (BDI IFRESI): "Le vieillissement de la population à l'échelle micro-urbaine et ses implications: l'exemple de l'agglomération de Lille", qui porte sur les relations entre les changements de structures par âge à l'échelle très fine de la commune ou du quartier et ses effets corrélatifs sur les besoins sociaux en matière de logements, de services, d'équipements, d'aides spécifiques; ses implications politiques au niveau du transfert de charges dans les budgets des communes et de la nécessaire adaptation des services communaux
- et celle de F. BENMEZROUA sur "Les personnes très âgées dans l'agglomération de Lille."

#### **Autres publications**

P.J. THUMERELLE : Structures by age, in "The changing population of Europe.", Blackwell, Londres (Edited by D. Noin, UGI) (1991)

P.J. THUMERELLE et J.L. GHEKIERE: Aspects du vieillissement en milieu urbain: l'exemple de la zone urbaine de lille, Espace-Populations-Sociétés, 1992, n°1).

\*  
\* \* \*



## **2.1.2. MUTATIONS DES MILIEUX GÉOGRAPHIQUES ET MODIFICATIONS GÉOSTRUCTURELLES DES POPULATIONS**

Chercheurs (LGH) : Pierre-Jean THUMERELLE (PR), Vincent PIEDANNA (AL), D. CASTELAIN (AL), Jean-Louis HOTTE, Frédéric DUMONT (ATER), B. CATOUILARD (PR), WALKOWICS (AL), Jean-Pierre RENARD (MC)

Dans cette opération, il s'est agi avant tout d'étudier les effets quantitatifs et qualitatifs de la décomposition-recomposition du tissu économique et social des vieilles régions industrielles sur les populations concernées (en intersection étroite avec l'opération 2.2.1. A.). Cette étude a conduit à approfondir deux thèmes (l'activité et la scolarisation), tout en commençant, en fin de période, à développer des synthèses régionales.

### **A) Causes et effets des disparités géographiques de l'insertion professionnelle, du chômage des jeunes et de l'activité-inactivité féminine dans le Nord-Pas-de-Calais**

#### **Présentation de cette partie de l'opération incluant des thèses**

La thèse de Vincent PIEDANNA (allocataire-moniteur puis ATER), dirigée par P.J. THUMERELLE est en voie d'achèvement (soutenance prévue pour septembre 1993). Elle porte sur "L'étude géographique de l'insertion professionnelle et du chômage des jeunes dans le Nord-Pas-de-Calais". Une seconde thèse vient de débuter sur "L'impact infra-régional des mutation des emplois: l'exemple des métiers du transport" (D. CASTELAIN, allocataire de recherche).

#### **Autres publications**

P.J. THUMERELLE : Population et emploi, in Le Nord-Pas-de-Calais à l'heure du grand marché européen, Lille, 1989, pp.37-52.

J.L. HOTTE et V. PIEDANNA : Un cas d'aide à l'insertion professionnelle des jeunes: les stages dans le Nord-Pas-de Calais en 1988. Journées de l'IFRESI, Lille 1991.

J.L. HOTTE et V. PIEDANNA : Le chômage dans le Nord-Pas-de-Calais, in Annuaire des Pays-Bas Français, Rekkem (Belgique), 1991.

### **B) Les disparités géographiques (quantitatives et qualitatives) de l'offre et de la demande de formation (du niveau préscolaire jusqu'à celui de l'enseignement supérieur) et leur impact socio-économique dans le Nord-Pas-de-Calais**

#### **Présentation de cette partie de l'opération incluant des thèses**

Une thèse a été développée à l'issue d'un premier travail collectif de recherche effectué dans le cadre de l'IFRESI, celle de Frédéric DUMONT (BDI IFRESI puis ATER): "Géographie et inégalités dans l'accès à l'enseignement supérieur: le cas exemplaire de la région Nord-Pas-de-Calais", thèse soutenue en janvier 1992 (sous la direction de P.J. THUMERELLE), mention très honorable avec félicitations (jury composé de R. HÉRIN, J. JOLY, J.P. RENARD et P.J. THUMERELLE). Le résumé en a déjà été présenté en 1.1.3.G.

Deux autres thèses sont en cours : "La géographie de l'enseignement professionnel agricole dans le Nord-Pas-de-Calais" (B. CATOUILARD, Pr de lycée agricole) sous la direction de J.P. RENARD; "L'université et la ville" (WALKOWICS allocataire-moniteur) sous la direction de J.P. RENARD.

## 2.1.2. Mutations des milieux géographiques et modifications géostructurelles des populations

### **Autres publications**

F. DUMONT et P.J. THUMERELLE : Géographie et inégalités dans l'accès à l'enseignement supérieur: le cas exemplaire de l'académie de Lille. Espace-populations-Sociétés, 1990/1, pp. 147-157.

J.P. RENARD : La préscolarisation en France: quelques aspects, Espace-Populations-Sociétés, 1990/1, pp. 63-71.

J.P. RENARD et J. DESIRE : l'éducation dans la CEE, Espace-Populations-Sociétés, 1990/1, pp. 163-173.

J.P. RENARD : L'offre d'enseignement au collège et disparités géographiques, Hommes et Terres du Nord, 1990/1, pp.63-72.

J.P. RENARD et M. GLEIZERI : Pour un projet d'action pédagogique prioritaire dans la circonscription maternelle de Lille, Hommes et Terres du Nord, 1990/1, pp. 63-71.

F. DUMONT : Les formations supérieures en France, Hommes et Terres du Nord, 1990/1, pp. 147-157;

Un chapitre d'ouvrage collectif: J.P. RENARD : Education: Formal education and the changing need for a skilled Labour Force, in The Changing Population of Europe, Blackwell, Londres (Edited by D. Noin, UGI) (sous presse, à paraître fin 1991).

### **C) Synthèses régionales et réflexion sur la dimension régionale et locale des phénomènes de population:**

Il s'agissait d'étudier la population du Nord-Pas-de-Calais, dans une vision rétrospective mais aussi prospective, en liaison avec la dynamique régionale et la mutation des activités dans le contexte national et européen. Une grande partie des moyens a été consacrée à l'achat et à la mise en exploitation des données du recensement de 1990. Les travaux sont en cours, co-financés IFRESI-LGH, mais les premières publications vont seulement paraître en 1993.

### **Autre publication**

P.J. THUMERELLE : Le Nord-Pas-de-Calais: affaiblissement économique et résistances démographiques. Hommes et terres du Nord, spécial Nord-Pas-de-Calais, 1989, pp. 9-24.

\*

\* \* \*

## **2.1.3. MOBILITÉ ET DYNAMIQUES MIGRATOIRES**

### **2.1.3. A. MOBILITE SPATIALE ET MIGRATION**

**Chercheurs (LGH) : Pierre-Jean THUMERELLE (PR), Sylvie COUPLEUX (ATER), Sabine DUHAMEL (ATER)**

#### **A) Réalisation d'une enquête portant sur la mobilité familiale, professionnelle et spatiale d'un échantillon de 1300 ménages de l'agglomération de Lille et son aire périurbaine**

##### **Présentation**

Il s'agissait avant tout d'étudier les liens entre les différentes formes de mobilité dans un espace donné. Cette étude a été conduite à partir de deux approches habituellement contradictoires: les flux, les migrants. Elle a été effectuée sur un échantillon de 1300 ménages au sein de la région Nord-Pas-de-Calais et apporte un certain nombre d'éléments nouveaux quant aux motivations des individus et la notion distance-temps. Les résultats de cette enquête ont été exposés dans un certain nombre de rapports

Ce travail cofinancé par l'IFRESI, La DERD et la région a été achevé en 1991; un résumé des méthodes (déroulement, traitement et exploitation) et des premiers résultats a été publié sous la forme d'un rapport de recherche: S. COUPLEUX et S. DUHAMEL: Enquête démogéographique sur la mobilité de la population de la région Nord-Pas-de-Calais, sous la direction de P.J. THUMERELLE. 2ème rapport 1989. 3ème rapport 1992.

Il a surtout servi de matériaux à deux thèses en voie d'achèvement, qui bénéficient du soutien IFRESI cf. le point B ci-dessous.

#### **B) Navettes quotidiennes de travail, changement résidentiel, et flux migratoire dans une vieille région industrielle touchée par la crise et en cours de métropolisation: l'aire urbaine centrale du Nord-Pas-de-Calais**

##### **Présentation de cette partie de l'opération incluant des thèses**

Cette partie de l'opération correspond d'une part à la thèse de Sylvie COUPLEUX (Allocataire-moniteur, puis ATER) sur "La mobilité résidentielle dans la zone urbaine centrale du Nord-Pas-de-Calais". Par le biais des travaux menés jusqu'à présent, l'auteur a tenté dans un premier temps de cerner les différents niveaux de polarisation et d'étudier les modifications structurelles de la population pour faire apparaître l'évolution des structures spatiales et la réorganisation de l'espace régional. Une deuxième étape débouche sur l'identification des rapports entre les comportements de mobilité et les caractéristiques spécifiques de l'espace urbain. C'est pour dégager l'explication des phénomènes de mobilité, à travers l'étude du vécu et des initiatives personnelles, face au contexte régional qu'a été réalisée une enquête dite "triple biographie". Elle porte sur la population de la "zone urbaine centrale". (soutenance annoncée pour décembre 1993)

Cette partie de l'opération correspond d'autre part à la thèse de Sabine DUHAMEL sur "Les migrations alternantes au sein de la région Nord-Pas-de-Calais". Par le passé, l'implantation et le maintien d'une industrie dans une région ou une zone géographique donnée, étaient étroitement liés à la localisation des matières premières avec des bassins d'emploi dominés par une activité. Depuis quelques dizaines d'années, avec la baisse du secteur secondaire et la montée du secteur tertiaire, on voit apparaître une nouvelle logique spatiale de répartition des entreprises, qui privilégie certains fragments de l'espace. Face à cette réorganisation, l'homme doit montrer sa capacité d'adaptation au milieu ; il manifeste par sa migration sa relation avec l'espace, et tente d'établir un équilibre entre lieu de production et lieu de consommation. La migration ne se réduit pas à un processus économique, par ses motivations et ses effets la mobilité spatiale est aussi un phénomène sociologique. Le changement dans la géographie régionale est ainsi mis en évidence par exemple par les modifications sociales qu'engendrent les déplacements de courte distance entre les villes et les campagnes.

### **2.1.3. Mobilité et dynamiques migratoires**

---

#### **Autres publications**

P.J. THUMERELLE : Les Belges dans le Nord de la France, in "mélanges offerts au Pr . Gamblin", Hommes et Terres du Nord, 1991.

S. DUHAMEL et S. COUPLEUX : Mobilité résidentielle dans l'agglomération lilloise entre 1975 et 1982", Colloque UGI "Les populations à micro-échelle", Varsovie, 1992.

S. DUHAMEL : Les échanges de travailleurs frontaliers entre le département du Nord et la Belgique: un renversement au profit des provinces belges, journées IFRESI, 1993.

S. COUPLEUX : Cycle de vie et mobilité résidentielle en milieu urbain, journées IFRESI, 1993.

#### **C) Le système migratoire intra-européen:**

##### **Publications**

P.J. THUMERELLE: Migrations internationales et changement géopolitique en Europe, in Annales de géographie, mai-juin 1992, n°165, pp. 289-318.25.

P.J. THUMERELLE: Le système migratoire transeuropéen: changement et permanence, symposium de la Commission de géographie de la population, 27e Congrès UGI, Los Angeles, 1992 (sous presse)

P.J. THUMERELLE: La question migratoire en France et en Allemagne, (sous presse)

\*  
\* \* \*

### **2.1.3. B LES NOUVELLES DYNAMIQUES MIGRATOIRES EN EUROPE ET LEURS EFFETS SUR LES PROCESSUS D'INSERTION-EXCLUSION SOCIALE (OPÉRATION EN COURS)**

**Chercheur (LABORES) : Zaïbia ZEROULOU (MC) co-responsable scientifique de la recherche avec Bruno COURAUT**

**Chercheurs d'autres équipes :** Maria FRANGOULI (Re-integration Center For Returning Migrants, Grèce) ; Catherine LLOYD (Center For Research in Ethnic Relations, University of Warwick, UK) ; Heloisa PEREIRA PERISTA (Centro De Estudos Para a Intervençao, Portugal) ; Albert BASTENIER (Groupe de Recherches des Migrations et des Relations Inter ethniques, Université Catholique de Louvain, Belgique) ; Bruno COURAUT (Centre d'Etudes de l'Emploi, France) ; Werner FRIEDRICH (Sozialforschung und Gesellschaftspolitik, Allemagne) ; Giovani MOTURA (Università di Modena, Italie) et Carlos PEREDA (Colectivo Ioé, Espagne)

#### **Présentation**

La situation de l'immigration est le produit d'une dynamique dans laquelle interfèrent les trajectoires qui sont la mise en oeuvre du projet migratoire initial, tel que l'ont influencé et partiellement codéterminé les facteurs qui révèlent de la situation de l'emploi, des conditions socio-économiques qui l'ont accompagnée, et des mesures politiques qui l'ont accessoirement infléchie. La dynamique migratoire procède par ailleurs d'une série de conditions qui consistent à mettre les migrants dans la double interdépendance des deux espaces auxquels va les relier de façon continue, mais rarement considérée, sa migration.

La migration est un espace à deux faces qui se valorisent en symbiose constante, chaque espace ajoutant à la valorisation de l'autre.

Face à une telle conception de la migration, qui suppose un ensemble de contextes interagissants - ce qu'englobe et souligne la dimension dynamique du phénomène - les formes ou les modes d'exclusion qui frappent tel ou tel groupe d'immigrés (les catégories bien spécifiques que nous avons retenues) ne se font sentir et ne vont les atteindre durablement que pour autant que leur sort (leur situation au regard des politiques sociales) et leur prise en charge les placent en position de rupture face aux catégories sociales qui font l'objet de traitements généraux de la politique sociale.

### **2.1.3. Mobilité et dynamiques migratoires**

---

Les enjeux de la recherche se situent aux confluents de la notion de modèle migratoire, si l'on entend par cette expression les modalités qui commandent le déroulement de la migration dans les espaces considérés qui intègrent les éléments de la dynamique, et donc l'analyse de certaines dimensions de l'exclusion qui corroborent de telles ruptures dans le processus de socialisation de ces groupes ou catégories.

Le recours à la notion de modèle sert à légitimer le travail comparatif engagé : les pratiques nationales, fruit des différents mode de "gestion" de l'immigration, génèrent des modèles nationaux qui s'opposent les uns aux autres. En essayant de les confronter, et en décomposant minutieusement leurs arcanes et rouages à la lumière de l'histoire et des traditions culturelles et politiques propres à chaque pays, nous ambitionnons d'expliciter les multiples dimensions que prennent ces modèles.

**Financement :** Commission Européenne DG V

#### **Bibliographie de l'opération.**

ZEROULOU Z. et COURAULT B. (1992) : Les nouvelles dynamiques migratoires en Europe et leurs effets sur les processus d'insertion-exclusion sociale. Lille, Premier rapport intermédiaire pour la Commission Européenne, DG V.

ZEROULOU Z. et COURAULT B. : Les nouvelles dynamiques migratoires en Europe et leurs effets sur les processus d'insertion-exclusion sociale. Lille, Deuxième rapport intermédiaire pour la Commission Européenne, DG V.

\*  
\* \* \*



## 2. LES VILLES ET LES TERRITOIRES

### 2.2. ACTIVITÉS PRODUCTIVES ET RÉORGANISATIONS DES ESPACES URBANISÉS

#### LES OPÉRATIONS DE RECHERCHE CONCERNÉES PAR LE THÈME 2.2

##### 2.2.1. Recompositions et disparités des tissus locaux et urbains

- A. Recomposition des territoires et des espaces anciennement industrialisés de l'Europe du Nord-Ouest
- B. Dynamique des localisations des activités et des équipements
- C. Analyse économique des disparités spatiales dans les pays industrialisés d'Europe Occidentale
- D. Renouvellement des tissus économiques locaux
- E. L'évolution socio-économique de la Ruhr à partir de 1973

##### 2.2.2. Mutations des activités, stratégies des firmes : liens avec les restructurations spatiales

- A. Services à la production et développement spatial
- B. Processus de production et mode d'organisation spatiale des activités de conseil en technologie de l'information
- C. Développement du secteur tertiaire supérieur et urbanisation des régions
- D. La territorialisation des services aux entreprises dans les métropoles de tradition industrielle
- E. Stratégies des firmes multinationales dans la région Nord-Pas de Calais

##### 2.2.3. Acteurs locaux, politiques publiques, et développement des villes et territoires

- A. Développement socio-économique local et lutte contre la pauvreté
- B. Organisation et concurrence territoriale
- C. Quelle métropole pour quelle région?
- D. Les relations recherche-industrie et l'intervention économique publique
- E. Acteurs et activités d'intermédiation : les acteurs publics et privés du conseil et des services et le développement technologique des entreprises
- F. Universités nouvelles, structuration de la recherche et développement de l'environnement économique local
- G. La formation, un enjeu du développement économique local
- H. Effets structurants des infrastructures de transport et disparités spatiales



**PRÉSENTATION DES OPÉRATIONS PARTICIPANT AU THÈME 2.2.**  
**"ACTIVITÉS PRODUCTIVES ET RÉORGANISATIONS DES ESPACES URBANISÉS"**

Les mutations des activités productives constituent l'une des variables clés des transformations des villes et des territoires. Après avoir décrit et analysé les caractéristiques démographiques de ces transformations (2.1.) et avant de s'intéresser plus précisément aux "tensions urbaines" et aux politiques destinées à y répondre (2.3.), il est nécessaire de mettre l'accent sur le rôle des activités productives vis-à-vis des espaces urbanisés. Ce faisant, cette partie 2.2. est liée directement avec l'ensemble de l'axe 1 "Les activités productives et leurs mutations". S'intéressant à la dimension spatiale des transformations touchant la sphère productive, elle délimite véritablement une intersection entre les deux champs de recherche.

La relation activité productive/territoire est une relation multiforme, dont l'analyse nous fait passer - sans jouer sur les mots - de la dimension spatiale des évolutions économiques à la dimension économique des évolutions spatiales.

La relation concerne, en premier lieu, la dynamique des localisations d'activités. La localisation marque en quelque sorte la réponse de l'économie à la situation et à la qualité du territoire : l'espace est attractif ou répulsif. Plus largement, au delà de la phase limitée dans le temps de localisation, l'organisation fonctionnelle des activités tend à impliquer une organisation spatiale particulière. Cette question est essentielle. Sur le plan théorique, elle est à la confluence des théories économiques de l'organisation et des théories relatives à l'organisation spatiale et du développement régional. Elle renvoie aux distributions spatiales des activités, à l'intensité et aux modes de liaisons entre unités, à la formation d'externalités, d'effets d'échelles et d'agglomération, ... A ce stade, l'activité économique structure l'espace. Elle contribue à façonner villes et territoires. Mais, le plus souvent, le développement économique n'est pas spatialement homogène : des disparités spatiales se forment. Le phénomène de concentration spatiale des activités est fréquent, notamment le tertiaire supérieur donne l'exemple d'une activité favorisant la concentration et s'en nourrissant elle-même. Plus précisément, sur le plan urbain, la question de la métropolisation est importante, notamment lorsqu'elle est restituée dans un contexte d'intégration économique à l'instar de la réalisation du Marché unique européen. Enfin, si les activités économiques structurent l'espace, les déclins et mutations d'activités sont porteurs, quant à eux, de déstructurations et de recompositions territoriales. On l'a déjà dit : il faut voir dans ces phénomènes l'une des causes principales des multiples fractures sociales en milieu urbain. La recherche d'activités nouvelles est l'une des réponses que les acteurs tentent d'y apporter; ces activités, en retour, jouent elles-mêmes sur le cadre urbain. Plus généralement, entre l'élément économique et l'élément urbain, se tient l'acteur local ; entre le développement économique et le développement territorial s'insèrent les politiques publiques. Les pouvoirs publics - l'Etat mais aussi de plus en plus les collectivités régionales et locales - mettent en place des politiques (actions de développement économique, développement technologique, recherche, formation) dont les incidences spatiales, quand bien même elles ne seraient pas explicitement recherchées, ne sauraient être négligées.

Les recherches (prolongements de recherches existantes et projets nouveaux) contenues dans cette deuxième partie du second axe portent sur ce type de questions. Avec des objets géographiques ou sectoriels variables, des méthodes d'investigation différentes, en mettant plus ou moins l'accent qui sur l'aspect économique, qui sur l'aspect territorial, elles n'en ont pas moins pour dénominateur commun de viser l'articulation entre activités économiques et territoire. Trois directions sont proposées.

**Recomposition et disparités des tissus locaux et urbains.**

Le cadre des espaces anciennement industrialisés de l'Europe du nord-ouest offre un champ digne d'intérêt pour qui s'intéresse à la recomposition territoriale. P. BRUYELLE et alii (221A) analysent plusieurs aspects de cette question, touchant tout particulièrement le Nord-Pas de Calais : l'aptitude du tissu urbain à supporter les réadaptations fonctionnelles et sociales, l'aménagement du littoral face au Tunnel sous la Manche, l'ouverture européenne de la métropole. Cette recherche doit, ces prochaines années, mettre davantage l'accent sur une dimension prospective en liaison avec la démarche prospective de la DATAR. D. PARIS et alii (221B) s'intéressent plus particulièrement

## **2.2. Activités productives et réorganisations des espaces urbanisés**

---

aux mutations spatiales en ce qu'elles résultent des dynamiques de localisation d'activités, avec pour cadre d'analyse, le Nord-Pas de Calais. Cet objet de recherche implique de réfléchir aux articulations entre différents niveaux territoriaux : le niveau international, précisément marqué par la mondialisation de l'économie et où s'élaborent les stratégies de firmes, le niveau micro-géographique où s'inscrit la mutation des tissus économiques locaux, et à un échelon intermédiaire, les niveaux national et régional, où sont initiées les principales politiques publiques. La question de la métropolisation et le caractère structurant des infrastructures majeures sont l'objet d'un intérêt particulier. Une partie de l'activité de l'équipe sur ce thème est développée en collaboration avec le réseau GIP-RECLUS.

Un projet de recherche nouveau, proposé par S. DORMARD et alii (221C), a trait à l'étude des disparités spatiales dans le domaine socio-économique à l'intérieur et entre les pays industrialisés de l'Europe occidentale. L'objectif est de dégager les concepts et analyses permettant de mesurer correctement ces disparités et de dégager les politiques les plus efficaces. Une attention particulière doit être portée sur les liens réciproques entre politiques de transport ou de recherche et disparités spatiales (cf. infra).

Le projet de recherche de H. JAYET et E. HETTRU (221D) vise à l'analyse des conditions d'émergence et de développement, dans le temps, d'activités économiques locales. Existe-t-il une conjonction particulière de facteurs matériels, socio-économiques et humains favorisant ce processus, comment les créations jouent-elles sur le tissu économique à long terme, sont des questions envisagées par cette recherche sur le renouvellement des tissus économiques locaux.

Si les projets précédents concernent plutôt la France et notamment la région Nord-Pas de Calais, le projet de S. GOUAZE et I. GUEYE (221E) a trait à l'évolution socio-économique de la Ruhr. Alors que la reconversion de l'économie de la Ruhr, faisant suite à la crise charbonnière, a bénéficié d'un contexte de croissance soutenue, tel n'est pas le cas à l'heure actuelle, quand d'autres reconversions et adaptations structurelles sont nécessaires. La mutation du tissu industriel passe par une rationalisation, sanctionnée par une augmentation du chômage. Il s'agit ainsi d'analyser un véritable "processus de désindustrialisation".

### **Mutations des activités, stratégies des firmes : liens avec les restructurations spatiales.**

La recherche mise en oeuvre par F. MOULAERT et alii (222A) a pour objet l'analyse de l'organisation fonctionnelle et spatiale de firmes de services à la production de "haut niveau" et de ses liens avec l'aménagement du territoire. Plusieurs sous-opérations font partie de cette recherche : firmes de conseil en technologie de l'information et organisation spatiale de leurs activités et marchés, insertion des firmes de conseil dans les centres tertiaires urbains, rapports entre le marché du travail régional et le développement des services à la production (analyse comparative dans plusieurs pays européens). La recherche de F. DJELLAL, F. MOULAERT et F. MARTINELLI (222B) s'intitule "Processus de production et mode d'organisation spatiale des activités de conseil en technologie de l'information". Elle apparaît comme un cas de figure particulier de l'analyse générale couverte par l'opération 222A. Avec en amont une analyse du conseil en technologie de l'information comme "organisation incorporée au capital" et non simple transfert de technologie, la recherche met en évidence certaines spécificités de la division fonctionnelle et spatiale du travail de cette activité.

Le prochain colloque "Villes entreprises et sociétés à la veille du XXIème siècle" organisé par l'IFRESI dans le cadre du programme C.N.R.S. "PIR-villes" est propice à l'émergence d'un nouveau thème de recherche : développement du tertiaire supérieur et urbanisation des régions (222C) avec pour chercheurs F. MOULAERT, F. DJELLAL, C. GALLOUJ et en liaison avec plusieurs correspondants étrangers. La recherche a pour objet général l'étude du renforcement de la concentration spatiale de l'économie du fait du développement du tertiaire supérieur dans des grandes agglomérations internationales et nationales, mais aussi dans des centres urbains intermédiaires. On retrouve cette analyse de la métropolisation consécutive à l'essor du tertiaire supérieur dans l'opération engagée par F. CUNAT et B. THOMAS (222D). Cette recherche initiée dans le cadre de la démarche prospective de la DATAR s'appuie sur un travail d'enquêtes comparatives concernant plusieurs villes "de tradition industrielle" dans l'Europe du nord-ouest.

## **2.2. Activités productives et réorganisations des espaces urbanisés**

---

La recherche suivante "Stratégie des firmes multinationales dans la région Nord-Pas de Calais" (222E) par H. KRIFA et F. HERAN reprend la question des liens entre organisation fonctionnelle et territorialisation, mais elle met l'accent sur la firme multinationale et traite tout spécialement de la localisation. A partir de l'examen d'un échantillon d'une vingtaine puis d'une cinquantaine d'établissements régionaux contrôlés par des groupes étrangers, elle cherche à établir une grille de lecture croisant deux logiques : une logique "verticale" dépendant des stratégies de globalisation du groupe et une logique "horizontale" de mode d'insertion de la firme dans sa zone d'implantation.

### **Acteurs locaux, politiques publiques et développement des villes et territoires**

L'étude des liaisons territoire-politiques publiques peut faire apparaître trois types de déterminations : la politique est une réponse aux dysfonctionnements perceptibles à l'échelon local ; la politique a pour objet l'amélioration du contenu du territoire ; la politique a des effets inévitables, mais non nécessairement souhaités, sur le plan territorial.

La recherche de F. MOULAERT et alii "Développement socio-économique local et lutte contre la pauvreté" (223A) relève du premier type. Elle a pour objet premier l'analyse des systèmes socio-économiques d'une trentaine de communautés locales dans la Communauté Européenne ayant toutes des problèmes de développement économique et de pauvreté. Elle vise ensuite à formuler des recommandations de stratégies et de politiques de développement local. Deux thèses s'inscrivent dans cette recherche : l'une sur le Valenciennois, l'autre sur deux quartiers de villes européennes (Anvers et Cardiff). En outre, cette recherche s'articulera avec certains travaux prévus dans le cadre du colloque PIR-Villes, mentionné plus haut.

La recherche de H. JAYET, S. BENOIT et P. WINS est à rapprocher du 2ème type de déterminations. Son fil conducteur est l'analyse de l'émergence actuelle des "marchés de sites" pour la localisation d'activités. Côté offre, il y a lieu d'expliquer les processus d'organisation et de promotion territoriales visant à satisfaire la demande formulée par les investisseurs potentiels. Cette recherche doit s'appuyer sur un important travail d'enquêtes, rendu possible par la collaboration de la DATAR et des Agences de développement.

Les autres opérations relèvent plutôt du troisième type de déterminations mentionné plus haut.

L'opération 223C conduite par F. CUNAT, J.C. PRADEILLES et N. ROUSIER porte sur l'analyse des dimensions territoriales des politiques sectorielles, mettant l'accent sur le développement économique, la gestion de la mobilité, les actions en faveur de l'emploi.

L'opération 223D engagée par M. DELPIERRE, C. MAHIEU et D. HOSS, partant d'une reconsideration critique des débats relatifs à l'innovation, aux services, et à l'interventionnisme économique public a déjà permis la définition d'une conception globale du transfert désigné comme "conception algorithmique du transfert", véritable activité d'intermédiation entre recherche et industrie. Cette base théorique peut être étendue à l'étude des rapports entre services-conseils, d'une part, et développement technologique des entreprises, d'autre part. Tel est précisément l'objet de la recherche 223E (G. FIEVET et C. MAHIEU avec diverses collaborations). Celle-ci vise à comprendre les relations nouvelles qui se nouent entre les entreprises et un ensemble d'acteurs publics (l'ensemble des dispositifs de soutien au développement technologique des entreprises) et privés (les firmes de conseil et services en technologie). La dimension territoriale n'est pas absente : d'une part la recherche se fonde sur l'étude du tissu économique du Nord-Pas de Calais, d'autre part, elle s'intéresse explicitement aux effets de territorialisation des ressources spécifiques créées sous l'impulsion de l'intervention économique publique.

Le projet suivant, entièrement nouveau, "Universités nouvelles, structuration de la recherche et développement de l'environnement économique local" (223F) par H. SACHTER a pour cadre l'Artois et le Littoral. Avec la création d'Universités nouvelles et des perspectives encore largement méconnues de renforcement du potentiel de recherche, il y a lieu d'effectuer une analyse fine de la demande de prestation de services intellectuels dans le tissu économique local. Le possible rapprochement entre recherche et demande de services intellectuels pourrait constituer un élément important d'une politique de développement local. Un autre levier du développement local est apporté par la formation (opération 223G par Z. BOUKABOUS et C. MAHIEU). Ici, la recherche a trait plus particulièrement au rôle de la formation dans le développement technologique des P.M.I., et sur

## 2.2. Activités productives et réorganisations des espaces urbanisés

l'offre privée de conseil et de service en formation ; le but ultime étant de mieux expliciter la question des relations emploi/formation et d'en tirer des enseignements sur le plan des politiques incitatives locales.

Les recherches qui précèdent attestent de l'importance de plus en plus significative des formes d'investissement immatériel (recherche, conseil, formation). La dernière opération ici présentée (opération 223H menée par M. TEFRA et G. JOIGNAUX) concerne, pour sa part, un investissement matériel lourd : les infrastructures de transport. L'objectif de la recherche est l'analyse des "effets structurants", c'est-à-dire, des externalités fournies par ce type d'équipement, et surtout l'appréhension du rôle de ces effets structurants vis-à-vis des disparités spatiales. À une recherche générale sur les effets structurants, s'ajoute une évaluation de ces effets dans la région Nord-Pas de Calais (effets du Tunnel sous la Manche et du T.G.V.-Nord notamment). Il s'agit alors plus précisément d'estimer si ces effets structurants vont plutôt renforcer ou atténuer les disparités interrégionales et les disparités intrarégionales.

## **2.2.1. RECOMPOSITIONS ET DISPARITÉS DES TISSUS LOCAUX ET URBAINS**

### **2.2.1. A. RECOMPOSITION DES TERRITOIRES ET DES ESPACES ANCIENNEMENT INDUSTRIALISÉS DE L'EUROPE DU NORD-OUEST (OPÉRATION EN COURS)**

Chercheurs (LGH) : Pierre BRUYELLE (Directeur des thèses) (PR) ; Pierre GINET, Doctorant ; Arnaud THURU, Doctorant ; Sahar BIN LADEN, Doctorante ; Didier BEAUGRAND, Doctorant, allocataire de recherche

#### **Présentation de l'opération**

Etude de la recomposition des territoires, à diverses échelles, en fonction et à partir des villes et des armatures urbaines et de leurs mutations, en Europe du Nord-Ouest.

Cette étude est menée par plusieurs doctorants sur les sous-thèmes suivants :

- étude des relations internationales (européennes) de la métropole du Nord (P. GINET) : un rapport sur ce thème fourni au SGAR Nord-Pas-de-Calais, une présentation de la recherche à l'Agence de Développement et d'Urbanisme de la Métropole ;
- l'aménagement du littoral Nord-Pas-de-Calais face au tunnel sous la Manche : les stratégies des collectivités locales (D. BEAUGRAND) : la recherche en thèse a débuté en 1992/93
- Le redéploiement des activités tertiaires à l'intérieur de l'aire urbaine métropolitaine du Nord (A. THURU). Cette recherche, menée dans le cadre d'une thèse, se fait aussi en collaboration avec P. BRUYELLE, F. MOULAERT, C. GALLOUJ, pour un rapport, en cours d'achèvement, pour le Commissariat au Plan sur les centres directionnels de Lyon et Lille, étude comparative (Responsable : F. MOULAERT)
- L'aptitude de tissu urbain ancien à supporter les réadaptations fonctionnelles et sociales (surtout du point de vue de l'habitat) : étude entreprise en 1993 par S. BIN LADEN dans le cadre d'une thèse de doctorat
- la recomposition territoriale dans les régions anciennement industrialisées . Thème de P. BRUYELLE (voir les publications indiquées ci-dessous).

*Cette opération sera poursuivie après 1993, avec une dimension prospective articulée à la démarche prospective confiée par la DATAR à l'équipe P. BRUYELLE, S. DORMARD, D. PARIS, P.J. THUMERELLE et qui doit se poursuivre jusque 1995.*

#### **Publications de l'opération**

##### Livres :

A. THURU : contribution au rapport d'étape sur l'étude commissariat au Plan sur les centres tertiaires de Lille et de Lyon (F. MOULAERT resp) -en 1992

BELANGER Monique (1992), Participation au manuel "C Comme Centenaires - Histoire d'Entreprises Centaires de la Région Nord Pas-de-Calais", Lille, Groupe Sup. de Co Lille et La Gazette Nord Pas-de-Calais, 168 p. + annexes.

BRUYELLE Pierre (1989), *Les friches industrielles dans le Nord/Pas-de-Calais*. In : Le Nord-Pas-de-Calais à l'heure du grand marché Européen, Lille , CROP, p. 86-98. 12 diapositives commentées. In : même publication, p.7-25

BRUYELLE Pierre (1990), *Die Région Nord-Pas-de-Calais : Strukturwandel eines altindustrialisierten Raumes*. In : Frankreich, ein regionalgeographischer Überblick. Ouvrage coll. (Sous la dir. de J. MAIER et G. WACKERMANN), p.157-168 Wissenschaftliche Buchgesellschaft, Darmstadt.

BRUYELLE Pierre (1991), In : W. Brücher, R. Grotz, A. Pletsch (coord.) : Géographie industrielle de la France et de la république Fédérale d'Allemagne dans les années Quatre-vingt. Ouvr. coll. Studien zur internationalenbuchforschung, Georg Eckert Institut, Band 70, Frankfurt an Main, 247-260.

BRUYELLE Pierre (1991), *La Communauté Urbaine de Lille, métropole du Nord/Pas-de-Calais*. 192 p., 28 tableaux, 26 cartes. Paris, Les études de la Documentation Française.

## **2.2.1. Recompositions et disparités des tissus locaux et urbains**

---

BRUYELLE Pierre (1991), *Lille-Roubaix-Tourcoing : d'une métropole régionale à une métropole européenne ?* In : La Grande Ville , enjeu du XXIème siècle. Hommage à J. Bastié. Paris, PUF, p.523-533.

BRUYELLE Pierre (1992), Désindustrialisation, mutations technologiques et transformations internes des entreprises p. 77-90 ; les friches industrielles p.113-138 ; le rôle de la formation des hommes dans le développement des régions de tradition industrielle p. 151-158 ; la réutilisation des friches p. 179, In : Les régions anciennement industrialisées. Revue Belge de Géographie N°1-4 315 pages.

BRUYELLE Pierre (1992), Les nouvelles dynamiques régionales, la recomposition de l'espace régional français, en particulier : Introduction, permanences et mutations (p.266 à 269) ; Le rôle des villes et des nouvelles dynamiques urbaines (p. 288 à 295); les espaces industrialisés en difficulté (p. 307 à 309) conclusion (p.309 à 311). In : La France dans le monde, ouvrage collectifs publié par le Comité National Français de géographie, Paris, Nathan, 400 pages.

BRUYELLE Pierre, Les échéances de 1993. Leur rôle sur la recomposition d'une région anciennement industrialisée, le Nord/Pas-de-Calais.

### Articles :

BRUYELLE Pierre (1989), "Le tunnel sous la Manche, quatre ans avant l'échéance" (en coll. avec D. GHOUZI). Hommes et Terres du Nord, n° 1-2, p. 81-91.

BRUYELLE Pierre (1991), "1982-1990 : La croissance urbaine dans le Nord-Pas-de-Calais," Hommes et Terres du Nord, n° 2-3, p. 107-112.

BRUYELLE Pierre (1991), "La métropole du Nord : la dimension européenne, l'ambition européenne." in : La métropole lilloise entre l'Europe et la Région. Travaux et Documents du L.G.H. Lille, série Etudes n°6, actes de la journée d'études du 17 mai 1990, p. 41-47.

BRUYELLE Pierre (1991), "Le Nord-Pas-de-Calais : sous la crise, les mutations.", Annales de Géographes; n° 331, p.109-116.

BRUYELLE Pierre (1991), "Migrations et franges périurbaines : l'exemple du Nord-Pas-de-Calais," Espaces, Populations, Sociétés, n° 2, p. 271-281.

BRUYELLE Pierre (1991), "Structures et paysages d'une aire urbanisée : d'Arras à la Métropole.", Historiens et géographes. N° 331, 90-98.

BRUYELLE Pierre (1991-1), "La fin et le commencement", Hommes et Terres du Nord, p. 3-4

### Rapports :

BRUYELLE Pierre (1992), *Eléments de scénarios prospectifs pour le chantier Grand-Nord*, Rapport à la DATAR. 79p. et cartes Sept.

### Communications :

BRUYELLE Pierre (1989), Les nouvelles conditions de redéveloppement du Nord-Pas-de-Calais dans la perspective de 1993., Communication au 47 Deutsche Geographen Tag, Sarrebrück, oct.

\*  
\* \* \*

## **2.2.1. B. DYNAMIQUE DES LOCALISATIONS DES ACTIVITÉS ET DES ÉQUIPEMENTS (OPÉRATION EN COURS)**

**Chercheurs (LGH): D. PARIS (coordination) (MC), M. BATTIAU (PR), A. BARRÉ J.P. BONDUE, J.M DEWAILLY, C. GACHELIN, C. LE MÉNÉ (CE), F. MARCHAND, J. VAUDOIS (MC)**

### **Bilan scientifique de l'opération**

L'équipe, regroupant des chercheurs du laboratoire de Géographie Humaine de Lille I, s'est consacrée à l'étude des dynamiques de localisation d'activités et d'équipements comme expression géographique des mutations de la production et des services. Le champ géographique privilégié est celui du cadre régional du Nord-Pas de Calais dans le contexte nord-ouest européen.

## 2.2.1. Recompositions et disparités des tissus locaux et urbains

Les mutations des systèmes de production ont une composante spatiale que l'on peut appréhender à différents niveaux d'échelle. L'étude du changement spatial ainsi considéré constitue l'un des axes de recherche du L.G.H.

- L'internationalisation de l'économie se traduit par des mouvements de localisation d'investissements en fonction des stratégies des firmes élaborées à l'échelle mondiale. Avec les politiques de développement des états, mises en oeuvre dans un environnement économico-social plus ou moins réceptif (existence ou non d'un capitalisme local, facteur main-d'oeuvre, transferts de technologie...), ces stratégies constituent un élément clef de l'analyse de la diffusion spatiale des activités de production industrielle à l'échelle planétaire (apparition de nouveaux pays producteurs). Depuis un quart de siècle le textile et l'automobile en ont donné de nombreux exemples, ainsi récemment en Europe avec les investissements automobiles japonais. L'internationalisation passe aussi par les jeux financiers de prise en contrôle, à travers le monde, de la part d'entreprises en quête de taille critique et de nouveaux marchés.

- Dans cette logique de l'internationalisation, et par rapport au cas français, l'Europe constitue un niveau d'analyse géographique essentiel par le champ d'action qu'elle offre depuis une trentaine d'années aux recompositions financières des groupes, par le marché qu'elle procure aux entreprises, y compris les P.M.E. régionales et les entreprises agricoles, à l'intégration accrue des échanges intra-communautaires et au industriels - acier jusqu'au milieu des années 80 -, négociations au sein du GATT ou avec les constructeurs automobiles japonais...). La dimension européenne est intégrée depuis longtemps dans les stratégies spatiales d'implantation des firmes intra ou extra-européennes. La perspective de 1993 n'a fait qu'accélérer le mouvement. Par exemple la fin des années 80 est marquée par l'importance des prises de contrôle d'entreprises : l'agro-alimentaire a été ainsi particulièrement concerné.

A une échelle micro-géographique, la mutation des tissus économiques locaux doit être appréhendée dans son inter-relation avec ce phénomène d'internationalisation, mais aussi avec des niveaux d'analyse géographique intermédiaires.

- Le niveau macro-géographique national, l'état constituant toujours le cadre fondamental des politiques d'aménagement du territoire et des politiques sociales et industrielles, cela malgré le rôle accru du niveau transnational européen.

Un niveau macro-géographique régional qui comprend sa signification, dans des pays d'une certaine taille, dès lors que le développement économique apparaît comme spatialement différencié ou inégalement réparti (analyse des disparités régionales). Ainsi, à l'échelle de l'Europe, des régions en développement voisinent avec des régions en crise, ou en transition (Nord-pas de Calais) ; aux espaces centraux ("Europolygone" des capitales - J.F. DREVET) s'opposent des périphéries moins dynamiques.

- Ce niveau conceptuel de l'analyse géographique s'articule, selon les diverses institutions nationales, sur la réalité des cadres politico-administratifs régionaux. Au niveau local ou à l'échelon régional, des politiques, des initiatives de développement diverses sont mises en oeuvre par des acteurs nombreux, pas seulement institutionnels, selon une double logique de solidarité interne aux territoires concernés et de concurrence avec les autres territoires. C'est l'un des facteurs de la mutation des tissus économiques locaux.

- Au sein des systèmes régionaux les métropoles, notamment par les activités de services qu'elles concentrent, s'affirment comme pôle géographique du développement et constituent ainsi un terrain de réflexion particulièrement pertinent pour l'étude du changement spatial. De même, certaines infrastructures majeures apparaissent, ou sont présentées dans le cadre des politiques d'aménagement, comme des éléments structurants majeurs des espaces régionaux : le T.G.V., le tunnel sous la Manche, les divers grands aménagements métropolitains, les nouveaux pôles universitaires en sont une illustration pour ce qui concerne le Nord-Pas de Calais.

Une partie de l'activité de l'équipe sur ce thème s'est développée en collaboration avec le réseau du GIP-RECLUS, avec notamment :

- La participation à l'action expérimentale O.D.L. (Observatoire de La Dynamique des Localisations) du GIR-RECLUS centrée autour d'une base de donnée sur les localisations - délocalisation d'équipements et d'entreprises ;

- La publication d'un ouvrage collectif, "le Nord-Pas de Calais, région d'Europe en mouvement" en novembre 1989 ;

## 2.2.1. Recompositions et disparités des tissus locaux et urbains

- Des contributions régulières de l'équipe (voir ci-après) à la Lettre d'Odile (Observatoire de la Dynamique des Implantations et Localisations d'Équipements et d'entreprises), publication du RECLUS consacrée aux dynamiques de localisation.

En 1990, un moment fort de notre activité a été l'organisation d'une journée d'étude sur la métropole lilloise (voir ci-dessous) : quelles cartes peuvent jouer la métropole dans un contexte européen de plus en plus concurrentiel, quel rôle peut-elle jouer dans la recomposition des territoires à l'échelle régionale par rapport aux logiques de localisation d'activité ? (actes publiés en Mars 1991 avec le soutien du Conseil Général du Nord).

Par ailleurs 1992 voit la réalisation d'un ouvrage sur l'évolution géographique du territoire d'une région de tradition industrielle confrontée à la mutation économique (Nord-Pas de Calais) qui devrait paraître courant 1993 aux éditions de l'Harmattan :

D. PARIS, La mutation inachevée. Mutation économique et changement spatial dans le Nord-Pas de Calais, Laboratoire de Géographie Humaine. 376 p. (version manuscrite).

Une action spécifique se poursuit sous la responsabilité de J. VAUDOIS sur le thème "dynamique urbaine et évolution des localisations des activités agricoles" : les activités agricoles de l'agglomération lilloise", analyse cartographique.

### **Publications de l'opération**

#### 1. Publications majeures :

PARIS D. (ss. la dir.), BATTIAU M., BONDUE J.P., GACHELIN C., LE MÉNÉ C., MARCHAND F. VAUDOIS J., 1989. Le Nord-Pas de Calais, région d'Europe en mouvement, Reclus-la Documentation Française, 185 p.

PARIS D., La mutation inachevée. Mutation économique et changement spatial dans le Nord-Pas de Calais (376 p. dans la version manuscrite) achevé en 1992. Ouvrage de synthèse pour l'Habilitation à diriger des recherches. A paraître courant 1993 aux éditions de l'Harmattan.

#### 2. Contributions régulières à la Lettre d'Odile (Observatoire de la Dynamique des Implantations et Localisation d'Équipements et d'Entreprises) du GIP-RECLUS :

PARIS D. 1989. Un pôle de Conversion, la vallée de la Sambre. (n° 0)

PARIS D. 1990. Les zones d'entreprises trois ans après. (n° 1)

LE MÉNÉ C. 1990. Dynamique spatiale des le I.A.A. dans les N-PdC. (n° 1)

BONDUE J.P., 1990. Roubaix : restructuration du centre ville. (n° 2)

PARIS D. 1990. Les pépinières d'entreprises dans le N-PdC. (n° 3)

VAUDOIS J., 1990. Le pôle légumier de l'Europe du N-W face au grand marché : fusion-concentration des marchés au cadran. (n° 4)

BARRE A., 1990. Lille-Lesquin, une originalité parmi les aéroports régionaux français. (n° 4)

LE MÉNÉ C., 1991. Effets géographiques des quotas dans l'industrie laitière néerlandaise. (n° 6)

BARRE A., 1991. Le C.I.T. de Roncq : une nouvelle plate-forme dans la métropole lilloise. (n° 7)

VAUDOIS J., 1991. Entre agriculture et industrie : la production de l'endive. (n° 7)

BONDUE J.P., 1991. 10 années "super" dans le Nord-Pas de Calais (urbanisme commercial : multiplication des supermarchés). (n° 8)

PARIS D. 1992. Calais, Ashford : le tunnel par les deux bouts. (n° 9)

PARIS D. 1992. Les délocalisations dans la recherche : accroissement des contrastes régionaux. (n° 10)

#### 3. Publications dans la série "Travaux et Documents du L.G.H."

LE MÉNÉ C., 1989. Les industries agro-alimentaires, Dossier n° 2 de l'atlas agricole et agro-alimentaire du N-PdC (dirigé par J. VAUDOIS) Travaux et Documents du L.G.H. n° 5, 17 planches.

La métropole lilloise entre l'Europe et la Région (1991) Actes de la journée d'étude du 17 mai 1992. Travaux et Documents du L.G.H. n° 6, 120 P.

PARIS D. (sous la direction de), Butin E., Villers F., Scol J., 1992. Fonction culturelle et rayonnement métropolitain : l'exemple de la métropole lilloise. Travaux et Documents du L.G.H. n° 10, 228 p.

#### 4. Communications aux journées de l'IFRESI (1989, 1991, 1993) :

DEWAILLY J.M. 1991. Les friches touristiques.

### **2.2.1. Recompositions et disparités des tissus locaux et urbains**

---

- LE MÉNÉ C., 1991. Entreprise et espace : le complexe agro-alimentaire laitier aux Pays-Bas.
- LE MÉNÉ C., 1993. Quotas laitiers et laiteries du Nord-Pas de Calais.
- PARIS D. 1989. Nature et enjeux du changement spatial dans la région du Nord.
- PARIS D. 1991. Métropole, territoires et espace européen.
- PARIS D. 1993. Perception du changement spatial dans le N-PdC : P.M.E., Création d'entreprises et dynamiques territoriales.
- VAUDOIS J., 1993. L'agriculture dans l'aménagement des espaces péri-urbains: vers l'intégration.

\*  
\* \* \*

### **2.2.1. C. ANALYSE ÉCONOMIQUE DES DISPARITÉS SPATIALES DANS LES PAYS INDUSTRIALISÉS D'EUROPE OCCIDENTALE (OPÉRATION NOUVELLE)**

*Chercheurs (CEPE) : Serge DORMARD (PR), Didier CORNUEL (DR), Martine TEFRA (MC), Bertrand ZUINDEAU (MC), Hugues SACHTER (MC)*

*Chercheur d'une autre équipe : Guy JOIGNAUX (INRETS) (DR)*

#### **Objet et méthode**

*Les pays industrialisés d'Europe occidentale sont caractérisés par d'importantes disparités spatiales, que l'on raisonne en termes de PIB/tête, de niveaux de productivité ou de structures productives. L'analyse des fondements de ces disparités, de leurs conséquences et des politiques publiques mises en oeuvre constitue l'objet de cette opération. La recherche s'articulera autour de quatre axes :*

- 1) *Une réflexion en profondeur sur les fondements théoriques de l'analyse des disparités ce qui permettra de fixer un cadre cohérent à l'analyse des disparités spatiales. Elle sera aussi le prélude à une analyse de la pertinence et de la cohérence des divers indicateurs de disparité utilisés habituellement.*
- 2) *Une analyse empirique des disparités spatiales à l'intérieur et entre les pays européens depuis une trentaine d'années.*
- 3) *Une analyse explicative des évolutions observées traitant plus particulièrement des relations entre développement économique et disparités spatiales. La réflexion portera sur les mécanismes de la croissance, le rôle joué par des phénomènes importants comme la polarisation, les effets d'entraînement et de diffusion, les externalités, les économies d'échelle, les mouvements de facteurs, etc. La pertinence de certains de ces concepts pourra être vérifiée à propos de questions comme, par exemple, celle des effets structurants des infrastructures de transport ou de l'organisation spatiale des activités de recherche publiques ou privées sur une territoire donné (région, centre urbain, etc.).*
- 4) *Les liens entre politiques publiques, nationales, régionales ou communautaires, et disparités spatiales constitueront le dernier axe de ce projet. Sera ainsi examiné le rôle joué par différentes politiques publiques, transport, recherche, notamment en matière d'aménagement du territoire.*

\*  
\* \* \*

### **2.2.1. D. RENOUVELLEMENT DES TISSUS ÉCONOMIQUES LOCAUX**

*Chercheurs (CESURE) : Hubert JAYET (PR) et Emmanuel HETRU (AL)*

#### **Présentation de l'opération**

*L'objectif de cette opération de recherche est d'étudier les conjonctions de facteurs matériels, socio-économiques et humains favorisant la création et le développement d'activités locales, en s'efforçant de bien faire apparaître le lien entre ces facteurs, les structures héritées du passé, et la capacité de générer et d'intégrer des innovations qui favorisent l'émergence de nouvelles formes de régulation. On analysera comment une organisation territoriale fait le tri entre ces innovations, étouffant celles qui vont à l'encontre du développement souhaité pour*

## 2.2.1. Recompositions et disparités des tissus locaux et urbains

*promouvoir celles qui s'orientent dans la direction choisie : c'est donc une connaissance "écologique" du fonctionnement des tissus économiques qu'on s'efforera de mettre en place, avec ses processus de création, de sélection et d'adaptation. On essayera enfin d'intégrer le rôle joué par le temps, en montrant comment ce qui, dans une optique de court terme est essentiellement une turbulence, avec un renouvellement plus ou moins rapide du tissu économique laissant un solde de faible ampleur, peut avoir des effets importants à long terme quand les créations à fort potentiel ont eu le temps nécessaire pour se développer.*

### Constitution d'une base de données

*Constituée à partir des fichiers de démographie d'entreprises apurés issus de SIRENE, une base de données sur les mouvements d'établissements qui doit servir de base à une partie importante des investigations empiriques est en cours de constitution. Elle devrait être, pour l'essentiel, disponible à la fin du printemps 1993, avec des données portant sur les cinq dernières années. Une première analyse descriptive est en cours.*

### Analyses théoriques

*Les analyses théoriques se développent dans trois directions. Un premier travail vise à préciser les liens entre le développement d'entreprises et le fonctionnement du milieu économique local auquel elles appartiennent, en fonction du type de liens qu'elles entretiennent avec ce milieu. Un deuxième travail portera sur un bilan des recherches faites, en France et surtout à l'étranger, dans le domaine de la démographie des entreprises, des facteurs de variabilité géographique des rythmes de création et de disparition d'entreprises. Enfin, un troisième travail devrait s'intéresser aux méthodes de modélisation de l'évolution de la taille des entreprises.*

### Financement

*Le Plan Urbain et la DRAST, dans le cadre du soutien au développement des recherches du CESURE  
Le Ministère de la Recherche et de la Technologie*

\*  
\* \* \*

## **2.2.1. E. L'ÉVOLUTION SOCIO-ÉCONOMIQUE DE LA RUHR À PARTIR DE 1973 (OPÉRATION EN COURS)**

**Chercheurs (CRAC): Serge GOUAZÉ (MC), Ibrahima GUEYE (CE)**

### **Présentation**

S'il est un fait avéré que la reconversion de l'économie de la Ruhr après la crise charbonnière de 1957 a bénéficié de la forte concentration de capitaux et du potentiel de main-d'œuvre localisés dans cette région mais plus encore d'un environnement économique de croissance soutenue, on peut à l'heure actuelle se poser la question de savoir dans quelle mesure les reconversions et adaptations structurelles que requiert aujourd'hui le déclin de la sidérurgie européenne (et d'autres branches industrielles traditionnelles) et qu'impose l'émergence de nouvelles technologies, sont susceptibles de s'opérer cette fois dans un contexte de croissance zéro ou de croissance modérée. L'avenir du charbon comme énergie "nouvelle" (gazéification, liquéfaction, etc.) et l'avantage qu'il constituerait pour la Ruhr sont à ce titre une impondérable.

Les difficultés d'adaptation de la Ruhr aux nouvelles conditions économiques et les problèmes que pose sa reconversion apparaissent dans les chiffres du chômage. L'aggravation du chômage dans la Ruhr depuis 1975 est le résultat d'une extrême sensibilité du marché de l'emploi de cette région aux fluctuations de la conjoncture nationale et internationale du fait de la prédominance structurelle d'industries de biens d'équipement. Le phénomène est par ailleurs lié dans une forte mesure à l'évolution générale de l'économie ouest-allemande, évolution caractérisée depuis le milieu de la décennie 70 par un processus de désindustrialisation, autrement dit, de rationalisation sans création d'emplois.

\*  
\* \* \*

## **2.2.2 MUTATIONS DES ACTIVITÉS, STRATÉGIES DES FIRMES : LIENS AVEC LES RESTRUCTURATIONS SPATIALES**

### **2.2.2. A. SERVICES A LA PRODUCTION ET DÉVELOPPEMENT SPATIAL (OPÉRATION EN COURS)**

**Chercheurs (LAST-CLERSE et LGH) :** Frank MOULAERT (MC), Pierre BRUYELLE (PR), Faridah DJELLAL (CE), Camal GALLOUJ (IE), Arnaud THURU (CE)

**Chercheurs d'autres équipes :** Flavia MARTINELLI (Université de Reggio Calabre, Italie), Wolf GÄBE (Université de Stuttgart), Peter WOOD (UCL, Londres)

#### **Présentation**

Il s'agit d'un ensemble de plusieurs sous-opérations examinant l'organisation fonctionnelle et spatiale de firmes de services à la production de "haut niveau" en général, de conseil de technologie en information en particulier, et de ses liens avec l'aménagement du territoire. Les rapports entre l'organisation des firmes et l'espace qu'elles structurent sont examinés à plusieurs niveaux: l'international, le national, le régional et l'urbain.

Plusieurs sous-opérations font partie de cette recherche: firmes de conseil en technologie de l'information et organisation spatiale de leurs activités et marchés; insertion des firmes de conseil dans les centres tertiaires urbains (Lille Lyon); rapports entre le marché du travail régional et le développement des services à la production (en France, Allemagne, Grande Bretagne, Italie et au Portugal).

La combinaison des théories de l'organisation spatiale et du développement régional d'un côté, et des théories économiques de l'organisation et des institutions de l'autre côté, permet d'analyser les principes structurants de l'organisation fonctionnelle et spatiale des firmes. Ces principes sont examinés et testés pour un échantillon de firmes multi-localisationnelles. Un bilan de leurs comportements spatiaux permet de formuler de nouvelles idées de politique d'aménagement urbain. Le résultat principal est une contribution à la théorie des agglomérations organisées en réseaux urbains et à la théorie de la localisation des firmes du secteur tertiaire supérieur. Une exploration approfondie des marchés d'emploi régionaux du secteur tertiaire productif constitue un co-produit important de cette recherche.

#### **Financements**

DATAR - Plan Urbain - CNRS (PIRTTEM) - Commission Européenne, DG V - Région Nord - Pas de Calais.

#### **Publications de l'opération**

COOKE P., F. MOULAERT, F. SWYNGEDOUW, O. WEINSTEIN, P. WELLS (1992), Computing and Communication Industry in France and Great-Britain. London, UCL Press.

DANIELS, P. and MOULAERT, F., eds. (1991): The Changing Geography of Advanced Producer Services. London, Belhaven Press.

MOULAERT, F. and TÖDTLING, F., eds. (1994): The European Geography of Advanced Producer Services Firms. ESF, forthcoming.

MOULAERT F. (1993): Arthur Andersen: from national accountancy to global consultancy firm, in: Everts, J. and Dicken, P. (eds): TNCs in Europe: functional and spatial divisions of labour.

MOULAERT, F., Y. CHIKHAOUI and F., DJELLAL (1991): Locational Behavior of French High Tech Consultancy Firms. International Journal of Urban and Regional Research, 15 : 1.

MOULAERT, F. and DJELLAL, F. (1990): Les conseils en technologie de l'information: des économies d'agglomération en réseau, in: May, N. and Perrin, E. eds.: The Transformation of the Metropolitan Economy. Paris, Economica.

## **2.2.2. Mutations des activités, stratégies des firmes : liens avec les restructurations spatiales**

---

MOULAERT, F. and F. DJELLAL (1993): ITC Firms: a functional organization in urban networks. *Urban Studies*, forthcoming.

MOULAERT, F. and GALLOUJ, C. (1993): The locational geography of advanced producer services: the limits of economies of agglomeration. *The Service Industries Journal*, forthcoming.

MOULAERT, F., F. DJELLAL, C. MAHIEU, E. TRAMCOURT et al. (1993) *Les Activités de Conseil en Technologie de l' Information en France et en Grande Bretagne*. Lille, IFRESI. Rapport pour le CNRS (PIRTTEM) et la Région Nord-Pas-de-Calais.

MOULAERT, F., P. BRUYELLE, C. GALLOUJ ET A. THURU (1993) *L'évolution des Centres Tertiaires à Lille et à Lyon*. Rapport pour la DATAR et Plan Urbain.

W. GÄBE, F. MOULAERT and P. WOOD (1993), Employment Trends and Policy in Regional Europe. Intermediate Report for the European Commission, DG V.

\*  
\* \* \*

### **2.2.2.B. PROCESSUS DE PRODUCTION ET MODE D'ORGANISATION SPATIALE DES ACTIVITÉS DE CONSEIL EN TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION (OPÉRATION EN COURS)**

**Chercheurs (LAST-CLERSE): Faridah DJELLAL (CE), Frank MOULAERT (MC)**

**Chercheur d'une autre équipe : Flavia MARTINELLI (Université de Reggio Calabre, Italie)**

#### **Bilan scientifique de l'opération**

L'objet principal de ce travail (thèse en voie d'achèvement) est d'analyser la place du conseil en technologie de l'information dans ce qu'on appelle désormais le "nouveau paradigme technologique". Il s'agit plus précisément de rompre avec une lecture trop technologiste de ce nouveau paradigme, lecture qui associe de manière privilégiée l'origine de la croissance économique et de la plupart des institutions sociales à la sphère purement technique.

Dans cette perspective et sur la base d'un travail de recension théorique et d'enquêtes de terrain (plus de 30 entretiens réalisés), nous examinons les différents points suivants :

- Le mode spécifique de production, d'interaction et d'organisation du conseil en technologie de l'information. On constate ainsi que le conseil en technologie de l'information ne se restreint pas à un simple transfert de technologie incorporée au capital mais consiste avant tout en "organisation incorporée au capital".
- L'analyse de la division fonctionnelle et spatiale (DFS) du travail. Celle-ci dépend fortement des éléments cités précédemment et présente des divergences vis-à-vis de la DFS du travail des firmes qui sont souvent considérées comme étant le support du nouveau paradigme : les firmes de hardware.

#### **Financements**

Organisatie voor Technologisch Aspectenonderzoek (NOTA, Parlement Hollandais), PIRTTEM, Ministère de l'éducation Nationale, CNRS (IFRESI), Department for Trade and Industry (Grande-Bretagne).

#### **Publications de l'opération**

##### **Articles**

F. MOULAERT, F. DJELLAL, Y. CHIKHAOUI, (1991) Locational Behavior of French High Tech Consultancy Firms, *International Journal of Urban and Regional Research*, Janvier 15 : 1.

F. MOULAERT F. DJELLAL (1991), Les activités de conseil en technologie de l'information et leur géographie en France et en Grande Bretagne, *Cahier du PIRTTEM n°5*.

F. MOULAERT, F. DJELLAL, (1993) Information Consulting Firms: Agglomeration Economies in Wide Area Networks, *Urban Studies*, à paraître.

## 2.2.2. Mutations des activités, stratégies des firmes : liens avec les restructurations spatiales

### Contributions à des ouvrages

- F. MOULAERT, F. DJELLAL, La localisation des firmes françaises de conseil en haute technologie, dans La dynamique spatiale de l'économie contemporaine, Collection Géographes en liberté, G. Benko (ed), 1991.
- F. MOULAERT, F. MARTINELLI, F. DJELLAL, The functional and spatial division of information technology consultancy firms in Western Europe, dans the geography of professional producer services, P. Daniels et F. Moulaert (eds), Belhaven Pinters, Londres, 1991.
- F. MOULAERT, F. DJELLAL, Le rôle et l'impact des conseils en technologies de l'information en Europe : une approche fonctionnelle, dans Regulation, Innovation and Spatial Development, à paraître.
- F. MOULAERT, F. DJELLAL, Les conseils en technologie de l'information : des économies d'agglomération en réseau, dans "Métropoles en Déséquilibre", N. May et Deroo. P, (eds), Economica, Paris, 1992 (à paraître).

### Contributions à des rapports

- F. MOULAERT, F. MARTINELLI, F. DJELLAL, The role of information technology consultancy in the transfer of information technology to production and service organizations, Nederlandse Organisatie voor Technologisch Aspectenonderzoek, Lille-Naples, Mai 1989, 175 p
- F. MOULAERT F. DJELLAL, E. TRAMCOURT, Les activités de conseil en technologie de l'information et leur géographie en France et en Grande Bretagne, Rapport intermédiaire, Pirttem, Décembre 1991, 180 p.
- F. MOULAERT F. DJELLAL, C. MAHIEU et al Les agents du transfert de l'innovation dans les systèmes d'information en France et en Grande Bretagne, Rapport pour le Pirttem-CNRS, Mars 1993, 350 p.

### Communications

- F. MOULAERT, F. DJELLAL, The Economic Geography of High Technology Consultancy in France", North American RSA Conference, Toronto, Canada, 11-13 novembre 1989
- F. MOULAERT, F. DJELLAL, "Comportement Localisationnel des Firmes de Conseil en Haute Technologie en France", Colloque sur "Les Nouveaux Espaces Industriels", Paris, Sorbonne, 21-22 mars 1989.
- F. MOULAERT, F. MARTINELLI F., DJELLAL "The Functional and Spatial Division of Labor of Information Technology Consultancy Firms in Europe", conférence donnée au colloque international "Regulation, Innovation and Spatial Development", Cardiff, Université du Pays de Galles, 13-15 septembre 1989.
- F. MOULAERT, F. DJELLAL, "Les conseils en technologie de l'information: des Economies d'Agglomération en Réseau, Communication au Colloque "Mutations Economiques et Urbanisation" (Plan Urbain, Commissariat Général du Plan, DATAR), Lyon, 22-23 novembre 1990.
- F. MOULAERT F. DJELLAL, The functional and spatial division of labor of information consultancy firms in Western Europe : fundamental mechanisms. Communication au colloque international "Les Métropoles Mondiales" : hyper-tertiarisation ou ré-industrialisation, Paris, 26-27 Novembre 1990.
- F. MOULAERT, F. DJELLAL, "Le conseil en technologie de l'information : complexité et diversité des trajectoires sectorielles". Communication aux 2èmes journées I.F.R.E.S.I, 22 et 23 Janvier 1991.
- F. MOULAERT F. DJELLAL, "Information Technology Consultancy Firms: Economies of Agglomeration from a Wide Area Perspective", Regional Science Association, New Orleans, 8-10 Novembre 1991.
- F. MOULAERT, F. DJELLAL, "Information Technology Consultancy Firms: Economies of Agglomeration from a Wide Area Perspective", communication au Colloque International de la RSA(I), Palma di Mallorca, 26-29 mai 1992.
- C. GALLOUJ, F. DJELLAL, Manager les hommes et les savoirs dans les sociétés de conseils aux entreprises, Communication aux 3èmes journées I.F.R.E.S.I, Janvier 1993.

\*

\* \* \*

## **2.2.2. Mutations des activités, stratégies des firmes : liens avec les restructurations spatiales**

---

### **2.2.2. C. DÉVELOPPEMENT DU TERTIAIRE SUPÉRIEUR ET URBANISATION DES RÉGIONS (OPÉRATION NOUVELLE)**

*Chercheurs (LAST-CLERSE) : Frank MOULAERT, Faridah DJELLAL, Camal GALLOUJ.*

*Correspondants étrangers: Joao FERRAO (Univ. Lisbon, Portugal), Wolf GÄBE (Univ. Stuttgart), Flavia MARTINELLI (Univ. Reggio Calabre, Italie), Peter WOOD (UCL, Londres).*

*Le colloque "Villes, Entreprises et Société à la Veille du 21<sup>e</sup> Siècle" organisé par l'IFRESI dans le cadre du programme CNRS "PIR-VILLES" se trouve à la base de plusieurs recherches portant sur des thèmes examinés à ce colloque.*

*De ces recherches, deux seront menées par Frank MOULAERT et son équipe. Elles résultent partiellement des programmes de recherche déjà en cours ( Développement Socio-économique local et lutte contre la Pauvreté; Services à la Production et Développement Spatial, et notamment la sous-opération sur les concentrations tertiaires dans les grandes agglomérations). Elles portent sur les sujets suivants :*

- Le développement du tertiaire supérieur et l'urbanisation des régions
- Déclin urbain et stratégies de (re)développement local.

*Seule la première sera présentée ici; pour la seconde voir à la fin du point 2.2.2.A*

#### **Présentation**

*Le développement du tertiaire supérieur continue à renforcer la concentration spatiale de l'économie. Cette concentration se manifeste au niveau des grandes agglomérations internationales et nationales; mais elle s'exprime également par la montée relative de certains centres urbains intermédiaires.*

*Sur la base de contributions au colloque PIR-VILLES, à l'ouvrage collectif sous la rédaction de Frank Moulaert et Franz Tödtling, et par des nouvelles recherches régionales en France, GB, Allemagne, Italie et au Portugal, des éléments empiriques sur ces développements spatiaux seront rassemblés et structurés autour des théories d'urbanisation et de tertiarisation présentées et évaluées au colloque.*

*Les méthodes utilisées se situent dans la tradition de la recherche tertiaire à l'Université de Lille I: la combinaison de l'analyse statistique avec les résultats d'enquêtes qualitatives approfondies. Ces enquêtes visent une population variée: des entreprises du tertiaire supérieur, des agents responsables de la politique économique et spatiale, des chercheurs spécialisés dans le domaine.*

\*

\* \* \*

### **2.2.2. D. LA TERRITORIALISATION DES SERVICES AUX ENTREPRISES DANS LES MÉTROPOLES DE TRADITION INDUSTRIELLE (OPÉRATION ACHEVÉE)**

*Chercheurs : Fédérico CUNAT (LARU ) (MC), Bernadette THOMAS (CRAPS) (Prof. cert.)*

*Chercheurs d'autres équipes : Andrew CONVEY et Christine LEIGH (Université de Leeds), Bernadette MERENNE-SCHOUMAKER (Université de Liège), Simone STRAMBACK (Université de Mannheim), Pierre RIQUET (Université Paris I)*

#### **Bilan scientifique de l'opération**

Il s'agit d'étudier la manière dont les services rendus aux entreprises participent à la réorganisation de l'espace métropolitain. Cette interrogation sur le sens du "dynamisme" du tertiaire à l'heure actuelle concerne la recherche de processus de recomposition de tissus longtemps marqués par l'activité industrielle. Elle s'attache à déceler que les transformations en cours ne relèvent pas d'un simple glissement d'activité, mais que des liens complexes entre production manufacturière et production de services renvoient à une évolution profonde du mode général de production.

## **2.2.2. Mutations des activités, stratégies des firmes : liens avec les restructurations spatiales**

---

Dans ce mouvement le phénomène de métropolisation serait la composante spatiale de formes de recomposition qu'il s'agit de déceler à travers des enquêtes comparatives concernant plusieurs villes "industrielles" de l'Europe du Nord-Ouest, en s'appuyant sur un réseau de chercheurs associés à cette opération en Angleterre, en Belgique et en Allemagne.

L'opération a été engagée dans la démarche prospective entreprise par la DATAR, plus précisément dans le thème "Industries, Services et Territoires", et soutenue par le Ministère de la Recherche et de l'Espace.

### **Publications de l'opération**

#### Livres

B.THOMAS, "Innover dans les entreprises" in S. WACHTER (dir.) Redéveloppement des zones en déclin industriel, DATAR La Documentation Française, août 1992, pp 92-116 (en collaboration avec G. JOIGNAUX).

#### Articles

B.THOMAS, "Innovation et conversion industrielle: de l'entreprise au territoire", CLES, n°19 - 1er semestre 1992, pp 17-26 (en collaboration avec G. JOIGNAUX).

CUNAT F., THOMAS B., "Forms of Spatial Organisation in Business Services : a Typology Framework", Journal for Economic and Social Geography (à paraître, 1993).

CUNAT F., "Enjeux liés à l'évolution des services dans la métropole lilloise", Revue belge de Géographie, 1992, fasc. 1 à 4.

#### Rapports

F. CUNAT, B. THOMAS, "Les services rendus aux entreprises dans les métropoles de tradition industrielle", Actes du séminaire IFRESI, Mars 1993.

#### Communications

THOMAS B., CUNAT F., "La communication industrielle au coeur des transformations de la recherche lilloise". Journées IFRESI 1993 (en collaboration avec SANTELLI M.)

THOMAS B., CUNAT F., "Mobilité spatiale et recomposition fonctionnelle des activités de service", ASRDLF, Montréal, Sept. 1991 (en collaboration avec G. JOIGNAUX).

THOMAS B., "Services aux entreprises et développement local dans les zones de conversion", Journées internationales Tizi Ouzou, mai 1992.

\*  
\* \* \*

## **2.2.2. E. STRATÉGIES DES FIRMES MULTINATIONALES DANS LA RÉGION NORD-PAS DE CALAIS (OPÉRATION EN COURS)**

**Chercheurs (CEPE et LAST-CLERSE) : Hadjila KRIFA (MC), Frédéric HERAN (MC)**

### **Présentation**

Le monde des multinationales est marqué depuis une vingtaine d'années par une double évolution. La première est relative à l'intensification du phénomène lui-même et à la diversification des formes d'expansion à l'étranger. La deuxième évolution remarquable est relative à la stratégie des pays d'accueil vis à vis des multinationales. Longtemps perçues négativement, les entreprises à capitaux étrangers apparaissent comme la solution aux problèmes endémiques que connaissent de nombreux pays : chômage, désindustrialisation, déséquilibres régionaux, retard technologique... Dans cette perspective, les investissements venus de l'étranger ne manifestent plus la faiblesse et la perte d'autonomie d'un territoire face à "l'impérialisme" (thèse de la dépendance) mais plutôt sa compétitivité sur le marché international de l'investissement. Ceci explique en partie la compétition accrue entre les pays et leurs régions pour s'attirer les "faveurs" des multinationales.

## **2.2.2. Mutations des activités, stratégies des firmes : liens avec les restructurations spatiales**

---

L'objet de cette recherche est de faire le lien entre ces deux évolutions en se focalisant sur la relation qui lie les multinationales à leurs territoires. L'évolution récente des stratégies de gestion de l'espace mondial par les multinationales montre que celles-ci se contentent de moins en moins d'une insertion passive mais tendent au contraire à façonner leur environnement d'accueil. D'où l'hypothèse : les stratégies de production et de compétition des multinationales, sous-tendues par un certain type d'organisation, expliquent largement leurs choix de localisation ainsi que leur degré d'insertion territoriale. L'unité d'une multinationale, implantée sur un territoire donné, s'insère dans la division spatiale de sa production, insertion qui affectera son caractère durable ou non, la densité et la qualité de ses liens avec le reste du tissu productif, et par suite les effets d'entraînement sur celui-ci. En conséquence, l'implantation d'une multinationale sur un territoire n'est jamais neutre. Bien plus, cette catégorie de firmes contribue à modifier les structures industrielles d'un territoire et à orienter son développement.

La méthodologie utilisée consiste en une observation fine d'une vingtaine d'établissements régionaux contrôlés par des groupes étrangers et de leur impact sur le tissu productif local. La grille de lecture utilisée croise deux logiques :

- une logique "verticale" dépendante des stratégies de globalisation du groupe
- une logique "horizontale" de mode d'insertion de la firme dans sa zone d'implantation.

Les résultats obtenus au stade actuel restent essentiellement théoriques et méthodologiques.  
Publications de l'opération

H. KRIFA , F. HERAN (1992), stratégies des firmes multiantionales dans la région Nord - Pas-de-Calais. Journée I.F.R.E.S.I. "Information-Services-Organisation", 2 juillet, papier de travail.

F. HERAN, H. KRIFA (1993), stratégies des multinationales dans la région Nord - Pas-de-Calais : aspects méthodologiques. 3èmes journées I.F.R.E.S.I., 28-29 janvier.

### ***Prolongement de la recherche (2 ans)***

*La première phase de la recherche aura permis la mise au point de la méthodologie et de tester l'hypothèse centrale sur quelques établissements régionaux. La poursuite du travail se fera dans deux directions :*

1. Remonter l'organigramme hiérarchico-fonctionnel du groupe multinational jusqu'aux instances décisionnelles de la stratégie;
2. Etendre l'échantillon observé à une cinquantaine d'établissements régionaux.

\*  
\* \* \*

## **2.2.3. ACTEURS LOCAUX, POLITIQUES PUBLIQUES ET DÉVELOPPEMENT DES VILLES ET TERRITOIRES**

### **2.2.3. A. DÉVELOPPEMENT SOCIO-ÉCONOMIQUE LOCAL ET LUTTE CONTRE LA PAUVRETÉ (OPÉRATION EN COURS)**

Chercheurs (LAST-CLERSE) : Frank MOULAERT (MC) co-directeur de la recherche avec Lila LEONTIDOU, , Jean-Cédric DELVAINQUIERE (AL), Christophe DEMAZIERE (AL)

Chercheurs d'autres équipes : Lila LEONTIDOU, Ricardo ALAEZ, Philip COOKE, Pavlos DELLAETSIMA, Gioacchino GAROFOLI, Costis HADJIMICHALIS, Harmut HAÜSSERMAN, Artur da ROSA PIRES

#### **Présentation**

Objet: analyse des systèmes socio-économiques d'une trentaine de communautés locales dans la Communauté Européenne, ayant toutes des problèmes de développement économique et de pauvreté. Évaluation et proposition de stratégies et de politiques de développement économique local.

La méthode consiste en trois éléments. Le premier est la lecture critique des théories économiques et sociologiques du développement économique local (districts industriels, systèmes de production localisés, ...) Ces théories s'avèrent peu utiles pour l'analyse de localités "économiquement désintégrees". Le deuxième élément consiste en une interaction proche entre les chercheurs et des témoins privilégiés ayant une connaissance approfondie sur les localités. La collecte d'informations se fait selon une procédure standardisée pour tous les pays et toutes les localités (grille d'entretien, mode de rapportage). La troisième étape s'occupe de la rédaction transversale des données par localités, et d'une discussion sur les stratégies de développement.

Résultats attendus: méthodologie pour l'analyse multidimensionnelle de communautés locales; fiches détaillées pour trente localités; modèles de stratégies pour le développement socio-économique local.

**Financements :** Commission Européenne, DG V; CNRS; Région Nord- Pas de Calais; MRE.

#### **Bibliographie de l'opération**

MOULAERT, F. and L. LEONTIDOU (1993): Développement socio-économique local et lutte contre la Pauvreté. Réflexions méthodologiques. Espace et Sociétés, à paraître.

MOULAERT, F. and L. LEONTIDOU et al. (1992): Local Economic Development: a pro-Active Strategy against Poverty in the European Community. Lille, First Intermediate Report for the European Commission, DG V.

MOULAERT, F. and L. LEONTIDOU et al. (1993): Local Economic Development: a pro-ActiveStrategy against Poverty in the European Community. Lille, Second Intermediate Report for the European Commission, DG V.

#### **Deux thèses engagées en liaison avec l'opération**

**1) Le développement économique local des espaces économiquement désintégrés, une stratégie du lutte contre la pauvreté (Jean-Cédric DELVAINQUIERE)**

On se penche sur l'analyse des rapports qui sont censés exister ou qui sont à développer entre les stratégies de développement économique local d'une part et l'amélioration de la condition et des perspectives de certains groupes "cibles" de la population d'une localité (celle-ci étant définie comme une entité spatiale cohérente des points de vue économique, social, culturel et politique, et ne se réduit pas dans notre cas à une commune: il s'agit plutôt d'une zone d'emploi, une agglomération, etc...). Ces groupes cibles sont ceux touchés par le chômage de longue durée, la déqualification professionnelle, l'exclusion sociale en général. On se demande dans

## **2.2.3. Acteurs locaux, politiques publiques, et développement des villes et territoires**

---

*quelle mesure, au delà des discours et des intentions des acteurs locaux, des initiatives locales de développement sont susceptibles de concerner ces groupes de population, selon quelles modalités et avec quelles chances de réussite.*

*Cette thèse s'inscrit également dans le cadre du programme de recherche européencité ci-dessus: "Local Economic Development in Economically Disintegrated Areas: a Pro-active Strategy against Poverty". Ce programme consiste en l'étude de quatre localités pour chaque pays représenté, étude menée à chaque fois par une équipe de chercheurs du pays même. Valenciennes (le Valenciennois) est une des quatre localités françaises retenues, et constitue le terrain d'étude empirique privilégié pour la thèse proprement dite. Celle-ci développera aussi un travail comparatif important et une analyse transversale sur certains thèmes précis (Activités de Haute Technologie et Développement Local, ...), en s'appuyant sur l'ensemble des études réalisées.*

### **2) Les stratégies de développement local dans deux "inner city areas" - Une approche régulationniste (Christophe DEMAZIERE).**

*Les "inner city areas" (ICA) sont ces quartiers de grande ville bâties au XIXème siècle, pour y loger la main d'œuvre mobilisée par des activités industrielles en très forte expansion. On montrera qu'elles connaissent aujourd'hui des problèmes de désintégration spécifiques et communs. Les ICA ont également des perspectives de développement particulières, avec le retour à la ville de catégories nouvelles de population, des projets privés de conversion d'entrepôts et d'implantation de bureaux et des stratégies explicites de développement "par la base". On a choisi pour terrain d'étude deux quartiers de grandes villes en Europe, Noordost-Antwerpen et South Cardiff.*

*Les principaux éléments empiriques étudiés seront: le système de production, le système du travail, le logement, le système de formation, les institutions, les mécanismes d'exclusion socio-économique*

*Au plan méthodologique, on se place dans le cadre de la "théorie" de la régulation, ce qui revient à mettre les phénomènes en perspective historique, à mener l'analyse à différents niveaux spatiaux, à mettre sur un même plan les processus d'accumulation et de régulation.*

### **Une suite liée au Colloque PIR-Villes / IFRESI: Déclin urbain et stratégies de (re)développement local** (Cf. les indications données au point 2.2.2.C.)

**Chercheurs (LAST-CLERSE) : Frank MOULAERT, Pavlos DELLADETSIMA, Jean-Cédric DELVAINQUIÈRE, Christophe DEMAZIÈRE**

**Chercheurs d'autres équipes : Lila LEONTIDOU, Albert MARTENS, Patricia WILSON, et une dizaine de correspondants étrangers**

*Cette sous-opération est le prolongement du programme international de recherche sur la lutte contre la pauvreté et le développement socio-économique local, coordonnée par Frank Moulaert et Lila Leontidou dans le cadre de l'IFRESI. Les résultats de trois années de recherche sur le terrain seront confrontées aux résultats obtenus dans des recherches comparables menées aux USA. L'idée est d'élargir le débat sur le développement économique, en remplaçant le discours sur les systèmes de production localisés par un discours multidisciplinaire, considérant les localités, les centres urbains et les sections de grandes villes comme des systèmes sociaux multidimensionnel, et faisant parties d'entités spatiales plus larges.*

*La méthodologie consiste en plusieurs composantes: rédaction de monographies par localités selon un modèle harmonisé pour toutes les localités concernées; l'évaluation des politiques de développement local des agents publics; comparaison de scénarios mixtes pour le développement socio-économique local; comparaison des profils et classification des expériences de développement économique local.*

\*

\* \* \*

## **2.2.3. Acteurs locaux, politiques publiques, et développement des villes et territoires**

---

### **2.2.3. B. ORGANISATION ET CONCURRENCE TERRITORIALE (OPÉRATION NOUVELLE)**

*Chercheurs (CESURE) : Hubert JAYET (PR), Sylvie BENOIT (AL), Philippe WINS (AL)*

#### **Présentation de l'opération**

##### **Objectifs**

*Cette opération de recherche est orientée par un fil conducteur : l'hypothèse que se développeraient aujourd'hui des marchés de sites, avec des organisations territoriales qui sont amenées à aménager et à proposer des sites à des entreprises dont la localisation n'est pas fixée à l'avance, cette localisation pouvant être le point de départ d'une éventuelle participation à l'organisation du territoire. L'émergence de marchés de sites suppose que se forment des groupes cohérents d'acheteurs et de vendeurs dont la présence se traduit par des fonctions d'offre et de demande. Du côté des acheteurs, ceci suppose un développement du nombre d'agents à localiser, dont il faut analyser le processus de décision conduisant au choix d'une localisation. Du côté de l'offre de sites, la première difficulté est l'identification des agents intervenant effectivement dans la formation de cette offre. Il faut ensuite, pour chacune des principales catégories d'agent, établir le lien entre leurs activités de développement de sites et de promotion territoriale à leurs autres activités et objectifs, en particulier ceux qui participent des projets d'organisation territoriale et de développement local.*

*L'ensemble de ce programme fait l'objet d'une collaboration internationale dans le cadre d'un réseau de recherche, Territorial Competition In the Single European Market, que le CESURE anime avec l'Université de Reading.*

##### **Enquêtes**

*Le programme de recherches sur la coopération et la concurrence territoriale exige un important travail d'enquêtes. Il y a des enquêtes sur la mobilité spatiale des entreprises, les facteurs qui gouvernent leurs localisations et plus précisément ceux sur lesquels peuvent peser les acteurs locaux, la structure de leurs processus de localisation. Il y a d'autre part des enquêtes visant à faire le bilan des organismes impliqués dans des activités de promotion territoriale et de recherche d'investisseurs.*

*Une enquête sur les procédures de localisation des entreprises vise à nous éclairer sur l'ensemble des activités et décisions qui jalonnent la phase de recherche d'une implantation industrielle. L'information de base est issue du dépouillement des dossiers de localisation d'entreprises étrangères conservés dans les Commissariats à l'Industrialisation de la DATAR et dans les Agences de Développement. Nous disposons à ce jour d'une soixantaine de dossiers fournis par six organismes. D'une première analyse sur la moitié de ces dossiers, il ressort que ces processus sont structurés autour de deux grandes questions : les informations que l'entreprise doit obtenir pour mener à bien son processus de localisation, et le degré de différenciation entre sites candidats qui induisent les facteurs de localisation. L'information fournie par les dossiers sera complétée par des entretiens approfondis avec quelques dirigeants de ces entreprises. Ces entretiens ont d'ores et déjà démarré.*

*Les enquêtes sur la mobilité des entreprises sont réalisées dans le cadre du réseau de recherches TECSEM. Des enquêtes similaires seront menées dans les autres pays, suivant une méthodologie commune permettant des comparaisons. En France, la première enquête se déroule dans l'agglomération lilloise. Un deuxième enquête pourrait avoir pour cadre l'agglomération lyonnaise. Il s'agit d'entretiens approfondis sur la base d'un questionnaire fermé expérimenté et mis au point par nos partenaires britanniques. Les questions portent pour l'essentiel sur les facteurs de localisation et de relocalisation éventuelle de ces entreprises.*

*Des enquêtes auprès des organismes locaux sont toutes conçues à partir d'un schéma commun permettant d'adapter chaque enquête au type d'organismes enquêtés tout en préservant la possibilité de regrouper les informations issues des différentes enquêtes, permettant ainsi de brosser un paysage exhaustif des acteurs impliqués, de leurs objectifs et de leurs stratégies. Ce schéma commun passe en revue les principales formes de promotion et de recherche d'investisseurs, le type d'entreprises qu'on vise à attirer, les collaborations qui s'engagent autour de ces activités, ce que les organismes attendent de l'arrivée d'investisseurs extérieurs, la liaison entre ces activités et les objectifs généraux du développement local, et leur dimension européenne.*

*Une première enquête a été réalisée fin 1992 auprès des Comités d'Expansion et des Agences de Développement, en collaboration avec le CNERP. Une autre est en voie d'achèvement auprès des Chambres de Commerce et d'Industrie, avec la collaboration de l'ACFCI. Une troisième enquête est en cours de lancement auprès des villes moyennes en collaboration avec la FMVM. Deux autres sont prévues, auprès des grandes villes et des Agences d'Urbanisme. Les résultats d'ensemble des trois premières enquêtes devraient être disponibles à la fin de l'année 1993*

### **2.2.3. Acteurs locaux, politiques publiques, et développement des villes et territoires**

---

#### **Analyses théoriques**

Un premier travail a été fait par Hubert JAYET en collaboration avec Ian GORDON. Il s'agit d'un article, intitulé "Territorial policies between cooperation and competition", dont une première version a été présentée comme contribution invitée au congrès Nord-Américain de Science Régionale en Novembre 1991, à la Nouvelle-Orléans. Développant un travail antérieur de Hubert JAYET ("Territoires et concurrence territoriale", en cours de publication par la Revue d'Economie Régionale et Urbaine), cet article précise les problèmes posés par l'étude des activités de concurrence territoriale auxquelles se livrent les acteurs locaux.

Un deuxième travail vise à confronter les idées qui sont à la base du concept de concurrence territoriale avec les champs de la théorie économique qui en sont voisins, en particulier la concurrence entre juridictions et la concurrence imparfaite.

Un troisième travail démarre actuellement. Inspiré des premiers résultats de l'enquête sur les processus de localisation des entreprises, il vise à fournir un schéma explicatif de celles-ci sur la base du partage qu'une entreprise rationnelle peut faire entre les activités d'information visant à l'éclairer sur les caractéristiques des sites candidats et les activités de négociation avec les acteurs locaux visant à réduire son coût d'implantation.

#### ***Financements***

*Le Plan Urbain et la DRAST, dans le cadre du soutien au développement des recherches du CESURE  
Le Commissariat Général du Plan (Service Economique et Service des Etudes et de la Recherche), en particulier pour la partie processus de localisation d'entreprises.*

*La DATAR, sans laquelle les dossiers de localisation des entreprises n'auraient pu être collectés.*

\*  
\* \* \*

### **2.2.3. C QUELLE MÉTROPOLE POUR QUELLE RÉGION ? (OPÉRATION ACHEVÉE)**

**Chercheur (LARU) : Fédérico CUNAT (MC)**

**Chercheurs d'autres équipes : J.Claude PRADEILLES (I.U.G. Grenoble), Nicole ROUSIER (IREP-D Grenoble)**

#### **Bilan scientifique de l'opération**

Dans la continuité de nos axes de recherche antérieurs qui portent sur l'analyse des dimensions territoriales de politique sectorielles, cette démarche s'est proposée d'approfondir, sur le cas du Nord-Pas-de-Calais une réflexion à partir de trois domaines d'intervention publique : le développement économique, la gestion de la mobilité, les actions en faveur de l'emploi.

L'entrée par la relation Métropole/Région constitue la base méthodologique du travail qui a été conduit à travers le rassemblement d'informations existantes (statistiques, littérature grise), d'entretiens, d'études particulières et d'enquêtes.

Concrètement les résultats obtenus concernent :

- Des modes d'articulation, explicites ou non, entre politiques sectorielles menées sur la Région et mutations économiques
- Des rapports, explicites ou non, entre ces politiques sectorielles régionales eu égard à leur articulation aux évolutions socio-économiques.
- Des échelles territoriales de pertinence des politiques régionales par rapport aux processus socio-économiques.

#### ***Financements***

L'opération a été soutenue financièrement dans le cadre d'un appel d'idée de recherche Région-Etat (Plan Urbain) "L'aménagement du Nord-Pas-de-Calais : quelles approches pour une région en mutation?".

## 2.2.3. Acteurs locaux, politiques publiques, et développement des villes et territoires

### **Publications de l'opération**

CUNAT F., PRADEILLES J.C., ROUSIER N. -1990- Centre villes et espaces technopolitains, portée et limites du pouvoir urbain des technologies nouvelles-in Villes et Technopoles -CIEU- CNRS P.U.M. Toulouse.

CUNAT F. -1992- Enjeux liés à l'évolution des services dans la métropole lilloise-Revue Belge de Géographie 1 à 4.

CUNAT F., PRADEILLES J.C., ROUSIER N. -1993- De la conurbation industrielle à l'eurocité-in Métropoles en déséquilibre - Paris Economica (à paraître).

CUNAT F. -1991- La métropole lilloise en quête de centralité- Journées IFRESI-CNRS.

CUNAT F., PRADEILLES J.C., ROUSIER N. -1990- Lille, métropole relais ? -in Table ronde "La métropole lilloise entre l'Europe et la Région" Université de Lille I.

\*  
\* \* \*

### **2.2.3. D. LES RELATIONS RECHERCHE-INDUSTRIE ET L'INTERVENTION ÉCONOMIQUE PUBLIQUE (OPÉRATION ACHEVÉE)**

**Chercheurs (LAST-CLERSE) : Martine DELPIERRE (IE), Christian MAHIEU (CR)**

**Chercheur d'une autre équipe : Dietrich HOSS, (RKW, Allemagne)**

### **Bilan scientifique de l'opération**

Une observation sur longue période (la durée des deux derniers contrats de plan : 1984-1988, 1989-1993) des structures régionales dites de "transfert de technologie" nous a permis d'approfondir le cadre théorique dans lequel s'inscrivent ces relations.

La critique de la notion de transfert de technologie nous a confronté à trois débats théoriques majeurs.

En premier lieu celui sur l'**innovation** : nous avons montré qu'une approche limitative du transfert coïncidait avec une approche réductrice de l'innovation et du rôle de la technologie dans les processus d'innovation.

En deuxième lieu celui sur les **services** : cette même approche réductrice du transfert renvoyait à une méconnaissance et à une sous-estimation de la profondeur des mutations à l'oeuvre dans les relations entre les activités dites de production et celles qualifiées de service. Nous étions confrontés à la prolifération de situations d'intermédiation dont les structures de transfert représentaient des variantes spécifiques.

Enfin celui sur le statut de l'**interventionnisme économique public** : sans qu'ils puissent être réduits à leur seule composante publique les processus de transfert de technologie nous faisaient déboucher sur les conditions économiques et socio-politiques du "management public", notamment celui exercé par les instances locales et régionales.

Il nous a fallu constater que ces trois débats théoriques sont, jusqu'à ce jour, largement restés étrangers l'un à l'autre.

L'analyse des premiers dispositifs de transfert nous a permis de montrer combien les objectifs qui leur ont été assignés étaient imprégnés d'une conception globale du transfert que nous avons désignés comme "*conception algorithmique du transfert*".

La recherche a permis de dégager les bases d'une nouvelle approche des relations recherche/industrie en tant qu'activité d'"*intermédiation*" .

Des analyses comparatives ont été menées portant sur les USA (les dispositifs de transfert de technologie de l'Institut Technologique de Georgie - Georgia Tech-, à Atlanta) et sur l'Allemagne (les dispositifs dans le land de Sarre et dans les nouveaux länder -ex-RDA-).

## **2.2.3. Acteurs locaux, politiques publiques, et développement des villes et territoires**

---

### **Financements**

M.R.T., Programme AMES : "Stratégies d'innovation et transfert de technologie".

PIRTTEM-CNRS : "Le développement du Réseau Régional de CAO-CFAO".

Région Nord-Pas de Calais : "La relation recherche/industrie en productique aux USA : l'exemple de Georgia Tech".

C.E.E. Programme SPRINT: "Implementation of CIM-Technologies in medium-sized machine building - entreprises of Eastern Germany".

### **Publications de l'opération**

Liste de publications commune avec l'opération suivante

\*  
\* \* \*

## **2.2.3. E. ACTEURS ET ACTIVITÉS D'INTERMÉDIATION : LES ACTEURS PUBLICS ET PRIVÉS DU CONSEIL ET DES SERVICES ET LE DÉVELOPPEMENT TECHNOLOGIQUE DES ENTREPRISES (OPÉRATION EN COURS)**

**Chercheurs (LAST-CLERSE): Gérald FIEVET (AL) et Christian MAHIEU (CR) (Collaborations avec Zohra BOUKABOUS, Hélène CUNIN, Martine DELPIERRE, Farida DJELLAL, Patrice GREVET, Frédéric HERAN, Frank MOULAERT)**

### **Présentation**

Cette opération prend la suite de celle menée précédemment qui visait à expliciter les activités dites de "*transfert de technologie*" émergeant au milieu des années 1980.

Elle prend comme point de départ la notion de *relation de service*, l'analyse est enrichie par l'ajout d'une catégorie supplémentaire d'*agent intermédiaire* entre le prestataire de service et l'entreprise visée par cette prestation, produit par l'action d'agents publics et/ou privés et inscrivant ses propres actions dans une logique publique et/ou privée.

Elle vise à comprendre les relations nouvelles qui se nouent entre les entreprises et un ensemble d'acteurs publics (l'ensemble des dispositifs de soutien au développement technologique des entreprises) et privés (les firmes de conseil et service en technologie).

Elle s'inscrit dans un ensemble de travaux qui prennent principalement comme base expérimentale le tissu économique de la région Nord-Pas-de-Calais.

Elle articule plusieurs opérations élémentaires sur :

- les processus de construction de la "demande" de conseil et de services en technologie ;
- la création de ressources économiques, notamment humaines, à ce niveau ;
- les évolutions des politiques publiques régionales : d'une structuration de l'offre publique en appui technologique des PME, à l'organisation du soutien à l'expression et à la formalisation de la demande ;
- l'analyse de la construction d'une offre privée en conseil et service en technologie ;
- les effets de territorialisation des ressources spécifiques créées sous l'impulsion de l'intervention économique publique.

### **Financements**

PIRTTEM-CNRS : "Collaboration avec le Centre Régional de Génie Industriel", G. Fiévet, F. Héran, Ch. Mahieu

IFRESI Plan Etat/Région tranche 2 : "Les activités de conseil en technologie de l'information", Z. Boukabous, F. Djellal, Ch. Mahieu, F. Moulaert

IFRESI Plan Etat/Région tranche 3 : "Espace et territoire de l'innovation", M. Delpierre, G. Fiévet, P. Grevet, Ch. Mahieu

DRIIRE : "L'offre privée de conseil et service en technologie", H. Cunin, Ch. Mahieu

## **2.2.3. Acteurs locaux, politiques publiques, et développement des villes et territoires**

---

### **Publications de l'opération**

MAHIEU (Christian) en collaboration avec DELPIERRE (Martine) "Technology transfer networks in North-Pas de Calais: accomplishments, limits and questions", in "Regional Development in Europe : Recent Initiatives and Experiences", ALLESCH (Jürgen) Ed., Walter de Gruyter and Co, Berlin, 1989.

MAHIEU (Christian) en collaboration avec DELPIERRE (Martine), "Les acteurs de l'investissement en PMI, le transfert de technologie et l'intervention économique publique", Revue "Politiques et Management Public", à paraître en 1991.

MAHIEU (Christian) en collaboration avec DELPIERRE (Martine) Des réseaux pour informatiser les PME-PMI : l'exemple du Nord-Pas de Calais, C.P.E. Etudes, MRES, CPE, Paris, 1987, 150 p.

MAHIEU (Christian) en collaboration avec DELPIERRE (Martine), HESS (Didier), "Le transfert au service de l'innovation : PMI, technologies de production et développement régional dans le Nord-Pas de Calais", rapport 3.I.E - IFRESI, MRT - Programme AMES, 1989, 405 p.

MAHIEU (Christian) en collaboration avec DELPIERRE (Martine), "La Relation Recherche / Industrie en productique aux U.S.A. : L'exemple de l'Institut Technologique de Georgie - Georgia Tech. -", Novembre 1989, 80 p.

MAHIEU (Christian) en collaboration avec DELPIERRE (Martine), "La Relation Recherche / Industrie : Un service à l'entreprise ; PMI et Réseaux de Transfert de Technologie dans le Nord/Pas-de-Calais", Rapport 3.I.E. - IFRESI, Décembre 1989, 192 p.

MAHIEU (Christian) en collaboration avec DELPIERRE (Martine), "L'informatisation des PME-PMI, dynamiques internes et réseaux de transfert de technologies", colloque "l'entreprise, catégorie pertinente de l'analyse sociologique", 2ème journées de sociologie du travail, Lille, mars 1987.

MAHIEU (Christian) en collaboration avec DELPIERRE (Martine), "Des réseaux pour informatiser les PME", colloque "Les stratégies régionales d'innovation et la compétitivité des entreprises", organisé par l'I.R.E.R. et l'Université de Neuchâtel, Suisse, septembre 1987.

MAHIEU (Christian) en collaboration avec DUPONT (Pascal), "L'introduction de la DAO/CAO dans les P.M.I. du Nord de la France : l'expérience d'une structure originale de transfert de compétences", 2ème congrès mondial de Génie Industriel, CEFI-GGI, Nancy, 12-14 décembre 1988.

MAHIEU (Christian) en collaboration avec DELPIERRE (Martine), "Les acteurs de l'investissement en PMI, le transfert de technologie et l'intervention économique publique", Colloque : "la PME Objet de Recherche pertinent?", Tetra, Lyon, 30 et 31 mai 1990.

MAHIEU (Christian) en collaboration avec DELPIERRE (Martine), "Le transfert de technologie face aux débats sur l'innovation et les services", 3ème Congrès mondial de Génie Industriel, ADEPA, AFCET, GGI, Tours, 20 - 22 mars 1991.

MAHIEU (Christian), "PME et Réseaux Technologiques", Colloque "la nouvelle entreprise", 3ème école d'été sur la nouvelle organisation, 22 - 29 juin 1991, Cerisy-la-Salle.

\*  
\* \* \*

## **2.2.3. F. UNIVERSITÉS NOUVELLES, STRUCTURATION DE LA RECHERCHE ET DÉVELOPPEMENT DE L'ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE LOCAL (OPÉRATION NOUVELLE)**

*Chercheur (CEPE) : H. SACHTER (MC)*

### *Présentation de l'opération*

#### **1) Hypothèses**

*Le débat opposant la recherche noble et désintéressée au pragmatisme d'une recherche "qui trouve" est scientifiquement clos. Dans les processus d'innovation, les effets amont et aval s'entrecroisent, la prédominance restant à l'amont. Les recherches en économie régionale mettent cette problématique au premier plan, tant à propos des milieux innovateurs que des districts industriels.*

*L'analyse des étonnantes lacunes de l'activité scientifique dans le Nord-Pas de Calais, par rapport à son passé industriel et technique, semble confirmer une absence d'impact de l'industrie sur la recherche, et un effet très*

### **2.2.3. Acteurs locaux, politiques publiques, et développement des villes et territoires**

---

atténué de la recherche sur l'économie dans tout l'après-guerre sous l'effet du décalage entre politiques universitaires et scientifiques et évolution des régions d'industrie traditionnelle.

La démarche de compensation de ces inégalités territoriales ne peut être que très lente, à l'horizon de décennies. Or, la constitution d'universités nouvelles suppose de s'interroger sur leur participation à ce processus, car il existe dorénavant une demande diffuse, une attente institutionnelle d'autant plus forte que les nouvelles universités du Nord-pas de Calais sont multipolaires, et donc proches des milieux locaux.

Par ailleurs, l'utilisation judicieuse d'un effet de levier jouant sur la demande sociale, pour assurer des ressources et pour détecter des pistes de travail, ne peut être négligée pour accélérer le processus de formation des masses critiques de recherche.

Il convient donc d'examiner la manière dont la demande de R-D et de services intellectuels spécifiques pourra se conjuguer avec des itinéraires d'équipes et de laboratoires.

#### **2) Méthodologie**

La méthode simpliste d'enquête, recensant des demandes, est très probablement inopérante en ce cas, car la demande a jusqu'ici été formulée par des opérateurs très spécifiques (grandes entreprises, administrations)

Il faut donc interroger le terrain, à la recherche de l'activité d'information et d'innovation, de ses formes (études, essais, formation, recours à des thèses, contrats de recherche), de ses canaux (professionnels, patronaux, institutionnels), pour offrir un tableau raisonné, fonctionnel et spatial, du réseau dans lequel les Universités nouvelles pourraient chercher à s'insérer.

\*  
\* \* \*

### **2.2.3. G. LA FORMATION, UN ENJEU DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE LOCAL (OPÉRATION EN COURS)**

Chercheurs (LAST-CLERSE) : Zohra BOUKABOUS (CE), Christian MAHIEU (CR)

#### **Bilan scientifique de l'opération (recherche inachevée)**

Cette recherche s'intéresse à la création et au développement de ressources humaines par la formation comme facteur essentiel du développement économique localisé.

Elle s'est d'ores et déjà concrétisée par plusieurs opérations spécifiques.

En premier lieu, a été analysé le rôle de la formation dans le développement technologique des PMI. On ainsi été envisagées les relations entre les acteurs de l'entreprise, les acteurs constituant l'"offre" de conseil et de service en formation et les dispositifs publics d'aide aux entreprises dans ce domaine. Plusieurs échantillons de PMI aidées au titre de l'investissement matériel (Plan Productique Régional) et/ou au titre de leur investissement immatériel (Aide au Conseil en Formation, Engagement de Développement de la Formation) ont pu être comparés.

En deuxième lieu une analyse plus spécifique a porté sur l'"offre privée de conseil et de service en formation". La première phase de l'enquête consistait à spécifier un échantillon représentatif d'entreprises ayant une part décisive de leurs activités dans le domaine de la formation. Cela a rendu nécessaire la constitution au préalable d'une base de données régionale (informatisée) de l'offre globale en matière de conseil et de service susceptible de répondre à la demande des PMI.

L'une des questions majeures que nous posions dans cette recherche était la suivante : Dans quelle mesure une telle offre "privée" en formation existait-elle et tendait-elle à constituer un véritable "marché", présentant des spécificités et terme de "produits" et de "métiers" ?

En troisième lieu, une recherche-action en partenariat, au niveau national, avec les professionnels de la branche Hôtellerie-Restauration rassemblés au sein de la CNPEIH (Commission Nationale Paritaire de l'Emploi de l'Industrie Hôtelière) nous a permis d'approfondir, sur ce secteur spécifique, la

### **2.2.3. Acteurs locaux, politiques publiques, et développement des villes et territoires**

---

question des relations emploi/formation et d'en tirer des enseignements sur le plan des politiques incitatives locales.

#### **Financements**

DFP, Délégation à la Formation Professionnelle, "PMI en Formation, investissement-formation, marché et intervention publique dans le Nord Pas de Calais";

Contrat de Plan Etat/Région, Pôle d'Ingénierie de l'Education, "Le conseil et les services en formation : vers une nouvelle offre de produits et de compétences pour l'entreprise".

#### **Publications de l'opération**

MAHIEU (Christian) en collaboration avec BOUKABOUS (Zohra), HESS (Didier), "Innovation et formation dans les PMI - Marché de la formation et intervention publique dans le Nord/Pas-de-Calais", Etudes et expérimentations en formation continue, n° 3 janvier-février 1990.

MAHIEU (Christian) en collaboration avec BOUKABOUS (Zohra), HESS (Didier), "La formation : des métiers transformés pour des produits inédits", Actualité de la Formation Permanente, n° 110, Janvier-Février 1991.

MAHIEU (Christian) en collaboration avec BOUKABOUS (Zohra) et HESS (Didier), "PMI en formation : Investissement-formation, marché et intervention publique dans le Nord/Pas-de-Calais" Etudes et Expérimentation, mars 1991.

MAHIEU (Christian) en collaboratin avec BOUKABOUS (Zohra), "Le Conseil et les Services en formation : vers une nouvelle offre de produits et de compétences pour l'entreprise", Rapport 3.I.E./IFRESI, Septembre 1990, 81 p.

MAHIEU (Christian) en collaboration avec BOUKABOUS (Zohra) et HESS (Didier), "PMI en formation : Investissement-formation, marché et intervention publique dans le Nord/Pas-de-Calais", Rapport AGIR-3.I.E./IFRESI, D.F.P., mars 1991.

\*  
\* \* \*

### **2.2.3. H. EFFETS STRUCTURANTS DES INFRASTRUCTURES DE TRANSPORT ET DISPARITÉS SPATIALES (OPÉRATION NOUVELLE)**

*Chercheurs (CEPE et TRACES-INRETS) : Martine TEFRA (MC) et Guy JOIGNAUX (DR)*

#### **Présentation de l'opération**

*Les infrastructures de transport constituent un outil privilégié d'aménagement du territoire. A ce titre, elles peuvent contribuer à réduire ou, au contraire, à accentuer certaines disparités spatiales. Cette problématique est généralement abordée en ayant recours à la notion "d'effets structurants" des infrastructures. On entend par là les économies ou déséconomies que peuvent apporter, dans un espace donné, les équipements d'infrastructures de transport. La littérature fait souvent appel à la notion d'externalités (positives ou négatives) pour caractériser ces effets. D'importants débats se développent autour de ces notions qui, en effet, appellent des approfondissements théoriques aussi bien que des investigations méthodologiques (problèmes d'observation, de mesure, d'analyse voire de modélisation).*

*Nous cherchons pour notre part à aborder ces effets structurants du point de vue de leur rôle dans les phénomènes de disparités spatiales. Les thèmes abordés seront les suivants :*

**1- Définition des effets structurants**

**2- Évolution des effets structurants des investissements de transport sur la localisation:**

- des activités
- de l'habitat
- des équipements collectifs

**3- Évaluation des effets structurants sur la région Nord Pas de Calais (NPC)**

- effets du tunnel sous la Manche
- effets du T.G.V. Nord

### **2.2.3. Acteurs locaux, politiques publiques, et développement des villes et territoires**

---

- effets des nouvelles infrastructures routières
- 4- *Les effets structurants vont-ils contribuer ou non à atténuer les disparités régionales ?*
- Cette réflexion peut se localiser sur deux points :
- la réalisation des infrastructure de transport (point 3) va t'elle contribuer à réduire les disparités entre le NPC et les autres régions françaises (région Parisienne) d'une part et le NPC et les autres régions européennes (Belgique, Pays Bas) d'autre part ?
  - la mise en place de ces nouvelles infrastructures va-t-elle atténuer les disparités entre les différentes unités territoriales composant le NPC ?

\*

\* \* \*

## 2. LES VILLES ET LES TERRITOIRES

### 2.3. POLITIQUES PUBLIQUES ET TENSIONS URBAINES

#### LES OPÉRATIONS DE RECHERCHE CONCERNÉES PAR LE THÈME 2.3.

##### 2.3.1. *Changements des politiques sociales, revenus, logement*

- A. ~~La transformation des politiques sociales~~
- B. Représentations sociales d'une politique et représentations politiques d'un social : le RMI dans le Nord
- C. Aides au logement et fonctionnement du marché immobilier
- D. Politiques publiques, itinéraires résidentiels et processus d'exclusion
- E. *L'évaluation de politiques sociales pour les personnes âgées*
- F. Modalités et conséquences des stratégies de développement des opérateurs d'assurance

##### 2.3.2. *Sécurités urbaines, gestion du "social" : représentations et identités*

- A. La gestion de l'immigration irrégulière : analyse sociologique des identités professionnelles des policiers et des douaniers
- B. Sentiment d'insécurité et crise identitaire
- C. *La délinquance juvénile : jeunesse en danger, jeunesse dangereuse*
- D. Les représentations sociales de l'altérité dans un immeuble
- E. Mouvements revendicatifs hors-travail : de la famille au quartier. Histoire, militantisme et professionnalisation
- F. Pratiques et représentations sociales de la maladie, du soin et de la santé

##### 2.3.3. *Le Nord-Pas-de-Calais de reconstructions en restructurations (années 1930 - années 1970)*



## PRÉSENTATION DES OPÉRATIONS PARTICIPANT AU THÈME 2.3.

### "POLITIQUES PUBLIQUES ET TENSIONS URBAINES"

En même temps que se transforment les systèmes socio-productifs, les enjeux de cohésion sociale se renouvellent aussi bien dans leur formulation en termes de rapports sociaux, rapports à l'espace et représentations de ces rapports que dans leurs systèmes de régulation publics et privés.

Un ensemble de recherches en plein développement examine les enjeux et les logiques des politiques publiques confrontées à la gestion des tensions urbaines.

Une première série analyse les réagencements en cours dans la protection sociale, les politiques sociales et les politiques de logement en faisant apparaître de nouveaux liens avec les politiques urbaines.

Une seconde série d'approches se centre davantage sur les stratégies des acteurs et les politiques locales, à travers les problèmes de l'immigration, de la délinquance, de la santé et du militantisme associatif.

Enfin, un dernier groupe de recherches explore les dimensions historiques des évolutions régionales actuelles dans les domaines du logement, des transports, de l'emploi et de la formation des élites.

#### Les transformations des politiques publiques

Les politiques publiques sont confrontées à de nouveaux enjeux dans la gestion des rapports sociaux urbains. En même temps, la réorganisation des compétences entre les différents échelons de la décision publique transforme complètement les logiques de production et de gestion de ces politiques. Ainsi les cloisonnements sectoriels traditionnels sont remis en cause à la fois par la dimension des situations qui font apparaître différemment les risques pesant sur la cohésion sociale et par le changement de donne au sein des politiques, qui réagence les rapports des différents échelons du local entre eux et avec l'Etat central.

Plusieurs recherches portent sur l'analyse de ces transformations à propos de nouvelles politiques, comme celles relatives à la lutte contre la pauvreté (M. Autès, F. Calcoen, H. Girard-Desbois). Les politiques sociales sont au cœur de la gestion des tensions urbaines où elles expérimentent de nouvelles stratégies de l'action publique face aux fractures de plus en plus visibles dans le lien social. Le besoin de confrontations avec les politiques de l'emploi est ici particulièrement important (cf. 1.1). De même les logiques classiques de la protection sociale sont concernées par ces évolutions aussi bien dans les organismes de sécurité sociale comme les Caisses d'Allocations Familiales (M. Autès, F. Calcoen), que dans les mutualités et les sociétés d'assurance (H. Mauroy, N. Vaneecloo), ou dans l'approche des populations vieillissantes (Ph. Lardé).

De même le marché du logement, la production et la gestion du parc social et des populations qui y habitent, font l'objet de plusieurs opérations. F. Calcoen et D. Cornuel analysent l'impact des aides au logement et vont développer un ensemble d'opérations portant sur les comportements des investisseurs immobiliers et les mécanismes de fonctionnement du marché du logement. Les recherches menées par B. Lefebvre et M. Vervaeke sur les itinéraires résidentiels et les processus d'exclusion par le logement constituent une seconde approche.

La revalorisation des quartiers péri-centraux n'a pas bouleversé leur peuplement ouvrier. Ceux-ci restent à l'écart des enjeux de reconquête spéculative tout en devenant plus attractifs. Par contre dans le quartier central, on observe des stratégies immobilières spéculatives ou d'investissement qui ont une incidence sur l'offre de logements (petits logements destinés à une clientèle solvable) et sur l'occupation sociale (arrivée de jeunes célibataires ou couples sans enfants de couches moyennes). La vente d'immeubles est précédée ou suivie par l'expulsion des locataires. Les associations et les services sociaux négocient difficilement le relogement des familles exclues.

### **2.3. Politiques publiques et tensions urbaines**

---

Dans l'agglomération dunkerquoise confrontée à la baisse de l'offre des logements sociaux (arrêt de la construction, démolition, blocage des entrées et des mutations dans le parc) et au désengagement industriel de Solac (ex-Usinor), de nouveaux types de régulation sociale s'observent lorsque disparaît la sphère du travail : les familles qui recherchent un logement s'appuient sur des réseaux existant au niveau local (liens sociaux et familiaux, services municipaux).

Cette mise en évidence des difficultés que rencontrent les politiques publiques montre la nécessité d'une réflexion plus large sur leurs transformations. M. Autès s'est interrogé sur l'évolution des représentations et des concepts à l'œuvre dans la gestion du social. Les problématiques de la citoyenneté et du lien social remplacent celles plus traditionnelles de la société industrielle et sa régulation par le travail.

Le déplacement de la question sociale traditionnellement liée à la société industrielle fait émerger de nouvelles problématiques de l'appartenance, de l'identité, de la citoyenneté qui accompagnent la genèse de nouvelles formes sociales à la recherche de leur cohésion.

#### **Sécurité urbaine, gestion du "social" : représentations et identités**

Plusieurs enquêtes portent sur des secteurs géographiques modelés par l'immigration. Qu'il soit ancien (Roubaix) ou récent (ZUP de Mons-en-Baroeul), l'habitat sans constituer l'objet central de ces travaux, intervient comme élément de différenciation sociale, comme signe matériel et symbolique de l'altérité.

Pour aborder les problèmes liés à la vie collective dans une cité HLM, C. Baichère et H. Cukrowicz s'appuient sur plusieurs enquêtes menées dans une ZUP.

Une simulation du voisinage idéal révèle que les caractéristiques des voisins de palier ne font qu'approcher les caractéristiques des meilleurs voisins possibles. Ces choix illustrent la revendication d'une plus grande reconnaissance sociale.

L'attitude des enquêtés face aux familles nombreuses est aussi symptomatique. Leur rejet radical est d'abord une critique directe des nuisances et dégradations engendrées, dans des immeubles au départ mal conçus, par la présence d'enfants qui sont amenés à se regrouper, à occuper des espaces de dégagement et à vandaliser les portes d'entrée. Mais plus subtilement, ce rejet des familles nombreuses témoigne aussi de la rupture avec l'histoire passée des HLM.

Les enfants des autres mais aussi les siens, lorsque la famille est trop grande, font obstacle à la réalisation individuelle, à la volonté de vivre pour soi. La contradiction entre le logement collectif et le besoin d'épanouissement plus ou moins hédoniste peut provoquer, chez les jeunes particulièrement, des stratégies d'émancipation par le travail pour les uns, des participations à des stratégies plus collectives pour les autres.

Si l'étude des relations sociales et des stratégies de différenciation est également au cœur des enquêtes menées par D. Duprez sur Roubaix, l'entrée est ici réalisée par les enjeux sécuritaires. Les résultats amènent à un réexamen critique des thèses classiques sur les rapports entre insécurité et sentiment d'insécurité. La coupure majeure ne se situe donc pas entre le tableau policier des atteintes aux biens et aux personnes et la fréquence des craintes éprouvées personnellement par les individus, mais entre appréhension personnelle et préoccupation sécuritaire.

Cette dernière est l'objet d'une attention particulière dans l'analyse du Front National. Contestant la vision réductrice d'un vote protestataire, les observations tirées d'entretiens et d'un sondage spécifique, mettent en évidence la structure idéologique de cet électoral où le discours sécuritaire se développe indépendamment de l'insécurité réelle. Ce discours vise essentiellement à stigmatiser certaines catégories sociales qui renvoient une image négative des lieux où sont à l'œuvre des processus de paupérisation.

Ces interrogations se retrouvent dans une thèse en cours de K. Friser. Elle porte un éclairage sur la population prise en charge par la Protection Judiciaire de la Jeunesse. Les notions de danger et de dangerosité sont analysées à travers les trajectoires des mineurs en institution.

La santé est de plus en plus souvent prise en compte comme dimension des situations de précarité, comme élément de gestion sociale des personnes en cours de marginalisation ; la santé est également

### **2.3. Politiques publiques et tensions urbaines**

---

un révélateur de tensions sociales, de dysfonctionnements institutionnels et d'interrogations sur les valeurs.

Le Sida, comme enjeu primordial de santé publique a été étudié sous deux angles différents. S. Pryen, dans sa thèse sur l'analyse sociologique de la demande prostitutionnelle, s'attache à comprendre les attitudes face à l'épidémie du Sida, les facteurs de changement des comportements, les représentations, en questionnant un public particulier, celui des clients des prostituées.

N. Bastin, G. Cresson et J. Tyberghein ont centré leur travail sur les patients contaminés par des produits sanguins, transfusés et hémophiles. Les dysfonctionnements du système transfusionnel sont rappelés et leur rôle dans ce drame est mis en évidence. Que ce soit dans les relations entre associations et milieu médical ou entre patients et malades, les ruptures dans la circulation de l'information ou dans la confiance réciproque sont analysées. L'expérience médicale et sociale de la contamination et de sa révélation, les explications successives qui sont proposées de ce drame (dont on continue de se demander dans quelle mesure et à quelles conditions il aurait pu être évité) façonnent les représentations que les patients et leur entourage se font des erreurs ou des fautes commises, du préjudice subi et des réparations envisagées.

A côté du travail le plus visible, celui des professionnels, un véritable travail sanitaire profane est effectué à l'intérieur des relations privées, et donc peu repérable socialement. L'essentiel de ce travail est effectué par les femmes. Dans sa thèse G. Cresson a proposé une description de ce travail et commencé à l'analyser, en le replaçant dans l'ensemble des relations domestiques et institutionnelles où il est nécessaire.

Toute une série d'acteurs (associations, institutions, communes...) sont impliqués dans la promotion de la santé. La volonté politique de favoriser la coordination ou la mise en réseau de leurs compétences et énergies est loin d'être partagée par tous les acteurs. G. Cresson étudie cette volonté et ces réticences dans le cas de la Communauté Urbaine de Dunkerque.

Les recherches que mènent B. Duriez avec M. Chauvière et J. Nizey, étudient les évolutions des mouvements revendicatifs hors travail et les passages progressifs entre le militantisme et le professionnalisme. Ces recherches comportent une dimension historique importante sur la genèse des différents mouvements associatifs d'origine confessionnelle concernant l'aide à domicile et la façon dont initiative privée et action publique s'entrecroisent dans la production de l'offre de service à domicile. D'une façon plus générale les relations entre le militantisme du cadre de vie et les politiques publiques sont envisagées à travers notamment l'étude des caractéristiques sociologiques des acteurs militants. On peut ainsi préciser et nuancer les analyses de la crise de la mobilisation et de la représentation en milieu urbain.

#### **Le Nord Pas-de-Calais de reconstructions en restructurations (1930-1970).**

Une dernière série de travaux menés par des historiens aborde, à partir d'études de cas, la genèse d'un certain nombre de politiques publiques et de réalités institutionnelles de la Région Nord Pas-de-Calais pendant la période 1930-1970 (E. Chadeau, B. Ménager, R. Vandenbussche).

La période de reconstruction qui a redessiné une partie du cadre urbain du Nord-Pas de Calais est abordée dans sa dimension politique et urbanistique, notamment la genèse de l'habitat collectif à la fin des années 1960 (B. Ménager).

Les acteurs et les procédures de l'aménagement du territoire et des politiques de transport font l'objet de plusieurs études de cas dans un axe animé par E. Chadeau et M. Battiau.

De même l'analyse historique de la formation et de l'évolution du marché du travail dans les bassins de l'emploi, des études de cas à partir d'entreprises ou de métiers constituent un troisième axe d'approche historique des réalités régionales de l'emploi sous la direction d'E. Chadeau.

Pour compléter cette série de travaux, B. Ménager et R. Vandenbussche travaillent également à la constitution d'une banque de données sur les élites politiques et sociales régionales.

### **2.3. Politiques publiques et tensions urbaines**

---

L'ensemble de ces regards historiques, combinant études de cas et synthèses générales par axes de recherche, contribue à fournir à l'approche des réalités politiques et sociales qui produisent la ville, la mise en perspective indispensable à la compréhension des phénomènes contemporains.

Toutes ces tensions évoquées sont aujourd'hui révélatrices des transformations profondes qui traversent et réorganisent la société. Loin d'être le seul reflet de la mutation des systèmes productifs et du marché de l'emploi, ces tensions indiquent une crise des modes d'intégration propres à la société industrielle. Non seulement le travail, mais aussi l'école et les relais professionnels de la socialisation, sont dans une phase de décomposition-recomposition. La ville rend visible la dualisation en cours dans la société entre les nouvelles formes de centralité et la relégation dans les banlieues. Le mode de traitement de ces nouveaux enjeux par les politiques publiques signe l'effacement des compromis anciens et marque la difficile émergence de nouveaux modes de gestion du lien social.

### **2.3.1. CHANGEMENTS DES POLITIQUES SOCIALES, REVENUS, LOGEMENT**

#### **2.3.1. A. LA TRANSFORMATION DES POLITIQUES SOCIALES (OPÉRATION EN COURS)**

Chercheurs : Michel AUTÈS (METIS-CLERSE) (IR), Francis CALCOEN (CRESGE-LABORES) (DR), Klaus GERTH (CRAC) (MC)

##### **Bilan scientifique de la partie réalisée de l'opération**

Les politiques sociales en France et en Europe connaissent de nombreuses évolutions, sous le double effet des pressions économiques qui s'exercent sur les budgets de la protection sociale et des transformations dans les représentations politiques et les modes de gestion du social.

Plusieurs recherches ont été menées autour de ce thème, la plupart en collaboration entre Michel AUTÈS, Ingénieur de Recherche CNRS au CLERSE et Francis CALCOEN, directeur de recherche CNRS au LABORES, dans la période fin 1989 -1er semestre 1993-, essentiellement autour des politiques de Revenu minimum, des politiques d'action sociale et des politiques de logement.

De cet ensemble de recherches, trois orientations majeures se dégagent qui ont donné lieu à des travaux de synthèses (Cf. bibliographie).

- une analyse de l'évolution des politiques sociales qui passent d'une gestion catégorielle des publics à une approche territoriale des populations autour de trois nouveaux concepts qui s'incarnent dans des stratégies d'intervention : l'insertion, le territoire, la sécurité.

- une réflexion d'ensemble sur la transformation des politiques publiques, à travers une méthodologie de leur évaluation. Cette approche inclut des comparaisons européennes. Elle examine la recomposition d'ensemble des interactions des politiques sociales avec les politiques urbaines et du logement, les politiques familiales, les politiques de santé et les politiques de l'emploi.

- une tentative d'interprétation des nouveaux modes de représentation du social, à travers le passage à des régulations de plus en plus politiques du lien social au fur et à mesure que s'épuise l'efficacité des régulations traditionnelles par l'économique. Le déplacement de la question sociale traditionnellement liée à la société industrielle fait émerger de nouvelles problématiques de l'appartenance, de l'identité, de la citoyenneté qui accompagnent la genèse de nouvelles formes sociales à la recherche de leur cohésion.

##### **Projet de recherche en continuité avec la partie précédente**

###### **1) Projet en collaboration entre M.AUTÈS, F.CALCOEN, K.GERTH**

Les recherches précédentes se poursuivent actuellement, en intégrant des éléments nouveaux de collaboration avec Klaus GERTH du CRAC, dans une perspective de comparaison internationale (entre l'Allemagne, la Belgique, la France, les Pays-Bas) avec l'objectif d'analyser la réorientation et l'articulation entre les politiques de revenu minimal et les politiques de logement social en direction des populations défavorisées. On en est à la phase de collecte des informations et une coopération est organisée avec certains partenaires comme le NIMO à Tilburg. Un séminaire international est prévu à l'achèvement de ce travail de recherche.

###### **2) Projet de M.AUTÈS**

Après plusieurs travaux consacrés à l'évolution et à l'évaluation des politiques sociales, les années qui viennent seront davantage consacrées à un élargissement de cette réflexion à l'ensemble des politiques publiques. Comment évolue le rôle de l'Etat dans le contexte de la construction européenne et de la décentralisation ? Comment s'articulent les nouveaux échelons de production de la décision publique ?

### **2.3.1. Changements des politiques sociales, revenus, logement**

---

*On retiendra essentiellement quatre domaines :*

- les politiques de la lutte contre l'exclusion
- les politiques de la ville
- les politiques de l'emploi, notamment dans le domaine des services
- les politiques en direction du milieu rural

*Ces quatre domaines sont retenus en fonction des interconnexions qui s'établissent entre eux, à propos d'objets de recherche à définir : par exemple : le développement des services de proximité, la notion de "territoire" comme nouvel enjeu des politiques, les articulations entre les différents lieux de la décision publique, la question des identités sociales et des nouveaux acteurs etc...*

*Les comparaisons intra-européennes et les méthodologies d'évaluation des politiques publiques constitueront deux axes essentiels de l'analyse.*

#### **Financements**

MIRE -PLAN Urbain (Mars 1990 - Mars 1991), LE RMI : mise en oeuvre de l'insertion dans le département du Nord, février 1991 (M. AUTES et F. CALCOEN)

CNAF (Janvier 1990 - Novembre 1991), L'insertion dans le RMI : de la boite noire au débat public, novembre 1991 (Michel AUTES avec la collaboration de B. DELAVAL)

Contrat de Plan CNRS-Région - IFRESI (1ère tranche), Le RMI - Mise en oeuvre dans le Pas-de-Calais, novembre 1992 (M. AUTES et F. CALCOEN)

CNAF (en cours) (Novembre 1991 - Février 1993), Décentralisation et politiques familiales, (Michel AUTES et F. CALCOEN)

Contrat de Plan Etat-Région - IFRESI (2ème tranche) (en cours), Revenus minimums garantis et politique de logement en direction des familles défavorisées dans l'Europe du Nord Ouest (M. AUTES et F. CALCOEN)

Enfin, deux contrats ont été conduits sous la direction scientifique de Michel AUTES en rapport avec cet ensemble.

- l'un portant sur les politiques de santé des populations défavorisées dans la ville de Tourcoing, par B. DELAVAL, vacataire au CLERSE (financement Ville de Tourcoing et Département du Nord) (Janvier 1991 - Septembre 1992).

- l'autre sur les politiques de développement social urbain menées par la Ville de Soissons, par Marc FOURDRIGNIER, directeur adjoint de l'Institut du travail social de Reims (Octobre 1991 - Juin 1992) (financement par la Ville de Soissons).

#### **Publications de l'opération**

##### **Livres**

AUTES (Michel), FABRE (Christine), ELOY (Jacques) *Agir sur le lien social en Europe*, actes du colloque de Grenoble, Association APASSE, 1991.

AUTES (Michel), "Le territoire, un nouveau mode de gestion des populations", (p. 197-213), in *Le RMI à l'épreuve des faits*, Paris, Syros, 1991.

AUTES (Michel), "La sociabilité dans un quartier populaire ancien" (p. 163 à 173) in FERRAND - BECHMANN (Dan) *Entraide, Participation et Solidarité dans l'habitat*, Paris, l'Harmattan, 1992.

AUTES (Michel), "Les paradoxes de l'Insertion" (p. 93 à 119) in *Le Revenu minimum d'insertion : une dette sociale*, sous la direction de CASTEL (Robert) et LAE (François), Paris, l'Harmattan, 1992.

AUTES (Michel), "RMI et pauvreté" (p. 189 à 217), in *La France de l'intégration*, sous la direction de G. FERREOL, Lille, Presses Universitaires de Lille, 1992.

AUTES (Michel), *Travail social et pauvreté*, Paris, Syros, 1992, 312p.

CALCOEN (Francis), R.M.I. et logement : des avancées difficiles in "Le R.M.I. à l'épreuve des faits", TEN, 1991, pp. 149-155

##### **Articles**

AUBRÉE (Luc), CALCOEN (Francis), "Logique d'insertion et actions en matière de logement", Société Contemporaine, n° 9, 1992, pp. 87-98

AUTES (Michel), "Qualification ou disqualification des éducateurs", *La lettre de l'Arders*, n°1, juillet 1991, p. 8-13 et n°2 décembre 1991, p. 27-33.

### 2.3.1. Changements des politiques sociales, revenus, logement

AUTES (Michel), "L'éthique : une interrogation sur l'acte", *Tribune Sociale de Haute-Normandie*, n°26, décembre 1991, p. 8-10.

AUTES (Michel), "Le RMI : une politique de fortune", *Sociétés contemporaines*, 1992, n°9, p. 11-26.

AUTES (Michel), "Les politiques de lutte contre l'exclusion : bilan et perspectives". A paraître, *Sciences humaines*, avril 1993.

#### Colloques

AUTES (Michel) , "Territoires, insertion et sociétés", *Colloque MIRE - Plan urbain*, Paris, 8-10 octobre 1991.

AUTES (Michel), "Les enjeux du RMI", *Colloque départemental sur le RMI*, Périgueux, janvier 1992.

AUTES (Michel), "L'évolution de la professionnalité dans le secteur social", Loos, mai 1992.

AUTES (Michel), "Politiques sociales en mutation". "Une nouvelle citoyenneté ?" colloque de la FNARS, Dunkerque, mai 1992.

AUTES (Michel), "Le logement des jeunes en difficulté", *Colloque D.R.E.*, Arras, novembre 1992.

AUTES (Michel), "Le R.M.I. et la lutte contre l'exclusion", *séminaire du CLERSE sur l'exclusion*, Lille, novembre 1992.

AUTES (Michel), "Les formations pour les bas niveau de qualification", *Colloque FAS et Région Nord - Pas-de-Calais*, Dunkerque, décembre 1992

AUTES (Michel), "Anciens et nouveaux métiers du social", *Colloque MIRE - Plan Urbain et Direction de l'Action Sociale*, Paris, Arche de la Défense, Février 1993.

#### Rapports

AUTES (Michel), CALCOEN (Francis), avec la collaboration de DESBOIS H. et AARAB M. "Le R.M.I. : mise en oeuvre de l'insertion dans le Département du Nord", rapport pour la MIRE-PLAN URBAIN, février 1991, 215 p. + annexes.

AUTES (Michel), DELAVAL (Bernadette). *L'insertion dans le RMI : de la boîte noire au débat public*, CLERSE-IFRESI, Recherche effectuée pour la Caisse Nationale des Allocations Familiales, 169 p., novembre 1991.

AUTES (Michel), CALCOEN (Francis), avec la collaboration de PROTTO B., *La mise en oeuvre du RMI dans le département du Pas-de-Calais. Contrat de plan CNRS - Région*, IFRESI, Novembre 1992, 31 p.

AUTES M., CALCOEN F., DELAVAL B., avec la collaboration de AARAB M., AUBREE L., CALCOEN N., LE CLAIRE M., "Les Caisses d'Allocations Familiales dans les politiques sociales locales : Lille et Roubaix", IFRESI, janvier 1993.

AUTES (Michel), CALCOEN (Francis), DELAVAL (Bernadette) : Décentralisation et politiques familiales. L'action sociale des Caisses d'Allocations Familiales (Février 1993).

CALCOEN (Francis), "R.M.I. et Logement", Communication au Séminaire "R.M.I. et protection sociale", organisé dans le cadre des travaux de la Commission Nationale d'Evaluation du R.M.I., Paris, mars 1991.

CALCOEN (Francis), Rapporteur au Colloque sur l'Evaluation du R.M.I., Rennes, avril 1992.

\*  
\* \* \*

### **2.3.1. B. REPRÉSENTATIONS SOCIALES D'UNE POLITIQUE ET REPRÉSENTATIONS POLITIQUES D'UN SOCIAL : LE RMI DANS LE NORD (OPÉRATION EN COURS).**

**Chercheur (CRAPS) : Hélène GIRARD DESBOIS (BDI)**

#### **Présentation de la recherche (thèse en cours)**

L'insertion est une nouvelle donne dans le système de protection sociale. Elle est légalement affirmée par la décision du 1er Décembre 1988 instaurant le RMI qui s'adresse a priori "aux pauvres". Cette politique publique est présentée comme devant remplir une grande mission de solidarité et de citoyenneté.

### **2.3.1. Changements des politiques sociales, revenus, logement**

Pour cette raison, l'objet de notre recherche porte sur les représentations sociales et politiques que ce dispositif permet de mobiliser depuis le début de son élaboration jusqu'à sa mise en œuvre sur le terrain retenu. Nous avons pour ce faire, analysé les nombreux débats des divers acteurs politiques et procédé à de nombreux entretiens auprès d'institutionnels, d'élus locaux ainsi que de bénéficiaires.

Cette politique publique sociale, autant dans les discours et les pratiques qu'elle engendre, que pour les résultats escomptés ou obtenus, se révèle être une expérience privilégiée permettant l'observation des volontés et des pratiques politico-sociales à l'œuvre dans notre société.

#### **Publications de l'opération**

##### Articles

DESBOIS H., "Paroles de précaires, avenir et insertion : La dynamique du rêve", Stage sur le RMI, Critiques Sociales, n° 3, Mars 1990,

DESBOIS H : "Le R.M.I. et les incertitudes de l'insertion à la lumière d'une situation locale", in Politiques et Politiques Locales, Cahiers du CRAPS, n°11, Novembre 1990.

BOCQUET C., DESBOIS H.: "Exclusion sociale et représentations de la politique" in Les représentations sociales de la politique, Cahiers du CRAPS, n°13, Mars 1991.

##### Rapports

AUTES M., CALCOEN F., DESBOIS H.: Le R.M.I. : Mise en œuvre de l'insertion dans le département du Nord., Rapport effectué dans le cadre d'un appel d'offre MIRE-PLAN URBAIN, IFRESI-CNRS, Février 1991.

##### Communications

DESBOIS H.: "Représentations de l'assistance et de l'insertion chez des bénéficiaires du Revenu Minimum d'Insertion." in Colloque sur l'Histoire de la Sécurité Sociale. Actes du 115 ème congrès de Sociétés Savantes, Avignon, 1990. Association pour l'Étude de l'Histoire de la Sécurité Sociale, Paris, 1991.

\*  
\* \* \*

### **2.3.1. C AIDES AU LOGEMENT ET FONCTIONNEMENT DU MARCHÉ IMMOBILIER (OPÉRATION EN COURS)**

#### **Chercheurs (CRESGE-LABORES) : Francis CALCOEN (DR) et Didier CORNUEL (DR)**

- 1) Évaluation des aides au logement (Didier CORNUEL)
- 2) Les effets redistributions des aides au logement (Didier CORNUEL)
- 3) Le comportement de l'investisseur immobilier (Francis CALCOEN et Didier CORNUEL)
- 4) Les mécanismes de fonctionnement du marché du logement (Francis CALCOEN et Didier CORNUEL + collaboration envisagée avec Bénédicte LEFEBVRE et Monique VERVAEKE)

##### **1) Évaluation des aides au logement (Didier CORNUEL) (partie réalisée de l'opération)**

##### **Bilan scientifique**

Les travaux menés dans le cadre de l'IFRESI portent sur l'appréciation du caractère social des aides au logement. Par caractère social, on entend l'importance des ménages à revenu modeste parmi les bénéficiaires des aides, l'importance des transferts que représentent ces aides (les effets redistributifs), et les effets de ces aides sur la part du revenu consacrée au logement (le taux d'effort).

L'évaluation a été menée en recourant aux instruments statistiques classiques, courbes cumulatives des bénéficiaires selon le revenu, courbe de concentration de la masse des aides, et courbes de taux d'effort.

### **2.3.1. Changements des politiques sociales, revenus, logement**

---

Les résultats font apparaître de grandes disparités des effets redistributifs selon les aides, dues à la fois aux barèmes des aides et au fonctionnement du marché du logement, et une relative amélioration de ces effets redistributifs entre 1984 et 1988. En revanche, on constate une diminution du poids des ménages à revenu modeste parmi les bénéficiaires avec la mise en place de nouvelles aides en 1978 et une augmentation des taux d'effort. Tous ces résultats sont expliqués par les caractéristiques du comportement des ménages en matière de logement et par l'évolution du contexte économique de la période.

#### **Financement**

Ces travaux ont été financés par la Direction de la Construction du Ministère de l'Equipement et par le Conseil Economique et Social (Section du Cadre de Vie).

#### **Publications de cette partie de l'opération**

[1992] Les effets redistributifs des aides au logement en 1988, rapport pour la Direction de la Construction du Ministère de l'Equipement,

[1992] L'évaluation des aides au logement : les aides PLA et PAP, rapport pour la Section du Cadre de Vie du Conseil Economique et Social.

#### **2) Les effets redistributifs des aides au logement (Didier CORNUEL)**

*La recherche réalisée à partir des données de l'Enquête logement de 1988 pourra être renouvelée à l'aide de l'Enquête logement en cours de réalisation (1992-1993).*

*Elle serait l'occasion d'un nouvel approfondissement théorique sur l'appréhension simultanée des effets redistributifs selon le revenu et selon la taille du ménage, à la lueur de développements récents dans ce domaine, notamment ceux d'Atkinson et Bourguignon.*

#### **3) Le comportement de l'investisseur immobilier (Francis CALCOEN et Didier CORNUEL)**

*Depuis plusieurs années déjà, le secteur locatif privé diminue quantitativement. Le chiffre de 100 000 logements locatifs privés en moins chaque année est une évaluation vraisemblable. Il traduit une tendance dont les pouvoirs publics se sont inquiétés. Pour contrecarrer cette tendance, des dispositions fiscales ont été prises (loi Méhaignerie-Quilès sur l'aide à investissement locatif), visant à encourager l'investissement locatif dans les logements neufs.*

*Si ces mesures ont permis la construction de plusieurs dizaines de milliers de logement, il ne semble pas que le mouvement de décroissance du parc locatif privé se soit arrêté.*

*La compréhension du comportement des investisseurs immobiliers doit donc être améliorée pour mieux apprécier la sensibilité de leurs décisions aux mesures qui ont été prises, ou à d'autres qui pourraient l'être.*

*C'est l'objet de la recherche qui vient d'être entamée à l'aide d'un financement du Plan Construction et Architecture.*

*Elle se fixe trois objectifs :*

- fournir un cadre théorique explicatif du comportement de l'investisseur immobilier, qui aille jusqu'à une modélisation de ce comportement.*
- effectuer une première vérification empirique du schéma d'analyse sur un échantillon restreint d'investisseurs et de patrimoines dans la métropole lilloise.*
- étudier la faisabilité d'une analyse empirique complète sur un échantillon représentatif.*

#### **4) Les mécanismes de fonctionnement du marché du logement (Francis CALCOEN et Didier CORNUEL + plus éventuellement Bénédicte LEFEBVRE et Monique VERVAEKE)**

*L'explication plus fine des phénomènes mis en évidence dans les travaux sur le caractère social des aides au logement passe par une meilleure compréhension du fonctionnement du marché du logement. Ce thème constitue donc un axe de recherche en cours de développement, où le marché du logement est abordé dans son fonctionnement global.*

### **2.3.1. Changements des politiques sociales, revenus, logement**

---

*Sur ce thème, un séminaire est en voie d'être organisé, réunissant l'ensemble des équipes française concernées. Il vise à faire le point des différentes approches possibles du fonctionnement global du marché du logement et à confronter les recherches engagées ou qui vont s'engager, en particulier celles de B. Lefebvre et M. Vervaeke qui poursuivent leur analyse de la structure du parc de logements et de son mode de peuplement.*

\*  
\* \* \*

### **2.3.1. D. POLITIQUES PUBLIQUES, ITINÉRAIRES RÉSIDENTIELS ET PROCESSUS D'EXCLUTION (OPÉRATION EN COURS)**

**Chercheur (METIS-CLERSE) : Bénédicte LEFEBVRE (IE)**

**Chercheur d'une autre équipe : Monique VERVAEKE (LASMAS)**

#### **Bilan scientifique de l'opération (recherche encore inachevée)**

La trajectoire résidentielle des familles et leur interaction avec les institutions sont l'axe privilégié de nos investigations. L'impact des politiques publiques pour garantir le droit au logement est étudié dans la région Nord-Pas de Calais.

Dans l'agglomération dunkerquoise les familles en attente d'un logement social ont été identifiées. Les familles qui connaissent de mauvaises conditions de logement (précarité, expulsion, cohabitation...) sont confrontées à la baisse de l'offre et au blocage, par les organismes de logements sociaux, de l'entrée et des mutations dans leur parc. La recherche montre le type de régulation sociale existant au niveau local lorsque disparaît l'insertion des membres de la famille dans le monde du travail : liens sociaux, familiaux, services sociaux, municipaux...

Les trajectoires familiales dans le parc ancien ont été étudiées dans les quartiers centraux et péri-centraux en revalorisation. Les politiques publiques et leurs conséquences sur le peuplement résidentiel sont analysées en fonction de la procédure adoptée, de la structure de la propriété, de la position des quartiers par rapport au marché du logement local.

La revalorisation des quartiers péri-centraux n'a pas bouleversé leur peuplement ouvrier. Ceux-ci restent à l'écart des enjeux de reconquête spéculative tout en devenant plus attractifs. Par contre dans le quartier central, on observe des stratégies immobilières spéculatives ou d'investissement qui ont une incidence sur l'offre de logements (petits logements destinés à une clientèle solvable) et sur l'occupation sociale (arrivée de jeunes célibataires ou couples sans enfants de couches moyennes). La vente d'immeubles est précédée ou suivie par l'expulsion des locataires. Les associations et les services sociaux négocient difficilement le relogement des familles exclues. Les filières de relogement publiques ou privées, en reléguant les familles modestes dans d'autres fractions du parc dévalorisé de l'agglomération, renforcent, au même titre que les expulsions, la division sociale de l'espace.

La réflexion engagée sur les politiques publiques de revalorisation des quartiers anciens se poursuit. Dans différentes fractions du marché du logement de la Région Nord-Pas-de-Calais, les stratégies patrimoniales et les logiques habitantes seront étudiées.

#### **Financements**

Communauté urbaine de Dunkerque 1989-90, collaboration Laboratoire-logement Nancy à Dunkerque), Région Nord-Pas de Calais, Service technique de l'urbanisme (S.T.U.), cofinancement IFRESI, 1991-92, collaborations : CERUR (Rennes) et GETUR (Grenoble).

#### **Publications de l'opération**

##### **Publications 1989-91**

LEFEBVRE Bénédicte, VERVAEKE Monique [1990], "La revalorisation de l'habitat ancien et le peuplement résidentiel dans un espace régional en crise", in revue Clés, septembre.

### 2.3.1. Changements des politiques sociales, revenus, logement

VERVAEKE Monique, LEFEBVRE Bénédicte [1990], Les familles et le droit au logement. L'accès au logement et le maintien dans le logement dans la Communauté urbaine de Dunkerque, CLERSE-GST-IFRESI, juin.

LEFEBVRE Bénédicte, VERVAEKE Monique [1991], "L'accès au logement, un enjeu de politique locale", Journées de l'IFRESI, 24-25 janvier.

#### Publications 1991-93

LEFEBVRE (Bénédicte), VERVAEKE (Monique) [1991], "Les logiques familiales et le cloisonnement du marché local du logement locatif du parc ancien péri-central revalorisé", Dynamiques urbaines, Géographie sociale, n° 11, mars.

VERVAEKE Monique, DARRIS Gérard, BALLAIN René, LEFEBVRE Bénédicte [1992], Trajectoires d'exclusion des quartiers centraux revalorisés, STU-IFRESI.

VERVAEKE Monique, LEFEBVRE Bénédicte [1992], Les acteurs et les enjeux de la politique de réhabilitation des quartiers anciens, 5ème Conférence internationale de recherche sur l'habitat "A la croisée des chemins", Montréal, juillet.

LEFEBVRE Bénédicte, VERVAEKE Monique [1993], L'intervention publique sur les quartiers anciens et la recomposition de l'offre de logements, 3èmes journées de l'IFRESI, Lille, janvier.

\*  
\* \* \*

### **2.3.1. E. L'ÉVALUATION DE POLITIQUES SOCIALES POUR LES PERSONNES ÂGÉES (OPÉRATION NOUVELLE)**

Chercheur (LAST-CLERSE): Philippe LARDE (CR)

#### *Présentation de l'opération*

*Le vieillissement démographique est un phénomène inéluctable. Sous l'angle du financement, le recul régulier du décès vers les âges élevés a pour effet de faire peser, non seulement au titre de la retraite, mais aussi désormais au titre des dépenses de santé des personnes âgées, une charge de plus en plus lourde sur la population active. L'assurance-vieillesse et désormais l'assurance-maladie, s'appuient sur la logique de solidarité intergénérationnelle des actifs vers les inactifs âgés.*

*Comment répondre efficacement aux besoins supplémentaires d'une population âgée grandissante, dans un contexte de volonté politique de maîtrise des dépenses sociales ?*

Ce projet s'articule autour de deux axes.

- *L'évaluation de la post-activité : l'impact de l'activité des retraités sur les dépenses sociales*
- *L'évaluation des prestations : les filières de prise en charge de la dépendance des personnes âgées*

\*  
\* \* \*

### **2.3.1. F. MODALITÉS ET CONSÉQUENCES DES STRATÉGIES DE DÉVELOPPEMENT DES OPÉRATEURS D'ASSURANCE (THÈSE EN COURS)**

Chercheur (LAST-CLERSE): Hervé MAUROY (AL). Direction scientifique par Nicolas VANEECLOO (PR)

#### *Présentation et premiers éléments de bilan*

Ces travaux visent à analyser les modalités et les conséquences des stratégies de développement opérées en France par la mutualité, les sociétés d'assurance et les institutions de retraite et de prévoyance dans le champ de la protection sociale complémentaire à la Sécurité sociale :

### 2.3.1. Changements des politiques sociales, revenus, logement

- Les modalités : ces trois types d' intervenants opèrent une véritable mutation. Ils développent de véritables stratégies de despécialisation au point de mettre en cause, par leurs pratiques ,leur spécificité propre.
- Les conséquences : leurs politiques exercent une influence considérable sur l' évolution de la Sécurité sociale proprement dite.

#### Modalités des stratégies de développement:

- Les différents types d'organismes assureurs se sont despécialisés du point de vue des modalités d'adhésion des assurés. Les opérateurs qui se limitaient au mode d'engagement individuel se sont donnés les moyens de pratiquer l'adhésion collective et vice versa.
- Mutualité, sociétés d'assurance et institutions de retraite et de prévoyance diversifient aussi leurs produits. Cette forme de despécialisation, qui ne se limite pas au champ de la protection sociale complémentaire d'entreprise, répond essentiellement à un processus de globalisation de la demande.
- Pour opérer avec plus de facilités leur diversification et de façon à contourner leurs règles de droit, les différentes sortes d'organismes assureurs constituent des groupes d'intervention en créant ou en prenant sous leur contrôle des organisations de statuts juridiques variés, assemblant souvent de cette façon des entreprises à but lucratif et des organismes à but non lucratif. Dissocier mutualité et institutions de retraite et de prévoyance d'un coté et sociétés d'assurance de l'autre en fonction de leur caractère désintéressé ou lucratif devient donc des plus hasardeux.
- Compte tenu des stratégies de développement opérées par ses concurrents, la mutualité rencontre dans son domaine d' intervention traditionnel, la couverture maladie, une forte concurrence. Malgré la politique de diversification qu'il a déployée, le mouvement mutualiste reste cantonné pour l'essentiel au produit maladie. Du fait du retard pris, le mouvement mutualiste ne bénéficie pas en effet du même succès que ses concurrents dans sa politique d' élargissement de la gamme des produits offerts. La mutualité opère donc une mutation profonde afin de s'adapter à la concurrence: concentration et renforcement de la dépendance des mutuelles de base aux structures fédératives, transformation du fonctionnement interne des groupements mutualistes, mise en cause des principes d'intervention traditionnels en matière de couverture maladie.

#### Conséquences des stratégies de développement:

- Le produit maladie, dans ce contexte, est désormais la source d'enjeux cruciaux pour les différents intervenants du marché: dépassements des tarifs de la Sécurité sociale, sélection des risques et techniques tarifaires, avances de frais de santé. Ces différents enjeux, exacerbés par la concurrence (la mutualité met en cause la plupart de ses principes d' intervention sous cette contrainte) sont à la source d'effets pervers pour la Sécurité sociale.
- En effet, les organisme assureurs, y compris la mutualité, usent de plus en plus largement de la possibilité qui leur est offerte de rembourser les dépassements de tarifs pratiqués par les médecins. Ce comportement rend sans intérêt pour les praticiens le respect des tarifs conventionnels de la Sécurité sociale. Il favorise l'augmentation constante des taux d' honoraires réellement demandés. Le dernier rempart à la tentation du corps médical de franchir le pas des honoraires libres est ainsi progressivement remis en cause par le jeu de la concurrence.
- La mutualité, face aux stratégies de ses concurrents, change progressivement ses principes de base en matière de fixation du montant des cotisations et prend désormais en compte la notion de coût du risque, notamment par tranche d' âge. A terme, les populations les plus vulnérables pourraient ne plus supporter le poids financier des cotisations. Parallèlement à ce processus, la sélection des risques se développe.
- L' extension des procédures d'avance de frais de santé, conséquence de la concurrence entre sociétés d' assurance, mutuelles et institutions de retraite et de prévoyance participe au mécanisme qui conduit à rendre de plus en plus invisible aux yeux des consommateurs le prix des prestations de soins.

#### **Publication de l'opération**

Hervé MAUROY (1991), "Protection sociale complémentaire dans l'entreprise : Positionnement et stratégies des organismes assureurs", *Revue de l'économie sociale*, décembre.

\*

\* \*

## **2.3.2. SECURITÉS URBAINES, GESTION DU "SOCIAL" : REPRÉSENTATIONS ET IDENTITÉS**

### **2.3.2. A. LA GESTION DE L'IMMIGRATION IRRÉGULIÈRE : ANALYSE SOCIOLOGIQUE DES IDENTITÉS PROFESSIONNELLES DES POLICIERS ET DES DOUANIERS (OPÉRATION EN COURS)**

**Chercheurs (LASTREE-CLERSE): Dominique DUPREZ (CR), (avec la collaboration d'A. BUSTREEL (LAST-CLERSE) (AL) et F. JACOB (CE)**

#### **Bilan scientifique de l'opération**

Cette recherche s'appuie sur la construction d'un champ d'interventions : la gestion de l'immigration clandestine avec une entrée empirique localisée sur la frontière avec la Belgique et l'Angleterre. Il s'agit principalement d'un essai de sociologie des professions. La comparaison porte sur les transformations des identités de deux groupes professionnels : les douaniers et les policiers de l'Air et des Frontières.

Cette démarche localisée est liée à des choix méthodologiques : observation in situ de l'exercice des pratiques professionnelles au quotidien, entretiens non directifs auprès d'un échantillon de professionnels, analyse des archives des services étudiés. Si l'objectif général est d'aboutir à une recomposition des tâches et des activités constituant la réalité du travail tout en expliquant ce qui régit cette recomposition, nous avons adopté une perspective synchronique dans la mesure où nous avons essayé de saisir les évolutions au sein des biographies.

Les missions imparties à ces deux administrations sont quasiment identiques, c'est essentiellement l'ordre des priorités qui les différencie : la PAF est devenue essentiellement une police de l'immigration tandis que les douaniers ont trouvé dans la lutte contre les stupéfiants un champ privilégié pour retrouver une légitimité professionnelle.

Les moyens d'investigation de ces professionnels sont limités cependant par des cadres juridiques : sur les restrictions au contrôle d'identité et au droit de fouille pour les policiers, l'absence de prérogatives judiciaires pour suivre les contentieux dans le cas des douaniers.

La recherche met en évidence la pluralité des stratégies professionnelles mises en oeuvre en fonction des systèmes de représentations de telle ou telle catégorie d'agents qui peut conduire soit à un strict légalisme soit à une utilisation systématique de stratégies de contournement des restrictions juridiques.

Des prolongements récents de cette recherche ont lieu sur les cadres douaniers et sur les agents de surveillance des douanes.

#### **Financements**

Institut des Hautes Etudes de la Sécurité Intérieure (IHESI), IFRESI (contrat de plan), PIRTTEM-CNRS.

#### **Publications de l'opération**

DUPREZ (Dominique), La gestion de l'immigration irrégulière : analyse sociologique des identités professionnelles des policiers et des douaniers, Lille, rapport pour l'IHESI, 1993.

DUPREZ (Dominique), Transformations des identités professionnelles et division du travail : l'exemple de la rivalité entre policiers et douaniers, *Colloque international, Genèse et dynamique des groupes professionnels (AIS)*, Paris, 19-20 novembre 1992.

DUPREZ (Dominique), La lutte contre l'immigration irrégulière : le difficile arbitrage des fins et des moyens, *Plein Droit*, 1993 (à paraître).

### **2.3.2. Sécurités urbaines, gestion du "social" : représentations et identités**

---

#### *Projets de recherche en continuité avec la partie précédente*

*Des prolongements récents de cette recherche sont en cours. Une première enquête porte sur l'analyse des conditions de travail des douaniers en collaboration avec des ergonomes du CNAM. Elle porte sur trois sites : Valenciennes, Roissy et Marseille (contrat PIRTTEM-CNRS). Une autre opération sera menée par F. Jacob, dès septembre 1993, sur les cadres douaniers grâce à l'obtention d'une BDI. Il s'agit ici d'appréhender la spécificité d'un groupe professionnel par rapport aux élites des professions de l'ordre public (commissaires, magistrats). Cette recherche abordera les questions de générations à travers l'étude comparative de plusieurs promotions et l'analyse des carrières à travers le prolongement d'une enquête qualitative déjà engagée.*

\* \* \*

#### **2.3.2. B. SENTIMENT D'INSÉCURITÉ ET CRISE IDENTITAIRE (OPÉRATION EN COURS)**

**Chercheurs (LASTREE-CLERSE): Dominique DUPREZ (CR)**

##### **Bilan scientifique de l'opération**

Le sentiment d'insécurité dans des lieux de tensions urbaines est pris comme révélateur des transformations du lien social. Cette recherche prend appui sur un quartier de Roubaix, le Cul-de-Four, site d'une opération de développement social des quartiers, objet pendant trois ans d'une observation attentive.

L'analyse croisée d'entretiens et d'un sondage sortie des urnes (mars 89) montre pourtant, qu'il faut dépasser le dualisme entre insécurité objective et sentiment d'insécurité. Il faut abandonner l'idée que des faits sont constitués à un niveau et reçus à un autre même s'il n'y a pas de relation mécaniste entre insécurité et sentiment d'insécurité.

L'analyse conduit à mettre en évidence une typologie avec des figures contrastées et une opposition entre les personnes insécurisées et celles qui tiennent un discours sécuritaire Nous sommes, là, confrontés à deux phénomènes qui se nourrissent mutuellement mais qui ont leurs logiques propres.

La coupure majeure ne se situe donc pas entre le tableau policier des atteintes aux biens et aux personnes et la fréquence des craintes éprouvées personnellement par les individus, mais entre appréhension personnelle et préoccupation sécuritaire. Cette dernière vient probablement d'une inquiétude née ailleurs, du chômage, de la précarité, de l'immigration, d'une manière générale de la crise des identités sociales née de l'accélération des changements.

L'expérience quotidienne de l'insécurité n'est donc pas étrangère à la peur. Mais le discours sécuritaire est lui porté par une autre logique sociale, beaucoup plus idéologique. Il cristallise la fragilisation du lien social. Que des faits aussi généraux que des actes de délinquance parviennent à créer des liens entre les individus, cela suppose que les liens sociaux les plus élémentaires sont peu développés parce qu'une telle solidarité ne peut voir le jour que sur la base d'une vie relationnelle fortement dégradée.

Si la fragilisation du lien social semble être à la base de l'insécurisation de certaines fractions de la population, la recherche de nouvelles identifications dans un passé mythifié semble être le pôle de référence des "déclassés insécurisés" pour reprendre un des pôles de la typologie, ceux qui ont été les dernières victimes des mouvements de délocalisation-relocalisation en milieu urbain et qui, psychiquement, ne peuvent tolérer d'être objectivement relégués et donc stigmatisés de devoir habiter dans un quartier "de pauvres" et "d'immigrés". Ils ont le sentiment d'être oubliés par les pouvoirs publics, qu'ils soient locaux ou nationaux, et d'appartenir à la périphérie ("on est des reclus") parce que les actions territoriales semblent surtout bénéficier aux centres-villes, c'est notamment le cas à Roubaix.

### **2.3.2. Sécurités urbaines, gestion du "social" : représentations et identités**

---

#### **Financement**

Plan Construction (Ministère de l'Equipement et du Logement)

#### **Publications de l'opération**

DUPREZ (Dominique) : "De l'anomie de la gestion du social aux représentations de l'insécurité", *Déviance et Société*, n° 3, Genève, 1991.

DUPREZ (Dominique) : avec la collaboration de M. HEDLI : *Représentations de l'insécurité et crise urbaine*, Lille, Rapport pour le Plan Construction, 1991, 234 p.

DUPREZ (Dominique), HEDLI (Mahieddine), *Le mal des banlieues?, Sentiment d'insécurité et crise identitaire*, Edts. l'Harmattan, Col. Logiques Sociales, 1992.

DUPREZ (Dominique), Comment être en sécurité ? Stratégies d'acteurs sociaux en matière d'utilisation des espaces privés/publics, *Association Internationale de Sociologie-5ème Conférence internationale de recherche sur l'habitat*, Montréal, 7-10 juillet 1992.

DUPREZ (Dominique), "Le retour des classes dangereuses sur la scène publique : les jeunes des banlieues", *Troisièmes Journées IFRESI*, Lille, 28-29 janvier 1993.

\*  
\* \* \*

#### **232 C . MODES DE PRISE EN CHARGE ET MESURES DE LA DÉLINQUANCE, LA JUSTICE DES MINEURS (OPÉRATION EN COURS)**

**Chercheurs (LASTREE-CLERSE) : Karine FRISER (AL), Dominique DUPREZ (CR)**

Plusieurs analyses ont été développées sur la mesure de la délinquance à partir du contexte de la région Nord/Pas-de-Calais. A partir du constat bien connu que la délinquance légale enregistrée n'est qu'un reflet quantitatif et qualitatif imparfait de la délinquance réelle, nous avons cerné les évolutions actuelles du chiffre noir en nous appuyant sur une enquête dans les trois commissariats centraux de l'agglomération lilloise. Celle-ci a consisté à étudier les dépôts de plaintes des victimes d'infractions.

La récidive des mineurs délinquants prend une place majeure dans les discours sur la montée du sentiment d'insécurité et dans les réalités quotidiennes de nombreux quartiers, ce qui amène une remise en cause de la justice des mineurs et une réflexion actuelle sur de nouveaux modes de prise en charge, notamment en ce qui concerne la justice réparatrice.

Une enquête spécifique menée par Karine Friser dans le cadre d'une thèse de sociologie porte sur les catégories de mineurs pris en charge par la justice. Il s'agit de reconstruire les trajectoires de ces mineurs comme étant le passage d'un environnement social primaire vers un environnement social secondaire, la frontière entre les deux n'étant pas toujours très nette. A partir de l'étude des motifs et des faits qui induisent les mesures socio-judiciaires, nous analysons la construction des carrières qui conduisent à la délinquance. Il apparaît que le passage à l'acte peut être institué en fonction d'un cumul d'échecs par rapport aux institutions scolaires et familiales (dissociation de la cellule familiale, conflit avec l'un des parents, ...). Le quartier, la bande de copains peuvent être des éléments constitutifs de ce passage à l'acte. L'acte délinquantiel est inséré dans la trame d'une histoire sociale où le conflit est prédominant, le processus de socialisation perturbé et les conditions de déviance plus probables.

L'enquête comporte plusieurs phases :

- une phase quantitative : étude des situations familiales, scolaires, judiciaires d'un échantillon de 400 jeunes, étude par questionnaires auprès des éducateurs de justice.
- une phase qualitative : réalisation d'entretiens biographiques auprès de jeunes
- une enquête auprès des magistrats de la jeunesse de la région pour cerner dans quel cas une mesure est ordonnée plutôt qu'une autre et quelle interprétation ils font des textes.

Une phase d'observation in situ visera à analyser les interactions entre les différents acteurs dans le cadre des audiences de cabinets pour enfants.

### **2.3.2. Sécurités urbaines, gestion du "social" : représentations et identités**

#### **Financement :**

Prefecture du Nord, Allocation MRE  
Collaboration : CRIV (Vincent PEYRE)

#### **Bibliographie :**

FRISER Karine, DUPREZ Dominique (1991), *La délinquance enregistrée dans le département du Nord, images et réalités de l'insécurité*, Convention de recherche avec la Préfecture du Nord.

FRISER Karine, JACQUIER Emmanuelle (1993), *Étude auprès des Magistrats de la Jeunesse de la région Nord/Pas-de-Calais : discours des magistrats sur leurs pratiques*, Convention de recherche avec la Direction Régionale de la Protection Judiciaire de la Jeunesse.

DUPREZ Dominique, ANGRAND Marc (1992), *La délinquance dans le département du Nord en 1991*, Convention de recherche avec la Préfecture du Nord.

DUPREZ Dominique (1992), La délinquance dans le Nord/Pas-de-Calais, Tableaux Économiques Régionaux , Tome 2 Données Sociales, INSEE, 1992.

\*  
\* \* \*

### **2.3.2. D. LES REPRÉSENTATIONS SOCIALES DE L'ALTÉRITÉ DANS UN IMMEUBLE (OPÉRATION EN COURS)**

Chercheurs (METIS-CLERSE) : Hubert CUKROWICZ (CR) et Catherine BAICHERE (IE)

#### **Bilan scientifique de l'opération**

Nous avons choisi d'aborder les problèmes liés à la vie collective dans les cités en optant pour une étude monographique et en privilégiant l'unité familiale comme lieu d'observation. Deux enquêtes se sont succédées (en juin 1991 et en juin 1992) dans un immeuble HLM de Mons en Baroeul.

La première vise les manières dont les locataires se représentent "un bon voisinage".

La seconde, plus qualitative, veut amorcer une réflexion sur les styles de mise en relation des personnes, des lieux, des événements à l'occasion de la présentation de la famille à une personne extérieure.

Dans la première démarche l'accent est mis sur la perception et la conception des frontières du groupe familial. Dans la seconde l'élaboration de l'image de soi et du chez soi est saisie au travers de discours portant sur des photos de famille. Les deux approches souhaitent en fait apporter des éléments de réflexion sur les stratégies identitaires du groupe familial dans un habitat à forte densité.

Par la modélisation d'un aspect de l'environnement (ici l'habitat en logements collectifs) et la mise en oeuvre d'une règle de jeu, l'observateur suscite des actions symboliques par lesquelles les répondants extériorisent leurs représentations des relations sociales. Les réponses produites à partir d'un matériel, au départ peu structuré par l'observateur, se font sous la forme de localisations, de mises en relation d'objets, de gestion d'un capital autant que sous la forme verbale.

Les résultats de notre étude des effets des proximités spatiales sur les stratégies d'identification du groupe familial permettent d'appréhender les locataires dans :

- leur refus de l'indistinction sociale, indistinction où les particularités de chaque famille (histoire, composition, projets...) semblent effacées par l'appartenance au même espace banalisé,
- leur volonté d'être reconnus dans leur spécificité individuelle et non en tant que porteurs des qualités discriminantes de groupes réels ou symboliques,
- leur désir de participer aux prises de décision les concernant et d'acquérir ainsi un minimum d'estime sociale.

Il faudrait aussi montrer comment la constitution de l'identité de la famille suppose qu'existent autour d'elle des groupes qui lui ressemblent et avec lesquels elle est susceptible de négocier et de s'allier. Cette condition est favorable à la consolidation d'une image positive de soi et permet la perception de l'écart entre familier et étranger sous d'autres formes que la menace. D'où l'intérêt de ménager des "transitions" entre familles socialement et ethniquement différenciées.

### **2.3.2. Sécurités urbaines, gestion du "social" : représentations et identités**

---

#### **Financements**

PIRTTEM 1992 .

CONTRAT PLAN ETAT-REGION

#### **Publications de l'opération**

CUKROWICZ (Hubert) avec la collaboration de BAICHERE (Catherine), DUPREZ (Jean-Marie), Des voisins à leur place. Le voisinage selon des locataires d'un immeuble HLM de Mons en Baroeul, 1992, 163 p.

CUCROWICZ (Hubert) avec la collaboration de BAICHERE (Catherine), HEJMO, mode d'emploi, 1992, 22p.

CUCROWICZ (Hubert) avec la collaboration de BAICHERE (Catherine), Vues Entrevues. Photographies de locataires d'un immeuble HLM de Mons en Baroeul, 1992, 95 p.

CUCROWICZ (Hubert), "Espaces urbains à négocier", 3 èmes Journées IFRESI, janvier 1993.

#### **Projet scientifique**

*Durant six mois nous allons nous consacrer à la synthèse des travaux portant sur la technique de l'entretien couplé avec une tâche.*

*Puis nous envisageons de commencer une série d'enquêtes empiriques qui auraient pour objet les "revendications existentielles" de certaines catégories de populations. Par exemple quelles sont et comment s'expriment les aspirations de communauté, d'identité, de sécurité, de solidarité, de sens, de droit et de justice, d'avenir, de sacré....? Dans un premier temps il s'agirait de choisir des populations pertinentes pour la mise en oeuvre de démarches comparatives (différence sexuelle, niveau de diplôme, place dans le marché du travail, lieu de résidence). Nous nous attacherions ensuite à élaborer des méthodes d'enquête spécifiques : la participation des personnes sollicitées à toutes les phases de l'enquête et, en particulier, au traitement de l'information recueillie, devrait caractériser ces travaux (création d'un collectif d'analyse et de suivi de l'enquête, collectif composé de chercheurs, de pédagogues et d'enquêtés).*

\*

\* \* \*

### **2.3.2. E. MOUVEMENTS REVENDICATIFS HORS-TRAVAIL : DE LA FAMILLE AU QUARTIER. HISTOIRE, MILITANTISME ET PROFESSIONNALISATION (OPÉRATION EN COURS)**

Chercheur (METIS-CLERSE) : Bruno DURIEZ (CR)

Chercheurs d'autres équipes : Michel CHAUVIERE (CNRS, CRIV), Jean NIZEY (CNRS, CRESAL), et le GRMF

#### **Bilan scientifique de l'opération**

L'objet des recherches sur ce thème est de comprendre comment des mouvements d'origine religieuse ont débouché dans différents champs d'intervention qu'ils ont d'ailleurs contribué à former ou à modifier : le social, l'urbain, le cadre de vie etc., et à saisir ce qu'impliquent leurs origines particulières, notamment confessionnelles, dans la définition des représentations, dans les transformations institutionnelles et dans les pratiques militantes et/ou professionnelles dans ces secteurs. Cette histoire est celle de la tension entre les tentatives répétées de globalisation du sens de l'action et la spécialisation de leurs divers domaines d'activité.

L'histoire de ces organisations et des nombreuses associations qui en sont issues fait l'objet d'un travail collectif qui associe chercheurs et anciens responsables et militants dans le Groupement pour la recherche sur les mouvements familiaux (le GRMF). La méthode ainsi mise en oeuvre a fait l'objet d'une réflexion spécifique. Les questions abordées durant ces quatre ans portent plus spécialement 1) sur l'action des femmes dans ces mouvements et ses conséquences pour les mouvements et pour elles-mêmes, 2) les actions de squattages des années quarante et cinquante et leurs liens avec la revendication du droit au logement, 3) la crise du MLP en 1951, comme moment significatif de l'histoire d'une organisation située à l'intersection du religieux et du politique, 4) la formation et la promotion par le militantisme, 5) la spécialisation des services mis sur pied par ces mouvements.

### **2.3.2. Sécurités urbaines, gestion du "social" : représentations et identités**

---

Parmi ces services, l'histoire de l'aide familiale à domicile créée par des militants ouvriers d'un mouvement familial d'origine confessionnelle, fournit un cas particulier mais exemplaire d'évolution de l'action sociale et d'inscription progressive d'une initiative privée dans les dispositifs publics d'action sociale. Ces services sont identifiés à une profession, celle de la travailleuse familiale. La définition de la professionnelle oscille entre le modèle de l'assistante sociale et celui de la femme de ménage, entre l'action socio-éducative et le service. L'obtention d'une formation et d'un diplôme spécifiques, la reconnaissance d'un statut, la mise sur pied d'organisations professionnelles contribuent à la définition progressive d'une profession, exclusivement féminine, qui garde cependant un rang second dans l'action sociale tandis que la spécialisation des clientèles conduit à la distinction des rôles entre professionnelles. Une recherche plus globale sur l'histoire de l'ensemble de ces services est en cours dans le cadre de la démarche initiée par le GRMF.

Dans ce même cadre, le travail a porté particulièrement ces deux dernières années sur les campagnes de squattages menées par ces mouvements après guerre. Dans l'évocation de ces actions, est posé, en termes moraux et juridiques, le problème des rapports entre droit d'usage et droit de propriété et celui de l'émergence progressive de la revendication d'un droit au logement.

La recherche sur le militantisme dans ces mouvements engagée depuis plusieurs années, s'est poursuivie sous la forme d'enquêtes par questionnaires auprès de militants de deux organisations. Ces enquêtes font actuellement l'objet d'un travail de récapitulation et de comparaison (dans le cadre du contrat de plan CNRS/Région). Est mise en évidence notamment l'évolution du recrutement, des formes d'action, de l'appartenance sociale des militants, leur situation de mobilité, personnelle ou inter-générationnelle, leurs conversions idéologiques, les phénomènes de générations, la division et la hiérarchie du travail militant entre organisations, les incidences des changements politiques et de la création de nouvelles administrations et d'instances de représentation, sur l'engagement et les reclassements personnels. On peut ainsi préciser et nuancer les analyses de la crise de la mobilisation, dans la ville en particulier.

#### **Financements**

La Mission recherche expérimentation du Ministère des affaires sociales et de la solidarité nationale, le Plan urbain, le programme IFRESI du Contrat de Plan Etat-Région.

#### **Publications de l'opération**

DURIEZ Bruno, "D'un mouvement totalisant à des groupements d'action spécialisée. L'exemple d'associations françaises d'origine confessionnelle", dans Roger LEVASSEUR, dir, *De la sociabilité, spécificités et mutations*, Boréal, Montréal, 1990.

DURIEZ Bruno, CHAUVIERE Michel (dir.), *La bataille des squatters et l'invention du droit au logement. 1945-1955*, Les Cahiers du GRMF, n°7, 1992.

DURIEZ Bruno, "Le militantisme associatif : une catégorie pertinente d'analyse?", *Dossiers de l'ADRAC*, n°57, juillet 1989.

DURIEZ Bruno, CHAUVIERE Michel, DERMENJIAN Geneviève, NIZEY Jean, "La place des acteurs dans le travail socio-historique. L'expérience du GRMF", *Cahiers du CRTS*, 17, 1989 et *Vie Sociale* 3/4, 1990.

DURIEZ Bruno, "La bourgeoisie répertoriée : le Livre des Familles du Nord", *Ethnologie française*, 1990 1.

DURIEZ Bruno, "Mouvements familiaux et catholicisme social dans le Nord. 1919-1945", *La revue du Nord*, LXXIII, n°290-291, avril-septembre 1991.

DURIEZ Bruno, CHAUVIERE Michel, "Erfahrungen mit einer interaktiven Oral-History-Forschung : Die gruppe zur Erforschung der Familienverbände (GRMF)", *BIOS, Zeitschrift für biographieforschung und oral history*, 1/1992 - 5, Jahrgang.

DURIEZ Bruno, NIZEY Jean, *Les services d'aide familiale du Mouvement populaire des familles. Du mouvement confessionnel à l'action sociale spécialisée*, CLERSE-CRESAL-MIRE, 1990. (Note de synthèse, MIRE-Info, février 1991, n°22)

### **2.3.2. Sécurités urbaines, gestion du "social" : représentations et identités**

---

DURIEZ Bruno, CHAUVIERE Michel, "Une expérience d'histoire orale interactive : Le Groupement pour la recherche sur les mouvements familiaux", *VII<sup>e</sup> International oral history conference*, Essen, 29 mars-1er avril 1990 (avec Michel CHAUVIERE).

DURIEZ Bruno, CHAUVIERE Michel, "Entre chercheurs et acteurs... éloge de l'écart?", *Journée E.c.a.r.t.s.*, Paris, 12 octobre 1990.

DURIEZ Bruno, "Les mouvements familiaux dans le Nord. Ampleur, réussites et limites", colloque *Cent ans de catholicisme social*, Université Charles de Gaulle Lille III-Facultés catholiques de Lille, Lille, 7-8 décembre 1990.

DURIEZ Bruno, "Entre service et éducation : l'aide familiale à domicile", *Troisième congrès international de recherche en éducation familiale*, AIFREF, Paris, 28-31 mai 1991.

DURIEZ Bruno, "Des professionnel(le)s de la famille : le cas de l'aide familiale à domicile", Journées Société française de sociologie/Groupe de recherche famille, *Famille et savoir sociologique*, Strasbourg, 14-16 octobre 1992.

#### ***Projet de recherche (dans la continuation)***

*Les travaux historiques menés grâce au moyen que nous nous sommes donné en créant le GRMF devraient s'achever au printemps 1994, avec la publication du dixième volume vont ainsi aboutir une recherche sur les services, une recherche sur la formation et la promotion militantes et une recherche sur une crise qu'à connue l'un des mouvements étudiés. D'ores et déjà, des travaux synthétiques sont engagés et ont déjà fait l'objet de plusieurs publications. Il s'agit de rendre compte de l'évolution de ces mouvements d'origine confessionnelle et de voir comment ces mouvements ont contribué aux transformations socio-politiques qu'à connues la France dans cette période. Ce travail sera poursuivi en 1994 et 1995.*

*Cette démarche est complétée par la poursuite de l'analyse du caractère à la fois particulier et exemplaire de l'engagement dans ce type d'action. On peut faire l'hypothèse que l'évolution du champ politique français continuera de modifier à la fois la définition des champs d'action hors travail et à spécifier la dite "crise du militantisme". La recherche s'inscrira dans le cadre d'un travail plus important mené avec des collèges d'une autre région sur les formes de groupement et les formes d'engagement (qu'il s'agisse du syndicalisme, des groupements politiques ou des associations).*

\*

\* \* \*

### **2.3.2. F. PRATIQUES ET REPRESENTATIONS SOCIALES DE LA MALADIE, DU SOIN ET DE LA SANTE (OPÉRATION EN COURS)**

Chercheurs (LASTREE-CLERSE) : Nicole BASTIN (IE), Geneviève CRESSON (MC) Stéphanie PRYEN (AL), Jean TYBERGHEIN (CE)

#### **Bilan scientifique du groupe d'opérations.**

Les personnes séropositives ou atteintes du Sida à la suite d'une contamination transfusionnelle sont des victimes d'un risque thérapeutique nouveau. Elles sont en droit pour cette raison de demander réparation. L'objectif de la recherche est d'analyser l'effet de trois variables sur les attitudes et les comportements de deux groupes de victimes en matière de demande de réparation : le mode d'irruption de la maladie, l'apprentissage du processus morbide, l'insertion dans un réseau associatif. L'irruption de la maladie et les circonstances de cette catastrophe ont déstabilisé les rapports institutionnels (associations de patients, organisation transfusionnelle etc...) ce qui aura pour conséquence -entre autres- de compliquer la demande en réparation.

L'approche de ces questions s'est réalisée par une analyse essentiellement qualitative : entretiens semi-directifs de responsables d'associations d'une part et d'individus des différentes catégories de victimes (ou de leurs ayants-droit) d'autre part. Au total 90 entretiens ont été réalisés. Nous les avons complétés par l'analyse de la presse associative, la participation aux assemblées, etc...

Les résultats produits sont de deux ordres :

- D'une part, nous proposons une analyse des rapports entre associations, organisations et corps médical qui permet de comprendre le contexte dans lequel les contaminations ont pu se développer de façon aussi massive et dans lequel les différentes parties ont été menées,

### **2.3.2. Sécurités urbaines, gestion du "social" : représentations et identités**

---

- d'autre part, nous tentons de décrire et de rendre compte de l'expérience de la contamination de la maladie ou de la perte d'un proche le cas échéant en nous focalisant sur les relations entre soignants et patients et sur les difficultés rencontrées lors de l'annonce de la contamination. (N. BASTIN, G. CRESSON, J. TYBERGHEIN)

Phénomène pandémique nouveau, le Sida a d'abord touché des populations marginalisées, réactivant la peur biologique et sociale de l'altérité. Il associe la sexualité, le sang et la mort, se chargeant ainsi d'un imaginaire social très fort.

A la suite de nos travaux de maîtrise (Prostitution, santé, Sida - Vécu et représentations sociales de personnes prostituées) et de DEA (Représentations sociales du Sida et de la prostitution chez les hommes en général et les clients en particulier), nous chercherons à comprendre dans la thèse comment cette maladie nouvelle, transmissible sexuellement, vient s'intégrer dans un système d'interprétation du monde dont la prostitution faisait déjà partie, en quoi elle rend compte du rapport à l'altérité. Au travers de "l'objet Sida", nous chercherons à comprendre comment s'élaborent les représentations sociales, comment elles fonctionnent, quel est le lien entre représentations et pratiques. (S. PRYEN, thèse sous la direction de G. GOSSELIN)

L'étude de préfiguration d'un Site expérimental de prévention et de promotion de la santé, a été réalisé en collaboration avec des médecins de santé publique de l'ORS (Observatoire Régional de la Santé ; Dr Christian Lahoutte) et de la MRPS (Maison Régionale de la Promotion de la Santé ; Dr Philippe Maquet).

A partir des entretiens avec les maires des 18 communes réunies dans la CUD et de leur analyse thématique, il s'agissait de repérer de façon aussi fine que possible tous les éléments qui pourraient permettre une avancée du Site expérimental, ou à l'inverse toutes les réticences, incompréhensions ou fins de non recevoir à ce projet.

Parallèlement, une enquête par entretiens a été menée auprès d'un petit nombre d'associations de l'agglomération dunkerquoise concernées par la prévention, ou la promotion de la santé, afin d'apprécier leurs réactions au projet de Site expérimental.

Les résultats de l'étude consistent en une présentation détaillée de pratiques, de points de vue et d'attentes des partenaires évoqués ci-dessus. Il est souligné que les conditions d'une concertation ne sont pas vraiment remplies, les enjeux et conflits autour de ces questions sont nets, les différents partenaires (élus, associations, usagers, professionnels des soins) ne partagent pas de définitions communes de priorités, etc... (G. CRESSON)

Le travail sanitaire profane dans la famille considéré non pas en tant qu'annexe de l'activité des professionnels des soins, mais en tant qu'activité domestique insérée dans la vie quotidienne de la famille fait l'objet d'une analyse en cours.

L'enquête est réalisée par des entretiens répétés sur un trimestre auprès d'une quarantaine de mères de famille de l'agglomération lilloise (familles biparentales, sans problème de santé a priori avec au moins un enfant d'âge primaire, variété de situations socioprofessionnelles des conjoints).

La recherche auprès des acteurs, d'une part, et des mères de famille d'autre part, aboutit à la mise en évidence de l'intérêt réel qu'il y a à concevoir et analyser la production sanitaire profane pour elle-même (et non pas d'abord en tant que conséquence, ou d'appendice, de l'activité sanitaire professionnelle). Elle débouche sur une double classification des tâches et des difficultés rencontrées par les acteurs à en parler en termes d'activité, de travail. Elle a donné lieu à une thèse en sociologie, et le travail se poursuit sur ce matériel. (G. CRESSON)

#### **Financements :**

Appel d'offre ANRS 1990 -contrat CSS5- AC 15 (ANRS-INSEERM)  
Contrat Etat-Région 59910600/7

Contrat Communauté Urbaine de Dunkerque (Maître d'oeuvre le Centre de Santé de Grande-Synthe) et IFRESI (n° 2297 Lille I)

INSERM (C.R.E.) et CNRS (PIRTTEM)

### 2.3.2. Sécurités urbaines, gestion du "social" : représentations et identités

#### **Publications du groupe d'opérations.**

BASTIN (Nicole) , CRESSON (Geneviève) et TYBERGHEIN (Jean) , "Approche sociologique de la demande en réparation du préjudice thérapeutique : le cas du Sida", rapport final de recherche ANRS/INSERM.

BASTIN (Nicole), CRESSON (Geneviève) et TYBERGHEIN (Jean) , "Essai d'approche sociologique de la demande en réparation du risque thérapeutique : le cas du Sida". Communication aux journées IFRESI, 28-29 janvier 1993 - Lille.

CRESSON (Geneviève), "Préfiguration d'un Site expérimental de prévention et de promotion de la santé dans l'agglomération dunkerquoise. Le point de vue des maires et des associations.", rapport d'étude, 2 novembre 1992, 90 p.

CRESSON (Geneviève), "La santé comme préoccupation et enjeu", communication aux journées IFRESI 28-29 janvier 1993 - Lille.

CRESSON (Geneviève), "Le travail sanitaire profane dans la famille : analyse sociologique", Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales, Paris 1991, 387p (thèse).

CRESSON (Geneviève), "Escamotage et invisibilité" dans : Lettre d'information du Programme Production Domestique, n° 7, septembre-décembre 1990, 2 p.

CRESSON (Geneviève), "La prise en charge de la santé dans la famille.", Analyse sociologique. Rapport de recherche de l'INSERM et au Programme Production Domestique (CNRS-INSEE), ronéo, 369 p., CLERSE-Université, Lille I, février 1991.

CRESSON (Geneviève), "L'activité sanitaire des mères de famille" dans *Osmose* (mensuel de la Fédération Française des Médecins Généralistes) n° 30, juin 1991, 2 p.

CRESSON (Geneviève), "La santé production invisible des femmes" dans *Recherches Féministes*, vol. 4, n° 1, 1991, p. 31-44.

CRESSON (Geneviève), "Le travail sanitaire profane dans la famille. Analyse sociologique ("nouvelle" thèse), EHESS, Paris, 1991, 378 p.

ROMITO P. et CRESSON (Geneviève), "'Non ha fatto niente' : come le madri parlano di quello che fanno. Vita di relazione, svalorizzazione di se e sofferenza mentale", à paraître dans : LEONARDI (Paola) (ed), *Curare nella differenza*, Ed. Rosenberg, Torino.

CRESSON (Geneviève), "La promotion de la Santé au quotidien : le travail sanitaire profane" dans *Contact Santé* (Périodique de promotion de la Santé, édité par la MRPS Nord - Pas de Calais), n° 68 nov 1992, p. 198-199.

#### Communications.

CRESSON (Geneviève), " Compétences maternelles et distances aux modèles médicaux : quelques aspects de l'activité profane". Communication au 3° congrès international de recherche en éducation familiale, Paris 28-31 mai 1991.

CRESSON (Geneviève), "Les pratiques familiales face aux problèmes pédiatriques courants", communication à la réunion du Club International de Pédiatrie Sociale, Barcelone, 29-30 mai 1992.

CRESSON (Geneviève), "Reconnaitre et analyser le rôle de la famille et des femmes dans la production sanitaire", communication au symposium "Le rôle de la famille dans la promotion de la santé et des comportements de santé" , Bruxelles Université et OMS, 23-25 mars 1992.

CRESSON (Geneviève), "Le travail sanitaire profane des mères de famille", communication au Séminaire "Pédiatrie et Culture", Centre International de l'Enfance, Paris, 7-8 octobre 1992.

\*

\* \* \*



### **2.3.3. LE NORD-PAS-DE-CALAIS DE RECONSTRUCTIONS EN RESTRUCTURATIONS (ANNEES 1930 - ANNEES 1970)**

Nota : Les indications données ci-après correspondent à un bilan global de la participation du CHRN (Centre d'Histoire de la Région du Nord) à l'IFRESI. Elles sont présentées en bloc à l'intérieur de la rubrique 2.3. compte tenu de l'unité de fonctionnement de cette opération et de son caractère dominant qui relève des politiques publiques. En même temps, certains des éléments de cette opération sont à mettre directement en rapport avec d'autres rubriques des opérations de recherche de l'IFRESI, notamment la rubrique 2.2.3. "Acteurs locaux, politiques publiques, et développement des villes et territoires".

**Chercheurs responsables de l'opération (CHRN): Emmanuel CHADEAU (PR), Bernard MENAGER (PR), Robert VANDENBUSSCHE (MC)**

**En association avec Michel BATTIAU (Professeur de Géographie, Université Charles de Gaulle-Lille III)**

**Chercheurs en formation associés à l'équipe du CHRN en 1992-1993 : DALLENNÉ Pierre, doctorant d'Histoire Contemporaine ; DESAEGHER Caroline, DEA d'Histoire Contemporaine ; DULLUARD Laurence, DEA d'Histoire Contemporaine ; NABILI Nadia, DESS Méthodes Quantitatives et Modélisation pour l'Entreprise (stagiaire) ; SCHOLLAERT Anne, DEA d'Histoire Contemporaine ; VANHERSEL Stéphane, DEA d'Histoire Contemporaine**

#### **Bilan scientifique de l'opération**

On rappelle que le programme de l'équipe est constitué d'axes convergents dont le bilan et les perspectives sont présentés ici axe par axe. La méthode est simple: partir des enseignements hérités, vérifier ou infirmer des hypothèses avec des études de cas (y compris en constituant des outils de recherche entièrement nouveaux comme dans l'axe B), aboutir à des synthèses publiables affirmant les tendances du réel et les appuyant sur des expériences concrètes.

##### **A) Reconstruction et logement.**

L'objet de la recherche, conduite par B.MENAGER, est de déterminer les politiques menées par les municipalités au lendemain de la seconde guerre mondiale. Dans quelle mesure ont-elles mis à profit les destructions d'anciens quartiers pour redessiner le cadre urbain? Quelles contingences ont pesé sur leurs décisions? Et, au delà des reconstructions, quelle politique du logement permet de faire face aux besoins croissants de la population? L'enquête peut être menée dans plusieurs villes grâce aux archives municipales et départementales. La documentation s'est élargie grâce au dépouillement des inventaires des riches archives du Ministère de la Reconstruction et de l'Urbanisme (MRU) conservées à Fontainebleau. Les dossiers relatifs au Nord-Pas-de-Calais ont pu être recensés et font l'objet actuellement, après un étalonnage méthodique, d'une publication. La recherche en l'état actuel permet de faire apparaître les conclusions suivantes:

1/L' expérience de la première guerre reconstruction a dans l'ensemble été mise à profit : la reconstruction a été confiée à des urbanistes plutôt qu'à des architectes. On a cessé de reconstruire systématique "in situ" et redessiné la voirie.

2/La marge de manœuvre des autorités municipales est restreinte par les pressions des associations locales (exemple: les sinistrés) et surtout par le poids grandissant du ministère de la Reconstruction qui n'hésite pas à imposer ses vues contre l'avis des édiles au besoin (cf.le cas de Douai).

3/Le cycle de reconstruction dépend de l'importance non seulement des espaces à reconstruire, mais de la taille de la commune (poids des procédures administratives anciennes), de la continuité de la politique suivie.

### **2.3.3. Le Nord-Pas-de-Calais de reconstructions en restructurations**

---

4/La politique du logement a accordé partout la priorité à l'habitat collectif, phénomène non original mais qui tranche davantage sur les habitudes dans le Nord de la France. Les citées HLM édifiées en banlieue posent des problèmes d'intégration au tissu urbain et d'installation d'équipements collectifs sans qu'on puisse pour autant affirmer un déterminisme absolu de telles localisations d'où la tendance au recentrage de l'habitat collectif dans plusieurs cités à la fin des années soixante.

#### **B) Les élites politiques et sociales régionales**

Cet axe est animé par B.MENAGER et R.VANDENBUSSCHE. On part de l'hypothèse selon laquelle la densité des sites urbains, la vigueur des traditions politiques, la nature de l'engagement des élites locales et régionales créent des générations successives de responsables et de décideurs et sélectionnent des élites spécifiques. Un programme ambitieux a été dressé: constitution d'une banque de données biographiques des élus régionaux, des responsables syndicaux et des organisations professionnelles. Il a longtemps été retardé faute de moyens matériels, et n'a connu alors de réalisation partielle que sous forme d'études locales (le Conseil municipal d'Arras depuis 1945). Ceci a permis néanmoins de dresser une méthodologie précise d'enquête. L'enquête large, à laquelle est associée notamment A.SCHOLLAERT, a été lancée en 1993 et constitue un des objectifs forts de l'équipe pour les années à venir.

#### **C) Transports et Aménagement du territoire**

Cet axe, animé par E.CHADEAU en association avec M. BATTIAU, a pour objectif de retracer un bilan historique des procédures de développement et d'aménagement des transports et de l'espace régional. Des études ponctuelles (E.Chadeau dans Rapport de Synthèse 1992), une revue de la littérature et des problématiques existantes (Lombard, rapport, 1991), des études de rappel du passé (Leroy, mémoire, 1990) ont été conduites dans le domaine des politiques de transport prises en elles-mêmes. Il est alors devenu essentiel d'élargir la problématique à celle, plus générale, de l'aménagement, en mettant en place des instruments de compréhension des réalités nationales (Baudemont, DEA, 1992) et en étudiant finement les acteurs et les institutions régionales de l'aménagement depuis 1945 dans leur interaction avec le mouvement national (Caron, rapport, 1992), sans négliger les études ponctuelles de cas (Demeunelaere, mémoire, 1992). Ces tendances sont d'ores et déjà confirmées pour 1993, avec en cours des études de cas (l'interaction entreprise/aménageurs/élus dans la formation du projet VAL jusqu'en 1974, les politiques de l'eau etc...) et la recherche à moyen terme de synthèses par recouplement des études.

#### **D) Bassins d'Emploi**

Cet axe animé par E.Chadeau a été individualisé en raison de la spécificité d'une région à emploi industriel ancien où les politiques modernes d'aménagement et de restructuration mettent en jeu des acteurs confirmés face au glissement d'un type d'emploi (et donc d'activité économique et d'entreprise) à un autre. Encore fallait-il maîtriser les données sectorielles de base, ainsi au sujet de la transition du marché local au marché national et international (cf.Dallenne, 1990,1991,1993 dans le cas de la machine textile) et au sujet des transferts d'activité de l'industrie vers les services (cf.Desaeher 1992 et Desaeher et Siouffi, 1993). Ces transferts ont des contenus techniques et donc se posent en termes de qualification. On peut les aborder avec des études de cas, dont on trouvera l'exemple aux lisières de la région avec l'exploitation sur presque trente ans des fichiers du personnel de Tréfimétaux/Givet (données par Raibaud, 1992, exploitation et commentaire des résultats par Chadeau, 1993), et avec la recherche en cours de S.Vanhersel sur le peignage d'Auchel (emplois mécaniques en pays minier depuis 1964) comme avec celle, entamée en 1993, de C.Desaeher, sur les déterminants des qualifications dans la distribution nordiste (rapport programmé pour 1993-1994), l'essentiel étant de tirer à terme des enseignements historiques utiles à la compréhension des temps contemporains.

#### **Financements**

En 1991 et 1992, l'ensemble du programme de recherche et les opérations de documentation , de traitement des données et de saisie le concernant ont été financés à hauteur d'un tiers sur fonds propres par le CHRN de Charles de Gaulle-Lille III et pour les deux tiers par la première tranche du contrat de Plan CNRS-IFRESI/REGION, pour un montant contracté de 52 184 Francs TTC (petit équipement inclus).

### 2.3.3. Le Nord-Pas-de-Calais de reconstructions en restructurations

#### **Publications de l'opération**

MENAGER B.(en collaboration), *Atlas Electoral du Nord-Pas de Calais (1973-1992)*, Presses Universitaires de Lille, mars 1993

MENAGER B. (en co-direction), "Le personnel politique", n° spécial de la *Revue du Nord*, juillet-septembre 1993, sous presse

-MENAGER B. , "Reconstructions, politiques du logement et urbanisme dans le Nord-Pas-de-Calais", Troisièmes Journées de l'IFRESI, 28-29 janvier 1993, pp.645-653

MENAGER B. , & CHADEAU E., "Le Nord-Pas-de-Calais de Reconstructions en Restructurations (années 1930-années 1970)", rapport de synthèse première tranche (1990-juin 1992), CHRN/IFRESI-CNRS, juin 1992, 38 p.

CHADEAU E. , "l'industrie de la région Picardie, une approche historique", *Réalités Industrielles*, 1992, décembre, pp.6-11

CHADEAU E., MENAGER B., "Le Nord-Pas-de-Calais de Reconstructions en Restructurations (années 1930-années 1970)", rapport de synthèse première tranche (1990-juin 1992), CHRN/IFRESI-CNRS, juin 1992, 38 p.

CHADEAU E., "L'Emploi Industriel en longue période: remarques à propos d'une étude de cas", Troisièmes Journées de l'Ifresi, 28-29 janvier 1993, pp.551-556

CARON S., Les Institutions d'Aménagement du Territoire dans le Nord-Pas-de-Calais (1945-1991)Rapport de Recherche, CHRN/IFRESI, 1992, 183 pages

DESAEGHER C. , SIOUFFI B., "La Vente par Correspondance et à distance, une activité au carrefour des technologies", *Culture Technique*, "La Culture Marchande", 1993 (sous presse)

LOMBARD P., Les Réseaux du Transport du Nord-pas-de-Calais (1914-début des années 1960), Rapport de Recherche, CHRN/IFRESI, 1991, 127p

\*

\* \* \*



## **2. LES VILLES ET LES TERRITOIRES**

### **2.4. ATTITUDES POLITIQUES, GOUVERNEMENT DES VILLES**

**LES OPERATIONS DE RECHERCHE CONCERNÉES PAR LE THÈME 2.4.**

- A. Déterminations socio-économiques, systèmes symboliques et attitudes politiques**
- B. Le gouvernement des villes : contrats et conventions, négociations et obligations**



## PRÉSENTATION DES OPÉRATIONS PARTICIPANT AU THÈME 2.4.

### "ATTITUDES POLITIQUES, GOUVERNEMENT DES VILLES"

Les transformations des enjeux sociaux autour de la Ville se manifestent également à travers les attitudes et les comportements politiques, ainsi que dans les pratiques et les procédures mises en oeuvre par les collectivités publiques.

Deux recherches examinent ces aspects qui contribuent de façon essentielle à une compréhension de la production de la ville et des enjeux liés à l'inscription territoriale des politiques.

Poursuivant leur collaboration, Michel Simon et Guy Michelat analysent l'évolution des attitudes politiques, en relation avec les changements économiques, sociaux et culturels intervenus dans les trois dernières décennies. Ils relèvent des permanences fortes. Ainsi de la contribution, toujours aussi importante, de la variable religieuse à l'explication du vote. Dans d'autres cas, il faut parler d'inflexions significatives : comme en 1966, par exemple, l'intégration à l'univers politique dépend du niveau des ressources objectives et subjectives liées à la situation de classe, mais aussi, à situation de classe constante, de facteurs idéologiques et relationnels qui en compensent partiellement ou en aggravent les effets. En 1988 toutefois, les handicaps (et leur composante anxiouse) sont plus lourds, et leur compensation idéologique moins efficace. Il en résulte une dualisation politique accentuée, contradictoirement associée à un intérêt et un sentiment de compétence politiques au total plus élevés qu'au milieu des années 1960. Les frustrations liées au déficit d'issues politiquement et historiquement crédibles n'en sont que plus intenses. Il existe enfin des phénomènes de rupture. A partir d'entretiens non directifs et d'enquêtes par questionnaires (1966, 1978) un modèle avait été construit, caractérisé par l'appartenance objective et subjective à la classe ouvrière, une forte implication politique, un "classisme" et un démocratisme très affirmés. En 1988 apparaissent des symptômes d'éclatement de ce système symbolique. Le fort recul du démocratisme ouvrier (et d'un mode original de politisation populaire) apparaît très corrélé avec celui du vote de gauche, en particulier communiste. Il renvoie à la crise du mouvement ouvrier, et aux ruptures sociales, culturelles et identitaires caractéristiques de la dernière décennie.

Entre 1988 et 1993, l'ensemble des processus ainsi mis en évidence connaît une accélération brutale. Leur signification très ambivalente exclut toute représentation unidimensionnelle et linéaire des destructurations et recompositions en cours.

En même temps que se transforment les systèmes symboliques qui informent la production du politique, les collectivités publiques se trouvent confrontées à de nouvelles règles de formation de leur action (G. Marcou, J.L. Thiebault, B. Dolez, S. Jacquemart, P. Lavaux, F. Lerique, C.M. Wallon-Leducq). La complexité des politiques publiques dont la ville est l'objet, leur territorialisation, conduisent à des formes nouvelles de coopération entre les différentes collectivités concourant à l'action publique. Le recours à des instruments contractuels doit être étudié à la fois comme processus politique (la négociation), et comme mode nouveau de régulation juridique (citation d'obligation). La comparaison du cas français avec d'autres situations européennes prolonge cette problématique d'ensemble.



## 2.4. ATTITUDES POLITIQUES, GOUVERNEMENT DES VILLES

### 2.4. A. DÉTERMINATIONS SOCIO-ÉCONOMIQUES, SYSTÈMES SYMBOLIQUES ET ATTITUDES POLITIQUES

Chercheur (CLERSE) : SIMON Michel (PR)

Chercheur d'une autre équipe : MICHELAT Guy (DR), (Centre d'Etude de la Vie Politique Française, CNRS / Fondation Nationale des Sciences Politiques, Paris)

#### Bilan scientifique de l'opération

Conjointement avec la réinterprétation d'un ensemble d'entretiens non directifs, on a entrepris d'analyser, sur la base de séries statistiques longues (enquêtes par sondage), l'évolution, dans les trois dernières décennies, des systèmes d'attitudes, de représentations et de valeurs associés au comportement politique. Cette recherche se présente comme une contribution à l'étude des changements économiques, sociaux et culturels, dont les attitudes politiques sont à la fois effet, symptôme et facteur.

1. Il existe des permanences fortes. Ainsi, la contribution de la variable religieuse à l'explication du vote reste, en 1988, comparable à ce qu'elle était en 1966, et se vérifie encore aux élections régionales de 1992.

2. Certains des processus étudiés connaissent des évolutions significatives. Appliquant à des données de 1988 une procédure déjà mise en œuvre sur des données de 1966, on a étudié le sens et les déterminants des "sans réponse" (SR) à des questions politiques, considérés comme significatifs de la relation à l'univers considéré. Le score de SR varie en raison inverse du niveau des ressources objectives et subjectives liées à la position dans la stratification sociale, mais aussi, à position sociale constante, de facteurs idéologiques (intérêt et orientation politiques) et relationnels (variation, comme pour le suicide, en raison inverse du degré d'intégration sociale). Le jeu combiné de ces facteurs aboutit soit à un cumul, soit à une compensation partielle des handicaps. Par rapport au milieu des années 1960, on constate en 1988 une dualisation accentuée en matière de participation et d'implication politiques et un effet de compensation idéologique moins fort ; mais au total, l'intérêt et le sentiment de compétence politiques apparaissent plus élevés. Il y aurait, non dépolitisation, mais crise du rapport entre "demande" et "offre" politiques, et, au delà, déficit d'issues tenues pour envisageables.

3. Il existe enfin des phénomènes de rupture. Combinant entretiens non directifs et enquêtes par questionnaires (1966, 1978), on avait construit un modèle caractérisé par l'appartenance objective et subjective à la classe ouvrière, une forte implication politique, un "classisme" et un démocratisme très affirmés. En 1988 apparaissent des symptômes d'éclatement de ce système symbolique : plus s'élève le nombre d'attributs ouvriers, plus augmentent les indices de "classisme", mais aussi d'autoritarisme, d'ethnocentrisme et de tendance au retrait politique. Ce recul du démocratisme ouvrier (et d'un mode original de politisation populaire) apparaît très corrélé avec celui du vote de gauche, en particulier communiste. Il renvoie à la crise du mouvement ouvrier, et aux ruptures sociales, culturelles et identitaires caractéristiques de la dernière décennie.

Les données les plus récentes font apparaître, entre 1988 et 1993, une brusque accélération des processus étudiés. On se propose d'en poursuivre l'analyse et d'en approfondir l'interprétation, y compris au niveau conceptuel, méthodologique et paradigmique.

**Bibliographie de l'opération**

SIMON Michel, MICHELAT Guy (1990), "Niveau d'intégration au catholicisme et vote", *Données sociales*, Paris, INSEE.

SIMON Michel, MICHELAT Guy (1992), "Ce que peuvent signifier les "sans réponse" à des questions d'opinion : défaut ou source d'information?", dans Lebart Ludovic ed., *La qualité de l'information dans les enquêtes*, Association pour la statistique et ses utilisations, Paris, Dunod.

SIMON Michel, MICHELAT Guy (1992), "Cultures ouvrières et attitudes politiques", *Crises et métamorphoses ouvrières*, LERSCO / CNRS, Nantes, 8, 9, 10 Octobre.

\*

\* \* \*

**2.4. B. LE GOUVERNEMENT DES VILLES : CONTRATS ET CONVENTIONS,  
NEGOCIATIONS ET OBLIGATIONS (OPÉRATION NOUVELLE LANCÉE SOUS  
CONDITION DE FINANCEMENT)**

*Chercheurs (CRAPS) : Gérard MARCOU (PR), Jean-Louis THIEBAULT (PR), Bernard DOLEZ (MC),  
Sylvie JACQUEMART (MC), Philippe LAUVAUX (CR), Florence LERIQUE (CE), Christian-Marie  
WALLON-LEDUCQ (MC)*

*Chercheurs d'autres équipes : Ken DAVEY (Université de Birmingham) et Giancarlo POLA (Université de Ferrare)*

*En réponse à l'appel d'offres du PIR Ville sur "Le gouvernement des villes : contrats et conventions", il est proposé d'étudier le recours aux instruments contractuels, par les villes et l'Etat, ou les autres collectivités locales qui sont leurs partenaires, dans la formulation et la mise en oeuvre de leurs politiques, à la fois sous l'angle de la science politique, des finances publiques et du droit. On s'intéressera en particulier à l'interaction entre le processus politique de la négociation et la qualité des obligations auxquelles elles doivent aboutir. On étudiera dans quelle mesure ces techniques permettent aux collectivités locales qui composent la "Ville" d'assurer ensemble et avec leurs partenaires, la cohésion de l'action publique à l'échelle de celle-ci, notamment dans la planification spatiale, les programmes d'investissement et les diverses politiques sectorielles. On s'interrogera à cette occasion sur les facteurs et les obstacles à la solidarité entre les collectivités dans l'espace urbain.*

*Ce projet sera réalisé dans une optique comparative et il portera également sur la Belgique, l'Italie et le Royaume-Uni, où des contacts ont été établis à cette fin.*

\*

\* \* \*

## THÈME TRANSVERSAL : EMPLOI, EFFICACITÉ, LIEN SOCIAL

Comme indiqué dans la première partie de ce rapport (Cf. notamment p° 6), l'IFRESI se propose pour les années à venir de développer fortement les échanges et coopérations régulières de travail entre ses participants. Une hypothèse est retenue concernant la direction dans laquelle pourraient être poussés particulièrement les croisements au sein de chacun des deux volets de recherche qui viennent d'être présentés (les activités productives et leurs mutations, les villes et les territoires) et entre ces volets. Elle porte sur le thème transversal "Emploi, Efficacité, Lien Social" : tensions entre les formes actuelles d'efficacité, l'emploi, les reproductions et modifications du lien social / rapports entre ces tensions et la dynamique des organisations, les régulations marchandes et institutionnelles, les jeux des acteurs liés à leurs représentations, etc...

Deux opérations transversales d'échange scientifique sont prévues sur les axes suivants :

- Évaluation des politiques, performances des entreprises, efficacité des services
- Organisations, marchés, institutions.

\*

\* \* \*

### ÉVALUATION DES POLITIQUES, PERFORMANCES DES ENTREPRISES ET EFFICACITÉ DES SERVICES

La complexité des systèmes décisionnels et des "grandeurs" de référence, le recours croissant à des analyses multicritères, la nécessité de combiner l'explication par les "facteurs" économiques et par les stratégies d'acteurs, ont suscité un intérêt croissant pour l'analyse des pratiques et des procédures d'évaluation. Les travaux menés au sein de l'IFRESI ces dernières années témoignent de l'émergence de ce thème et il est proposé de le renforcer comme axe transversal au cours de la période à venir.

L'évaluation dont il est question est d'abord celle des certaines **politiques à vocation sociale**. Mais il est proposé d'enrichir les travaux relatifs à ce domaine, en s'inspirant d'autres réflexions théoriques privilégiées par l'IFRESI en matière de mesure et d'évaluation des **performances des entreprises**, d'efficacité des **services** (marchands et publics) des actions de **formation**, et de décisions ayant un impact sur l'environnement.

Parmi les recherches déjà présentes au sein de l'IFRESI et qui sont plus particulièrement concernées par cet axe transversal se dégagent deux thèmes:

- a) **Thème 1** (évaluations des actions et des politiques publiques, évaluations de coûts sociaux) :
- l'évaluation des coûts économiques et sociaux du chômage et les limites de telles évaluations (M. Dunat) ;
  - l'évaluation des politiques publiques en matière de formation et de l'efficacité des organismes de formation (E.Charlon, L.Demilly, M.Feutrie, M.C.Vermelle) ;
  - l'évaluation des politiques sociales (RMI et logement) et de leurs transformations récentes (M.Autès, F. Calcoen, D. Cornuel, K.Gerth) ainsi que l'évaluation des mesures en faveur des personnes âgées (P.Lardé) ;
  - l'évaluation de mesures économiques et de décisions politiques ayant un impact sur l'environnement (B.Zuindeau, E.Torrès).

**b) Thème 2 (performances des entreprises, efficacité des services) :**

- l'impact de la formation et des stages de formation sur la trajectoire des adultes peu qualifiés (évaluation des effets sur l'employabilité) (F.Stankiewicz, R.Foudi, M.H. Trelcat) ;
- l'analyse critique des versions linéaires de la relation formation-emploi au bénéfice de liaisons circulaires entre processus de formation et statuts d'activité (D. Demazière) ainsi que l'évaluation du poids des institutions d'insertion dans le processus d'insertion (N. Gadrey)
- l'évaluation de l'efficacité des activités domestiques dans leur rapport au marché du travail (A.Bustrel) ;
- l'évaluation des performances et de l'efficacité de certains services marchands (J. Gadrey) et de services publics en relation avec des usagers (S. Adjerad, F. Jany) ;
- l'évaluation du poids des facteurs institutionnels dans les performances des entreprises (F. Millequant, J.P. Boussemart) et de l'impact des mesures de politique agricole sur les exploitations et sur la protection de l'environnement (J.P. Boussemart, B. Lefer).

Il est non seulement prévu de favoriser les convergences internes aux thèmes 1 et 2, mais aussi de provoquer un dialogue entre les spécialistes de "l'évaluation" et les chercheurs qui se sont intéressés à la productivité et à l'efficacité des entreprises, des services, de la formation etc... L'hypothèse est faite que les concepts, les méthodologies, les registres de référence seraient enrichis par cette confrontation.

Une première étape de confrontation a été réalisée à l'occasion des Journées IFRESI de janvier 1993. En effet, diverses communications présentées à cette occasion ont donné lieu à une lecture transversale serrée sous l'angle de l'efficacité et de l'évaluation des activités productives (rapport de J.P. Boussemart et B. Dervaux présentant et discutant ces communications).

D'autres étapes sont projetées pour 1994 et 1995. Une journée d'études organisée par le CLERSE dans le cadre de l'IFRESI est prévue pour mai 1994. Il est également envisagé qu'un atelier des Journées de l'IFRESI de 1995 soit consacré à des discussions croisant les approches des thèmes 1 et 2.

\*  
\* \* \*

## **ORGANISATIONS, MARCHÉS, INSTITUTIONS**

Cette opération transversale partira de la confrontation systématique entre différents travaux présentés ci-dessus : approches organisationnelles sur des objets contemporains y compris dans leur inscription territoriale, approches historiques des "marchés et institutions". Les initiatives correspondant à cet axe d'échange scientifique ne sont pas au même degré de préparation que sur le point précédent. Elles devraient être précisées après la rencontre que l'équipe de l'URA 1020 organise, avec la participation d'équipes de plusieurs Universités Européennes à Lille en novembre 1993, sur le thème "Histoire comparée des institutions de l'économie en Europe depuis le XVIII<sup>e</sup> siècle" et au vu du bilan de cette rencontre.

# TROISIÈME PARTIE

## INSERTION INTERNATIONALE, ÉCHANGES SCIENTIFIQUES, PARTENAIRES

Les recherches de l'IFRESI et des unités qui y participent s'insèrent dans de fortes relations internes et externes de coopération scientifique, de partenariat avec les acteurs sociaux et professionnels. Elles comportent une insertion internationale déjà très significative à la base des développements visés pour la période 1994-1997.

Les relations en cause sont multiples : formes d'échange variées à l'intérieur de l'Institut et des formations qui y participent, insertion dans de multiples réseaux régionaux, nationaux, internationaux, foisonnement des confrontations avec les acteurs sociaux et professionnels, ce foisonnement étant impliqué par la logique d'un programme qui cherche à croiser dans les analyses l'efficacité dans les activités de haute technologie et l'exclusion, le chômage et les parcours de l'insertion professionnelle des jeunes, les trajectoires de catégories peu qualifiées et celles des ingénieurs, les territoires de l'innovation et les quartiers en difficultés, etc...

Compte tenu de leur multiplicité, on ne cherchera pas dans cette troisième partie à donner un compte rendu exhaustif des relations concernées. On se bornera à présenter des aspects particulièrement significatifs de la dynamique fédérative de l'IFRESI et des formations qui y participent, en renvoyant pour de nombreux autres aspects aux rapports propres des formations.

### **Les opérations de recherche conjointes du point de vue international**

Des opérations de recherche sont menées, en nombre très significatif, conjointement avec des équipes d'autres pays. Il s'agit de 17 opérations retracées dans la deuxième partie de ce rapport à laquelle on renverra (références : 1.2.1.A et B, 1.3.A et B, 1.4.A, B, et C, 1.5.A, 2.1.3.B, 2.2.2.A, B, C, et D, 2.2.3.A, B, D, 2.4.B). Ces opérations constituent la base de l'ensemble des développements internationaux indiqués ci-après.

#### **1. "CAPITAL HUMAIN ET MOBILITÉ" ET AUTRES FORMES DE CIRCULATION INTERNATIONALE DES JEUNES CHERCHEURS**

##### **L'IFRESI institution d'accueil de post-doctorants étrangers dans le cadre du programme "Capital Humain et Mobilité" de la Communauté Européenne**

Dans le cadre du programme "Capital Humain et Mobilité" de la Commission des Communautés Européennes, l'IFRESI a été sélectionné lors de l'été 1992 pour être institut d'accueil de chercheurs étrangers. Le projet retenu par la Commission est intitulé : " Approches européennes comparées en économie des activités informationnelles, des services, des organisations, et en droit de l'administration".

Le coordonnateur de ce projet est Jean GADREY (LAST-CLERSE). Sont également particulièrement concernés : Frank MOULAERT (LAST-CLERSE) et Gérard MARCOU (CRAPS)

Dans le cadre de l'accréditation de l'été 1992, l'IFRESI a obtenu la possibilité d'accueillir six chercheurs de la Communauté européenne pour une durée de 6 mois à un an :

\* Pavlos DELLADETSIMA de la National Technical University of Athens (Mars-Août 1993)

Son projet de recherche a une dimension comparative. Il porte sur :

- l'expansion du rôle des institutions supranationales, en particulier européennes dans le développement spatial.
- la croissance du nombre de politiques mises en place pour répondre aux difficultés de certains groupes sociaux, de certaines populations ou de certaines zones géographiques. Ces politiques sont du ressort des gouvernements locaux mais sont généralement financées ou cofinancées par des fonds communautaires.
- le nombre croissant des interventions en matière de développement qui revêtent un caractère exceptionnel par rapport au cadre politique et législatif et au schéma d'investissement.

\* Vangelis DRYMBETAS de l'Université de Thessalonique (Mars-Août 1993)

Son projet de recherche intitulé "Technologies informationnelles et connaissance économique, approche comparative" a pour objet la croissance du poids relatif des ressources systémiques consacrées à l'organisation, la structuration et le fonctionnement du système industriel français. Il s'attache à démontrer l'existence d'une relation entre augmentation de ce coût métabolique et croissance globale en France et à déterminer le rôle des technologies informationnelles comme éléments de freinage de l'augmentation de ce coût métabolique.

\* Mark BODEN de l'Université de Manchester (PREST) (Octobre 1993-Juillet 1994).

Le projet est d'analyser en termes de flux et de croissance des connaissances la concurrence en matière de technologies et les processus engagés dans la formulation et la mise en oeuvre des stratégies des firmes. Dans une perspective évolutionniste, il s'attache à comprendre la nature des connaissances technologiques dans les firmes, le rôle des structures organisationnelles sur les flux de connaissances et la façon dont le cadre organisationnel influe sur et est influencé par les stratégies en matière de technologie.

\* Stephen GRAHAM de l'Université de Newcastle upon Tyne (Mars-Août 1994)

Dans le cadre de son projet de recherche "Étude comparative des meilleures politiques de développement pour les réseaux économiques locaux", il analysera et comparera les efforts réalisés par un choix de localités britanniques, françaises, allemandes et danoises en matière de politique de réseaux, en mettant l'accent sur les "meilleures pratiques" susceptibles d'être reprises par les décideurs politiques. Il cherchera à mettre en évidence les conditions préalables à la réussite du développement des structures en réseau, les structures organisationnelles adéquates au développement des réseaux inter-firmes et les façons les plus efficaces de gérer les flux d'informations dans l'organisation de ces réseaux.

\* Arantxa RODRIGUEZ de la Faculté de Sciences économiques de Bilbao (Janvier-Juin 1994)

Sa recherche concerne les dynamiques de restructuration dans les activités manufacturières et l'impact des nouvelles industries de service dans ce processus. Son objectif est de mettre en évidence le rôle effectif ou potentiel des prestataires de services comme intermédiaires dans la transmission et la diffusion d'informations et de connaissances. Elle analysera en second lieu les diverses mesures en matière de politique d'innovation mises en place dans les régions de tradition industrielle, et en particulier les initiatives lancées par les institutions régionales et locales européennes afin de stimuler une réorganisation efficace par le développement et/ou le renforcement de systèmes d'innovation régionaux. Ce second point fera l'objet d'une analyse comparative des systèmes d'innovations régionaux de la Région Lille-Roubaix-Tourcoing et du Pays Basque espagnol. Elle cherchera enfin à tirer des conclusions pratiques pour les politiques régionales orientées vers l'innovation dans les régions de tradition industrielle.

\* Paolo SABBIONI de l'Université de Milan (Novembre 1993-Octobre 1994)

La recherche qu'il souhaite entreprendre et qui s'intitule "Intervention publique et gestion privée : le cas des services publics locaux" a pour objet d'identifier et d'évaluer les particularités juridiques que comportent les sociétés qui exploitent des services publics locaux, ainsi que le régime auquel leurs activités sont soumises. Son objectif est d'évaluer les limites de la compatibilité entre les buts du

service public et les formes privées de gestion. L'étude d'expériences nationales très différentes dans cinq pays (Italie, France, Belgique, Royaume-Uni et Allemagne) devrait permettre d'aboutir à des conclusions sur les tendances du droit des services publics dans le contexte du grand marché européen.

## Autres accueils de chercheurs étrangers

Outre les chercheurs intervenant dans le cadre du programme européen "Capital Humain et Mobilité", l'IFRESI accueille actuellement ou a accueilli trois autres chercheurs étrangers.

Hélène BOIVIN doctorante en Sciences de l'Éducation à la Faculté de Sherbrooke (Québec), a obtenu une bourse du gouvernement canadien pour un séjour de 6 mois à Lille. Dans le cadre d'un accord de coopération scientifique entre le LASTREE-CLERSE et le CRO (Centre de recherche sur les occupations, auquel participent des chercheurs de la Faculté de Sherbrooke et de l'Université Laval de Québec), elle a participé aux activités du LASTREE de Janvier à Juillet 1992 et poursuivi sa thèse sur la formation continue dans le secteur bancaire au Canada. Elle a été accueillie pendant cette période dans les locaux de l'IFRESI.

Galina GORNOSTAEVA du département de Géographie de l'Université de Moscou bénéficie d'une bourse du MRE, puis du Conseil Régional du Nord-Pas de Calais (août 1992-avril 1994). Elle participe aux recherches menées au sein de l'équipe LARU-IFRESI animée par F. CUNAT dans le domaine de la géographie économique et de la cartographie appliquée à l'aménagement du territoire. Son projet "la cartographie dans le processus de développement urbain et régional" développe une approche comparative de la dynamique du changement économique, technologique, social et spatial des régions de Moscou et du Nord-Pas de Calais.

Abdelkrim MIRAOUI enseignant-chercheur à l'Université d'Oran, sur la base d'une bourse de la coopération franco-algérienne, est accueilli depuis décembre 1991 et pour deux ans afin de poursuivre une recherche sur les rapports entre entreprises publiques et marché. Il confronte à divers apports de l'économie industrielle la situation des entreprises publiques algériennes face à la crise financière, à l'ouverture de l'économie algérienne depuis la réforme de 1988-1990 et à la mise en place d'une économie de marché.

## Post-Doctorants de l'IFRESI en séjour de longue durée à l'étranger

### - Coopération entre l'IFRESI et le SCOR (Université de Stanford, Californie, USA)

Une coopération a été engagée entre l'IFRESI et le SCOR (Université de Stanford, USA) à l'occasion du séjour post-doctoral de Christophe EVERAERE (année 1992-1993).

Au terme d'un programme de recherche portant d'une part sur un projet de modélisation d'entreprise ("l'entreprise face à l'intégration", cf. opération 1.2.2. A.) et d'autre sur le changement organisationnel (projet de recherche sur l'implantation d'une organisation qualifiante : le cas d'Aluminium Dunkerque), programme de recherche qui a donné lieu à la soutenance de thèse en Sciences de gestion, Christophe EVERAERE effectue un séjour post-doctoral au SCOR (Stanford Center for Organizational Research, avec notamment le Professeur James MARCH).

Christophe EVERAERE a proposé au SCOR une poursuite de ses travaux selon deux axes déjà mis en oeuvre à l'IFRESI. Il s'agissait d'une part, de continuer à valider le modèle d'entreprise plate et modulaire intégrée par les données en le confrontant aux travaux de recherche et aux propositions faites en la matière par les meilleurs industriels aux États-Unis, et, d'autre part, de passer de la modélisation à l'analyse en dynamique des processus d'implantation de structures d'entreprise plates, horizontales et réactives.

Au moment où se développent en France des problématiques portant sur l'organisation qualifiante et l'apprentissage organisationnel, il apparaît opportun de confronter ces recherches françaises aux spécialistes américains de "l'Organizational Learning". Le SCOR est apparu être le meilleur lieu pour développer un tel projet.

### Coopération entre l'IFRESI et le NACSIS (Tokyo, Japon))

Dans le cadre de ses travaux de recherche sur les modes de valorisation de l'information et les systèmes productifs (cf. Opération 1.2.1. B), Thierry RIBAULT est accueilli pour une période d'un an à compter de Mars 1993 par les Professeurs NEGHISHI et YAMADA du Département de R&D du National Center for Science Information Systems (NACSIS) à Tokyo. Le choix du NACSIS comme institution d'accueil présente une série d'intérêts pour la recherche qui sera menée :

- C'est un noeud dans le dispositif de circulation des informations scientifiques et techniques au Japon; il constitue un cas d'étude intéressant pour un programme de recherche sur les modes de valorisation des patrimoines informationnels ;
- le NACSIS entretient par ailleurs des relations très étroites avec les universités japonaises dont les plus prestigieuses. C'est un foyer de rayonnement donnant accès aux spécialistes des sciences sociales et de l'information disséminés dans le tissu universitaire japonais ;
- par ailleurs, le NACSIS donne, entre autres, accès à des bases de données japonaises et internationales en sciences sociales.

## **2. OPÉRATION INTERNATIONALE AVEC LE PIR-VILLES ET COLLOQUE "VILLES, ENTREPRISES ET SOCIÉTÉ À LA VEILLE DU XXIÈME SIÈCLE"**

Dans le cadre du Programme interdisciplinaire de recherche sur la ville mis en place par le CNRS et en liaison avec les soucis de structuration de la recherche sur la ville, l'IFRESI s'est engagé depuis Février 1993 dans une opération lourde à forte insertion internationale. Cette opération débouche dans une première phase sur l'organisation d'un colloque international à Lille les 16-17-18 mars 1994 (Responsable Scientifique : F.MOULAERT, Ingénierie : C.SOUDAN).

Ce colloque intitulé "Villes, entreprises et société à la veille du XXIème siècle" a pour objectif de contribuer à un "état de l'art" des analyses portant sur les rapports actuels entre dynamiques des villes et dynamiques des systèmes productifs. C'est à partir de cet objectif qu'il est proposé de considérer les relations qui s'établissent entre Villes, Entreprises, Rapports Sociaux Urbains et les Formes Spatiales qui les incorporent.

Compte tenu de l'objectif du colloque, quatre volets seront approfondis pour cerner les rapports entre la dynamique du système productif, son organisation spatiale, la société urbaine et l'administration publique des villes.

Le premier volet permettra d'aborder la globalisation économique et les dynamiques urbaines. Il donnera lieu à des communications sur les rapports entre les systèmes économiques urbains et la polarisation internationale, d'une part, et la division internationale du travail et les systèmes de villes, d'autre part. Entreront encore dans ce volet les problèmes de métropolisation et dé-métropolisation au niveau mondial et le lien entre hiérarchie intercontinentale des villes et dé-métropolisation.

Le second volet fera le point sur l'articulation entre structures et stratégies des entreprises, insertion territoriale et mobilisation/construction des ressources urbaines. Il est prévu d'y aborder les rapports entre les stratégies des entreprises, l'organisation spatiale et la dynamique urbaine ; la mobilisation et la construction des ressources urbaines par les entreprises et leurs interactions avec les politiques publiques ; l'organisation des systèmes de production informels ainsi que le rôle des mutations des systèmes économiques urbains dans la recomposition des territoires régionaux.

Le troisième volet intitulé "Marchés locaux d'emploi, catégories professionnelles et identités des groupes sociaux urbains" analysera les glissements dans les fonctions urbaines et leurs effets sur les marchés locaux d'emploi, les restructurations socio-économiques et leurs conséquences pour la société urbaine, et les relations entre la redéfinition des catégories socioprofessionnelles et les nouvelles normes de consommation en milieu urbain.

Enfin, le quatrième volet sera l'occasion de faire un "état de l'art" de la recherche sur les rapports entre développement économique local et politiques publiques (crises économiques et fiscales urbaines, inégalités de recettes fiscales entre villes, nouvelles territorialisations, stratégies et politiques de

développement économique local, rôle des politiques publiques dans la recherche de la cohésion sociale, etc...).

Les réponses à l'appel à contributions que nous avons lancé sont très significatives. L'IFRESI a reçu, fin juin 1993, plus de 250 propositions de communications provenant de France, d'Europe, mais aussi des États-Unis, d'Australie, du Canada, d'Asie. Ce nombre très élevé de propositions nous amènera à effectuer une sélection très rigoureuse.

Le premier séminaire de travail du Comité Scientifique de ce colloque s'est tenu le 22 juin 1992 dans les locaux de l'IFRESI avec la présence effective de :

- **Chercheurs étrangers** : Prof. Peter DE RUIJTER, TNO Institute of Spatial Organization, Delft; Prof. Tony FIELDING, Centre for Urban and Regional Research, Université du Sussex, Brighton; Prof. Jan LAMBOOY, Centrum voor Groostedelijk Onderzoek, Université d'Amsterdam; Prof. William LEVER, Centre for Urban and Regional Research, Université de Glasgow; Prof. Albert MARTENS, Universiteit Katholieke, LEUVEN; Prof. Enzo MINGIONE, Université de Messine; Prof. Allen SCOTT, UCLA, USA; Prof. Arie SHACHAR, Netherlands Institute for Advanced Study in the Humanities and Social Sciences, WASSENAAR;
- **PIR-Villes et Plan Urbain** : Francis GODARD, Directeur adjoint du PIR-Villes; Michèle ANSIDEI, Chargée de Mission au PIR-Villes; Nicole MAY du Plan Urbain
- **IFRESI** : Michel AUTES, CLERSE; Christophe DEMAZIERE, CLERSE; Patrice GREVET, Directeur de l'IFRESI; Hubert JAYET, CESURE; Gérard MARCOU, CRAPS; Frank MOULAERT, CLERSE; Cécile SOUDAN, Ingénieur IFRESI; Zaihia ZEROULOU, LABORES.
- **IRESKO** : Edmond PRETECEILLE, Directeur de l'IRESKO
- **Agence de Développement et d'Urbanisme de Lille** : Annick LOREAL, Chargée de mission

### 3. COLLOQUES INTERNATIONAUX

#### L'État comme machine informationnelle

Un colloque international " L'État comme machine informationnelle" a été organisé par l'IFRESI et l'École Nouvelle d'Ingénieurs en Communication (ENIC), avec le concours de la Direction à l'Information Scientifique et Technique (Ministère de la Recherche) le 25 novembre 1992 à Lille. Une soixantaine de personnes ont participé à la manifestation. Les intervenants étaient : John BERMAN (EFF, USA), Claude GRUSON (EHESS), Robert GELLMAN, (Chambre des Représentants, USA), Paul LADRIÈRE (CNRS), Masamitsu NEGISHI (NACSIS, Japon), Claude RIVELINE (Ecole des Mines), Thierry RIBAULT (ENIC-IFRESI), Maurice RONAI (EHESS), Michel VOLLE (Eutilis).

##### Problématique

Qu'elle soit au service de l'État lui-même, des citoyens ou de l'industrie, la machine informationnelle de l'État est de plus en plus coûteuse en moyens humains et financiers. Se pose alors le problème de son utilité économique et sociale. Quelle part des ressources nationales une société est-elle prête (et dans quelle mesure doit-elle l'être) à consacrer à la mise en place et à l'entretien des activités informationnelles de l'État ?

Quelle légitimité peut-on invoquer pour justifier économiquement et socialement le développement de ces activités ?

Les tentations sont grandes actuellement en Europe et aux États-Unis de raisonner en termes d'analyses coûts-avantages pour attribuer une légitimité rationalisatrice à des actions de démantèlement de pans entiers des systèmes statistiques nationaux. Dans un contexte socio-économique d'ingouvernabilité croissante, les fondements économiques de ces décisions doivent être interrogés.

##### Déroulement du colloque :

La première partie de la matinée du colloque a été consacrée à une présentation générale des questions que posent les relations entre l'État et l'information d'un point de vue politique, économique et social (Maurice Ronai). Trois "témoignages" concrets des réponses apportées à ces interrogations aux États-Unis et au Japon, ont ensuite permis de faire le point sur la place de l'État vis à vis de l'information dans ces deux pays. Robert Gellman du Congrès Américain et John Berman,

représentant des professionnels de l'information électronique aux États-Unis, ont notamment expliqué comment étaient organisés le débat et le consensus politique sur la question du partage des rôles entre secteur privé et gouvernement en matière d'information. Masamitsu Negishi a fait une présentation du rôle du gouvernement japonais dans le développement de l'infrastructure informationnelle.

La seconde partie de la journée a donné lieu à des contributions centrées sur l'importance du débat démocratique permanent concernant la gestion des relations entre l'État, la sphère industrielle et la sphère civique en matière d'information. Thierry Ribault a proposé de développer une nouvelle vision de l'information fondée sur la notion de patrimoine, tandis que Paul Ladrière et Claude Gruson ont insisté sur le rôle de l'information publique dans l'organisation du débat démocratique ainsi que sur la nécessité de penser simultanément système d'information et système politique. Une présentation critique de la rationalité des politiques publiques et de leurs fondements informationnels par Claude Riveline, est venue alimenter le débat sur les limites de l'utopie démocratique.

#### Suites du colloque

- Publication d'un ouvrages sur la politique américaine d'information par Maurice Ronai de l'EHESS et Thierry Ribault de l'IFRESI-ENIC, en décembre 1993.

### **Colloque international : "Arras 1891-1991 Cent ans de conventions collectives"**

Ce colloque international a été organisé avec le soutien et l'implication de l'IFRESI les 21 et 22 novembre 1991 à Arras par Mmes REBÉRIOUX, R. TREMPÉ, A. KUHNMUNCH, MM. O. KOURCHID, M. SIMON, G. CAIRE

Dans le contexte d'accords salariaux fondés sur la négociation individuelle ou locale, les conventions signées en 1891 entre les représentants des ouvriers mineurs et ceux des compagnies houillères du Nord-Pas de Calais sont considérées comme un fait fondateur et un texte capital au regard des conventions collectives en France.

Le colloque qui a réuni une centaine de participants a présenté en premier lieu les aspects passés et présents des conventions collectives dans plusieurs pays charbonniers (Allemagne, Belgique, États-Unis, France, Grande-Bretagne, Inde, Pologne, République Sud Africaine).

En second lieu, il a permis de faire le point sur la façon dont les conventions collectives ont évolué en fonction de la législation générale, du droit du travail et des circonstances économiques et politiques, à partir d'autres branches industrielles, en Europe communautaire, et dans les sociétés post-soviétiques. Les actes seront publiés par la Revue du Nord (numéro spécial).

### **Atelier international sur l'influence, les réseaux sociaux et les structures discrètes**

Michel FORSÉ organise à L'IFRESI du 20 au 22 septembre 1993 un atelier international sur l'influence, les réseaux sociaux et les structures discrètes.

Les premiers travaux empiriques sur l'influence (RYAN et GROSS, USA, années 40 puis LAZARSFELD et al.) ont préfiguré l'importance explicative des structures relationnelles. Il s'agira lors de cette réunion de faire le point de travaux en cours dans les domaines des réseaux personnels (relations de confiance) et complets (organisation). Les questions méthodologiques seront également abordées : en amont à propos de l'échantillonnage, et en aval sur ce que peuvent apporter les méthodes discrètes (treillis de GALOIS par exemple) à l'analyse des résultats d'enquêtes.

Participants : DEGENNE Alain, DUQUENNE Vincent, FERRAND Alexis, FLAP Hendrik, FORSÉ Michel, LANG Harmut, LAZÉGA Emmanuel, MOUNIER Lise, SCHWEIZER Thomas, SNIJDERS Tom, STOKMAN Frans, VAN METTER Karl, WHITE Douglas, WIPPLER Reinhard

## **4. ACTIVITÉS DE TRADUCTION**

Cécile SOUDAN, Chargée des Relations Internationales à l'IFRESI, a réalisé, en collaboration avec 5 enseignants-chercheurs de la Faculté de Sciences économiques de l'Université de Lille 1 [B. DELMAS, T. DEMALS, R. MAHIEU, H. PHILIPSON et F. VANDEVELDE (LAST-CLERSE)] la traduction des *Principes de l'économie et de l'impôt* de David Ricardo, ouvrage paru en Février 1993

dans la collection Garnier-Flammarion. Elle a, par ailleurs, assuré la traduction d'une série d'articles portant sur des sujets directement liés à l'activité de recherche menée à l'IFRESI.

#### Économie des services et de l'information

- "Productivity of Hospital Systems in France and in the United-States : Concepts, Methods of Assessment and Comparison", J. GADREY (LAST-IFRESI).
- "Employment and productivity in French and American Hospitals", J. GADREY.
- "The Theory of Services : a Major Part of ou Understanding of Contemporary Society", J. GADREY.
- "Investigation on the service dimension of the food retailing sector", J. GADREY.
- "The Diminishing Returns of Productivity Concept : Lessons from a Comparative Study of France and the United States in the Service Sector", J.GADREY, T. NOYELLE, Th. STANBACK.
- "Specificity of consultancy Services and Forms of Innovation", F. GALLOUJ (LAST-IFRESI).
- "Internationally Traded Labor Services in Africa : Issues for a General Agreement on Trade in Services" (Rapport à la CNUCED), traduction réalisée pour T. NOYELLE, Directeur-adjoint du Eisenhower Center for the Conservation of Human Resources, Columbia University.
- "Production and circulation of scientific and technologic knowledge : Research-Development as a specific economic activity" O. WEINSTEIN, Université de Paris X.

#### Économie du travail

- "Actions of Qualification by Alternation : A first Presentation" F. BENTEUX (LAST-IFRESI)

#### Économie européenne

- "Social Europe and Economic Cohesion : Joint and Partly Contradictorily Goals", P. MAILLET et S. DORMARD, Université de Lille I.
- Traduction des actes du colloque de la Confédération des Associations Européennes d'Economistes, organisé à Lille par l'Association Française de Science Economique, sur le thème des Politiques structurelles en Europe. 13-15 Sept. 1990. Publication dans la *Revue du Marché Commun*.
- "The EC Industrial Policy and its impact on French and European Industrial Policy", Ph. ROLLET, CEPE-IFRESI.
- "Sweden to E.C ? Finland along", article de Jouko Ylä-Liedenpohja, Professeur à l'Université de Tempere, Finlande. Publication dans la *Revue du Marché Commun*.
- "Prospective européenne après Maastricht : de délicats problèmes de mise en oeuvre pour la fin du siècle", P. MAILLET, Université de Lille I.
- "European Prospects after Maastricht : Some crucial problems of Implementation for the end of the Century", Prof. P. MAILLET, AISE World Congress, Moscow, August 1992.
- "Les transformations du marché en Russie : des perspectives encore incertaines", Prof. O.T. BOGOMOLOV, publication dans *La Revue du Marché Commun*.
- "Sustainable Development and Worldwide Market Economy : A Necessary but Difficult Conciliation", Prof. P. MAILLET, Publication dans la revue *Sustainable Development*.
- Traduction des chapitres 3, 4, 5, 8, 9, 10 du Tome 1 de la Collection "Chaire Jean Monnet" à paraître chez L'Harmattan :
- "From a Transition to Another : Is the Marxist Logic Reversed ?", Prof. REDOR, CEPE-IFRESI, Lille, Publication dans la revue : *European Journal of History of Economic Thought*, 1993.

#### Sociologie

- "Le monopole d'Etat de la violence dans la perspective de l'anthropologie du Droit". Article de Franz Von BENDA-BECKMANN (Université de Wageningen). Publication aux Editions L'Harmattan.

## 5. ÉCHANGES SCIENTIFIQUES INTERNES ET EXTERNES

### Les Journées de l'IFRESI

Les Journées de l'IFRESI qui se tiennent tous les deux ans depuis 1989 sont une des formes importantes poussant aux interactions entre les personnes impliquées dans la fédération. Elles sont en effet l'occasion de présenter et de discuter de nombreux éléments significatifs de recherches réalisées dans les équipes qui participent à l'IFRESI.

Si ces Journées ont d'abord une fonction interne, elles visent aussi les échanges avec l'extérieur de l'Institut. Elles bénéficient ainsi de quelques communications présentées par des chercheurs travaillant dans d'autres laboratoires sur des thèmes proches et avec lesquels les relations sont très régulières. Plus généralement, elles sont ouvertes à tous les membres concernés de la communauté scientifique, aux partenaires de celle-ci, notamment régionaux, qui sont attentifs aux recherches menées, et dont les connaissances et l'expérience sont porteurs d'observations à intégrer pleinement dans les discussions.

Chaque édition des Journées a marqué une étape importante pour la vie de l'Institut Fédératif et pour le développement dans la Région Nord-Pas de Calais d'un milieu structuré de recherche.

### Les Deuxièmes Journées (1991)

Les deuxièmes Journées ont rassemblé 103 participants et bénéficié de 50 communications écrites. Ces contributions sont parvenues préalablement aux Journées à un groupe de préparation. Elles ont été par ses soins ventilées entre les quatre séances prévues. Le dossier ainsi constitué a été fourni à l'avance à tous les participants. Chaque séance a été précédée de deux brefs exposés liminaires synthétisant acquis, interférences et points appelant débat.

Le programme des Journées s'est organisé en quatre sessions :

Session 1 : "Production, services, entreprises, espaces : une mutation informationnelle ?". Rapporteurs : J. GADREY, F. MILLEQUANT

Session 2 : "Mémoires, histoires, identités, sujets sociaux en questions". Rapporteurs : N. BURGI, O. KOURCHID

Session 3 : "Formation, insertion et identités professionnelles, gestion de la main d'oeuvre : nouveaux acteurs, nouveaux défis", Rapporteurs : N. GADREY, J.M.DUPREZ.

Session 4 : "Précarités, politiques sociales, lien social : ruptures ? recompositions ?". Rapporteurs : M. AUTES, F. CALCOEN.

### Les Troisièmes Journées (1993)

Ces Journées ont rassemblé 150 participants et ont bénéficié de 60 communications écrites par 79 chercheurs (certaines communications étant le fait de plusieurs auteurs).

Les communications rassemblées dans un volume (718 pages denses) ont été disponibles pour remise aux participants aux Journées préalablement à la tenue de celles-ci.

Le déroulement des Journées s'est opéré en fonction du but de celles-ci : confronter des objectifs, des postures de recherche, des résultats, et, sur cette base, dégager ensemble des lignes de forces, des perspectives, et des synergies à promouvoir.

Pour ce faire, des rapporteurs ont lors de chacune des demi-journées présenté les communications, mis l'accent sur des points d'intérêt commun et introduit ainsi la discussion. Les rapporteurs ont effectué un travail de synthèse très important; les textes de leurs rapports sont disponibles dans un volume particulier (82 pages).

Compte tenu du travail des rapporteurs, les discussions se sont organisées autour de quatre thèmes principaux constituant une base importante de référence pour le développement futur des recherches de l'IFRESI :

- Le premier thème a mis l'accent sur les acteurs et sur les organisations privées et publiques qui interviennent dans les processus d'innovation, de montée des services et de l'informationnel, dans les transformations corrélatives de la production matérielle, etc... (rapporteur : Lise DEMAILLY)

- Le second thème a insisté sur les questions complexes de l'efficacité des activités. Il a fortement recoupé le premier thème à propos notamment des mutations des activités et d'interrogations sur l'évaluation que celle-ci concerne la production matérielle, les services, ou les politiques publiques (rapporteurs : Jean-Philippe BOUSSEMART et Benoît DERVAUX)

La discussion générale à la fin de la première journée a intégré des éléments complémentaires en particulier sur les rapports État - Marché et sur l'intérêt des comparaisons historiques (introduction à cette discussion générale par Jean-Pierre HIRSCH et Philippe MINARD)

- Le troisième thème est parti de la place que la formation, avec ses divers déterminants, occupe dans les trajectoires sociales et professionnelles pour s'attacher ensuite à divers traits de la vie urbaine : exclusions, représentations et tensions sociales, situations démographiques et sanitaires (rapporteurs : Dominique DUPREZ et Zaïlia ZEROULOU)
- Le quatrième thème a porté sur les dynamiques spatiales et urbaines générées par les rapports des entreprises aux territoires, les politiques publiques, les comportements des ménages. Il a considéré les stratégies de développement localisées (rapporteurs : Frank MOULAERT et Didier PARIS).

Ces Journées ont permis de confirmer et d'affiner les objectifs pour les prochaines années de développement de l'IFRESI comme Fédération de Recherche sur les Activités Productives et les Villes.

#### Le projet des Quatrièmes Journées (1995)

Pour la prochaine édition des Journées, le projet est de garder les fonctions de socialisation des Journées antérieures, mais en allant nettement plus loin dans l'articulation avec des débats et interactions réguliers organisés à différents niveaux sous la forme de séminaires de travail, des journées d'étude plus légères, etc... Les Journées de 1995 seraient ainsi un débouché et une relance de formes plus régulières de confrontation.

Comme indiqué dans la première partie de ce rapport (p°6), la Trilogie "Emploi, Efficacité, Lien Social" pourrait constituer une direction privilégiée de croisement entre analyses des mutations de la production et analyses des phénomènes urbains. Un point systématique devrait pouvoir être dressé lors des Journées de 1995 en s'appuyant sur plusieurs thèmes transversaux au programme de l'IFRESI. Des initiatives précises sont déjà prévues en ce sens pour le thème "Évaluation des politiques, performances des entreprises, efficacité des services" (Cf. les indications données p°213-214 de la deuxième partie). Des initiatives similaires et complémentaires seront cherchées prochainement afin de confronter les approches organisationnelles présentes dans de nombreux travaux sur des objets contemporains y compris dans leur inscription territoriale et les approches historiques des "marchés et institutions", avec recherche là aussi d'un débouché dans les Journées de 1995.

### Journées d'étude

#### \* Journée d'étude : "Maîtrise de l'énergie, économie, environnement. L'apport de la modélisation économique" (20 juin 1990)

Cette journée d'études s'est tenue à l'FRESI le 20 juin 1990 sous la responsabilité de BOUSSEMAR Jean-Philippe, LAFOLIE Bertrand, LESOURD Jean-Baptiste et MASSON Pierre. Les organismes impliqués étaient l'AFME, l'IFRESI, le LABORES.

La journée a rassemblé 55 participants avec 8 communications et 2 tables rondes. Le programme s'est déroulé en deux sessions :

Session 1 : Problème méthodologiques et instruments économétriques appliqués à la modélisation de la demande d'énergie et de l'environnement. Président : J.PERCEBOIS (CNRS, Université de Montpellier)

Session 2 : Les modèles technico-économiques appliqués à la maîtrise de l'énergie : bilan et perspectives. Président P.VALETTE (CCE D.G. XII, responsable du programme JOULE sur les modèles Énergie et Environnement).

#### \* Journée d'étude "Processus d'exclusion et dynamique d'emploi" (18 Novembre 1992)

Cette journée d'études, organisé par le CLERSE avec le concours de l'IFRESI, de l'Université des Sciences et Technologies de Lille et de sa Faculté des Sciences Économiques et Sociales, s'est tenue le 18 Novembre 1992 sur le campus de l'USTL et a rassemblé plus de 100 participants : chercheurs, universitaires mais aussi décideurs ou responsables d'études appartenant à différentes administrations, nationales, régionales ou locales.

La journée d'études a permis de traiter, tant au plan conceptuel que pratique, les problèmes relatifs aux processus d'exclusion et aux dynamiques d'emploi. La journée a été aussi l'occasion de confronter aux travaux réalisés par d'autres équipes, les recherches et études, nombreuses et variées, développées par les différentes composantes du CLERSE sur les thèmes de l'exclusion et de

l'insertion. Ainsi sur les seize communications présentées lors de la journée, la moitié étaient issues des travaux menés par le CLERSE. Des Actes de la journée ont été publiés et ont fait l'objet d'une large demande.

Le comité d'organisation était composé de Didier DEMAZIERE (LASTREE), Gilles FERREOL (METIS) et François STANKIEWICZ (LAST).

## Séminaires

Les séminaires mentionnés ci-dessous sont organisés dans le cadre de telle ou telle formation participant à l'IFRESI, en étant en général ouverts à l'ensemble des personnes impliquées dans les activités de la fédération, et en bénéficiant du soutien de celle-ci.

### \* Séminaire sur la Socio-Économie des services, la régulation et les conventions

Un séminaire mensuel sur la Socio-Économie des services, la régulation et les conventions, est organisé à l'IFRESI par Jean GADREY (LAST-CLERSE). Il assure avec 12 à 15 participants réguliers des débats interdisciplinaires autour de textes fondamentaux, en 1992-1993 : Knight, Ackerlof, Boltanski-Thévenot, Favereau, Callon, Latour, J-D. Reynaud, O. Godard.

### \* Club Doctorants Ressources Humaines

En 1992-1993, a été constitué à l'initiative de F. STANKIEWICZ et à titre expérimental, un club Doctorants Ressources Humaines dont l'objectif est de susciter la discussion scientifique à partir de textes théoriques fondamentaux intéressant le champ concerné.

L'IFRESI a été le lieu d'accueil des quatre séances de travail du club programmées en 1992-1993.

Par ailleurs, l'IFRESI a permis la tenue de deux journées d'études de la formation doctorale "Économie Industrielle et des Ressources Humaines".

### \* Groupe de Science Régionale

Ce groupe animé par Guy JOIGNAUX a été créé en 1989 à l'initiative de quelques universitaires de différentes disciplines (économie, géographie, science politique,...) intéressés par la "question régionale". Il accueille aussi un certain nombre de "praticiens" du développement local et de la planification régionale. Actuellement, le groupe compte une cinquantaine de membres. Son activité essentielle consiste en l'organisation régulière d'un séminaire de travail (environ une fois par mois). A ce titre, le G.S.R. a bénéficié du soutien de l'IFRESI depuis 1990.

En juin 1992, le G.S.R. a en outre organisé une journée d'étude, réunissant une cinquantaine de participants, sur le thème de l'évaluation des politiques publiques.

### \* Séminaires du CESURE

Le CESURE organise à l'IFRESI une série de séminaires portant sur des thèmes variés de l'analyse économique spatiale. Pour l'année 1992-1993, les séances suivantes ont déjà été organisées :

"Les villes françaises dans le réseau urbain européen", avec Alain Sallez (ESSEC et ENPC)

"Les disparités spatiales et leur évolution", avec Laurent Davezies, de l'Université de Créteil

"Modélisation des migrations", avec Alain Jacquot, de l'INSEE

"Dynamique des milieux industriels localisés", avec Bruno Lecoq, du LATAPSES

"Diffusion spatiale des mouvements de prix", avec Bertrand-Marie ROEHNER, de l'Université de Paris VII

### \* Séminaires organisés par le LARU "Services, Développement Régional, Réseaux"

- Séminaire international : "Les services rendus aux entreprises dans les métropoles de tradition industrielle." (Responsables scientifiques : F. CUNAT, B. THOMAS)

Ce séminaire organisé conjointement par le LARU et le CRAPS s'est tenu le 11 mars 1993 à l'IFRESI avec le concours de la Région Nord-Pas de Calais, en relation avec le M.R.E., la DATAR, le Réseau Européen de Recherche sur les Services et les Espaces (40 participants). Son objectif était de confronter les résultats de recherches en cours, et d'inventorier les diverses approches en vue du colloque IFRESI / PIR-Villes de mars 1994 à Lille.

- Séminaire international : "Développement Régional, Planification Urbaine et Cartographie"  
Ce séminaire est organisé par J.L. CALVO (Université de SARAGOSSE) et F. CUNAT (LARU - IFRESI) avec l'appui de la C.E.E. et du Conseil des Communes et Régions d'Europe (C.C.R.E.). Son objectif est de développer une méthodologie associant la technique cartographique et les processus décisionnels en aménagement du territoire, de servir de base à un échange d'expériences entre collectivités territoriales, de contribuer ainsi à la diffusion de technologie. Six séances de travail se sont tenues depuis octobre 1991 successivement à Lille, Saragosse, Charleroi, Valencia, Saragosse et Lille. Elles ont conduit aussi à la venue à l'IFRESI de G.GORNOSTAEVA chercheur de l'Université de Moscou pour un séjour de deux ans (Cf. p° 217). Des développements sont prévus pour 1993-1994.

#### \* Séminaires "Déviances et Sécurités "

- Séance du séminaire national : "Ordre public - politiques publiques"

Ce réseau national impliquant de nombreux laboratoires œuvrant dans le domaine des politiques sociales et judiciaires (CLERSE, CESDIP, CRIV, GRASS, CSU, CERAT, CRESAL, GAPP, GLYSI et la MIRE) a organisé une séance le 20 mars 1992. Le thème de la journée portait sur "la transformation des identités professionnelles dans le secteur social et judiciaire" avec des interventions d'A. BANCAUD, A. BOIGEOL, D. DUPREZ, C. LAMARCHE. Cette journée d'études s'est tenue à l'IFRESI et a été coordonnée par D. DUPREZ (LASTREE-CLERSE).

- Groupe de travail LASTREE-CLERSE : "Représentations et pratiques professionnelles dans la justice des mineurs" (Organisateurs : D. DUPREZ, K. FRIZER et C. LAMARCHE)

L'objet de ce travail est d'étudier les transformations qui sont à l'oeuvre dans le domaine de la justice des mineurs. Une confrontation de sociologues à des spécialistes du domaine (historiens) et surtout à des acteurs de la mise en oeuvre des politiques judiciaires (magistrats, éducateurs) a donné lieu à plusieurs réunions dans le cadre de l'IFRESI, et à une présentation en 1993 des premiers résultats dans le cadre du séminaire mensuel du LASTREE qui se réunit à l'IFRESI.

#### **Contribution à la revue "Entreprises et Histoire"**

E. CHADEAU (membre du Comité Éditorial) et C. DESAGHER (co-secrétaires de rédaction) ont participé en 1992 et 1993 aux travaux de l'IFRESI tout en contribuant à animer, de Lille, la revue "Entreprises et Histoire". Les autres membres du comité éditorial de cette revue sont : François CARON (Paris IV), Alain PLESSIS (Paris X), Henri MORSEL (Lyon III), Christian STOFFAES (EDF). Le siège de cette revue se trouve à Paris, 54 Boulevard Raspail et son édition et sa diffusion sont assurées par les Editions Eska (l'éditeur des Annales des Mines). Ce faisant, une partie du travail d'animation scientifique de la Revue a pu bénéficier des infrastructures et des facilités techniques apportées par l'IFRESI à ses chercheurs et enseignants-chercheurs associés, comme de l'accueil et de l'environnement scientifique qu'il offre.

## **6. LES PARTENAIRES DE LA RECHERCHE, L'EXEMPLE DE LA COOPÉRATION AVEC LE RÉSEAU NORD-PAS DE CALAIS TECHNOLOGIE**

Les chercheurs des équipes participant à l'IFRESI entretiennent de très nombreux liens avec les partenaires privés et publics de la recherche. La structure fédérative offre ici des avantages importants (Cf. les indications données p°11 de la première partie de ce rapport).

On renverra aux rapports d'activité des formations participant à l'IFRESI pour une présentation de ces très nombreux liens. On se bornera ici à donner un exemple particulier des apports de la structure fédérative. Il s'agit de la coopération avec le Réseau Nord-Pas de Calais Technologie.

À partir du 1er juillet 1993, l'IFRESI accueille, dans le cadre de ses activités scientifiques, le siège social du Réseau Nord-Pas de Calais Technologie, en liaison avec une recherche opérée sous la responsabilité de Christian MAHIEU.

Le Réseau est un dispositif très léger. Il vise à mettre "en réseau" des actions de partenaires impliqués dans les transferts de technologie concernant les PME : ANVAR, Chambre Régionale de Commerce et

d'Industrie, Conseil Régional, Conseils Généraux du Nord et du Pas de Calais, Comité Interprofessionnel Social et Économique, Délégation Régionale à la Recherche et à la Technologie, Direction Régionale de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement.

L'accueil du siège social du Réseau et de son responsable, dans les locaux de l'IFRESI est lié au développement d'une recherche sur les activités d'intermédiation entre entreprises et centres de compétences. La recherche inclut la mise en place d'un dispositif permanent d'analyse des relations industrielles générées par l'activité du Réseau.

Cet accueil et cette recherche s'inscrivent dans la continuité d'opérations antérieures avec les structures régionales de "transfert de technologie". Au fil de celles-ci, la démonstration a commencé à être faite qu'une structure de recherche en sciences sociales pouvait être un partenaire utile à la réflexion des acteurs locaux engagés dans le soutien à l'innovation technologique des entreprises. Cette démonstration s'est opérée petit à petit lorsque les analyses proposées dans les recherches ont été validées par les acteurs confrontés aux difficultés de consolidation des premières politiques publiques engagées.

Il s'est agi tout d'abord d'études menées en commun dans le cadre du Pôle de Productique, puis d'une collaboration plus étroite entre l'IFRESI et le Réseau Régional de CAO.

Lors de la création du Centre Régional de Génie Industriel, continuant sous des formes renouvelées les missions des structures précédentes, le programme PIRTTEM a encouragé la collaboration entre l'IFRESI et le CRGI en apportant un financement (opération dite de "structuration régionale") durant toute la durée du Contrat de Plan 1989-1993.

L'I.F.R.E.S.I. poursuit d'ailleurs en collaboration avec le C.R.G.I. une étude dont l'objectif est le suivant : analyser le processus de construction de la "demande industrielle" à partir des flux informationnels mis en évidence à l'intérieur des diverses étapes qui constituent le management d'un projet de développement technique. Le bilan scientifique de ces opérations a été présenté dans la fiche 2.2.3. E de la deuxième partie.



